

PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE  
FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

---

COBDEN

---

LIGUE CONTRE LES LOIS - GÉNÉRALES  
ET DISCOURS POLITIQUES

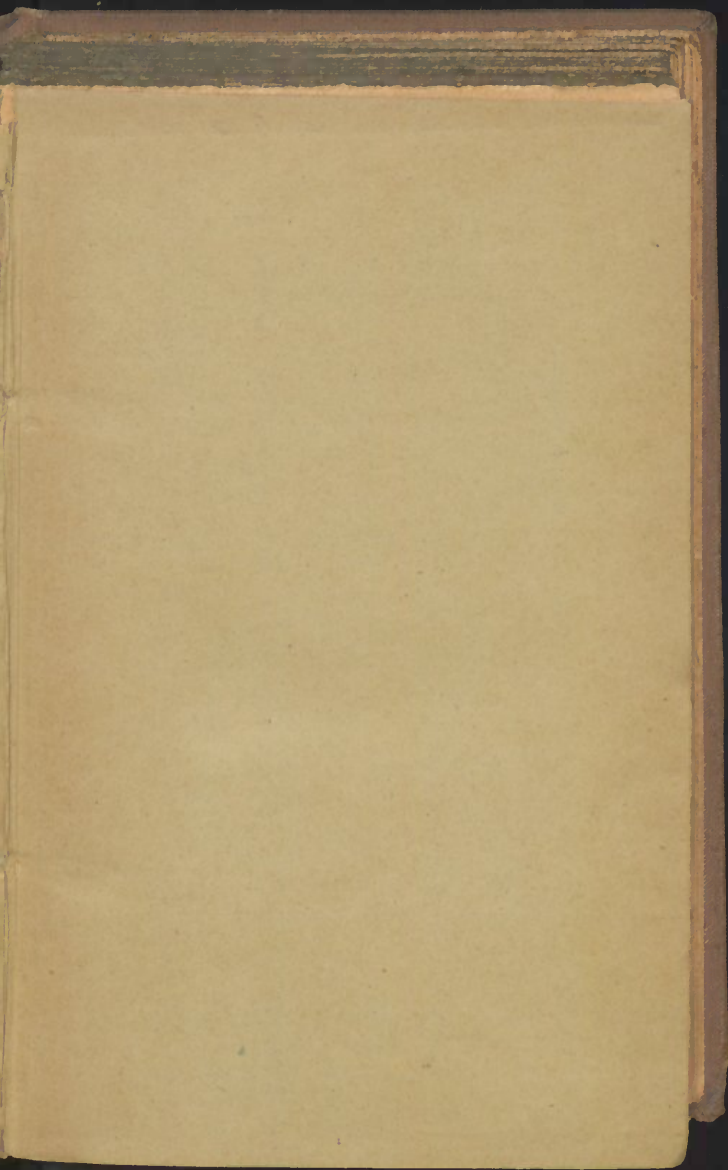
---

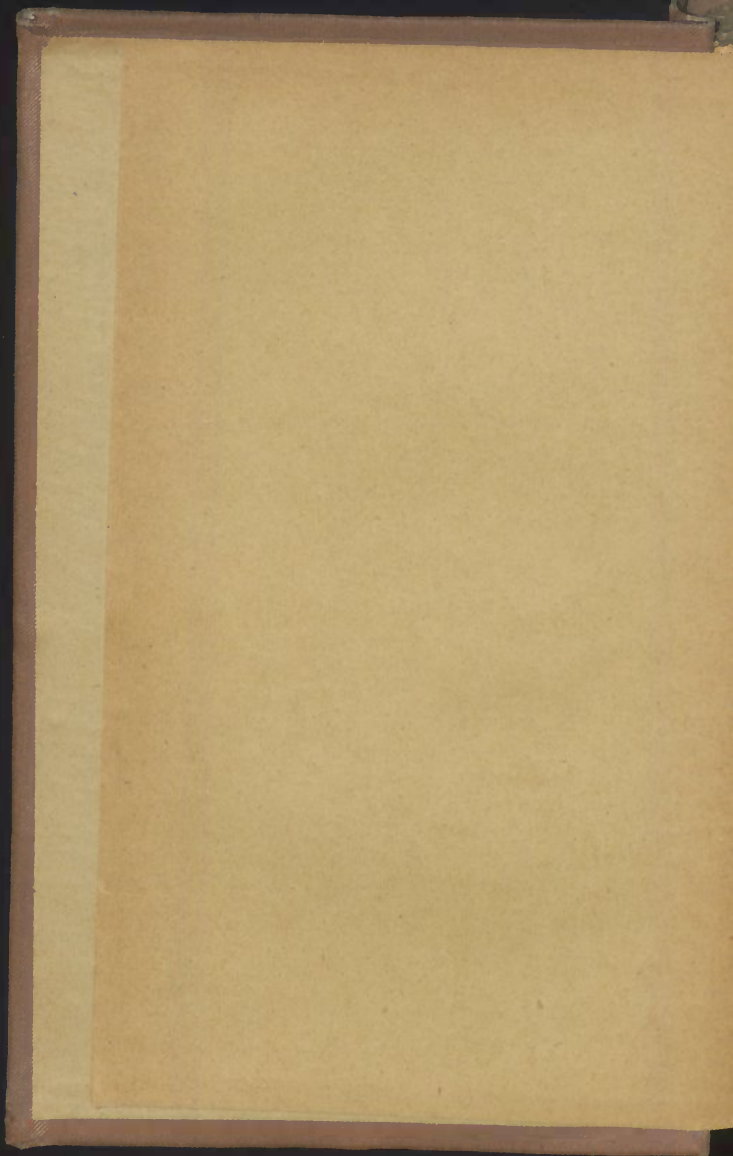
---

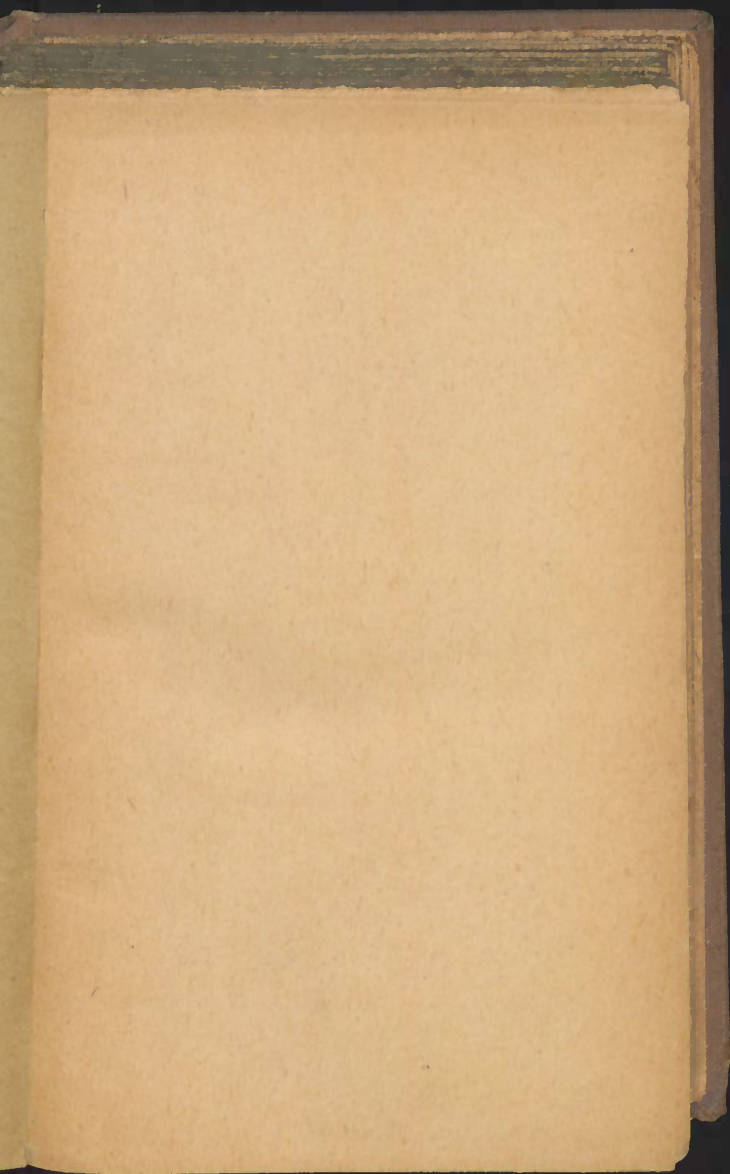
PARIS — GUILLAUMIN & C<sup>ie</sup> 14 rue Richelieu

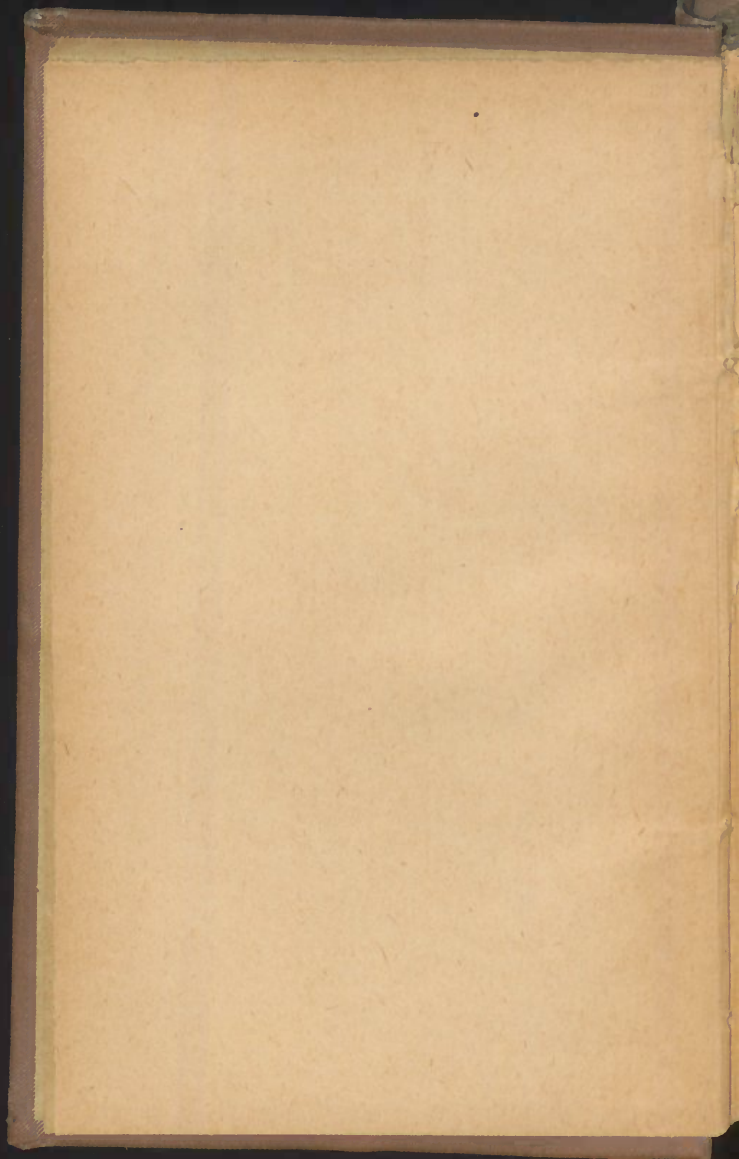
1920 I 55

6









COBDEN

PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE  
FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

Publiée sous la direction de M. J<sup>h</sup> CHAILLEY.

---

VOLUMES PARUS :

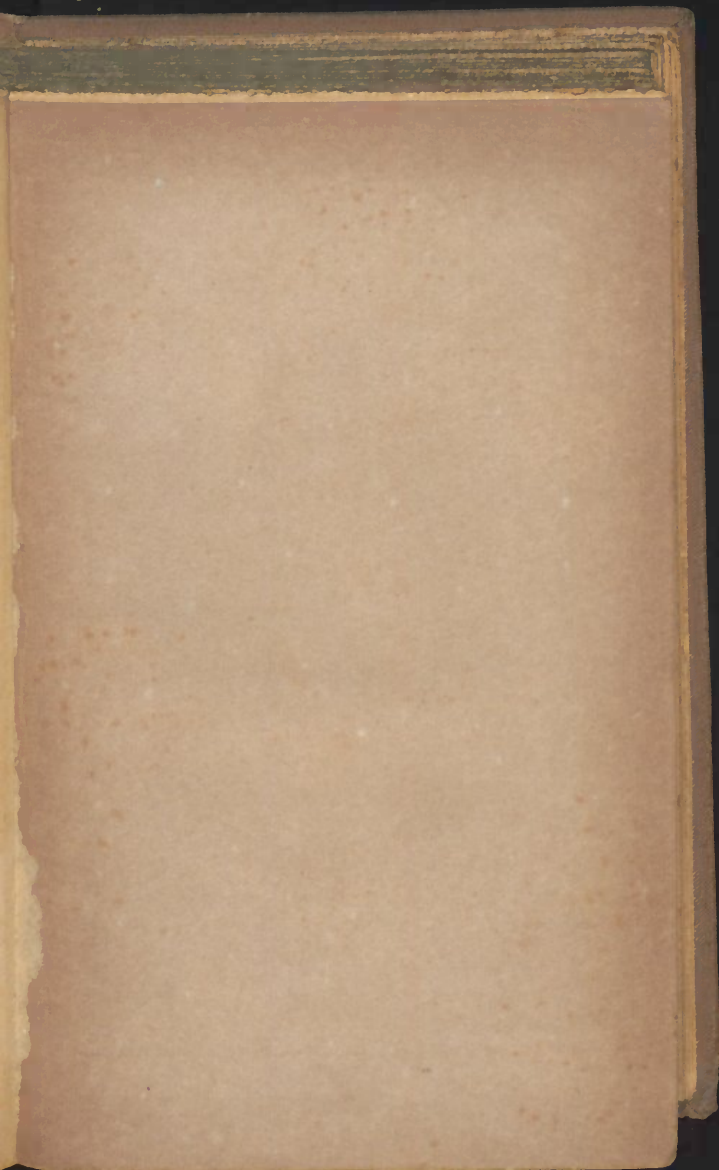
Vauban, par M. G. MICHEL.  
Bentham, par M<sup>lle</sup> S. RAFFALOVICH.  
David Hume, par M. LÉON SAY.  
J.-B. Say, par M. H. BAUDRILLART.  
Adam Smith, par M. COURCELLE-SENEUIL.  
Sully, par M. Joseph CHAILLEY.  
Ricardo, par M. P. BEAUREGARD.  
Turgot, par M. L. ROBINEAU.  
John-Stuart Mill, par M. LÉON ROQUET.  
Bastiat, par M. Alf. de FOVILLE.  
Malthus, par M. G. de MOLINARI.  
Fourier, par M. Ch. GIDE.  
F. Le Play, par M. F. AUBURTIN.

EN PRÉPARATION

Karl Marx, par M. VILFREDO PARETO.  
Quesnay, par M. Yves GUYOT.  
Schulze-Delitzsch, par M. Ar. RAFFALOVICH.  
Michel Chevalier, par M. P. LEROY-BEAULIEU.

---

1200-91. — Corbeil, Imprimerie Crété.





REV. W. STEVENSON

LÉON SAY

---

# COBDEN

---

LIGUE CONTRE LES LOIS-CÉRÉALES  
ET DISCOURS POLITIQUES

---

---

PARIS — GUILLAUMIN et C<sup>e</sup>, 14, rue Richelieu.



## INTRODUCTION

---

Cobden (Richard), 1804-1865; grand agitateur anglais; un des défenseurs les plus constants et les plus énergiques de la liberté commerciale en Angleterre.

Richard Cobden eut des débuts difficiles. Il dut travailler pour vivre et pour faire vivre les siens, car son père, fermier dans le Sussex, était mort ruiné. Mais son activité, son intelligence et sa probité l'élevèrent peu à peu jusqu'à la fortune. Il devint un des grands fabricants de tissus de coton de Manchester. Quand il vit ses affaires prospères et qu'il se crut sûr de l'avenir, il consacra ses efforts à la propagation des idées libérales. Il entra avec une ardeur extrême dans la lutte qui s'engagea de 1838 à 1846 pour obtenir d'abord l'abrogation des droits de douane sur les blés qui constituaient un monopole au profit de quelques grands seigneurs, propriétaires de presque toute la surface de l'Angleterre, et ensuite pour assurer le triomphe définitif de la liberté commerciale dont Huskisson avait posé les bases en 1825.

\*

Pendant qu'il s'occupait des affaires de son pays, il négligea les siennes et perdit, en quelques années, par suite de circonstances malheureuses ou par la mauvaise gestion de ses associés, tout le fruit de ses premiers travaux. Quand ses admirateurs et ses amis connurent ses embarras financiers, ils ouvrirent entre eux une souscription et réunirent un très gros capital. Ses établissements industriels furent liquidés; on acheta, pour la lui offrir, la petite maison où il était né et où son père était mort, et on lui assura une existence honorable.

Un jour, dans une réunion populaire, un homme grossier osa lui reprocher ce que le public avait fait pour lui. Cobden lui répondit par ces nobles paroles: « Cette maison, je la dois à la générosité de mes concitoyens. J'y suis né et j'y ai passé mon enfance; elle appartenait à mes ancêtres; mon père avait été forcé de la vendre. Grâce à la munificence de mes concitoyens, la voici de nouveau dans mes mains. J'ai pu rallumer le foyer paternel, au lieu même où s'est écoulée mon enfance. Aucun duc guerrier qui doit ses vastes domaines au vote du Parlement impérial n'a un titre de propriété plus honorable que le mien. »

La carrière de Cobden, comme défenseur des plus nobles idées et des causes les plus justement populaires, a été si remplie qu'on ne saurait la raconter, même sommairement, sans dépasser les bornes de cette notice. Mais il nous

suffira, pour faire comprendre la valeur de l'homme, de parler des deux grands triomphes de sa vie, des deux grands actes qui illustrent sa mémoire: la Ligue contre les lois-céréales et contre les monopoles du système protecteur, et la conclusion, à la suite de négociations d'un caractère très personnel et très étrange, du traité de commerce de 1860, entre la France et l'Angleterre.

Des hommes, peu connus en dehors du cercle de leurs relations d'intimité ou d'affaires, s'étaient réunis en octobre 1838 au nombre de sept, pour chercher en commun le moyen de renverser le monopole des propriétaires de terres à blé par les voies légales, et pour accomplir, comme l'a dit Bastiat, « sans troubles, sans effusion de sang, par la seule puissance de l'opinion, une révolution aussi profonde, plus profonde peut-être, que celle qu'ont opérée nos pères en 1789 ».

De cette réunion est sortie la Ligue contre les lois sur les blés, contre les *corn-laws*, contre les *lois-céréales*, selon l'heureuse traduction de Bastiat. La Ligue, à peine créée, s'étend à des milliers d'adhérents. Elle n'attend pas qu'on vienne à elle; elle se porte partout au-devant de ceux dont elle a pris la cause en mains. Elle ouvre de tous les côtés des écoles de liberté; ce sont des *meetings* dans de grandes salles, en plein vent ou sous des hangars et partout, pour entendre la voix de la Ligue, se pressent des

milliers d'auditeurs; c'est comme une université mouvante, qui fait, sur tous les points de l'Angleterre, l'éducation de ceux qui affluent à ses leçons, petites gens et grands industriels, cultivateurs et fermiers, ceux-là mêmes auxquels on osait dire qu'ils étaient protégés par les lois-céréales.

Cobden est son orateur; il est partout où l'on agite; il est l'agitateur par excellence. Il personnifie la Ligue. Sa figure est celle d'un vrai Normand; il a de la finesse dans les traits; son regard est scrutateur et doux; son maintien est timide et cependant tout son air respire l'assurance et la force. Il n'a pas la belle langue de John Bright, ni sa voix mélodieuse, ni cette puissance aisée, qui en ont fait le plus grand orateur de son temps; mais il va plus au fait; il saisit mieux son homme, le prend plus vite et le pêche, pour ainsi dire, le ramassant, sans qu'il puisse s'en défendre, dans son filet. C'est bien un grand pêcheur d'hommes. Quoi de plus simple, de plus grand, et en même temps de plus touchant que la scène où Cobden s'empare de Bright et l'entraîne, tout ému, dans cette noble lutte où les deux amis devaient combattre ensemble avec tant de gloire, et sans avoir un seul instant désespéré du succès! C'est Bright lui-même qui l'a racontée.

Il venait de perdre sa femme :

« J'étais alors, dit-il, à Leamington, et le jour où Cobden vint me voir, car il se trouvait

en visite chez ses parents, j'étais plongé dans une tristesse qui était presque désespérée; la lumière et le soleil de ma maison s'étaient éteints. Tout ce qui restait de ma jeune femme sur la terre, excepté la mémoire d'une vie sainte et d'un bonheur trop court, était étendu froid et immobile dans la chambre au-dessus de nous. M. Cobden venait me voir comme un ami et m'adressa, comme vous pouvez l'imaginer, des paroles de sympathie. Après quelque temps, il leva les yeux et me dit : Il y a, à cette heure, en Angleterre, des milliers de maisons où des mères, des enfants, meurent de faim. Eh bien! quand le premier paroxysme de votre douleur sera passé, je vous conseille de venir avec moi, et nous ne nous reposerons que lorsque la *loi* *céréale* sera abolie. J'entendis son appel. Je savais que la description de l'état où se trouvaient des milliers de malheureux n'était pas exagérée. Je sentis dans ma conscience que c'était une œuvre que quelqu'un devait accomplir; je répondis à sa demande et depuis ce jour nous ne cessâmes de faire des efforts pour exécuter la résolution que nous avions prise. »

Cobden a dû son succès, d'abord à sa ténacité naturelle, à la force avec laquelle il a su concentrer dans une seule idée toute l'activité de son esprit, toute l'émotion de son cœur, toute l'énergie de sa volonté, et aussi à la façon dont il savait s'emparer de ceux qui l'écoutaient, leur imposant à eux-mêmes une idée qui devenait à

leur tour leur idée fixe, et faisant de ceux qu'il avait entraînés, des recruteurs nouveaux pour de nouveaux adhérents. Du premier coup il brise les cadres des vieux partis dans lesquels les Anglais s'enrégimentaient jusque-là. Il n'y a pour lui ni tories, ni whigs, ni radicaux. Il traite avec la même violence et le même mépris les ducs de Wellington et de Buckingham, chefs des vieux tories, sir Robert Peel, chef des nouveaux tories, lord John Russell, chef des whigs, et le vieux Roebuck, chef des radicaux.

Il attaque un jour, en plein Parlement, sir Robert Peel avec tant de force que Robert Peel se lève tremblant de rage et l'accuse de provoquer à son assassinat.

Quand lord John Russell adhère aux principes de la Ligue par une lettre fameuse, il ne trouve qu'un mot de mépris pour parler de cette conversion : « La lettre d'Édimbourg a transformé lord John, de l'homme le plus obscur du royaume, en l'homme le plus populaire et le plus en vue. »

Il traite Wellington de vieillard imbécile et la Chambre des communes de « dégoûtante ».

« Qu'est-ce que le monopole du pain ? c'est la disette du pain. Vous êtes surpris d'apprendre que la législation de ce pays, à ce sujet, n'a pas d'autre objet que de produire la plus grande disette de pain qui se puisse supporter ? Et cependant ce n'est pas autre chose. (Écoutez ! écoutez !) La législation ne peut atteindre le but qu'elle poursuit que par la disette. Ne vous

semble-t-il pas que c'est assez clair? Quelle chose dégoûtante de voir la Chambre des communes! je dis dégoûtante ici; ailleurs, le mot ne serait pas parlementaire. Mon ami le capitaine Bernal leur a dit le mot en face, mais rappelé à l'ordre par le président, il a dû s'excuser et retirer l'expression. Mais allez, comme je l'ai fait, d'abord à la barre de la Chambre des lords et puis à la Chambre des communes, et vous verrez que le fond de leurs discours c'est : Fermage! fermage! fermage! cherté! cherté! cherté! fermage! fermage! fermage! (Rires et applaudissements.) Qu'est-ce que cela signifie? »

« Voilà une collection de grands seigneurs, de dignes gentilshommes assurément, et faisant figure sur les coussins de la Chambre des lords, mais du reste, ne dépassant guère le niveau de l'intelligence ordinaire et fort peu au-dessus de la médiocrité, selon ce que j'en puis savoir, en vertu et en connaissances. Mais enfin les voilà. Et qui sont-ils? — des marchands de blé et de viande. » (Bruyants applaudissements.)

La conversion de Robert Peel finit pourtant par l'attendrir. « Ma conviction, a-t-il écrit un jour après le triomphe de ses idées, c'est qu'en théorie, Peel a toujours été libre-échangiste, mais il ne pensait pas que le libre-échange absolu fût au nombre des mesures pratiques qu'on pût proposer à la Chambre des communes. C'était pour lui une question de calcul

de voix. Il était attelé à une majorité d'animaux inférieurs ; il devait suivre leur allure et non la sienne. »

Robert Peel de son côté ne lui tint pas longtemps rigueur, et il lui rendit le plus éclatant hommage en pleine Chambre des communes dans la soirée du 26 juin 1846.

L'abolition des lois-céréales avait été votée quelques jours auparavant par la Chambre des communes et la résolution des communes venait d'être sanctionnée par la Chambre des lords ; mais le jour où l'on apprit le consentement de la Chambre des lords, sir Robert Peel était mis en minorité sur la question irlandaise. Il descendit du pouvoir ; en adressant le même soir ses adieux aux représentants du pays, il leur rappela le vote fameux qu'ils avaient émis sur les lois-céréales :

« Le mérite de ces mesures, dit-il, je le déclare en m'adressant aux honorables membres de l'opposition comme à nous-mêmes, ce mérite n'appartient exclusivement à aucun parti. Il s'est produit entre les partis une sorte de fusion sous l'influence du gouvernement, et cette fusion a eu pour conséquence le succès définitif. Mais le nom qui doit être et qui sera certainement associé à ces mesures, c'est celui d'un homme dont les motifs ont été les plus désintéressés et les plus purs, qui, avec une infatigable énergie et faisant appel à la raison publique, a démontré leur nécessité par une

éloquence d'autant plus admirable qu'elle était simple et sans ornement : c'est le nom de Richard Cobden. »

C'était bien en effet Cobden qui avait triomphé, et le soir du vote il avait pu écrire à sa femme : « Ma chère Kate, hurrah! hurrah! Le bill des blés a passé, et maintenant mon ouvrage est achevé. »

Il faut lire dans l'histoire de la Ligue les discours entraînants du grand orateur; nous ne pouvons même pas les énumérer; nous citerons cependant, pour donner une faible idée de la forme et de la force de son argumentation, quelques passages tirés d'une de ses plus belles et plus émouvantes improvisations, de son discours sur l'émigration prononcé sur le théâtre de Drury-Lane à Londres, le 30 mars 1843 :

« ...Ne vaut-il pas mieux que l'Angleterre conserve ses enfants pour l'enrichir et la défendre plutôt que de les expatrier? Mais on dit : « Ces pauvres tisserands (tant on a de sympathie pour les pauvres tisserands), certainement il faut les renvoyer. » Mais qu'en pensent les tisserands eux-mêmes? Voici M. Symons, commissaire intelligent, qui a été chargé de faire une enquête sur la condition des ouvriers. Il rapporte leur avoir fréquemment demandé s'ils étaient favorables au système de l'émigration et qu'ils ont constamment répondu : « Il serait bien plus simple et bien plus raisonnable de porter les aliments vers nous, que de nous

porter vers les aliments. » Car pourquoi expatrier le peuple ? quel est le but de cette mesure ? c'est littéralement pour le nourrir ; il n'y a pas d'autre raison de le jeter sur des plages étrangères... Je n'ai aucune objection à faire contre l'émigration volontaire ; mais l'émigration, lorsqu'elle provient de la nécessité de fuir *la famine légale*, c'est de la déportation et pas autre chose. (Bruyantes acclamations.) Rendez au peuple de ce pays le droit d'échanger le fruit de ses labeurs contre du blé étranger, et il n'y a pas en Angleterre un homme, une femme ou un enfant qui ne puisse pourvoir à sa subsistance, et jouir d'autant de bonheur sur sa terre natale, qu'il en pourrait trouver dans tout autre pays sur toute la surface de la terre. »

Après avoir triomphé de tous ses adversaires et de tous les obstacles, la Ligue contre les lois-céréales, qui avait lutté pied à pied pendant huit années et qui avait fini par obtenir de la loi la consécration du principe de la liberté des échanges, prit la résolution de se dissoudre. Néanmoins les membres qui l'avaient formée et illustrée ne crurent pas leur rôle fini ; ils ne ralentirent pas leur activité et se donnèrent une nouvelle tâche. Ils formèrent un nouveau programme, programme de paix et de non-intervention dans les affaires du monde. La paix était pour eux la conséquence nécessaire du développement des relations commerciales des peuples. Cobden se dévoua à la défense de ce

second programme avec autant d'énergie qu'à celle du premier, et les congrès de la paix n'eurent pas d'orateur plus fidèle ni plus écouté que lui. Il ne craignit pas de se mettre, en faisant cette propagande, en travers de tous les entraînements d'un patriotisme surexcité. Lord Palmerston, le représentant des vieux préjugés de la vieille Angleterre, était, en 1854, le chef du cabinet. Sa politique étrangère était toujours active et souvent agressive. Il se souciait fort peu des congrès de la paix, et disait à la veille de la guerre de Crimée : « La nation anglaise est unanime sur cette question ; je dis unanime, car je ne puis compter pour quelque chose Cobden, Bright et C<sup>ie</sup>. »

Aux élections générales de 1857, les électeurs, si fidèles jusque-là aux grands défenseurs de la cause populaire, ne renvoyèrent au Parlement ni Cobden, ni Bright, ni Milner Gibson. Cet échec causa une consternation véritable parmi leurs amis : c'était une déroute pour l'école de Manchester. Pendant deux années de suite Cobden se trouva hors de la Chambre des communes ; les électeurs ne lui en rouvrirent les portes qu'en 1859, par une élection partielle à Rochdale. Bright y était rentré avant lui.

Le temps approchait où Cobden allait rendre un nouveau service à son pays. Les Chambres françaises étaient toujours restées dévouées au système protecteur, et il n'y avait aucune chance de leur faire accepter en 1860, plus que dans les

années précédentes, le vote d'une loi intérieure quelconque accordant aux consommateurs un abaissement sérieux dans le tarif des droits de douanes. Cependant la constitution donnait à l'empereur Napoléon III le pouvoir de signer des traités avec les nations étrangères, sans qu'il lui fût imposé de les faire ratifier par une loi. Michel Chevalier comprit que, dans cet état de choses, il devait tourner tous ses efforts du côté de l'empereur ; c'était lui, ce n'était pas l'opinion publique qu'il était nécessaire de convertir aux idées libérales. On sait quel fut le succès de cette tentative. L'empereur, M. Rouher, M. Barroche et M. de Persigny consentirent à ouvrir secrètement des négociations avec l'Angleterre. L'affaire fut menée comme une conspiration, ce qui d'ailleurs n'était pas pour déplaire à Napoléon III.

Michel Chevalier se mit immédiatement en rapport avec Cobden. C'était bien contraire aux principes de Cobden que de réaliser la liberté commerciale par un traité. Il avait affirmé cent fois qu'une nation, quand elle abaissait les droits de douanes, le faisait à son profit, que par cet abaissement elle se faisait du bien à elle-même, puisqu'elle se donnait la possibilité d'acheter à meilleur compte ce dont elle avait besoin. La doctrine de la réciprocité est l'antipode de la doctrine économique.

Mais Cobden vit de tels avantages de fait et de propagande dans la modification qu'un traité de

commerce pourrait réaliser dans le système français, qu'il consentit à être un des ouvriers de l'œuvre de Michel Chevalier. Après s'être mis d'accord avec M. Gladstone, il se rendit à Paris et y arriva le 18 octobre 1859; il eut presque immédiatement une entrevue avec l'empereur. La négociation se poursuivit très secrètement, avec continuité mais non sans difficultés, jusqu'au 9 janvier 1860. Ce jour-là l'empereur fit paraître au *Moniteur* une lettre à M. Fould, dans laquelle il annonçait, en termes vagues mais très vite compris par les intéressés, le changement qui se préparait. Quelques ministres avaient bien fait une opposition, demandant une enquête, ce qui, en donnant de la publicité aux négociations, en aurait rendu le succès impossible. Mais M. Rouher l'avait dit à Cobden : « Il n'y a qu'un homme dans le gouvernement, l'empereur, — qu'une volonté, la sienne. » Or l'empereur voulait qu'on en finit au plus vite et le traité fut signé.

Le 10 février 1860, lord John Russell le déposa sur le bureau de la Chambre des communes. Dans un discours qu'on n'a pas oublié, M. Gladstone en exposa les détails. Il rendit une éclatante justice à Cobden et son hommage est un digne pendant à celui que Robert Peel lui avait rendu en 1846. « C'est un rare privilège, dit-il, pour un homme qui a rendu, il y a quatorze ans, un service signalé à sa patrie, de pouvoir lui en rendre un nouveau aussi grand et aussi mé-

morale. » Lord Palmerston lui offrit, au nom de la reine, de l'élever à la dignité de baronnet; mais Cobden refusa cet honneur. « La seule récompense que j'ambitionne, répondit-il, c'est d'être le témoin du développement des relations des deux grands pays voisins, dont les rapports sont devenus plus intimes par le traité de commerce. »

La santé de Cobden était ébranlée; mais le but de sa vie était atteint. Il vécut encore cinq années. Le 21 mars 1865, il voulut aller à Londres pour prendre part à la discussion sur les fortifications du Canada; mais il ne put se rendre à la Chambre des communes; la maladie le terrassait. Une attaque d'asthme suivie d'une bronchite l'enleva à ses amis, à ses admirateurs, à son pays le 2 avril 1865. Il lui manquait deux mois pour atteindre sa soixante et unième année. Cobden a publié plusieurs brochures politiques; les plus connues sont celles qui ont pour titre : *1792 et 1853 en trois lettres* et *Les trois paniques*.

Elles ont été réunies en un volume publié, avec une notice très intéressante de sir Louis Mallet, sous le titre de *Cobden's political writings*. — 1878. Ses principaux discours ont été publiés par John Bright et Thorold Rogers sous le titre de *Speeches on questions of public policy*, 1880. — M<sup>me</sup> Salis Schwabe a fait paraître des notes et souvenirs sur Cobden avec un grand nombre de lettres de lui. Richard Gowing en

Angleterre et Joseph Garnier en France ont écrit de courtes notices sur sa vie; mais les deux ouvrages capitaux sur Cobden sont le livre de Fréd. Bastiat intitulé *Cobden et la Ligue* et la *Vie de Richard Cobden* par John Morley, dont M<sup>lle</sup> Sophie Raffalovich a donné une traduction en français en 1885.

Le *Cobden club*, fondé en son honneur, continue sa propagande en faveur de la liberté commerciale et de la paix.

Cobden n'a pas été seulement un libre-échangiste, il a été de plus un grand philosophe et un grand démocrate, dans le sens le plus opposé à celui de démagogue.

Sir Louis Mallet, son élève et son ami, dit dans la notice qu'il a placée en tête des écrits politiques de son maître, que Cobden, quand il en était encore à chercher sa voie, hésitait dans le choix de son apostolat entre l'éducation et la liberté commerciale. Deux raisons l'ont décidé à se consacrer à la liberté commerciale : d'abord sa conviction que la prospérité matérielle des nations est le fondement de tous les progrès et que là où elle se développe, le reste vient par surcroît; ensuite la conscience qu'aucune tentative directe pour réaliser un système d'éducation vraiment digne de ce nom n'aboutirait à un résultat quelconque dans le cours de la génération à laquelle il appartenait.

En comparant la force de résistance qu'il aurait eu à surmonter dans l'une et l'autre de ces

\*\*

deux entreprises, il pensait que la protection serait moins difficile à vaincre que la coalition de l'Église établie et des Églises dissidentes contre toute réforme rationnelle de l'éducation.

Ce qui caractérise Cobden, c'est sa confiance dans l'existence de lois morales et économiques qui gouvernent la société humaine.

Il croyait à la nécessité de mettre les actes politiques des nations, d'accord avec les principes préexistants qui sont la base de l'organisation naturelle et qui ne pourraient être remplacés par des principes imaginés, en vue d'une organisation artificielle de l'humanité.

Il n'était pas socialiste; c'était à l'initiative individuelle et non à l'intervention de l'État, qu'il demandait des solutions.

En 1836, lorsqu'il sollicitait, pour la première fois, un siège au Parlement, il écrivait à ses électeurs que la loi sur le travail des adultes n'aurait pas son appui. Cette intervention législative aurait été en contradiction avec le principe de liberté, et il leur faisait remarquer que ce sont les masses ouvrières qui doivent respecter, plus que les autres citoyens, les grands principes sur lesquels la société est fondée; car c'est toujours contre le grand nombre que les principes sont violés; l'intervention de la loi et de l'État dans la vie, l'industrie et le commerce des nationaux, fournit aux minorités le moyen de s'attribuer une puissance abusive sur le reste de la com-

munauté; les monopoles n'ont pas d'autre origine.

Il était ce qu'au xviii<sup>e</sup> siècle on appelait un citoyen du monde. Drouin de Lhuys a dit de lui : « Il est avant tout, à nos yeux, le représentant de ces sentiments et de ces principes cosmopolites devant lesquels les frontières et les rivalités nationales s'effacent. Quoique essentiellement de son pays il était encore plus de son temps. Il savait ce que les relations mutuelles peuvent accomplir de nos jours pour la prospérité des peuples. Cobden, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, était un homme international. »

Sa philosophie du commerce était universelle; elle embrassait tous les peuples de la terre par la foi qu'il avait dans l'harmonie des intérêts. Il avait une faculté extraordinaire de généralisation et méprisait les esprits étroits. Il ne trouvait jamais de termes assez forts, quelquefois même assez violents, pour caractériser les hommes d'État de cette vieille école de la balance et de la jalousie des pouvoirs, toujours prêts à chercher dans la contradiction et la lutte des intérêts, le fondement de la politique intérieure ou étrangère des peuples.

On a pu dire avec raison de sa philosophie du commerce, qu'elle était le pendant de la doctrine morale qui enseigne que l'honnêteté est la meilleure politique et qu'elle ne dépend pas de la malhonnêteté des autres. Une des formules inscrites sur le drapeau de la Ligue de Cobden

contenait ces mots : Rappel des lois céréales *unconditional*, ce qui voulait dire : sans demander, en retour, de concessions aux étrangers. Il faut faire de bonnes lois de commerce chez soi et prêcher les autres peuples par l'exemple. On a le droit d'affirmer « que toute représaille, qu'il s'agisse de guerre de soldats ou de guerre de tarifs, condamne à s'engager de plus en plus dans la lutte, sans atteindre son objet, exaspérant les passions, bannissant la raison et ne faisant que multiplier les pertes de l'un comme de l'autre côté (1) ».

Cobden a défendu jusqu'en 1860 la doctrine de la non-réciprocité en matière de douane et il a considéré comme inutiles et dangereux les engagements pris de part et d'autre par les nations sous la forme de traités de commerce. Ceux qui ne voulaient réformer les droits d'entrée en Angleterre, qu'après avoir obtenu des autres pays, en compensation, une diminution de leur tarif, n'étaient pour lui que des adversaires déguisés, cherchant un prétexte pour retarder l'avènement de la justice. On abaisse les droits de douane pour soi, afin de pouvoir acheter ce dont on a besoin, à meilleur marché. C'est l'idée qu'il a développée dans le plus grand nombre de ses discours ; c'est le fond même de sa doctrine. Il ne s'en est départi que pour né-

(1) Article LIBERTÉ DES ÉCHANGES, W. G. Sumner, *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, t. II, p. 143.

gocier avec l'empereur des Français. Son traité de 1860 a été une propagande; c'est pour persuader le reste de l'Europe et conquérir la France elle-même par une leçon de fait qu'il a consenti à faire de la réciprocité. Sa doctrine de philosophie morale politique et économique n'en a point été entamée. Toutes les nations doivent, au point de vue de la pure raison et pour rendre justice à leurs nationaux, pratiquer, sans regarder au delà de leurs frontières ou bien comme s'il n'y avait pas de frontières du tout, la politique de la liberté. Il n'a pas inventé cette économie politique; il l'a continuée et l'a rendue efficace. Il a couronné l'œuvre de ses devanciers depuis les physiocrates et les économistes français jusqu'à son compatriote Adam Smith. Il en a tiré des conclusions de paix et d'amour. Homme d'action, il a été le *fait* dont Bastiat a été l'*idée*.

Ces deux grands hommes ont réussi à établir sur des fondements indestructibles la doctrine de l'harmonie des intérêts, du laissez-faire, de la liberté du travail, de la paix sociale et internationale, de l'entente cordiale, sans idée d'oppression, entre les divers collaborateurs de l'industrie, ouvriers ou patrons, et sans idée de domination, entre les différentes nations de l'ancien et du nouveau monde.

Est-ce à dire que cette doctrine soit près d'entrer dans la pratique des hommes d'État et des cabinets? Il serait puéril de le croire. Elle est

même plus loin de triompher à la fin de ce siècle qu'elle ne l'était il y a cinquante ans; il n'est pas d'ailleurs difficile d'en trouver la raison. On s'est aperçu que ni Bastiat ni Cobden n'avaient imaginé de remède à la misère humaine; ils n'en avaient pas plus la prétention que de guérir la société des vices inhérents à son organisation naturelle.

Ils ont demandé simplement qu'on ne troublât pas, par des combinaisons d'esprits chimériques et de grands inventeurs, l'organisation nécessaire de la société. Ils n'ont pas fait don à leurs concitoyens d'une panacée universelle pour guérir le mal social, et comment serait-il possible de croire qu'ils aient cherché une panacée, puisque leur enseignement, leur propagande par la plume et par la parole, n'avaient pas d'autre objet que de démontrer l'inanité de toutes les prétendues panacées législatives?

La Ligue contre les lois céréales ne prétendait pas avoir trouvé le moyen de procurer au peuple le bon marché absolu de la vie, mais, et c'était déjà beaucoup, le moyen de faire obstacle à la cherté artificielle. Elle demandait simplement qu'on ne fit pas violence à la nature.

Le paradis n'était pas au bout de la marche triomphale de Cobden et de sa Ligue; on n'a donc pas pu l'y trouver. Il y a eu des gens déçus; dégoûtés de la liberté, ils ont pris un autre chemin: atteindront-ils un paradis par ce détour ou par une marche rétrograde? il n'est

pas besoin d'être un grand prophète pour prévoir qu'il leur est réservé une autre déception. L'humanité marche, elle n'arrive pas; elle se suffit en avançant et elle s'honore par le progrès. Ni Cobden ni Bastiat n'ont cru autre chose.

Nous publions une lettre et neuf discours de Cobden. La lettre date de 1836; elle est adressée aux électeurs de Stockport. Les neuf discours ont été prononcés dans les meetings de la Ligue contre les lois céréales, à la Chambre des communes et dans des réunions électorales; le dernier discours date de 1864.

La doctrine philosophique, politique et économique de Cobden se trouve tout entière dans ces dix morceaux; la traduction en est nouvelle; même celle des discours de la Ligue; il n'était pas possible en effet de réimprimer simplement la traduction de Bastiat, parce que dans certains passages elle se rapproche de l'imitation et qu'il y a des lacunes dans les discours. Comme nous avons voulu faire apprécier Cobden, non seulement dans ses idées, mais dans la façon dont il les a exprimées, nous avons rétabli les exordes, les développements, les digressions et les péroraisons, pour bien montrer comment il abordait son auditoire, comment il s'en emparait petit à petit et comment enfin il se résignait à le quitter, après l'avoir fait passer par des émotions dont le souvenir vivace est resté gravé dans la mémoire des rares survivants de ses anciens auditeurs.

Les plus entraînants sont, sans contredit, ceux qu'il adressait aux ligueurs. Celui du 13 mai 1843 sonne comme une fanfare. Il est plein d'humour et de pensées élevées, de détails qui ralentissent l'action, et aussi de furie qui la précipite. Les ducs y sont mal menés et les ministres voués au mépris.

Les plus précis, les plus serrés, les mieux composés, ceux qui devaient achever la victoire, il les a prononcés à la Chambre des communes : l'émotion y est plus contenue, les expressions sont moins vives peut-être, quoique encore bien ardentes, mais c'est toujours le même souffle, le même amour de la vérité, le même dévouement aux classes laborieuses, le même dégoût du mensonge, le même dédain des conventions sociales et des mots d'ordre de parti.

En lisant ce petit volume, ceux-là même qui connaissent déjà Cobden en tireront un nouvel avantage. Ils en comprendront mieux l'universalité ; parce qu'elle ressort avec plus de précision du rapprochement de dix discours et en en comprenant mieux l'universalité, ils sauront mieux comment on peut intéresser les Français aux luttes pour la liberté.

LÉON SAY.

---

## COBDEN

### DEVANT SES ÉLECTEURS.

En 1836, Cobden se présenta comme candidat au Parlement à Stockport : il ne fut pas élu. Il avait écrit à un des membres de son comité, M. W. C. Hunt, une lettre dans laquelle il exprimait son opinion sur la limitation des heures de travail par l'autorité de la loi. Nous reproduisons ci-dessous cette lettre :

Falmouth, 21 octobre 1836.

Au moment de monter à bord du *Liverpool* pour Lisbonne, il m'est venu une pensée à propos de la circulaire que je vous ai laissée pour les électeurs de Stockport et c'est pourquoi je vous ennuie de cette lettre. Je n'ai fait aucune allusion à la loi des dix heures, et comme la question des heures de travail intéresse profondément les non-électeurs dont l'influence est, je le sais, très considérable dans votre circonscription, je pourrais, en raison de cette négligence, si je ne m'expliquais sans réserve sur ce projet, être considéré comme ayant, de parti pris et avec préméditation, supprimé de ma circulaire tout ce qui concernait la matière.

Au point de vue du droit et de la justice,

toutes les fois qu'il s'est agi de protéger les jeunes gens contre un travail excessif, je n'ai jamais eu d'hésitation. C'est une affaire que je discute en oubliant pour un instant l'Économie politique. Cela regarde la profession médicale et non pas la profession économique ; j'appellerai pour traiter le cas, X. ou Astley Cooper et non Mac Culloch ou Martineau. Je n'ai pas besoin non plus de recourir à la science pour me convaincre que la tendre enfance n'est pas faite pour supporter cette durée de travail dont les personnes même d'un âge mûr cherchent à se préserver comme excessive.

Dans mon opinion, et j'espère voir le jour où ce sentiment sera universel, aucun enfant ne doit être employé à aucun ouvrage dans une manufacture de coton tant qu'il n'a pas treize ans. Au delà de cet âge les heures doivent être modérées, le travail léger, jusqu'au moment où la charpente humaine soit devenue, par l'action de la nature, capable de supporter les fatigues d'un travail d'adulte.

Avec de pareils sentiments fortement enracinés dans mon esprit, il serait peut-être inutile de déclarer que, si j'avais siégé à la Chambre des communes pendant la dernière session du Parlement, je me serais opposé de toutes mes forces à la proposition de M. Poulett Thompson dont l'objet était d'ajourner la mise en vigueur de la clause restrictive des heures de travail des enfants. Je sais que la plupart des avocats de la

cause des enfants ouvriers sont favorables à la loi des dix heures avec restriction du travail des machines, ce qui, en fait, limiterait l'emploi de la vapeur, dans tous les établissements de coton, à dix heures par jour, car les jeunes gens sont, je crois, employés aujourd'hui, plus ou moins, dans toutes les branches de notre industrie.

Il m'a toujours paru cependant que les personnes favorables à cette politique perdaient de vue les très importantes conséquences que l'adoption de ce principe impliquerait. Ont-elles considéré que ce serait le premier exemple de l'intervention de la loi dans un pays libre pour limiter la liberté du travail des adultes ? Ont-elles réfléchi que, si nous donnons au gouvernement le pouvoir de fixer les heures de travail, c'est aussi bien lui donner le droit, en vertu du même principe, de fixer vingt heures comme dix heures ? Se sont-elles rendu compte que, si les ouvriers filateurs et tisseurs étaient protégés par un acte du Parlement, il y aurait mille autres industries mécaniques et laborieuses en droit de s'adresser en toute justice au même tribunal ? Je crois qu'il y a près de trois cents ans qu'il n'a été rendu de lois pour intervenir dans le travail des classes ouvrières et pour le régler. Ces lois étaient des restes de l'âge féodal et s'en délivrer, c'était sortir de l'esclavage pour entrer dans la liberté. Il m'apparaît, quoique les avocats de cette politique soient incons-

cients de cette conséquence, que, si nous reconnaissons au gouvernement le droit de régler les heures de travail, nous posons le principe d'un retour en arrière et nous revenons à cette condition dont nos ancêtres se sont délivrés il y a trois siècles. Ne permettons pas au peuple — je veux dire la masse, — de traiter légèrement ces grands principes sur lesquels sa force repose tout entière. Le petit nombre privilégié et usurpateur peut se servir d'expédients au lieu de principes; mais n'hésitons pas à dire, nous, réformateurs, qu'il faut nous attacher aux principes primordiaux et nous montrer toujours prêts à les appliquer sans en redouter les conséquences. Me dira-t-on que les classes industrielles du Lancashire sont incapables de se protéger elles-mêmes contre l'oppression, à moins d'être couvertes par le bouclier de la loi? Je répugne à le croire.

Étant opposé à toute mesure législative en ces matières, je suis obligé de suggérer un autre remède. Je voudrais donner aux ouvriers le conseil de se rendre libres sur le marché du travail du monde, et ils peuvent y arriver en épargnant 20 livres chacun, ce qui les placera au-dessus du seul marché où le travail soit à plus haut prix qu'en Angleterre, je veux dire celui des États-Unis. Tout ouvrier qui épargnerait cette somme serait aussi indépendant de celui qui l'emploie, que le patron, avec son grand capital, l'est de ses ouvriers. Si c'était le

cas dans le monde entier, nous n'entendrions plus parler de la tyrannie des patrons. Si l'on me dit que mon hypothèse est chimérique, parce que les ouvriers ne peuvent pas compter les uns sur les autres, je réponds que j'ai meilleure opinion d'eux et je tourne mes yeux vers beaucoup d'autres progrès de la même nature. Tout ce qu'il faut, à mon sens, c'est que les travailleurs comprennent leur propre intérêt et ne prennent pas le change; il faut qu'ils aient confiance en eux-mêmes seulement, et ne comptent pas sur des lois qui ne leur feront jamais aucun profit.

Je ne le cède à aucun homme au monde, même au plus acharné avocat du Bill des dix heures, en bienveillance de tout cœur pour le grand corps des travailleurs et ma sympathie n'est pas de cette nature morbide qui fait désespérer de son avenir.

Je ne partage pas non plus ces sentiments de fausse humanité qui mènent à cette sorte de philanthropie dépourvue de jugement et dont l'indépendance et la liberté de la grande masse du peuple, font tous les frais. La mienne est du genre de cette mâle charité qui veut inculquer dans l'esprit des travailleurs l'amour de l'indépendance, le respect de soi-même, le dédain du patronage où l'on est choyé, le désir d'amasser et l'ambition de s'élever. Je sais qu'il est plus facile de plaire au peuple par la perspective flatteuse et illusoire de ce qu'on obtiendra du

Parlement et que l'on se fait moins écouter quand on conseille de compter sur soi-même ; mais de même que je ne veux pas être le syco-phante des grands, je ne veux pas non plus devenir le parasite des pauvres, et j'ai assez de confiance dans l'intelligence croissante des classes laborieuses pour croire qu'il se trouve dans leur sein, à notre époque, un grand nombre d'esprits assez éclairés par l'expérience, pour se rallier à l'opinion que j'exprime, quand je dis qu'ils doivent eux-mêmes, c'est-à-dire chacun d'eux, aussi bien que dans les autres parties de la communauté, ne compter que sur eux-mêmes pour travailler à leur propre régénération et à leur propre bonheur. C'est pourquoi je répète : Ne regardez pas du côté du Parlement, regardez vous vous-mêmes !

Il me serait facile d'établir par des raisons de différentes natures qu'il faut écarter l'intervention des lois dans tout ce qui touche à la liberté du travail du peuple. N'est-il pas évident, en effet, que toute loi restrictive des heures de travail serait inefficace du jour où maîtres et ouvriers auraient un intérêt égal à la violer ?

Quelle serait donc l'utilité ou la sagesse d'une prescription qui devrait toute sa puissance à la libre volonté des parties auxquelles elle a pour objet de faire violence, si en réalité les intéressés pouvaient agir en conformité de ces prescriptions, sans qu'il soit besoin d'édicter de sanction et au risque de faire tomber dans le mépris les

lois du pays ? Mais il m'est impossible de développer cette question comme elle le mérite dans les limites d'une feuille de papier à lettre.

Siles avocats du Bill des dix heures disent que la restriction de la durée du travail des machines est le seul moyen de sauver les enfants, à quelle triste conséquence ne nous mènent-ils pas ? C'est avouer en réalité qu'il ne faut pas se fier aux parents, et qu'il faut les croire incapables d'obéir à la loi qui leur défend de sacrifier leurs enfants.

Je proteste solennellement contre cette lamentable diffamation des classes laborieuses au regard de leurs affections naturelles. Je crois au contraire qu'il y a parmi elles une opinion publique assez universelle pour faire obstacle à des connivences contre nature qui se produiraient chez un nombre de quelque importance de parents.

Je suis convaincu que la moralité du peuple est en train de monter rapidement, qu'elle se hausse à un niveau assez élevé pour rendre vaine toute crainte de rencontrer des gens si dépravés qu'on puisse les suspecter du crime d'infanticide.

---

## CHAMBRE DES COMMUNES

---

### DISCUSSION DE L'ADRESSE DE 1841.

PREMIER DISCOURS PARLEMENTAIRE DE COBDEN.

25 août 1841.

Le cabinet Whig, présidé par lord Melbourne, avait dissous le parlement, après avoir été battu à une voix de majorité. L'échec s'était produit au cours de la discussion du budget. Répondant à une question de lord Sandon, lord John Russell avait fait connaître qu'il proposerait de substituer un droit fixe modéré, sur les céréales, à l'échelle mobile existante et quelques jours plus tard, le 7 mai 1841, complétant son information, il avait déclaré que le droit fixe projeté serait de 8 sh. sur le blé, de 5 sh. sur le seigle, de 4 sh. 6 p. sur l'orge, et de 3 sh. 6 p. sur l'avoine. Le 27 mai, un vote de méfiance proposé par sir Robert Peel, contre le cabinet Whig, avait réuni 312 voix contre 311. C'est alors que lord Melbourne avait dissous le parlement, et Cobden qui, quatre ans auparavant, s'était présenté sans succès à Stockport, fut élu cette fois dans cette même circonscription avec une belle majorité. La session du nouveau parlement s'ouvrit le 19 août 1841. Ce fut le 6<sup>me</sup> jour, le 25 août, dans la discussion de l'Adresse que Cobden prit, pour la première fois,

la parole, dans la Chambre des Communes; on lira ci-dessous ce discours. La discussion se termina par le triomphe des conservateurs qui eurent une majorité de 91 voix, 360 contre 269. Battue pour la seconde fois, avant et après une dissolution, l'administration de lord Melbourne dut se retirer et sir Robert Peel arriva au pouvoir pour défendre le maintien des lois-céréales. Il n'en descendit que cinq ans après, le 29 juin 1846, après avoir fait justement voter le rappel total de ces mêmes lois dont il avait été le défenseur en 1841.

J'éprouve une certaine difficulté à traiter la question qui est à l'ordre du jour, parce qu'il ne me paraît pas que la Chambre ait le sentiment vrai de la situation qui lui a été faite par le pays dans cette affaire. On a exprimé différentes opinions sur la nature du mandat donné aux honorables membres envoyés dans cette enceinte, et sur la signification des dernières élections générales. Les élections, a-t-on dit, n'ont pas manifesté l'opinion publique sur la question des monopoles, mais seulement sur la question de confiance dans les ministres de Sa Majesté. Cette opinion, le Right hon. député pour Tamworth (sir Robert Peel) l'a exprimée et ses amis politiques se montrent disposés à la considérer comme son mot d'ordre. Pourtant, ce n'est pas pour représenter les intérêts du monopole qu'on nous a fait entrer dans cette Chambre, et il serait étrange d'entendre la majorité déclarer expressément qu'elle a été envoyée ici par ce qu'on appelle

« le peuple d'Angleterre » pour faire une pareille besogne.

Le gouvernement avait fait une recommandation à cette Chambre; il lui avait conseillé de s'occuper de la réduction immédiate des taxes, joignant à cette recommandation l'assurance que, bien loin d'affaiblir les revenus, ce serait une manière d'augmenter les ressources du Trésor national. Tel était, au fond, le caractère du message qui a précédé la dissolution du dernier Parlement. Comment se fait-il que les membres assis en face de moi puissent, en dépit de tout ce qu'on a dit en leur nom, revenir dans cette Chambre comme si c'était pour maintenir la taxe sur les céréales dans toute son excessive rigueur, avec tous ses effets désastreux, et pourquoi? si ce n'est qu'ils veulent le maintien du droit aussi bien pour la protection du monopole que dans l'intérêt de l'État? Il est heureux, en vérité, que tout le monde ne se soit pas épris du monopole.

Il y a encore une autre raison qui rend difficile de parler à la Chambre en ce moment. Il s'agit, nous dit-on, non pas de savoir s'il faut rapporter les lois-céréales et réduire le monopole, mais de voter un amendement à l'adresse. Les honorables membres des bancs opposés, en discutant cette question, ont parlé des guerres de Syrie et de Chine, des affaires du Canada et de New-York, mais n'ont pas une seule fois abordé les points sur lesquels on avait appelé leur attention dans

la pensée d'arriver à diminuer les charges du peuple. Tout en rendant justice à la discrétion avec laquelle ceux qui sont assis de l'autre côté, cherchent à exclure de la discussion ces importants sujets, je ne vois pas pourquoi les honorables membres qui siègent sur les mêmes bancs que moi les suivraient dans cette tactique. Ils sentent en effet, combien les questions comme celle des lois-céréales intéressent autrement le peuple que les guerres de Chine et de Syrie où que toute autre affaire éloignée du même ordre et ils ne voient pas pourquoi ils ne feraient pas connaître leur façon de penser sur ces sujets; ou pourquoi, lors même que les discours de ce côté-ci de la Chambre resteraient sans réponse de nos adversaires, nous ne remplirions pas notre devoir envers le peuple, et ne montrerions pas à Sa Majesté le respect et la déférence auxquels elle a droit, en entrant sans passion dans l'examen de ces questions et en affirmant les opinions qu'elles nous imposent. C'était, je crois, une tradition de l'ancien régime, et spécialement du parti conservateur de cette assemblée, de traiter le discours du Trône comme quelque chose touchant de très près à la dignité monarchique. Je ne pense pas que ce fût une tradition, à moins de très puissants motifs, de mettre en cause les ministres du jour, mais bien plutôt de répondre au discours du Trône comme à un acte intimement lié à la dignité royale et devant être suivi de cette calme discussion dans laquelle les

*gentlemen* de l'autre côté de la Chambre refusent d'entrer avec le plus gracieux et, depuis l'époque d'Alfred, le plus populaire des monarques de ces royaumes.

On a dit que le peuple anglais n'était pas sincère quand il réclamait l'abrogation totale des droits sur les subsistances. Avec une absolue sincérité, je déclare que je suis pour l'abrogation totale des droits qui pèsent sur le prix du pain et des denrées de toute nature, et je ne laisserai pas dire, sans y opposer le démenti le plus formel, que les trois millions d'individus qui ont envoyé des pétitions à la Chambre pour obtenir l'abrogation totale de ces droits, ne fussent pas sincères dans leur demande. Que signifient ces droits sur les subsistances ? Ce sont des droits prélevés sur la grande masse du peuple, et nos honorables adversaires, ceux-là même qui montrent tant de sympathie pour les ouvriers, après en avoir fait des pauvres, ne peuvent pas me refuser le droit de réclamer, en leur nom, la priorité de discussion pour la réforme de ces droits. Je les ai entendus leur donner le nom de protections ; mais ce sont bien des impôts, et c'est le nom d'impôts que leur donnera toujours ma bouche, tant que j'aurai l'honneur de siéger dans cette Chambre. Le droit sur le pain est un droit pesant au premier chef sur les classes les plus pauvres ; c'est, d'après les plus basses évaluations, un droit qui augmente de 40 p. 100 le prix que nous aurions à payer si nous jouissions de la liberté du com-

merce des céréales. Le Rapport sur les tisserands qui se servent de métiers à main estime à 10 schellings les salaires hebdomadaires approximatifs d'une famille, et proclame que, dans nulle autre partie du Royaume-Uni, cette évaluation ne paraîtra une estimation mensongère du salaire d'une famille de travailleurs. Il établit de plus que sur les 10 schellings qu'elle gagne, chaque famille dépense en pain 5 schellings. Le droit de 40 p. 100 constitue donc un droit de 2 schellings sur chaque famille d'ouvriers gagnant 10 schellings par semaine, ou de 20 p. 100 de leurs salaires. Comment ce droit agit-il à mesure que nous nous élevons dans l'échelle sociale ? L'homme qui a 40 schellings par semaine paye un impôt de 5 p. 100 sur son revenu ; celui qui a 250 livres par an ne paye que 1 p. 100 ; et le *nobleman* ou le millionnaire qui possède un revenu annuel de 200,000 livres, et dont la famille ne consomme pas plus de pain que celle de l'ouvrier agricole, paye moins d'un sou par 100 livres (*Rires*). Je ne sais si ces rires s'adressent au monstrueux caractère de ce fait, ou au modeste personnage qu'il constate devant vous ; mais, je le répète, le droit sur le *nobleman* est de moins d'un sou, alors que, sur la famille du pauvre, il est de 20 livres p. 100. Aucun des honorables membres de cette Assemblée n'oserait, j'en suis sûr, déposer un projet de loi tendant à percevoir sur toutes les classes de la société un impôt sur le revenu calculé sur une échelle semblable à celle-là, et

pourtant, je le maintiens, le droit sur le pain pèse de ce poids-là, et est perçu non pas dans l'intérêt de l'État, mais bien au profit de la plus riche partie de la communauté! Voilà un exposé loyal de ce qu'est le droit sur le pain. Je puis comprendre l'incrédulité de nos honorables adversaires; mais s'ils connaissaient les faits comme ils sont, s'ils les sentaient comme ils le feraient s'ils les connaissaient, ils sentiraient aussi qu'il est impossible de s'étendre pour goûter du repos dans le bien-être et dans la sécurité, quand on a voté un semblable droit. L'Angleterre et la Hollande exceptées, dans aucun pays, sous aucun gouvernement, si embarrassé fût-il, jamais on n'a recouru à la monstrueuse injustice d'un droit perçu sur le pain, Sans doute on nous parlera des lois qui, en France, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, entravent l'importation des céréales; mais ces pays, en somme, vous le verrez si vous embrassez d'ensemble une période de plusieurs années consécutives, sont exportateurs de céréales, d'où on peut conclure que les droits d'importation ne peuvent avoir la même action chez eux que chez nous.

Mais, dit-on, les classes ouvrières ont une compensation; la loi dont il s'agit étend sur elles aussi sa protection. — Nos honorables adversaires se sont grandement étendus, dans leurs réunions électorales, sur leur ferme résolution de protéger le pauvre; et mon noble adversaire (lord Stanley), à l'élection de North Lancashire

a énergiquement produit cette doctrine de la protection. J'ai entendu de mes propres oreilles ce noble lord; voici sa théorie de la protection ouvrière; je vais vous la dire: Les manufacturiers, au dire du noble lord, demandaient le rappel des lois céréales parce qu'ils avaient l'intention de réduire le taux des salaires; s'ils ne réduisaient pas le taux des salaires, en raison du rappel du droit sur le pain, ils ne se trouveraient pas en état de soutenir aisément la concurrence étrangère; et, s'ils les réduisaient, il n'en résulterait aucun avantage pour l'ouvrier.

Permettez-moi de rappeler à la Chambre que les parties intéressées, qui ont si patiemment lutté pendant plus de trois ans pour se faire entendre à votre barre, n'ont jamais été admises à exposer leur situation; que l'honorable député de Wolverhampton (M. Charles Villiers), — pour lequel, en raison de ses grands et incessants services, je me sens, avec des millions de mes concitoyens, pénétré de reconnaissance, — quand il a proposé qu'on entendit à la barre exposer le cas de ces millions d'individus, vit repousser avec dédain et raillerie sa proposition; et qu'après s'être refusé à les entendre, on s'est mis à dénaturer leurs motifs.

Jé veux traiter l'affaire dans l'hypothèse du noble lord lui-même. Si je puis prouver que malgré tant de brillants talents, il s'est trompé en appréciant l'intérêt de la question, nos autres honorables adversaires m'excuseront de penser

qu'ils sont aussi dans l'erreur. Voici l'exposition du noble lord : — Ceux qui réclament le rappel des lois-céréales ont, à maintes et maintes reprises, annoncé que leur but était d'échanger les produits de leur industrie contre les productions des autres pays, et que tous les droits protecteurs (soi-disant) perçus sur les articles à la fabrication desquels ils sont occupés devaient être également supprimés, pour permettre d'établir des relations libres et sans entraves entre toutes les nations de la terre, selon le dessein évident de la nature. — Mais le noble lord, député du North Lancashire, nous a déclaré que cela voulait dire réduction des salaires. Autant que j'en puis juger, cela signifie tout autre chose, soit augmentation du commerce, et, en outre, revendication du droit d'échanger nos articles manufacturés contre les céréales des autres pays, ce qui donnerait un développement considérable à notre commerce. Mais comment y arriver, si ce n'est par une augmentation de la somme de travail ? Et comment pouvons-nous accroître la demande de travail, sans augmenter en même temps le taux des salaires ?

Une autre erreur très répandue s'est mêlée aussi à l'exposé du noble lord. Le but à atteindre, disait-il, était de réduire le taux des salaires pour permettre à nos manufacturiers de soutenir la concurrence des étrangers. Je prétends qu'à l'heure actuelle nous soutenons cette concurrence ; qu'à l'heure actuelle nous vendons nos

articles sur les marchés neutres en concurrence avec d'autres pays; qu'à l'heure actuelle, à New-York, par exemple, nous les vendons en concurrence avec tous les autres pays du monde. Vous parlez de protéger le producteur intérieur; mais vous devriez ne jamais oublier que c'est le marché étranger qui détermine les prix du marché intérieur. Aurait-on l'idée d'envoyer à 3,000 milles de distance des produits qui trouveraient chez nous un marché plus avantageux?

Je vois, dans ce fallacieux argument des salaires, ce qu'il y a au fond de toute opposition au rappel des lois-céréales. Beaucoup de partisans consciencieux du système actuel défendent ces lois parce qu'ils croient que c'est maintenir le taux des salaires. Pour moi, je n'aperçois aucun lien entre le prix des subsistances ou de quelque article de consommation que ce soit et le prix du travail dans son état normal et naturel. A Cuba, ou dans les états esclavagistes d'Amérique, je peux bien concevoir que le prix du travail se ressente de celui des subsistances. Je puis bien imaginer que le propriétaire d'esclaves s'installe à son bureau et calcule la valeur des harengs et du riz. Dans ce cas, comme le prix du travail est à sa discrétion, il est évidemment affecté par le prix des subsistances.

Il y a un autre côté du marché du travail — je fais allusion aux ouvriers des districts agricoles, — où le montant des salaires est descendu au véritable minimum de leur genre de

vie. On dit à ces malheureux que leurs salaires s'élèveraient à mesure que le prix des subsistances augmenterait. Pourquoi? Est-ce que le prix des subsistances, en augmentant, fait croître la demande de travail, ou bien serait-ce un effet de pure charité? Mais j'en viens à cet état du marché du travail qui a de l'action — et Dieu sait combien de temps encore il en aura sous l'empire d'une pareille législation, — sur la production des différents articles de nos industries manufacturières et, ici je l'affirme sans crainte d'être contredit, le taux des salaires ne dépend pas plus du prix des subsistances que des changements de lune. Il dépend entièrement, dans cet état de choses, de la demande de travail; et le prix des subsistances ne devient jamais un élément d'appréciation de la valeur du travail; ce marché-là du travail est, fort heureusement, élastique, et le deviendra de plus en plus, si vous n'y apportez pas d'entraves. Mais si vous continuez à légiférer dans ce même esprit qui vous a si longtemps animés, vous en arriverez à la fin à faire descendre notre population commerçante et manufacturière au niveau auquel vous avez réduit déjà nos agriculteurs; c'est alors que les marchands et les manufacturiers pourront aller trouver leurs misérables employés pour leur faire l'aumône; c'est alors qu'on pourra peut-être dire: « De pair avec l'augmentation du prix des vivres va l'augmentation du taux des salaires. » Cette augmentation, elle sera

le fait d'une aumône; elle prendra la forme d'un simple acte de charité, elle ne sera pas née du droit que possède le travailleur, agent libre, d'exiger, en retour de son travail, une subsistance convenable.

J'abandonne maintenant la question des salaires, bien que, il faut le dire, il soit nécessaire de la poser sans cesse dans cette Chambre, et je passe à un autre sujet — l'état actuel de nos ouvriers des manufactures et de la terre, — sujet des plus importants, qui a déjà éveillé votre sympathie et sur lequel j'ai besoin une fois encore d'attirer votre attention. J'ai eu récemment l'occasion d'obtenir, par des moyens particuliers, communication d'un rapport sur la situation ouvrière de toutes les parties de ce pays. Il s'est tenu à Manchester, il y a huit jours, une réunion d'une importance considérable, espèce de synode, composé entièrement de ministres de la religion (*Applaudissements ironiques*). Je comprends ces applaudissements. Je n'interromprai pas mon exposé des faits, mais j'y reviendrai quand je l'aurai terminé. J'ai assisté à Manchester à une réunion de ministres de toutes les confessions religieuses — au nombre non pas de 620, comme on l'a dit, mais de 650; ils étaient venus de toutes les parties de ce pays, et ce déplacement a coûté 3,000 à 4,000 livres, dont leurs congrégations respectives ont fait les frais. Ces ministres se sont rendus à la réunion, venus non du Yorkshire ou du Lan-

cashire seulement, — non du Derby ou du Chestershire seulement, — mais de tous les comtés de la Grande-Bretagne, depuis Caithness jusqu'au pays de Cornouailles; ils ont dévoilé les faits les plus importants relatifs à la situation de la population ouvrière de leurs districts. J'ai eu l'occasion de compulser ces communications. Je ne veux abuser ni du temps ni de l'attention de la Chambre en entrant dans le détail; mais je puis dire, du moins, d'une façon générale, que, pour les districts manufacturiers, aussi bien que pour les districts agricoles, on a recueilli les témoignages les plus indiscutables établissant que la situation du grand corps des ouvriers sujets de Sa Majesté, pendant les dix et principalement pendant les trois dernières années, s'était horriblement aggravée, et, de plus, il a été prouvé que le bien-être du peuple avait diminué exactement dans la même proportion où le prix de sa subsistance avait monté. J'ai lu des déclarations recueillies dans des infirmeries des *workhouses*, des caisses d'épargne et des prisons; et toutes, unanimement, portaient le témoignage clair et indubitable que la condition de la grande masse des sujets de Sa Majesté dans les basses classes de la société empire rapidement; que les ouvriers sont aujourd'hui dans une situation pire, et reçoivent des salaires moins élevés; et que leur détresse et leur misère ont amené en conséquence plus de maladie, d'indigence et de crime, qu'on n'en avait jamais constaté à aucune

des époques précédentes de l'histoire de ce pays.

Un mot maintenant sur les rires qui ont accueilli mon allusion à cette Assemblée de ministres. Je ne viens pas ici justifier la conduite de ces chrétiens qui se sont réunis pour échanger leurs réflexions sur ce grave sujet. Ils trouveront des juges plus qualifiés dans leurs propres congrégations. A cette Assemblée se sont trouvés réunis des membres de l'Eglise établie et de l'Eglise romaine, des Indépendants, des Baptistes, des membres de l'Eglise d'Ecosse, des Dissidents, des Méthodistes, des représentants de toutes les autres confessions que je puis connaître. Si mes honorables collègues sont disposés à abaisser le caractère de ces respectables personnes, ils adresseront du même coup leurs reproches et couvriront de leur flétrissure, le grand corps des chrétiens dissidents de ce pays.

On peut penser que ces respectables personnes sortaient du domaine de leurs occupations ordinaires. Mais après avoir entendu ces dignes hommes conter leurs récits de lamentable misère, après les avoir entendus déclarer que des membres de leurs congrégations sortaient le matin du sanctuaire de la prière et se glissaient dans la maison de Dieu à la nuit, enveloppés d'un manteau ou d'un pardessus, pour qu'une ombre fût jetée sur leur misère ; — que d'autres de leurs ouailles ne pouvaient recevoir les consolations spirituelles parce qu'ils étaient plongés dans un trop absolu dénuement matériel ; que les classes

du dimanche étaient supprimées, parce que les membres de leurs congrégations n'y pouvaient assister; — après avoir entendu toutes ces choses, et m'être, de plus, assuré que le monopole des subsistances est au fond de toute cette misère dans laquelle se consomment ces malheureux, je ne peux pas en conscience reconnaître que ces ministres soient sortis de leur rôle. Quand ceux qui siègent en haut lieu sont oppressifs et injustes aux pauvres gens, je suis heureux de voir parmi nous des hommes, comme autrefois Nathan, s'avancer et dire : « Tu es l'homme. » Le peuple religieux du pays s'est révolté contre la monstrueuse injustice de ce droit sur le pain, condamné par l'immuable moralité des Écritures. Il a préparé et signé une pétition à cette Chambre, pour déclarer que ces lois sont une violation de la volonté de l'Être Suprême, dont la providence veille sur ses enfants affamés. Ne vous y trompez pas, notre temps abonde en présages qu'il ne faut pas négliger. Ce ne sont pas seulement ces 650 ministres présents, mais encore 1500 autres ministres de l'Évangile dont on a lu les lettres dans la réunion de Manchester, qui, chaque jour, à chaque heure, élèvent leur prière vers le ciel, demandant qu'il plaise à celui qui fait la loi aux rois et aux princes de la terre, de tourner leurs cœurs vers la justice et vers la miséricorde.

Et maintenant que je vous ai dit ce que ces

gens-là ont fait et dans quel esprit ils ont agi, pouvez-vous douter un instant qu'ils ne fussent sincères? Nous ne pouvons douter non plus qu'ils ne fussent hommes à remplir très efficacement leur mission dans cette grande cause. Rappelez-vous ce qui s'est passé à l'époque où s'est agitée la question anti-esclavagiste. Quelle différence voyez-vous entre voler un homme pour en faire une main-d'œuvre, d'un côté, et, d'un autre côté, dépouiller des travailleurs volontaires du fruit de leur travail? Le noble lord que nous avons en face de nous (lord Stanley) sait quelque chose de la puissance qu'ont eue ces hommes pour faire aboutir leurs vigoureuses convictions. Quand le noble lord proposa son Bill d'émancipation en 1833, il déclara que, puisque la communauté religieuse prenait la question en main, on pouvait affirmer qu'elle était résolue. Je crois que le résultat sera le même dans le cas présent.

Permettez-moi de rappeler à mes honorables collègues par quelles qualités on en impose à l'esprit de leurs concitoyens. Nos concitoyens ont une grande déférence pour le pouvoir et le rang, et du respect pour la fortune, — peut-être trop; ils ont un attachement très profond aux lois et aux institutions de ce pays. Mais, il faut bien se le rappeler, il est un autre sentiment tout à fait particulier à l'esprit des Anglais, — c'est une vénération pour les choses sacrées de beaucoup supérieure à leur déférence pour l'autorité hu-

maine. Empiétez une fois sur les choses sacrées, et leur respect pour vous et pour les vôtres s'en-volera comme la paille dans un tourbillon. Quel doit donc être le sentiment du pays après avoir entendu l'invitation la plus gracieuse, la plus bienveillante et la plus généreuse que vous ait adressée Sa Majesté, à savoir d'appliquer votre attention éclairée aux lois-céréales, afin d'atténuer les lourds fardeaux sous lesquels gémit son pauvre peuple et de remédier à la diminution du travail ainsi qu'à l'insuffisance des subsistances, — que dira le pays en masse quand il apprendra que la gracieuse invitation de la Couronne aura été raillée et méprisée par la majorité de cette Chambre? Quels sentiments d'indignation n'éprouvera-t-il pas quand il verra une question de cette ampleur considérée comme moins importante que celle de savoir lequel, d'un homme coiffé d'un chapeau gris, de l'autre côté de la Chambre, ou d'un homme coiffé d'un chapeau noir, de ce côté-ci, exercera le droit de patronage? Le peuple de ce pays regardera ce procédé — si le langage parlementaire me permet de m'exprimer ainsi — comme le procédé le plus subversif qui ait jamais caractérisé la conduite de cette Chambre.

Et si j'en viens à une déclaration faite ailleurs — dans un lieu que, pour obéir aux règlements de la Chambre, je ne spécifierai pas, — quand j'entends un illustre duc affirmer que la situation de la population ouvrière de ce pays

est digne d'envie si on la compare à celle de n'importe quelle population d'Europe, quand je lui entends dire que tout travailleur de ce pays, ayant l'intelligence et la sobriété pour caution, peut arriver à gagner de quoi vivre, — quels seront, je le demande, les sentiments de la masse du pays devant une semblable affirmation ? Mes honorables collègues sont-ils disposés à partager cette façon de voir, à l'accepter comme la leur propre ? Qu'ils ne l'oublient pas, il y a environ dix ans, le même illustre personnage affirma que le vieux Parlement trafiquant de votes, dont nous étions alors affligés, était la perfection de la nature humaine. Oui ; et je ne serais pas surpris que la doctrine d'hier, rencontrant un semblable et encore plus remarquable destin puisse être le signe précurseur d'un changement plus grand de beaucoup que celui qu'envisagent les ministres de Sa Majesté.

Permettez-moi de dire, avant de m'asseoir, un mot à l'honorable baronet (sir Robert Peel), mon adversaire. Je l'ai entendu faire quelques allusions aux idées de M. Huskisson. Le très honorable baronet, député de Tamworth, aime à paraître sous l'autorité de cet homme d'État distingué. J'ai bien peur qu'il ne commette l'erreur de se montrer avec les vêtements de rebut d'Huskisson quand il se croit paré de son manteau ; — j'ai peur, quand il nous rappelle les dernières volontés et le testament de cet homme d'État distingué, qu'il n'ignore un codicille très important

ajouté à ce testament, et que je vais lui faire connaître. J'ai entendu citer l'opinion qu'avait en 1828 M. Huskisson. Il est profondément regrettable qu'il ait sanctionné, plus tard, en se joignant à l'administration du duc de Wellington, une politique à laquelle il s'était vigoureusement opposé. Mais quand il a parlé pour la dernière fois dans la Chambre, sur les lois-céréales, le 25 mars 1830, à l'occasion de la motion de M. Poulett Thomson, il a formulé son opinion en ces termes : « J'ai la conviction absolue que nous ne pouvons pas maintenir en vigueur les lois-céréales actuelles, et assurer du même coup la prospérité permanente et la satisfaction générale du pays. Ces lois peuvent être abrogées sans préjudice pour nos intérêts fonciers ; c'est là ma ferme croyance. » Tel est le dernier codicille au testament d'Huskisson. Je proteste en son nom, à tant d'égards illustre, quoiqu'il ne brille pas d'un éclat sans tache, contre la mauvaise interprétation de ses idées. Quand M. Huskisson parlait, en 1830, — et je recommande fortement son discours tout entier à l'attentive lecture de mes honorables collègues, — la misère n'était pas à beaucoup près égale à celle dont le pays souffre à l'heure actuelle, ni l'avenir aussi sombre qu'aujourd'hui. Mais M. Huskisson, qui tenait alors un langage si désespéré, qu'aurait-il bien pu dire s'il avait vécu en 1841, s'il avait eu sous les yeux les difficultés accumulées dans lesquelles se débat maintenant le pays, si, au lieu de 10 ou

12 millions de livres dans les coffres de la Banque d'Angleterre, et de capitaux en abondance à 3 p. 100, il avait constaté à peine la moitié de cette somme dans l'encaisse de la Banque et en outre un taux d'intérêt élevé à 5 p. 100 ? Quelle aurait été son opinion sur les lois-céréales, s'il avait assez vécu pour voir se réaliser tout ce dont je viens de parler ? Je ne puis résister au désir de rappeler ses solennelles convictions à cet égard.

Le Right hon. baronet, mon adversaire, a en ce moment la possibilité de rendre un immense service à son pays. Que le Right hon. baronet se reporte à 1830, et qu'il considère quelle était alors la situation du pays, comparée à ce qu'elle est maintenant. Quelle cause nous a tirés de cette prostration où nous étions tombés en 1830 ? Ce n'est évidemment pas le commerce légitime ou naturel qui s'est alors développé. De 1831 à 1836, l'excédent de nos exportations sur nos importations a été de 20 millions de livres, chiffres officiels. Mais toutes ces marchandises ont été envoyées en Amérique, où elles n'ont été ni vendues ni consommées, mais bien données en échange de valeurs de banque, de chemins de fer, et de fonds d'État. Ce n'est pas là un commerce légitime ; c'est de la spéculation à outrance ; les marchandises ne sont pas payées.

On devrait songer aussi que, de 1831 à 1836, les banques de ce pays prirent un développement qui accrut leur nombre de près de 100 et

leur capital de près de 60 millions de livres. L'augmentation du commerce intérieur et extérieur créée par ces moyens factices, accompagnée d'une série fortuite de récoltes sans exemple, amena un état de prospérité qui permit au gouvernement d'alors de s'appliquer tranquillement à faire voter le bill de réforme et à corriger la loi des pauvres; mais c'était une prospérité factice.

Le Right hon. baronet a-t-il donc un plan — je ne lui demanderai pas de nous le faire connaître maintenant — mais a-t-il un plan qui lui permette, en 1841, de faire naître dans le pays une prospérité réelle? S'il n'en a pas, peut-il espérer faire naître une prospérité même factice? S'il y arrive, il n'aura fait que préparer une période de dépression infiniment plus désastreuse que celle dont nous souffrons à l'heure présente.

Grâce à Dieu, les ministres, en ce pays, ont besoin d'argent, et je suis heureux qu'ils ne puissent s'en procurer autrement que par la prospérité des intérêts commerciaux et manufacturiers. Ce n'est plus le propriétaire foncier dépensant son argent à Paris ou à Naples qui peut trouver des ressources pour le ministre. Les ressources du budget s'accroissent quand la communauté négociante et commerçante est prospère. Quand au contraire les fermiers crient sous le coup d'une détresse excessive; quand, d'autre part, le propriétaire foncier s'enrichit par le fait même des

privations de la masse, c'est alors que les ressources de l'État s'amointrissent.

Après avoir présenté ces quelques observations, et non pas, on doit me permettre de le dire, dans un esprit de parti (car je ne m'appelle ni whig ni tory, je suis un libre-échangiste, et tel je serai toujours prêt à m'avouer), je n'ai plus, comme conclusion, qu'une seule remarque à ajouter : si fier que je sois du courage des ministres whigs à sortir des rangs des monopoleurs et à franchir aux trois quarts l'espace qui les séparent des positions que j'occupe, cependant, si l'honorable baronet qui siège en face de moi faisait un pas de plus qu'eux, je serais le premier à m'avancer à mi-chemin à sa rencontre, et à lui tendre la main.

---

## CHAMBRE DES COMMUNES

---

### DISCUSSION DE L'ADRESSE DE 1843.

17 février 1843.

Peu de jours avant l'ouverture de la session de 1843, il s'était produit un événement très grave. M. Drummond, secrétaire de Robert Peel, avait été tué d'un coup de pistolet tiré sur lui à bout portant par un ouvrier de Cardiff. On disait que le meurtrier avait confessé que c'était par erreur qu'il avait tiré sur le secrétaire, l'ayant pris pour le ministre. Cet événement avait encore augmenté l'émotion, et comme il était alors de mode dans les deux grands partis historiques Whigs et Tories de traiter Cobden et ses amis de révolutionnaires, de prêcheurs de révolte et d'assassinat, on peut s'imaginer à quels rapprochements indignes certaines personnes se laissaient aller.

C'est sous cette impression que la discussion de l'adresse s'ouvrit le 13 février 1843. Lord Howick avait fait une motion demandant à la Chambre de prendre en considération le passage du discours de la couronne, relatif à la crise industrielle et à la misère du peuple. Le cinquième jour de la discussion, Cobden prononça le discours très énergique qui est reproduit ci-dessous. C'est dans ce discours que, s'adressant

à Robert Peel, il le prit à partie violemment et déclara qu'il le rendait personnellement responsable de la déplorable situation du pays.

Aussitôt que Cobden se fut rassis, Robert Peel se leva à son tour en proie à la plus vive émotion. L'agitation qui apparaissait sur le visage et dans l'attitude du premier ministre était d'autant plus étrange que Robert Peel gardait en général, dans toutes les discussions, le plus imperturbable sang-froid.

« L'honorable gentleman, dit-il, a déclaré ici très énergiquement ce qu'il a déjà déclaré plus d'une fois dans les conférences de l'Anticorn-law league, qu'il me tient, moi personnellement... »

Ici l'orateur fut interrompu par l'émotion intense que l'énergie de sa voix et la colère croissante trahie par ses manières avaient rapidement produite dans toute la Chambre.

« Personnellement responsable, reprit-il, de la détresse et des souffrances du pays. Il me tient personnellement responsable. Mais quelles que soient les conséquences de ses insinuations, jamais les menaces ni dans cette Chambre ni au dehors ne me feront adopter une opinion que je considère..... »

La phrase ne fut pas achevée, elle fut interrompue; toute la Chambre se leva pour protester contre Cobden comme si elle avait réellement cru que le grand chef de la Ligue avait voulu provoquer l'assassinat du premier ministre. Cobden ne put pas faire écouter sa justification, ce ne fut qu'à la fin de la séance et après un tumulte prolongé qu'il put enfin donner des explications que Robert Peel finit par accepter.

Nous avons vu se produire une grande opposition contre la présente motion. Nous avons entendu accuser son auteur d'en avoir fait une

motion de parti. En tout cas, Monsieur, je puis affirmer, en ce qui me concerne, que je n'en fais pas une motion de parti; j'étais absent de Londres quand elle a été déposée. Je ne suis à aucun degré homme de parti en cette matière; et si j'ai quelque objection à faire à la motion, c'est qu'au lieu de demander une enquête sur la détresse industrielle du pays, elle aurait dû demander une enquête sur la détresse industrielle et agricole. Avec une motion ainsi conçue, nous n'aurions pas vu les deux côtés de la Chambre se jeter réciproquement à la tête les mots « industrie » et « agriculture »; nous aurions vu les membres de l'autre côté de la Chambre, réduits à leur rôle vrai de défenseurs, obligés de justifier l'action de la loi dans la mesure où elle sert leurs intérêts immédiats.

Je vous le demande, nos districts agricoles sont-ils aujourd'hui dans une situation telle que vous ayez le droit de dire que cette loi — car on a transformé la discussion en un débat sur les lois-céréales, — que cette loi, nuisible aux manufacturiers, ait profité aux agriculteurs? Voici l'honorable député de Dorsetshire (M. Banks), un des plus bruyants adversaires de la Ligue contre les lois-céréales; il prendra probablement la parole sur ce sujet — nous avons tout le temps voulu, nous pouvons ajourner le débat, s'il le faut, — et dans son discours il pourra me répondre, et me reprendre, si j'ai tort. Prenons donc le district de Dorsetshire

que représente l'honorable député. Prenons ses propres domaines. Je le lui demande : les ouvriers de ses propriétés reçoivent-ils, à l'heure actuelle, autre chose qu'une maigre pitance de huit schellings par semaine ? Je l'en prie, qu'il me contredise, s'il le peut, quand j'affirme que les ouvriers de son voisinage sont ce qu'il y a de plus mal payé, de plus mal vêtu et de plus illettré, de toute la population du pays. Avec ces huit schellings par semaine, si les familles des paysans de ses domaines sont composées, selon la moyenne ordinaire, de cinq membres, je lui affirme que l'entretien de chacune de ces familles coûte moins cher que l'entretien d'un seul individu détenu dans la prison du comté de Dorsetshire. Et je vous le demande, — à vous dont les paysans sont à vos portes et vivent d'une vie pire que celle des pauvres et des criminels, — je vous le demande : avez-vous le droit d'affirmer, et pouvez-vous soutenir que l'état de choses actuel profite aux agriculteurs ? Je vous mets au pied du mur, je vous somme de montrer quel bénéfice cette loi confère aux agriculteurs. Remarquez-le bien, je ne vous appelle pas agriculteurs. Les propriétaires fonciers ne sont pas des agriculteurs : c'est un abus de langage qu'on a trop longtemps toléré. Les agriculteurs, ce sont ceux qui cultivent la terre, y appliquent leur travail, soit manuel, soit intellectuel, y consacrent leurs capitaux. Vous, vous êtes les propriétaires de la terre ; vous pouvez vivre à Londres ou à Paris ; vous dire

agriculteurs est tout aussi ridicule que, pour des armateurs, de se dire marins. C'est des agriculteurs que je m'occupe, et non pas des propriétaires fonciers, non pas de ceux qui vivent de rentes foncières; et je vous le dis : vous ne pouvez me démontrer que les ouvriers des champs soient dans une situation meilleure que cette population manufacturière, sur laquelle on s'apitoie si fort.

J'emploie moi-même des ouvriers; mes intérêts sont en province, comme les vôtres. J'ai des ouvriers comme les vôtres, des ouvriers sans connaissances spéciales, sans plus de connaissances spéciales que n'en ont les vôtres. Je les emploie à laver, à nettoyer, à filer et à apprêter, et je leur donne douze schellings par semaine; mais je n'ai pas de protection. Prenez le Devonshire, le Sussex, le Wiltshire, l'Oxfordshire, et autres comtés agricoles, qui envoient ici leurs *squires* pour défendre cet odieux système; il n'est pas un de ces comtés où vous ne trouviez une plus forte proportion de pauvres que dans les comtés industriels. Prenez Dorset. On vient précisément de déposer sur le bureau de la Chambre un tableau de la population et du revenu, et nous y voyons qu'en 1840, l'année même où nous avons eu le bonheur d'avoir le blé à 66 schellings le quarter (1), il y avait dans le Dorsetshire un pauvre sur sept habitants. Si

(1) Le quarter équivaut à 2<sup>h</sup> 90.

nous passons au Sussex et aux autres comités qui envoient des représentants pour défendre le régime actuel au profit des agriculteurs, c'est là que nous trouverons invariablement le plus de paupérisme.

J'arrive aux fermiers. L'honorable orateur, et d'autres honorables députés se plaisent à me désigner comme le pire ennemi des fermiers. Monsieur, j'ai autant que n'importe quel membre de cette Chambre le droit de m'identifier avec la classe des fermiers. Je suis fils d'un fermier. L'honorable député du Sussex, dans son discours, s'est posé en ami des fermiers; je suis le fils d'un fermier du Sussex; mes ancêtres étaient tous des tenanciers de cette classe qui a souffert du système en vigueur; ma famille en a souffert, et j'ai, par conséquent, autant ou plus qu'aucun de vous, le droit de me présenter comme l'ami des fermiers et de montrer à cette Chambre les injustices dont ils souffrent. Eh bien, je vous le demande, quels bénéfices les fermiers ont-ils retirés de cette protection dont vous faites si grand bruit? Je vous mets au pied du mur: je vous somme encore une fois de montrer quels avantages peuvent tirer les fermiers d'une loi que vous avez faite pour relever le prix des produits du sol? Il faut répondre à cette question; vous n'avez encore rien démontré de semblable dans ces meetings où vous dites aux fermiers que vous devez sombrer ou voguer les uns avec les autres, et que

vous ramez tous ensemble dans la même barque. Mais les temps vont venir et, au prochain terme, on vous sommera de montrer au fermier — ce fermier dans l'esprit duquel commence à s'insinuer un mince rayon de lumière —, de lui montrer comment il a profité jusqu'ici, ou comment il pourra profiter dans l'avenir de la législation actuelle. Le fermier intelligent vous posera cette question : « S'il y a plus de fermiers que de domaines, la concurrence que nous nous faisons entre nous, preneurs de vos domaines, ne fera-t-elle pas monter la rente de la terre? et dès lors, la valeur des produits ne sera-t-elle pas proportionnelle à la valeur, quelle qu'elle soit, que vous aurez pu donner à la rente dans vos actes législatifs? »

Ce même fermier intelligent pourra vous dire encore : « S'il y avait plus de domaines que de fermiers, et si vous haussiez le prix de vos produits, vous vous feriez concurrence les uns aux autres au profit des fermiers; dans ce cas, je pourrais comprendre que les fermiers puissent faire quelque bénéfice, sous forme de supplément, car vous seriez forcés de les mieux payer pour cultiver vos terres. »

Tout cela est aussi clair que le soleil en plein midi. L'honorable député du Dorsetshire a maltraité la Ligue contre les lois-céréales, dont il a parlé comme d'une association faite pour répandre des connaissances qui, loin d'être utiles, sont mauvaises. Tout fermier du Dor-

setshire a eu un paquet, tout électeur du Dorsetshire a reçu un paquet, qui contenait environ une douzaine de petits traités. Ce paquet, on ne l'a pas abandonné au hasard d'une distribution plus ou moins fidèle, on ne l'a pas même confié à la poste; mais des agents spéciaux sont allés de porte en porte, escaladant les montagnes et pénétrant dans les vallées. Aussi n'y a-t-il pas un tenancier de la région qui n'en sache, sur la question, autant que nous-mêmes. L'année prochaine, à la réunion agricole de Blandford, croyez-vous que l'honorable député du Dorsetshire puisse dire à ses auditeurs que « la loi-céréale est le soleil de notre système social, qui dore le clocher de l'église, le dôme du palais et le chaume du cottage ? » Il se trouvera quelque brebis galeuse pour ajouter : « et la cheminée du propriétaire ».

Nous avons entendu, au cours de ce débat, bien des paroles désagréables à l'adresse de cette Ligue. Loin de moi la pensée d'aborder un sujet aussi étranger à nos occupations que le but et les actes de cette association. Je ne crois pas nécessaire de répondre aux amusants commérages de diligence qu'on nous a contés. Mais on a attaqué cette Union en d'autres occasions. Le Right hon. baronet (Sir R. Peel) a lancé contre elle de noires insinuations à la fin de la dernière session, alors qu'il n'y avait personne pour lui répondre; et depuis, nous avons entendu s'élever le cri que « la Ligue

contre les lois-céréales est une Union incendiaire et révolutionnaire ». Nous n'avons pas pris la peine de réfuter cette accusation. Quel cas le publica-t-il fait de vos attaques? La population avisée et sagace d'Angleterre et d'Ecosse s'est portée caution de la moralité et de la bonne conduite de l'Union calomniée jusqu'à concurrence de 50.000 livres; et si les mêmes médisances se répandaient une autre année, je suis sûr que la même population s'engagerait en faveur de la même Union pour 100.000 livres de plus. Non, je n'ai pas besoin de défendre cette association.

On a tenté, on a tenté par insinuation, de rendre les membres de la Ligue responsables d'un acte odieux, horrible, je dirai même d'un acte de folie, qui s'est produit récemment. On a, non pas dans cette Chambre, mais en dehors de la Chambre, essayé, du moins le bruit en a couru, d'insinuer que les agissements de la Ligue ne devaient pas être étrangers à cet horrible événement.

Je ne crois pas, je ne peux pas croire qu'il soit exact qu'on ait fait courir ce bruit; je ne peux pas croire que la lettre ni l'esprit des paroles prêtées à un Lord éminent et savant (Lord Brougham) soit conforme à ce qu'il a dit effectivement. Si ces paroles ont été vraiment prononcées, je ne puis les attribuer qu'à l'emportement d'un esprit mal réglé, non à une intention malveillante. Rejeter la conséquence de l'injustice sur les victimes

de l'injustice, c'est une manœuvre aussi vieille que l'injustice elle-même. Qui ne se souvient qu'à l'époque du vote de cette infâme loi, en 1815, un des ministres d'alors accusa dans cette Chambre M. Baring, aujourd'hui lord Ashburton, d'avoir provoqué toutes les émeutes, tous les meurtres, toute l'effusion de sang qui se produisirent dans la métropole, et cela tout simplement parce que M. Baring avait été l'un des adversaires les plus opiniâtres de la loi, et qu'il avait dans la Chambre adressé à cette loi le reproche de viser uniquement à faire monter les loyers aux dépens des classes commerçantes et du bien-être du pays. Monsieur, si quelque chose peut ajouter à la satisfaction que je ressens d'avoir joué un rôle actif dans cette Association, c'est la noblesse de caractère de ceux avec qui j'ai été associé. Oui, ils ont donné leur mesure par les services rendus, ils ont donné leur mesure par leur caractère public et leur valeur privée, et ils peuvent à bon droit se comparer aux membres de cette Chambre, ou d'une autre assemblée plus illustre. Mais en voilà assez sur ce sujet.

J'arrive à la question qui est soumise à la Chambre. Dans la dernière session, le parti qui combat les Lois-céréales posa cette question : que faut-il faire pour soulager le pays ? Cette même question, je vous la pose aujourd'hui. Je dis au gouvernement, je dis à l'honorable gentleman assis en face de moi : Que pensez-vous aujourd'hui de l'état de notre commerce, de la condi-

tion du pays? Je conclus des paroles échappées à nos honorables collègues des bancs opposés qu'on va combattre la proposition soumise à la Chambre. On va la combattre; mais par quelles raisons le fera-t-on? Comment le gouvernement envisage-t-il la question? On dit qu'il y a de grandes divergences d'opinion de ce côté-ci de la Chambre. Je l'admets. Ces divergences, elles existent entre quelques membres de notre côté et moi-même, entre le noble lord député de North Lincolnshire (lord Worsley) et moi-même; ces divergences, elles sont aussi grandes entre eux et moi qu'entre mes collègues de l'autre côté et moi. Le parti, de notre côté, est dans l'état décrit par l'honorable député assis en face de moi; il est brisé en atômes qui peut-être ne se réuniront plus jamais. Mais cela diminue-t-il la responsabilité du gouvernement, qui se trouve fort en proportion de la faiblesse de l'opposition? N'en finirons-nous jamais avec ces procédés employés pour se soustraire aux responsabilités, avec ces accusations que l'on se rejette d'un camp à l'autre, avec ces noms de whigs, tories et radicaux, et les différences d'opinion qu'ils supposent? Va-t-on donc toujours répéter ces mêmes cris, et s'en tenir là? Combien de temps, je vous le demande, cette façon de faire va-t-elle durer? Combien de temps va-t-on recourir à ces sortes d'arguments? Si on persiste dans cette conduite, que dira le gouvernement pour sa défense? Il y a toujours eu, dans les deux

fractions de la Chambre, des différences d'opinion, mais ce ne peut pas être une excuse pour le Right hon. baronet chef du gouvernement, qui a pris en main les rênes du pouvoir dans l'intention hautement proclamée de proposer des mesures propres à faire face aux nécessités de la situation. Mais il n'est pas une seule mesure sérieuse adoptée par le gouvernement qui ne soit empruntée à l'école du libre échange. Les collègues du Right hon. baronet qui ont pris la parole, ont introduit les lois-céréales dans ce débat et ont discuté la détresse actuelle, par rapport au libre échange. Mais que dit le Right hon. vice-président du Board of Trade (Mr. Gladstone)? Ce qu'il dit? Il dit qu'il n'y a pas deux opinions sur le libre échange. Que dit le Right hon. baronet (sir R. Peel) chef du gouvernement? Il dit que sur ce point nous sommes tous d'accord. Le Right hon. baronet secrétaire de l'intérieur (Sir J. Graham) dit que les principes du libre échange sont ceux du sens commun. Dans la dernière séance, à mon profond étonnement, le chancelier de l'Échiquier (M. Goulburn) a dit qu'il ne peut y avoir deux opinions là dessus, et qu'il n'y a jamais eu de discussion sur ce point. Le noble lord député de North Lancashire (lord Stanley), qui n'a point encore pris la parole, votera, j'en suis sûr, d'après les mêmes principes. La même conduite s'imposera aussi au Right hon. trésorier payeur de l'armée, (Sir E. Knatchbull). Ce Right hon. gentleman et ce

noble lord peuvent ne pas avoir confessé les principes du libre échange; mais ce sont d'honnêtes gens; ils doivent, par conséquent, mettre ces principes en action, car tous deux ont affirmé que les Lois-céréales font monter les fermages. Le Right hon. trésorier payeur de l'armée a expressément déclaré à la Chambre que les Lois céréales ont été votées pour permettre aux propriétaires fonciers de conserver leur situation dans le pays. Le noble lord député de North Lancashire a dit que les Lois-céréales élèvent le prix des subsistances et qu'elles ne font pas hausser les salaires; le noble lord est donc d'avis que les propriétaires fonciers augmentent leurs revenus aux dépens de la classe moyenne. Ils doivent conformer leur conduite à leurs principes. Eh bien, je prends les quatre membres du cabinet qui confessent les principes du libre échange; je suppose que les deux autres, conformément à leurs professions de foi électorales, doivent être favorables, et je demande: pourquoi ne mettent-ils pas leurs principes en action? Que me répond-on? Le Right hon. vice-président du Board of Trade admet la justice des principes du libre échange. Il dit qu'il ne veut pas de monopole; mais il applique ces sages principes en théorie seulement. Eh bien, je ne veux pas de théories. Chaque minute que nous passons ici sans travailler au bien-être du pays est du temps perdu. Je le dis à l'honorable député, je suis un homme pratique. Je ne suis

pas un homme à théories, et je demande: qu'avons-nous à faire de théories? Le Right hon. gentleman n'est libre échangiste qu'en théorie. Nous n'avons, je le répète, rien à faire ici avec les théories.

Le Right hon. gentleman s'est servi d'un autre argument. Il a dit que le système en vigueur a duré pendant des siècles, et qu'on ne peut aujourd'hui l'abandonner. Si l'Attorney général est ici, et j'espère qu'il y est, que dirait-il d'un pareil argument dans un procès pour vol? L'admettrait-il, cet argument? Dirait-il: « Je sais qu'en théorie vous avez pour vous le droit et la justice; pourtant la possession injuste s'est perpétuée si longtemps qu'on ne peut y renoncer tout d'un coup? » Quel serait le verdict dans une semblable affaire? Le verdict ne serait pas un verdict théorique, mais un verdict de restitution, de restitution immédiate. Le Right hon. gentleman a reconnu que ces principes que je défends devaient être mis en pratique, et il dit que les Lois-céréales sont temporaires. Je demande pourquoi les Lois-céréales seraient temporaires? Les lois justes ne sont pas temporaires. C'est de l'essence des lois justes d'être éternelles. Vous avez dans votre Code des lois contre le meurtre et le vol, et personne ne dit qu'il ne faille pas les maintenir. Pourquoi donc les Lois céréales seraient-elles temporaires? Parce qu'elles sont injustes; parce qu'elles ne sont ni bonnes ni efficaces. Elles ont été votées pour enrichir les

propriétaires ruraux, pour les élever dans l'échelle sociale aux dépens du reste du pays.

L'honorable député de Bridport (M. Baillie Cochrane), a fait, à la dernière séance, une déclaration hostile à la Ligue contre les Lois-céréales; mais il l'a faite d'un ton si aimable, il a mis tant de douceur dans sa dénonciation, qu'il en a détruit tout l'effet. Cet honorable député est un jeune homme, et peut être ignore-t-il la force de ce qu'il a dit. Mais cet honorable député, lui aussi, a fait un aveu qui ne servira pas votre système. L'honorable député a dit : « Si les Lois céréales étaient rapportées, l'aristocratie serait obligée de réduire ses fermages et ne pourrait plus mener une vie digne d'une aristocratie ». Ceux qui font des aveux de ce genre sont les véritables incendiaires, les véritables révolutionnaires, les véritables destructeurs de l'aristocratie. J'ai le devoir de mettre en garde la partie honnête de l'aristocratie contre eux. Elle ne doit pas se laisser compter au nombre de ceux qui craignent d'être ruinés par le retrait des Lois céréales. Elle doit savoir, cette partie honnête de l'aristocratie, qu'une aristocratie n'a pas le droit de maintenir son rang par une fortune trempée des larmes des veuves et des orphelins, et faite au détriment du pain du paysan. La question a été portée devant le pays, et la réponse doit être contraire aux riches. Le peuple sait à quoi s'en tenir sur leur conduite. Sans doute on me dira comme preuve de la richesse générale qu'il y a

une ou deux usines de plus, on me parlera de l'accroissement des banques par actions; mais j'appelle votre attention sur la situation du pays, et je vous demande si elle n'est pas pire aujourd'hui qu'elle n'était il y a six mois. Elle est tombée de mal en pis. Et quel remède proposez-vous? Par quel moyen comptez-vous relever le pays? Sommes-nous encore dans le domaine de la théorie? Vous ne pouvez pas dire que nous touchons à la fin de la session, ou que vous êtes surchargés d'affaires publiques ou privées. Jamais le Parlement n'a eu à étudier aussi peu de questions intéressantes qu'en ce moment. Avez-vous donc quelque moyen de tirer le pays d'affaire? Si vous n'en avez pas, je vous le dis hautement, vous violez votre devoir envers le pays; vous manquez à votre devoir envers votre souverain, si vous continuez à rester aux affaires un seul moment après avoir échoué dans vos efforts pour trouver un remède à la misère nationale. Le Right hon. gentleman, cependant, ne propose rien. Les mesures qu'il a prises depuis son arrivée au pouvoir n'ont pas remédié à la misère du pays. On peut dire de moi que je suis un prophète qui accomplit sa propre prophétie; mais je vous le dis, votre politique nous mènera du mal au pire; nos embarras iront croissant, les germes en sont semés dans le nord de l'Angleterre; oui, dans le nord, et non dans les districts cotonniers. Le danger qui vous menace viendra

des districts agricoles, car à la prochaine explosion qui se produira, les indigents des districts agricoles se joindront aux indigents des districts manufacturiers.

Le Right hon. gentleman, qui doit connaître la situation du pays, doute-t-il que je dise la vérité? Je reçois des lettres de toutes les parties de ce pays; mais qu'est-ce que ma correspondance auprès de la sienne? et il doit savoir que ce que je dis est la vérité. Il est donc grand temps de renoncer à se jeter d'un côté à l'autre de cette Chambre les épithètes de « Whigs » et de « Tories »; il faut se mettre à une sérieuse étude de la situation du pays. Le Right hon. baronet ne peut pas se dissimuler à lui-même cet état de choses: le capital s'évanouit, le paupérisme s'accroît, le commerce et l'industrie ne reprennent pas. Quelle pire description peut-on faire de notre situation? et à quoi peut-on s'attendre, si cela continue, si ce n'est à la destruction et à la dissolution de l'État? Quand l'agitation pour le rappel des Lois-céréales a commencé, il y a quatre ans, le Right hon. baronet répondit à nos récriminations en entrant dans beaucoup de détails, en montrant que notre commerce augmentait, que les caisses d'épargne étaient prospères, que le revenu public s'améliorait et que la consommation allait croissant. Quand une députation de manufacturiers se présenta devant lui pour lui exposer l'état désespéré du commerce, il refusa d'écouter ses

plaintes, ou n'y répondit qu'en s'étendant sur l'augmentation extraordinaire de la consommation du peuple et du revenu, et en ajoutant maintes déclarations officielles pleines d'optimisme. Eh bien, je le demande au Right hon. baronet, peut-il aujourd'hui se placer sur le même terrain? Peut-il dire au pays et au souverain que l'état de choses actuel va probablement prendre fin? Quel autre remède a-t-il que celui que nous proposons? Peut-il en trouver un meilleur?

Si vous (Sir Robert Peel), vous essayez un remède quelconque autre que le nôtre, quelle chance avez-vous d'améliorer la situation de ce pays? Vous avez façonné les Lois-céréales de vos propres mains, selon votre goût à vous, et vous les avez modifiées conformément à vos idées à vous. Vous avez dit que vous n'étiez influencé dans votre œuvre par aucune pression étrangère sur votre jugement. Vous avez agi d'après vos propres idées, vous avez refusé d'en suivre d'autres; vous êtes responsable des conséquences de vos actes. Vous avez dit que votre but était de trouver des emplois plus nombreux pour la population croissante. Mais qui donc était, selon toute vraisemblance, à même de vous dire quels marchés pouvaient être développés, si ce n'est ceux qui dirigent le commerce et l'industrie de ce pays? Je ne veux pas dire que la communauté commerçante et industrielle, dans son ensemble, partage mes opinions sur les Lois-céréales; mais

le Right hon. baronet doit savoir que tous les partis, dans les districts commerçants et manufacturiers, désapprouvent sa loi. Je ne parle pas de la Ligue; je parle du grand corps des commerçants; et je demande : où trouverez-vous, dans n'importe quelle Bourse d'Angleterre, d'Écosse ou d'Irlande où « des marchands se réunissent » et où « des manufacturiers se rencontrent », douze hommes favorables à cette Loi-céréale que vous avez imposée à la communauté, conformément à vos idées à vous et contrairement à nos idées à nous. Vous avez fait voter la loi, vous avez refusé d'entendre les manufacturiers, je rejette sur vous toute la responsabilité de votre mesure. La loi n'a pas donné à notre commerce l'extension promise; elle a ruiné ceux qui spéculaient sur la Loi-céréale (*Rires*). Vous pouvez rire; mais est-ce un triomphe de ruiner ceux qui font le commerce des céréales, de causer une perte de plus de 2.000.000 livres? Quand vous aurez ruiné ceux qui spéculent sur le blé, qui vous fournira du blé étranger? La Loi-céréale est ainsi faite que pas un vrai marchand ne voudra s'engager dans le commerce du blé. Demandez à n'importe quel marchand, et vous verrez que pas un seul, quel que soit le chiffre de ses affaires, ne donne à l'étranger d'ordres d'achat de céréales comme il en donne pour le sucre ou pour le café. Aucun marchand n'ose s'engager dans le commerce des céréales. Un des États occidentaux de l'Amé-

rique m'a offert, ou plutôt a offert à la Ligue contre les Lois-céréales, une souscription en céréales, à condition que nous paierions les frais de transport sur le Mississipi. Nous avons fait le calcul du prix de transport, et nous avons trouvé que la vente des céréales ne paierait pas les frais. Nous avons tenu compte du droit de 20 schellings et des frais de transport, et nous avons trouvé qu'une fois les céréales vendues ici, il ne resterait plus un centime pour la Ligue. Quand il en est ainsi, comment des marchands comme les Baring ou les Brown de Liverpool peuvent-ils envoyer au dehors des ordres d'achat de céréales, alors qu'ils ignorent absolument s'ils auront à payer à l'arrivée un droit de 20 schellings, ou un autre droit? Une telle loi défie les prévisions et arrête le commerce.

Prenez encore l'article sucre. Le Right hon. gentleman a réduit, par son tarif, les droits sur 700 articles, mais il a eu bien soin de ne pas toucher aux deux articles qui nous viennent de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, les deux seuls pays dont le commerce puisse relever notre industrie aujourd'hui déperissante. Oui, le Right hon. baronet a modifié les droits sur 700 articles. Il a supprimé les droits sur le caviar et la poudre de cassave, mais il a laissé les céréales et le sucre accablés de lourdes taxes de monopole. Le Right hon. baronet a réduit les droits sur les produits pharmaceutiques,

chose qui n'est pas sans importance, mais il a laissé de côté les deux denrées d'importance vitale, qui, les marchands le savent bien, peuvent seules donner de l'extension à notre commerce. Je ne veux pas dire qu'il l'ait fait avec l'intention de porter préjudice à notre commerce, mais enfin il l'a fait. Le Right hon. baronet a agi d'après ses propres idées, il a maintenu les droits sur les deux articles sur lesquels on réclamait une réduction, et il les a réduits sur ceux pour lesquels un changement avantageux pour le pays ne pouvait pas se produire. C'était folie ou ignorance. (*Oh! Oh!*) Oui, c'était folie ou ignorance que de modifier notre système de taxes, et de ne s'occuper ni du sucre ni des céréales. La réduction des taxes sur les produits pharmaceutiques et autres articles semblables était bonne pour quelque sous-secrétaire d'État chargé des balayures de la charge; mais c'était une besogne indigne d'un ministre, et sans portée aucune. C'est un des changements les moins utiles qu'ait jamais proposés un gouvernement.

Voyez aussi ce qu'on a fait pour les bois de construction. J'admets qu'en soi la réduction du droit sur ces bois soit une bonne chose; mais vous avez choisi pour l'opérer le moment où il y avait 10.000 maisons vides dans un rayon de vingt milles autour de Manchester, et où une quantité de navires pourrissaient dans nos ports. En même temps, vous avez ôté à nos marchands

les moyens de faire des affaires, en refusant de réduire les droits sur les deux articles les plus importants qu'apportent nos navires. Vous avez réduit les droits sur les bois à une époque où il n'y avait pas d'usines à construire, et où nos navires ne trouvaient pas à s'employer. Voilà les plans du Right hon. baronet; voilà les seuls remèdes qu'il ait à proposer pour le relèvement du pays. Ne peut-il pas en essayer quelque autre? Repousse-t-il celui que lui suggère l'honorable député de Whitehaven (M. Attwood)? Et refusera-t-il de faire cette altération de la circulation à laquelle l'invite l'honorable député de Birmingham (M. Muntz)? L'honorable député de Shrewsbury (M. Disraeli), lui aussi, et les organes de son parti dans la presse, ont des plans, mais il (Sir Robert Peel) ne veut en adopter aucun. Son devoir, dit-il, est de juger en toute indépendance, et d'agir sans obéir à aucune pression; mais moi, je dois dire au Right hon. baronet que c'est le devoir de tous les députés honnêtes et indépendants de le regarder comme personnellement responsable de la situation actuelle du pays.

Je ne suis pas un homme de parti. Mes honorables collègues savent que je ne le suis pas. Mais, je veux le dire au Right hon. baronet : quelque soit le parti au pouvoir, whig ou tory, le jour où je ne pourrai plus, dans ce qui me paraît conforme à l'intérêt de mes constituants, voter pour ou contre les whigs ou les tories, selon que

je le croirai juste, je ne siégerai pas une minute de plus dans cette Chambre. Je le dis au Right hon. gentleman : moi, du moins, je ne me soucie ni de whigs ni de tories. J'ai dit que je ne travaillerais jamais à ramener les whigs au pouvoir ; je lui dis aujourd'hui que toute la responsabilité du dangereux et lamentable état du pays retombe sur lui. Il lui sied mal de rejeter cette responsabilité sur qui que ce soit de ce côté-ci de la Chambre. J'affirme qu'il n'y a jamais eu de violence, de tumulte, de confusion, qu'aux époques marquées par un manque extrême de travail et par la rareté des choses nécessaires à la vie. Le Right hon. baronet a en main le pouvoir d'agir comme bon lui semble. S'il ne veut pas agir, il a ce privilège qu'il a revendiqué en parlant au noble lord (Palmerston) ancien secrétaire des Affaires étrangères, celui de résigner ses fonctions. Je dis que là est son devoir. C'est son devoir de résigner ses fonctions, puisqu'il ne se trouve pas assez fort pour mettre à exécution jusqu'au bout les mesures qu'il croit utiles au bien du pays. Mais, qu'il le fasse ou non, j'ai foi dans le corps électoral, j'ai foi dans les classes moyennes, appuyées sur la partie la plus éclairée des classes ouvrières et guidées par la partie la plus honnête de l'aristocratie, j'ai foi dans la grande masse de la nation : elle imposera au gouvernement, au gouvernement du Right hon. gentleman ou de n'importe quel autre parti, la pratique de ces principes aujourd'hui géné-

ralement reconnus comme essentiels au bien être du pays. Le Right hon. gentleman a admis la justice, la valeur politique et l'efficacité de nos principes. Il a donc admis qu'ils doivent à la fin triompher. Je le répète, j'ai confiance dans les classes moyennes, dans le corps électoral, dans la meilleure partie des classes ouvrières et dans la plus honnête partie de l'aristocratie; ils arriveront à imposer au Right hon. baronet ou à ses successeurs la pratique de ces principes, dont il a reconnu lui-même la justice, la valeur politique et la sagesse.

---

## LIGUE CONTRE LES LOIS CÉRÉALES

---

MEETING HEBDOMADAIRE DU 3 MAI 1843, THÉÂTRE  
DE DRURY LANE.

Londres.

La ligue avait convoqué ses adhérents à Londres au théâtre de Drury lane et comptait les réunir dans cette même salle de temps à autre ; mais le Directeur du théâtre avait été induit par les protectionnistes à refuser la salle dans l'avenir. La séance du 3 mai devait être la dernière dans ce grand théâtre. La ligue construisit à Manchester une salle capable de contenir 10,000 personnes. Le 3 mai la foule des auditeurs fut immense ; 4 orateurs furent entendus : le révérend docteur Cox, Cobden, Latimore et Moore. Le succès de Cobden fut considérable. L'assemblée, quand il eut terminé son discours, se leva dans un état d'excitation enthousiaste qui dura plusieurs minutes. Nous reproduisons ci-dessous ce discours :

Le révérend ministre (le révérend Dr Cox) qui vient de s'asseoir, s'est rendu coupable au moins d'une œuvre de surrogation (*Rires*), lorsqu'il a jugé nécessaire de défendre les mi-

nistres du culte, pour la noble part qu'ils ont prise à cette agitation (*Bruyantes acclamations*). S'il est une chose que je regrette de n'avoir pas faite au cours de notre campagne contre les lois-céréales, c'est peut-être de n'avoir pas suffisamment considéré ces lois dans leurs rapports avec les mœurs, la religion et l'éducation. On parle d'éducation, on demande si le peuple soupire après l'éducation. Je puis affirmer qu'il n'est pas une classe, même la plus humble, qui, si elle en avait le moyen, ne montrât autant d'empressement que les classes supérieures à procurer ce grand bienfait à ses enfants.

Pendant les années 1835 et 1836, lorsque le nord de l'Angleterre était florissant, lorsque l'énergie du peuple n'était pas assoupie, lorsque nous n'étions pas engagés, comme nous le sommes aujourd'hui, dans la lutte pour le pain, combat humiliant, combat d'esclaves, — il se tint à Manchester plusieurs magnifiques meetings pour l'avancement de l'éducation, et je me rappelle qu'en l'espace de quelques mois, on recueillit 12 000 livres parmi les classes manufacturières, dans le but de construire et d'installer des maisons d'école convenables. (*Applaudissements*.) Mais les lois-céréales se dressent comme un obstacle sur le seuil même de l'amélioration morale du pays. Qu'on les abroge, et les classes industrieuses auront le moyen, comme elles en ont assurément le désir, de donner l'éducation à leurs enfants.

(*Écoutez!*) Je vais plus loin, je regarde la question de la liberté commerciale comme impliquant celle de la paix universelle. Si, comme on peut me le rappeler, de grandes cités, de grandes puissances commerciales ont été renommées pour leurs guerres et leurs conquêtes, c'est que ces puissances et ces cités obéissaient à une erreur que nous cherchons à détruire, à savoir que le seul moyen de développer le commerce, c'est d'agrandir son territoire et de faire des conquêtes. Mais il est certain que toutes les fois que des villes commerciales ont formé une confédération, elles ont eu pour but le maintien de la paix, et non la guerre. (*Applaudissements.*) Telle fut la confédération des villes Hanseatiques. Nous nous efforçons maintenant d'inaugurer une ère nouvelle, nous cherchons, par la liberté du commerce, à augmenter notre commerce, notre richesse, notre prospérité, en augmentant la richesse et la prospérité de tous les autres pays du monde. (*Applaudissements.*) Introduisez le principe de la liberté commerciale parmi les nations, et la guerre sera aussi impossible entre elles qu'entre Middlesex et Surrey. (*Écoutez! écoutez!*) Nos adversaires ont cessé d'opposer à nos principes des arguments, du moins des arguments qui méritent qu'on leur réponde; mais, quoiqu'un grand nombre d'entre eux ne soient pas éloignés d'admettre l'excellence de nos principes, ils se refusent cependant à se conformer dans la pratique à ces principes de réforme

qu'ils confessent aujourd'hui, car, disent-ils, nous ne pouvons pas appliquer de notre côté des principes, tout justes, tout incontestables qu'ils soient, puisque les autres nations ne sont pas disposées à les adopter également. Ces Messieurs prennent la parole à la Chambre des communes et nous disent que nous ne devons pas ouvrir nos ports au sucre du Brésil ou aux céréales de l'Amérique, tant que nous n'aurons pas obtenu de ces pays qu'ils acceptent, sur le pied de la réciprocité, nos fers et nos tissus. Mais ce que nous combattons, ce ne sont pas les marchands brésiliens ou américains, c'est la peste des monopoles intérieurs. (*Applaudissements prolongés.*) La question n'est ni brésilienne ni américaine, c'est une question purement anglaise, et nous ne souhaitons nullement la compliquer par des considérations extérieures. Telle qu'elle est, la querelle est déjà bien assez sérieuse. — Que demandons-nous? Nous demandons la destruction de tous les monopoles et, d'abord et avant tout, l'abolition des lois-céréales, et nous regardons les lois-céréales comme la clef de voûte de l'arche du monopole. (*Écoutez!*) Si nous nous unissons tous dans ce grand effort, l'ensemble de ce détestable édifice tombera inévitablement en poussière. (*Écoutez! écoutez!*) Et qu'est-ce donc que le monopole? C'est le droit, ou plutôt le tort, qu'ont certaines personnes, de bénéficier de la vente exclusive de certains articles. Voilà ce que c'est que le mo-

monopole. (*Écoutez! écoutez!*) Et ce n'est pas chose nouvelle que le monopole, dans notre pays. Le monopole florissait en Angleterre, il y a deux cent cinquante ans, et les lois-céréales n'en sont guère qu'une nouvelle et plus subtile variété. Le système du monopole a grandi au temps des Tudors et des Stuarts, et il fut renversé, du moins sous quelques-uns de ses aspects les plus odieux, il y a deux cent cinquante ans, après une longue lutte soutenue par nos courageux ancêtres. Il est vrai qu'il revêtit, à cette époque lointaine, une forme quelque peu grossière; on n'avait pas encore, en ce temps-là, inventé les subtilités de l'échelle mobile (*Écoutez! écoutez!*), mais ce n'en étaient pas moins des monopoles, et des monopoles très irritants. Voici en quoi ils consistaient. Les ducs de ce temps-là, un duc de Buckingham, un duc de Richmond, s'adressaient à la reine Elisabeth ou au roi Jacques et en obtenaient des lettres patentes leur assurant le monopole du sel, du cuir, du poisson, peu importe. A la fin, ce système fut poussé si loin, fut tellement exagéré, que le peuple de ce temps-là fit ce que fait le peuple d'aujourd'hui; il refusa de s'y soumettre plus longtemps. (*Écoutez! écoutez!*) Il chargea ses représentants au Parlement de soutenir ses doléances. Nous avons les comptes rendus des discussions qui eurent lieu, et quoique les discours n'y soient pas rapportés assez au long, pour permettre de voir quels arguments

on employa, cependant il en reste des fragments qui ne manquent pas d'intérêt. Voici ce que disait un M. Martin, qui, j'en jurerais, a été membre de la Ligue, et peut-être bien représentant de Stockport, car il ne parle pas autrement que je pourrais le faire moi-même. Voici ce qu'il disait : « Je parle pour une ville qui souffre, qui gémit et qui languit sous le poids de monopoles monstrueux et intolérables. Dans la ville que je représente, les denrées les plus importantes sont accaparées par les sangsues de la république. (*Applaudissements.*) Telle est la situation de la ville où j'habite que le commerce y est anéanti ; et si on laisse encore ces hommes absorber ainsi, à leur seul profit, les meilleurs et les plus importants des biens que la terre nous donne, que deviendrons-nous, nous qui verrons les fruits de notre labeur, les fruits nés de la sueur de nos fronts, nous être enlevés en vertu d'une autorité suprême contre laquelle de pauvres sujets n'osent protester? » (*Applaudissements.*) Voilà ce que disait M. Martin il y a deux cent cinquante ans, et je pourrais aujourd'hui tenir exactement le même langage pour Stockport. (*Écoutez! écoutez!*)

Les mêmes comptes rendus nous donnent ensuite une liste des monopoles dont le peuple se plaignait. Nous y voyons figurer drap, fer, étain, charbon, verre, cuir, sel, huile, vinaigre, fruits, vin et poisson : tous articles qui jouissaient de ce que lord Stanhope et le *Morning*

*Post* appelleraient *protection accordée à toutes les branches de l'industrie nationale. (Éclats de rire et applaudissements.)* Le malin vieux journaliste ajoute : « Quand la liste des monopoles a été lue, un membre s'est écrié : *Et le monopole des cartes à jouer! (Éclats de rire)*, ce qui, fait observer le journaliste, fit rougir sir Walter Raleigh, car les cartes sont un de ses monopoles. » Évidemment c'étaient des gens modestes, les gens de ce temps-là; nous, nous avons beau avoir des lustres puissants pour éclairer la Chambre des communes, je n'ai jamais, depuis que je suis membre de la Chambre, vu le rouge monter au front d'aucun de nos monopoleurs. *(Éclats de rire.)*

Le journal continue : « Après la seconde lecture des listes des monopoles ou lettres patentes, un M. Hackewell — un autre ligueur, sans doute — *(Éclats de rire)* se lève et demande : Le pain n'est-il point compris dans la liste ? — Le pain ? dit l'un. — Le pain ? s'écrie un autre. — Cela sonne étrangement, dit un troisième. — Bon, dit M. Hackewell, remarquez bien mes paroles : si on ne met ordre à tout ceci, le pain y passera. » *(Applaudissements prolongés.)* Et voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous nous sommes réunis ici : c'est que le pain y a passé. *(Applaudissements répétés.)*

« Quand la reine (Élisabeth), continue le journaliste, quand la reine eut connaissance des plaintes du peuple, elle se rendit au Parlement et

le remercia d'avoir attiré son attention sur un fléau si grand. Et, s'indignant d'avoir été si longtemps trompée par ces *varlets* (c'est le mot dont elle jugea à propos de se servir pour désigner ses ministres monopoleurs) : « Pensent-ils donc, dit-elle, échapper au châtement, ceux qui vous ont ainsi opprimés, qui ont méconnu leur devoir et l'honneur de la reine? Non, je vous l'assure. Je ne veux pas que la tyrannie de ces *varlets* échappe à la punition qu'elle mérite. Mais je vois aujourd'hui, continua-t-elle, qu'ils (les ministres) en ont agi avec moi comme des médecins (*Écoutez! et éclats de rire*) qui, pour faire prendre plus facilement une potion, lui donnent une saveur aromatique, ou, quand ils administrent des pilules (*cris répétés : Écoutez! écoutez! C'est le docteur Tamworth!*), quand ils administrent des pilules, ne manquent pas de les dorer. » (*Rires et applaudissements frénétiques.*) En vérité, on pourrait presque trouver dans ces paroles quelque allusion prophétique à certain docteur homme d'État de notre époque. (*Écoutez! écoutez! et éclats de rire.*)

Telle fut, Mesdames et Messieurs, la conduite de la reine Élisabeth. Aujourd'hui, nous vivons sous une reine qui occupe dignement le trône d'Élisabeth. (*Applaudissements prolongés.*) J'ai la conviction absolue que Sa Majesté ne voudrait à aucun prix sanctionner personnellement un tort quelconque causé au plus pauvre, au plus humble de ses sujets, et, bien que vraisemblable-

ment elle ne soit pas disposée à venir à la Chambre des lords dénoncer ses ministres comme des *varlets* (*vires*), je crois que Sa Majesté ne ferait pas la moindre difficulté de donner son assentiment au retrait total des lois-céréales. (*Applaudissements et cris prolongés de : God save the queen!*)

Voilà donc ce qu'étaient les monopoles autrefois. Aujourd'hui, les monopoleurs, tout en se conduisant d'après des principes identiques, sinon pires, ont introduit de plus grands raffinements dans la dénomination des choses : ils ont inventé l'*échelle mobile*, et ils ont introduit dans la langue le mot *protection*. (*Écoutez!*) En reconstruisant ses monopoles, l'aristocratie de notre pays s'est formée en une grande société par actions, qui embrasse toutes les différentes classes de monopoles et d'abus. Il y a les hommes du blé, ceux du sucre, ceux du bois, ceux du café, etc. Chacune de ces classes de monopoleurs dit aux autres : « Aidez-moi à tirer du peuple le plus d'argent possible, et je vous rendrai le même service pour ce qui vous intéresse particulièrement. » (*Écoutez!*) Pas un atome de différence, en principe, entre le monopole du blé, le monopole du sucre, le monopole du bois, etc., et ces monopoles du sel et du cuir qui existaient à cette époque reculée dont nous parlions; et ces monopoles dont nous souffrons tant, si nous ne nous en sommes pas débarrassés, dans des circonstances bien autrement favorables que celles

au milieu desquelles se débattaient le peuple et ses représentants au temps d'Élisabeth, à une époque où il n'y avait pas de liberté dans la Chambre des communes et où on ne pouvait exprimer sa pensée sans s'exposer à être envoyé à la Tour; si nous ne nous en sommes pas débarrassés, c'est à notre ignorance et à notre apathie qu'il faut nous en prendre, c'est parce que nous manquons de ce courage que possédaient nos ancêtres et que, dans les temps modernes, le peuple de ce pays n'a cessé hélas! que tout récemment de montrer.

Quelle différence y a-t-il donc entre les deux cas? Voici une catégorie de gens qui se sont rendus possesseurs de tout le blé du pays, lequel blé, de leur propre aveu, ne suffit pas à la consommation du pays; cependant, ils ne laissent entrer de blé étranger que la quantité qu'il leur plaît, et jamais assez pour ne pas retirer le plus haut prix possible de ce qu'ils ont à vendre sur le marché intérieur. (*Ecoulez, écoutez!*) Que faisaient de plus les monopoleurs du temps d'Élisabeth? Les monopoleurs de sucre ne fournissent pas à l'Angleterre la moitié du sucre qu'elle pourrait consommer, si elle était libre de s'en procurer au Brésil à prix débattu, en échange des produits de son industrie. (*Ecoulez!*) Il en est de même pour le café et pour les autres articles nécessaires à la consommation journalière. Combien de temps faudra-t-il donc au peuple anglais pour comprendre ces

choses et faire ce que firent ses ancêtres au temps d'Élisabeth, il y a deux cent cinquante ans? (*Ecoutez !*) Ils renversèrent les monopoleurs et les oppresseurs. Pourquoi n'en ferions-nous pas autant? (*Applaudissements.*)

Vraiment, je sens qu'il y a quelque chose de souverainement vrai dans ce que disait hier soir mon ami John Bright : Nous ne sommes, à la Chambre des communes, que de beaux diseurs à langue mielleuse. (*Eclats de rire. Ecoutez! écoutez !*) Nous ne savons pas parler comme faisaient le vieux Martin, le vieil Hackewell et les autres. (*Ecoutez! écoutez !*) Mais, en somme, ce n'est pas dans de rudes paroles qu'il nous faut mettre notre confiance; il nous faut quelque chose de mieux que des paroles; il nous faut des actes. (*Ecoutez! Ecoutez !*) Comme je viens de vous le dire, quand nous demandons au gouvernement de mettre fin à ce système, il nous répond en nous envoyant à l'étranger, au Brésil, par exemple, avec mission de faire entendre raison à ce pays, de l'amener à échanger son sucre contre nos produits fabriqués à des conditions qui nous soient avantageuses. Quelle est donc cette illusion dont nous souffrons cruellement? (*Ecoutez! écoutez !*) Quel est l'objet pratique de ces traités de commerce qu'on nous envoie conclure à l'étranger? Y a-t-il un pays quelconque, sous une latitude donnée, qui produise une seule chose qu'on ne puisse faire venir dans n'importe quel autre

pays situé sous la même latitude? Pourquoi, je voudrais le savoir, pourquoi nous adresser au Portugal, lui offrir le privilège exclusif de nous vendre ses vins, et lui donner ainsi un monopole contre nous-mêmes? Pourquoi priver les consommateurs anglais de l'avantage de la concurrence de notre voisine, la France, dont le champagne est, selon moi, bien décidément supérieur au vin épais de Porto? (*Applaudissements prolongés.*) On nous dit qu'en donnant la préférence au Portugal, nous forcerons la France à réduire ses droits sur nos fils de lin. Mais cette mesure ne peut-elle pas avoir un effet tout opposé?

L'expérience en a été faite. Il y a plus de cent ans que nous avons conclu le fameux traité de Methuen qui, au lieu de concilier les nations, les a divisées, et a provoqué, plus que toute autre chose, ces guerres désastreuses qui ont désolé l'Europe. Au lieu d'obliger la fière nation qui est de l'autre côté de la Manche à venir nous acheter nos articles, il n'a pas eu d'autre effet que de la décider à nous payer de la même monnaie et à doubler ses droits sur nos marchandises. (*Applaudissements.*) Agissons bien plutôt à la façon des ligueurs du temps de la reine Élisabeth. Enlevons le pouvoir à nos monopoleurs, prouvons aux nations étrangères que nous avons foi dans nos principes, et que nous voulons les mettre en pratique, en admettant en franchise le sucre, le blé, et le reste. S'il y a

quelque chose de vrai dans nos principes, la prospérité et d'autres avantages considérables en découleront (*Applaudissements*), et, quand les autres pays auront constaté les résultats de ce renversement de nos barrières fiscales, ils suivront forcément notre exemple. (*Applaudissements*.) Ce sophisme, qu'un pays est en décadence quand ses importations dépassent ses exportations, ou qu'une nation étrangère pourrait très bien nous vendre ses produits sans jamais rien nous acheter, c'est le plus grand de tous les sophismes dont j'aie jamais entendu parler. Il dépasse les cures par l'eau froide et les machines volantes. (*Éclats de rire*.) Cela revient à dire, ni plus ni moins, qu'en refusant d'acheter les produits des autres pays, de peur qu'ils ne veuillent pas prendre les nôtres en retour, nous obéissons à la crainte que l'étranger, saisi d'un soudain accès de philanthropie, ne nous inonde jusqu'aux genoux de blé, de café, etc. (*Applaudissements*.) Au lieu de mesurer notre prospérité commerciale à nos exportations, j'espère bien que nous adopterons la doctrine si admirablement exposée hier soir à la Chambre des communes par M. Villiers, et que nous prendrons nos importations comme base d'appréciation de notre richesse commerciale. (*Applaudissements*.) Quels sont les pays qui aient adopté le système de la libre importation et qu'on ne puisse pas citer comme un exemple de la prospérité due à ce système? Allez dans la Médi-

terrannée, par exemple, et visitez Marseille, puis Trieste, et comparez leurs progrès.

Le commerce de Marseille a été protégé et encouragé, comme on dit, depuis des siècles, par le plus puissant gouvernement du continent; mais il n'a fallu que quelques années au commerce de Trieste pour dépasser celui du port français si bien « protégé ». Et pourquoi? Parce que Trieste jouit de la liberté d'importation en toutes choses. (*Applaudissements prolongés.*) Allez à Hambourg: c'est le port le plus important de toute la partie occidentale de l'Europe. Pourquoi? Parce que les importations y sont libres. (*Applaudissements.*) Voyez la Suisse: elle vous offre un autre exemple de liberté commerciale. J'ai pénétré dans ce pays par tous les côtés, par la France, par l'Autriche, par l'Italie: il n'est même pas besoin d'avoir les yeux bien ouverts pour voir quelles améliorations considérables ce pays doit à la liberté commerciale. Le voyageur n'a pas plutôt traversé la frontière qu'elles se manifestent à lui par la supériorité des routes, par l'activité et la prospérité croissante des habitants. Et pourquoi? Parce qu'en Suisse il n'y a pas de loi pour décourager l'importation. Les habitants des pays voisins, les Français, les Allemands, les Italiens, y apportent leurs produits sans qu'on leur demande rien, sans éprouver ni empêchement, ni retard. Et suppose-t-on que le sol n'ait pas, en Suisse, grâce à cette circonstance, une

plus grande valeur que dans les pays voisins? J'ai constaté qu'il valait trois fois autant en Suisse que dans aucun des pays limitrophes, et je suis prêt à démontrer qu'il vaut autant en Suisse qu'en Angleterre, acre pour acre, et à égalité de qualité et de situation, et pourtant, en Suisse, la terre paie à elle seule près de la moitié de toutes les taxes publiques. (*Ecoutez! écoutez!*) Et d'où vient cette grande prospérité? De ce que tout citoyen qui a besoin d'un article quelconque, que ce soit un objet de consommation ou une matière première pour l'industrie, est libre, tout en habitant la Suisse, de s'adresser, pour se le procurer, à n'importe quel point du globe. Je me rappelle avoir été conduit par un ami au marché de Lausanne, un samedi. La ville était remplie de paysans qui vendaient des fruits, des volailles, des œufs, du beurre et toute espèce de provisions. Je m'informai d'où ils venaient. « De l'autre côté du lac, pour la plupart, me répondit mon ami, en me montrant du doigt la côte de la Savoie, sur l'autre rive du lac de Genève. — Et ne paient-ils aucun droit, demandai-je, pour venir de la Savoie ici? — Aucun, me fut-il répondu : ils viennent ici en toute liberté, y restent le temps qu'ils veulent et vendent tout ce qu'il leur plaît. » — Involontairement je ne pus m'empêcher de m'écrier : « Oh, si le Duc de Buckingham voyait ceci, il en mourrait assurément. » (*Applaudissements et éclats de rire*). « Mais, continuai-je, comment ces gens-là se

font-ils payer? » (Car je savais qu'un monopole absolu régnait de l'autre côté du lac, et que les marchandises suisses ne pouvaient pas entrer en Savoie.) Pour toute réponse, mon ami me mena en ville dans l'après-midi, et je vis les paysans italiens fourmiller dans les boutiques et les magasins, où ils achetaient du tabac, des tissus, des mouchoirs de poche, etc., qu'on arrangeait par petits paquets de six livres environ, très faciles à entrer en fraude en Italie. (*Applaudissements et éclats de rire.*) Mon ami ne s'en tint pas là. Il me conduisit dans un quartier écarté de la ville, et me montra une grande quantité de femmes occupées à coudre des robes à aussi grands points que possible, de façon à pouvoir s'en servir pour passer la douane et rentrer chez elles. (*Éclats de rire.*) Et mon ami m'assura que tous ces paysans d'Italie, bien loin de rentrer chez eux avec de l'argent suisse, avaient contre eux la balance du commerce, car ils apportaient toujours de l'argent avec eux, quand ils venaient d'Italie, en plus des provisions qu'ils voulaient vendre, et ils employaient tout à l'achat des marchandises suisses qu'ils entraînaient en fraude dans leur pays. Eh bien, si vous ouvrez tout grands les ports d'Angleterre, et si les nations étrangères ne veulent pas retirer les droits qui pèsent sur nos articles, j'ose prédire que les étrangers qui nous apporteront du blé ou du sucre rapporteront chez eux quantité de nos produits anglais par paquets de

six livres, comme des contrebandiers, pour échapper à la surveillance de leurs douanes. Mais ce ne sont là que des excuses et de vains prétextes; nous y sommes préparés, nous y sommes habitués, et nous ne sommes pas assez naïfs pour nous y laisser prendre. (*Applaudissements.*) Nous ne devons pas nous payer de semblables excuses. Il n'y a qu'une chose dont nous devons nous assurer : est-il juste de renverser le monopole? Qu'importe la Russie, le Portugal, ou l'Espagne! nous nous en occuperons plus tard. (*Applaudissements.*) Ne perdons pas de vue quel est notre but, le but de la Ligue contre les lois-céréales, le retrait total, immédiat et sans condition — je demande qu'on ajoute ce dernier mot — (*Applaudissements*), je dis le retrait total, immédiat et sans condition (ni réciprocité) des lois-céréales. (*Applaudissements.*) Si nous n'adoptons pas ce mot « sans condition », c'est-à-dire sans réciprocité nous aurons un nouveau débordement d'excuses chaque semaine. Ne les écoutons pas, n'y faisons pas attention; il est bien plus important pour nous de prendre position au fur et à mesure que nos idées pénètrent dans une classe de personnes parmi lesquelles, je suis heureux de le dire, nous faisons des progrès considérables, — je veux parler des fermiers. (*Applaudissements.*) — Comme vous l'a dit notre excellent président, depuis la dernière fois que j'ai eu le plaisir de vous voir, je suis allé à Hertford. On a beaucoup parlé d'un

meeting tenu à Wallingford, qui comptait quelque deux cents personnes; mais on n'a presque rien dit du meeting de Hertford, où étaient réunies plus de deux mille personnes. Je m'y suis présenté, et j'en ai rapporté la formule de résolutions très importantes. (*Applaudissements.*) Ce meeting était, au sens le plus strict du mot, un meeting de campagne. Pendant trois semaines, nous avons lancé des programmes et posé des affiches non seulement dans chaque ville, mais encore dans chaque village du comté, annonçant mon intention de venir à ce meeting. J'y suis allé, et j'y suis allé seul (*Applaudissements*), sans être accompagné d'un seul ami, sans avoir une seule connaissance dans tout le comté. (*Bravos et applaudissements.*) Nous nous réunîmes d'abord dans le *Shire Hall*: mais la salle n'était pas assez spacieuse, nous nous rendîmes à Plough Mead, où se font ordinairement les élections. Je pris place dans une charrette, et je débitai mon histoire (*Applaudissements et éclats de rire*), pendant près de deux heures. (*Applaudissements.*) Eh bien, dans l'endroit même où, il y a moins de deux ans, la fine fleur de la chevalerie du comté, sous la bannière du *Conservatisme*, avait fait élire trois représentants partisans de la protection en faveur des agriculteurs, dans ce même endroit, il n'y a pas huit jours, j'ai plaidé la cause de l'abrogation totale et immédiate des lois céréales. (*Applaudissements.*)

Quand j'eus fini de parler, un soi-disant agriculteur, M. Bennett, de Laton, dans le Bedfordshire, tenancier du duc de Bedford, proposa une résolution, très insidieusement et très habilement rédigée, déclarant que bien que les fermiers eussent beaucoup souffert de la conduite du gouvernement et des rivalités de partis, cependant l'assemblée était d'avis que toute altération apportée aux lois-céréales était absolument inopportune. Cette proposition trouvait des partisans, quand se leva un gentleman — un vrai fermier, celui-là, qui exploite une vaste étendue de terrains dans le Hertfordshire, qui est connu et proclamé comme un des meilleurs fermiers du comté, et qui, s'il peut se rire des propriétaires à leur barbe, le doit à ce que, par ses talents et son habileté, il a su gagner une fortune — quand, dis-je, M. Latimore se leva et présenta un amendement portant que les Lois céréales sont funestes à l'indépendance et aux intérêts des fermiers et qu'il fallait les abolir. (*Applaudissements.*) Je ne pris plus aucune part aux débats, et laissai les fermiers discuter entre eux. On vota, et vous savez que la première motion n'eut que douze voix pour elle. (*Applaudissements.*)

Mesdames et Messieurs, je suis très heureux de pouvoir vous annoncer que M. Latimore, que je n'avais jamais vu avant de le rencontrer à Hertford, est assis devant vous (*Ici toute l'assemblée se lève et applaudit avec chaleur et en-*

*thousiasme*), et j'espère que, bien qu'il soit venu nous faire une simple visite, au passage, en se rendant pour ses affaires dans le comté de Surrey, il se décidera, si vous le lui demandez, à vous adresser quelques paroles. (*Applaudissements prolongés.*) Saisissons cette occasion, puisque nous avons parmi nous un vrai représentant de cette digne et excellente classe d'hommes, de leur exprimer, par son entremise, quels sentiments nous animent à l'égard de cette catégorie de citoyens dont il est un membre si distingué. (*Applaudissements.*) Disons à l'aristocratie territoriale du pays, qui a essayé de maintenir son injuste suprématie — je dis injuste, car elle se fonde sur un monopole — disons-lui qu'elle ne pourra pas diviser et désunir plus longtemps ces deux grandes classes industrielles, les manufacturiers et les fermiers (*Applaudissements*), identifiées aujourd'hui dans les mêmes intérêts sociaux, politiques et économiques. (*Applaudissements.*) Tendons la main à M. Latimore et à la classe à laquelle il appartient (*Applaudissements*): qu'ils soient bien convaincus que toute l'influence qu'elle exerce sur l'opinion publique, la Ligue est toute disposée, toute décidée à la mettre au service des fermiers, à obtenir pour eux la même justice que nous réclamons pour nous-mêmes. (*Applaudissements.*) Le temps approche où les fermiers et les manufacturiers de ce pays marcheront la main dans la main, épaule contre épaule, avec la Ligue contre les Lois céréales.

(*Applaudissements.*) Faites attention à mes paroles : avant que cette question ne soit réglée, vous verrez la masse des fermiers d'aujourd'hui ou de ceux de demain — des gens qui ne demanderont pas mieux qu'être fermiers, le jour où ils pourront l'être sans se porter préjudice, à eux-mêmes et à leur famille, — oui, le temps viendra où la masse des fermiers et des manufacturiers attendra dans les couloirs de la Chambre des communes, parmi la foule des Ligueurs, le dénouement de cette question.

(*Applaudissements.*) Et disons aussi à l'aristocratie territoriale qu'elle se trompe profondément, si elle espère avoir assez d'influence sur l'esprit des fermiers de ses districts pour pouvoir lutter avec la population urbaine, quand celle-ci se lève pour soutenir la cause de la justice. J'en ai vu assez pour me convaincre que c'est aux portes de l'aristocratie qu'on trouve les idées les moins aristocratiques. J'ai toujours eu la conviction, et c'est un fait que je me contente de constater aujourd'hui, que l'aristocratie a des partisans plus solides et plus vigoureux dans les villes manufacturières que dans ses propres villes et ses propres villages.

(*Applaudissements.*) Le jour où on se rendra compte de toute l'étendue du mal que les Lois céréales ont fait aux fermiers, je ne voudrais pas avoir à braver l'indignation morale qui s'élèvera des districts agricoles. (*Applaudissements.*) Les fermiers commencent déjà à sen-

tir qu'on les a grossièrement trompés. (*Applaudissements.*) Ils s'aperçoivent qu'après avoir servi de pions dans cette partie de politiciens, après avoir été les victimes de cette loi, après avoir eu leur part de déshonneur, ils sont la classe la moins prospère de toutes celles qui possèdent quelque chose dans ce pays. Ils commencent à voir aussi comment on s'y est pris pour les tromper. Ils voient qu'à la Chambre des communes il s'est trouvé des gens pour leur promettre la protection, sans savoir exactement d'où pouvait venir cette protection, sans savoir, ou sans se soucier de savoir, que le seul moyen de protéger les agriculteurs était de prendre les intérêts et le parti de leur clientèle. Ils voient aujourd'hui que les lois que ces gens-là ont faites n'ont servi qu'à ruiner cette clientèle, en même temps qu'elles les enrichissaient, eux, les membres de la Chambre, et que ce résultat, ils ne l'ont atteint qu'en faisant des fermiers leurs instruments dans les élections, qu'en leur promettant de leur donner secrètement une part du butin dû à ce système de gouvernement sans scrupule. Cette part — voyez à quelles résolutions désespérées en sont arrivés les fermiers — ils sont absolument décidés à l'exiger des landlords. (*Applaudissements.*) Je voudrais bien savoir où les landlords iront désormais chercher un appui en faveur de leur système. Je les ai combattus jusque dans leurs places fortes. (*Applaudissements.*)

Je les ai rencontrés dans les comtés de Norfolk, de Hertford et de Somerset. (*Applaudissements.*) La semaine prochaine, je vais dans le Buckinghamshire. (*Applaudissements.*) Je vais, la semaine d'après, à Dorchester (*Applaudissements.*), et, le samedi suivant, à Lincoln. (*Applaudissements.*) Je l'annonce ici publiquement. Je sais que les landlords n'ont pas vu mes premières visites d'un œil indifférent, je sais que, quand ils n'ont pas essayé d'empêcher les gens qu'ils tiennent dans leur dépendance d'assister à mes meetings, ils les ont du moins engagés à faire du désordre. Eh bien, je leur dis où je vais, et ils n'osent pas venir m'y regarder en face. (*Applaudissements.*) S'ils n'ont pas le courage de justifier leur loi en présence de leurs propres tenanciers, où donc pouvons-nous les rencontrer, si ce n'est à la Chambre des lords et à la Chambre des communes? (*Applaudissements.*) Est-il possible de trouver, dans toute l'étendue du royaume, mille personnes pour se déclarer, au vu et au su de tout le monde, en faveur de ce système que nous attaquons? (*Applaudissements.*)

C'est donc aux fermiers seulement que nous avons affaire. Il en est pour eux comme pour les manufacturiers et les commerçants : ils passent aujourd'hui par des misères et des souffrances auprès desquelles toutes les épreuves traversées depuis la guerre ne sont rien, par des souffrances plus aiguës que toutes celles qui les ont assaillis depuis vingt-cinq ans. Les

souffrances des uns suivent celles des autres, comme la nuit suit le jour. Mais, du moins, cet état de choses aura un résultat considérable : dorénavant, les intérêts des fermiers et des commerçants seront confondus, et nous ne seront plus désunis par des intérêts de politique ou de parti. (*Applaudissements.*)

J'ai un attachement si passionné pour la liberté commerciale que je n'ai jamais regardé au delà. Mais il y a des hommes qui, eux, regardent au delà et qui comptent sur la Ligue pour une œuvre bien autrement radicale que celle qu'elle a en vue. (*Applaudissements.*) Je n'ai ni avis ni conseil à donner à l'aristocratie de ce pays ; mon affection pour elle ne va pas si loin ; mais si elle ferme aveuglément les yeux, dans son orgueilleuse élévation, à ce qui se passe au-dessous d'elle, elle verra peut-être un jour la question portée fort au delà d'une simple lutte pour la liberté commerciale par des hommes qui, après avoir accompli cette réforme, en voudront consommer une autre bien plus grande encore. (*Applaudissements.*) Si l'on persévère dans ce système, après la preuve faite — nous en sommes les témoins — qu'il n'y a pas dans le pays un parti décidé à le soutenir, alors je dis que cette responsabilité dont j'ai parlé en d'autres endroits (*Applaudissements prolongés*) retombera tout entière sur le pouvoir exécutif (*Applaudissements*), et cette responsabilité augmentera désormais effroyablement. (*Applaudis-*

sements.) Sir Robert Peel dirige le gouvernement dans un sens contraire à ses propres opinions. (*Applaudissements.*) Je n'incrimine les intentions de personne; j'observe la conduite des hommes publics, et c'est sur leur conduite que je les juge; mais quand je vois un ministre adopter une attitude diamétralement opposée à ses opinions avouées, alors j'ai le droit de m'enquérir des intentions de cet homme, parce que sa conduite n'est plus dirigée par les règles ordinaires. Et de qui se sert-il pour mettre sa politique à exécution? Il met sa politique à exécution, et il fait échec à de sages mesures, grâce uniquement à une majorité brutale. (*Applaudissements.*) J'appelle cette majorité *brutale*, parce qu'elle est irrationnelle. Et si je l'appelle irrationnelle, ce n'est pas parce qu'elle ne s'accorde pas avec moi, mais parce qu'elle suit un chef qui s'accorde avec moi en principe et qui, dans la pratique, adopte une conduite opposée. (*Applaudissements.*) Le ministre qui gouverne un pays avec un tel instrument, alors qu'il sait que sa majorité a été obtenue par l'intrigue, les abus et la corruption, alors qu'il voit, de semaine en semaine, les mêmes hommes qui furent autrefois trompés par ses créatures, se réunir à la clarté du jour, et bien qu'environnés de leurs *squires* et de l'aristocratie à cheval, — comme cela est arrivé à Hertford — se lever, cependant, presque sans aucune exception, et protester contre la méthode d'après laquelle il

gouverne, je dis que ce ministre encourt une immense responsabilité. (*Applaudissements.*)

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, je ne puis m'empêcher de vous dire le profond chagrin que j'ai ressenti en entendant notre président, nous annoncer que voici notre dernière réunion dans cet endroit. (*Cris de : C'est une honte !*) Je crois fermement que jamais ce théâtre n'a été plus dignement rempli. (*Applaudissements.*) Je suis sûr que jamais auditoire n'y a apporté plus d'enthousiasme. Je suis heureux de constater tout haut que, de semaine en semaine, nous avons eu, non pas un meeting mieux organisé, non pas un meeting plus nombreux que celui qui avait immédiatement précédé, mais que nous avons eu, chaque semaine davantage, l'appui et l'approbation du beau sexe. (*Applaudissements.*) Je ne puis dire la raison qui fait qu'on nous refuse l'usage de ce théâtre dans un but si admirable; je suis plein de pitié pour l'homme qui, pour quelque motif que ce soit, peut trouver quelque chose à reprocher à des meetings du genre de celui-ci. (*Applaudissements.*) On reproche à nos meetings d'être des meetings où on n'entre qu'avec des billets; on les appelle des meetings *pressés*. Pour *pressés*, ils le sont, j'en conviens, car on y est aussi serré qu'il est possible. (*Éclats de rire.*) Il est vrai aussi qu'à nos meetings on n'entre qu'avec des billets, et s'il n'en était pas ainsi, je crois qu'il serait très difficile d'y pénétrer,

tant la foule serait grande et tant on se bousculerait. On me dit que nous aurions dû tenir ces meetings ailleurs, à Islington-green ou dans quelque autre endroit analogue. (*Oh! oh!*) Je ne puis guère admirer la galanterie de celui qui consentirait à tenir nos meetings en plein air, où nous serions privés du plaisir et du bénéfice de la présence des dames. (*Applaudissements.*) Non, les gens se méprennent sur ce qui constitue l'opinion publique, qui pensent que des meetings à Islington-green pourraient jamais avoir l'influence de meetings comme celui-ci. (*Applaudissements.*) Ce ne sont pas les tacticiens de l'école moderne qui pensent qu'une question d'intérêt public puisse être résolue par une armée de 30.000 ou 40.000 hommes rassemblés à Islington-green ou ailleurs. (*Applaudissements prolongés.*) Mon opinion est que, depuis le vote du Bill de réforme qui a mis le pouvoir politique aux mains de plus d'un million de personnes, rien n'ébranlera plus ce pouvoir, ni les efforts de l'aristocratie, d'un côté, ni les démonstrations des classes qui sont au-dessous de l'aristocratie, d'autre part, si ces classes jugent à propos d'exercer une action séparée. (*Applaudissements.*) Pareille chose aurait pu arriver, quand le gouvernement de ce pays reposait sur les fondations vermoulues de Gratton et du vieux Sarum. (*Applaudissements.*) Mais, sans vouloir négliger la coopération d'aucune classe, mon opinion est que ceux qui veulent

résoudre une question quelconque, doivent, pour la résoudre, s'adresser précisément à cette classe que je vois assemblée autour de moi dans ce théâtre. (*Applaudissements.*) Quelque plaisir, quelque satisfaction que puissent nous donner, à nous personnellement, les glorieux applaudissements de la foule à Islington-green, cependant, si nous sommes sincères, et les gens de la Ligue sont sincères (*Applaudissements*), si nous voulons faire triompher notre cause, dans laquelle nous avons engagé nos fortunes et, s'il le faut, nos vies (*Applaudissements*), alors nous prendrons conseil de quelque chose de plus noble que la simple vanité, et nous suivrons la voie la plus propre à amener le succès le plus complet. (*Applaudissements.*) Jamais une question n'est en meilleure voie de succès que quand elle est soutenue par une assemblée comme celle-ci. (*Applaudissements.*) C'est, je crois bien, un axiome parmi les auteurs dramatiques que rien ne peut prévaloir contre le jugement du public assis pour entendre une pièce nouvelle dans un théâtre privilégié. Les critiques, eux, peuvent différer d'avis; il peut y avoir, au foyer, une grande variété d'opinions; mais quand une fois une pièce a réussi à Drury-lane, elle réussit dans le pays tout entier. (*Grands applaudissements.*) Ce n'est pas, vous devez bien le penser, sans un peu d'anxiété que nous avons soumis notre pièce à votre appréciation. Mais, forts de nos précédents, et nous rappelant que jusqu'ici

toutes nos démarches les plus hardies avaient toujours été couronnées de succès, nous avons résolu d'affronter les habitants de Londres, au théâtre de Drury-lane. (*Applaudissements.*) Ce n'est pas seulement un, mais bien six ou sept meetings du genre de celui-ci que nous avons organisés, et aujourd'hui votre opinion nous est connue; vous avez chaque semaine montré un enthousiasme plus grand, et chaque semaine les dames, la plus belle partie de la création, sont venues plus nombreuses sourire à nos efforts. (*Applaudissements.*) — Qu'ils nous retirent donc l'usage de leur théâtre à privilège! Nous les en remercierons.—Vous avez prononcé la condamnation du monopole; votre verdict est rendu, il n'en sera pas fait appel! (L'honorable gentleman s'assied au milieu des applaudissements les plus enthousiastes. L'assemblée se lève dans un état d'excitation tumultueuse, qui se prolonge plusieurs minutes.)

---

## LIGUE CONTRE LES LOIS CÉRÉALES

---

MEETING HEBDOMADAIRE.

Séance du 13 mai 1843 à l'Opéra de Londres.

Pendant le cours de la discussion sur les lois céréales soulevée à la Chambre des Communes par M. Villiers, dans sa motion annuelle, et l'avant-veille du jour où elle devait être close par un vote négatif de 381 contre 125 voix, la ligue a tenu dans la salle de l'Opéra une grande réunion, où M. Fox eut un éclatant succès.

Après lui, M. Cobden a pris la parole et a prononcé le discours ci-dessous :

C'est avec surprise que j'ai vu figurer mon nom sur l'affiche de la distribution des rôles. (*Éclats de rire.*) Notre président est un despote absolu et ne m'a pas donné voix au chapitre; sans quoi, j'aurais bien plutôt songé à m'aller reposer qu'à paraître devant vous, car il était 5 heures du matin quand je me suis mis au lit, après avoir assisté à une scène... comment la qualifier?... une scène digne seulement des Bêtes sauvages d'Ephèse. (*Éclats de rire et ap-*

*plaudissements*.) D'ailleurs, une autre raison encore fait que j'aurais mieux aimé ne pas paraître devant vous aujourd'hui; ce n'est pas en effet une tâche facile que de prendre la parole après M. Fox; M. Fox a fait un admirable discours, et je regrette vivement qu'il ne puisse le prononcer lundi à la Chambre des communes où, vous le reconnaissez tous, assurément, son talent devrait le faire entrer. (*Écoutez, écoutez.*) Mais, bien que M. Fox ne puisse pas prononcer son discours à la Chambre, je suis bien sûr d'entendre parler dans le débat de lundi, car si la Chambre des communes n'aime guère à entendre critiquer les représentations qu'elle donne à Saint-Stephen, elle paraît en revanche, prendre plaisir à critiquer nos représentations de Drury-lane. Le meeting de la Ligue à Drury-lane a fait le thème des débats du Parlement; et presque tous les orateurs y ont joint surtout, en manière de variations, des récriminations contre l'honorable député de Stockport. (*Éclats de rire.*) Je ne suis nullement surpris de voir les membres de la Chambre des communes supporter impatiemment la critique du public; ils sont incapables de la supporter. (*Écoutez, écoutez!*) Selon moi, les monopoleurs de la Chambre ont montré une profonde sagesse à la dernière séance, quand, trouvant que leurs belles manières se manifestaient naturellement avec une violence inusitée, ils ont exclu des tribunes les étrangers et les reporters. Je voudrais que mes concitoyens des classes

ouvrières se fussent trouvés dans les coulisses, pour voir comment se conduisent parfois ceux qui se disent leurs supérieurs. (*Éclats de rire.*) Je voudrais surtout que quelques-uns des amis de l'aristocratie y eussent été également; ils auraient vu comment se comportent ces nobles seigneurs. Car, sans nul doute, les plus bruyants, les plus turbulents des perturbateurs de ce matin étaient quatre ou cinq grands seigneurs. Mais je m'arrête : j'aurais peur d'avoir à répondre devant la justice du langage que j'aurais tenu en dehors du Parlement.

Je ne sais vraiment que vous dire sur la question. Je suis comme Sir R. Peel : je n'ai aucun argument nouveau à présenter; rien que la vieille chanson à chanter une fois de plus. (*Éclats de rire.*) Si quelque chose rend moins utiles les croisades de ceux qui s'en vont prêchant les doctrines du libre échange, c'est que leurs discours sont reproduits, leurs bons arguments répandus dans le monde entier; et que, lorsqu'ils se présentent devant un nouvel auditoire, on attend d'eux des arguments nouveaux. Pourtant, croyez m'en, les vieux arguments sont encore les meilleurs. (*Écoutez ! écoutez !*) Tout vieux qu'ils soient, nos arguments, à mes amis et à moi, sont certainement les meilleurs qu'on puisse trouver, et notre rôle est seulement d'apprendre au peuple à les mieux comprendre. Le peuple n'obtiendra pas le libre échange, et je ne suis même pas sûr qu'il ait aucune raison

ou aucun droit d'obtenir le libre échange, tant qu'il ne comprendra pas ce qu'il signifie, tant qu'il n'aura pas le désir raisonné de le posséder. Mais une chose dont je suis sûr, c'est que, si vous n'avez pas cette connaissance, si vous n'avez pas ce désir raisonné, eussiez-vous le libre échange, vous ne le respecteriez pas longtemps. Ce que je veux, c'est précisément vous donner une courte leçon. C'est encore une fois la même vieille chanson qui reviendra; mais qu'importe? Je vois dans l'assistance nombre de jeunes gens; pourquoi ne pas les instruire? pourquoi ne pas les mettre à même de retourner chez eux et de convertir les vieux monopoleurs assis au coin de leur feu? (*Applaudissements.*)

Qu'est-ce donc que ce monopole du pain: Que signifie-t-il? Ce qu'il signifie? Il signifie disette de pain. Sans doute vous êtes surpris d'apprendre que toute la législation de la Chambre des communes sur cette matière tende à produire la plus grande disette de pain qui se puisse endurer. Pourtant, c'est la vérité absolue. (*Écoutez.*) La Chambre ne peut atteindre le but qu'elle poursuit que par la disette. C'est du joli, n'est-ce pas? (*Écoutez!*) Et quelle chose dégoûtante que de voir la Chambre législative... Je dis dégoûtante ici, ailleurs ce ne serait pas une expression parlementaire. (*Applaudissements.*) Mon honorable ami, le capitaine Bernal, un très noble et très galant homme, a dit en face à nos adversaires que leur conduite de ce

matin était dégoûtante ; mais il a été rappelé à l'ordre par le président, il a dû faire des excuses et retirer l'expression. Mais allez comme je l'ai fait moi-même l'autre soir, d'abord à la barre de la Chambre des Lords, puis à celle de la Chambre des communes, et vous verrez que le fond de tous les discours, dans ces deux endroits, c'est : céréales, céréales, céréales, cherté, cherté, cherté, céréales, céréales, céréales. (*Applaudissements et éclats de rire.*) Qu'est-ce que cela veut donc dire ? Vous avez à la Chambre des Lords nombre de gens très dignes, je n'en doute pas, et qui paraissent fort à leur aise sur leurs banquettes de soie, mais dont l'intelligence ne paraît pas au-dessus de la moyenne (*applaudissements*) ; — d'ailleurs, je l'ai toujours entendu dire, ni leur vertu ni leur savoir ne les mettent davantage au-dessus de la médiocrité (*grands éclats de rire*) ; — mais enfin ils sont à la Chambre des Lords. Eh bien, ces gens-là, qui sont-ils ? Des marchands de céréales et de bétail (*longs applaudissements*). C'est de ce commerce-là qu'ils vivent, et ils n'entrent dans les Chambres législatives, ils ne font de lois que pour s'assurer, par acte du Parlement, un prix de monopole pour ce qu'ils ont à vendre. (*Applaudissements.*) Voilà leur unique préoccupation. Vous le voyez, je parle sans ambages ; pourtant je pense être resté parlementaire. (*Applaudissements.*)

Et la Chambre des Communes ? Il y a, à la

Chambre des communes, des gens, des gens très dignes qui, à mon avis, représentent presque trop exactement le peuple ; — c'est une chose que j'ai remarquée —, généralement la Chambre des Communes, prise en masse, représente assez exactement les vertus et les lumières de ses commettants. — Eh bien, je suis fâché de le dire, ces gens-là, ou du moins le plus grand nombre d'entre eux, tirent leurs revenus de la vente des céréales et du bétail. A quoi ont-ils passé toute la semaine précédente ? A lutter énergiquement pour maintenir, par acte du Parlement, le prix de leurs articles. (*Écoutez ! écoutez !*) Voilà quelles ont été leurs occupations. Je prétends, moi, que tout cela, c'est la besogne des hommes de Mark-lane et de Smithfield (*Applaudissements*). S'il existait un moderne Pasquin, écrivant ses pasquinades sur les murs de Saint-Stephen, il pourrait y mettre : « Marchands de céréales à l'intérieur. » Les marchands de coton, de laine, de soie ou de quincaillerie, si mal que puissent aller leurs affaires, si déprimée et si mauvaise que soit la situation de Sheffield, de Nottingham, de Manchester ou de Spitalfield, les voyez-vous entrer délibérément à la Chambre des communes et essayer de faire voter des lois pour s'assurer un prix déterminé pour leur soie, leur laine, leur coton et leur quincaillerie ? (*Applaudissements*.) Que dirait-on d'eux, s'ils réclamaient à la Chambre des communes une loi de ce genre ? Je fais

moi-même le commerce des cotonnades, des mousselines de laine et autres articles que portent les dames, quand il leur plaît de me protéger (*applaudissements et éclats de rire*). Et ces articles se ressentent des fluctuations des saisons et des modes autant et même plus que n'importe quel autre commerce. (*Écoutez!*) Le marchand de céréales et de bétail n'a pas moitié autant à craindre des saisons et des vicissitudes de la bonne et de la mauvaise chance, que les producteurs des articles dont je fais le commerce. Pour tout homme qui connaît une branche quelconque du commerce des lainages, il est notoire qu'une maison renommée pour son goût, pour sa belle fabrication, pour son administration, peut avoir, en ce printemps ci, une saison de prospérité, et, à la saison suivante, ne pas réussir du tout à satisfaire le goût du public, à produire les modèles et les couleurs voulues, à les exécuter en temps opportun, à les imprimer sur les étoffes convenables, et, pour toutes ces causes, subir un échec complet. En vérité pour démasquer complètement leur système, à tous ces monopoleurs, il faudra la première fois que la mauvaise fortune m'en fournira l'occasion, que je dépose une motion sur le bureau de la Chambre des communes; si je peux garder mon sérieux, je m'étudierai à ressembler le plus possible à M. Bankes ou à Sir J. Tyrell (*Écoutez! écoutez! et applaudissements*), je me lamenterai sur le triste état de l'industrie des impressions,

et je prouverai que les imprimeurs et les fabricants de mousselines de laine auront vendu leurs articles l'année précédente à moitié prix. Bien entendu, je ne dirai pas un mot de ma mauvaise gestion (*applaudissements*), je ne dirai pas que la stagnation des affaires est née de circonstances sur lesquelles la loi ne peut rien, dont la loi n'a pas à s'occuper ; non ; mais je prendrai un visage grave, je proposerai l'établissement d'une échelle mobile des prix. (*Applaudissements et éclats de rire.*) Je fixerai comme prix 1 s. 2 d. le yard, ou bien non : 1 s. 6 d. — on peut bien faire de la générosité quand c'est à soi-même qu'on vient en aide. (*Applaudissements et éclats de rire.*) Pourquoi les quincailliers n'auraient-ils pas aussi une échelle de prix ? Et pourquoi les chapeliers n'auraient-ils pas aussi leur échelle mobile sur les bords larges et les bords étroits. (*Éclats de rire.*) Il n'y a pas jusqu'aux grooms qui tiennent leurs chevaux à la porte de la Chambre des communes qui ne riraient d'eux.

Pourquoi donc tolère-t-on ces gens-là à la Chambre des communes ? Pourquoi les laisse-t-on transformer ce qui devrait être le temple de la justice égale pour tous, en une simple maison de commerce ? (*Applaudissements.*) Pourquoi supporte-t-on tout cela ? Parce que le peuple est toujours asservi au vieux système féodal et qu'il regarde avec tolérance, que dis-je ? avec vénération, chez les détenteurs du sol du pays, ce qu'il accablerait de son mépris si c'étaient d'honnêtes

boutiquiers ou manufacturiers qui l'eussent fait.  
(*Applaudissements.*)

Eh bien, mon devoir est d'instruire ces enfants qui m'écoutent, afin qu'ils puissent, une fois rentrés chez eux, convertir leurs grand-mères dans leurs fauteuils. (*Grands éclats de rire.*) On dit à ces enfants que la protection n'a pas pour but de faire monter le prix des céréales, mais d'augmenter la production intérieure. Et comment prétend-on atteindre ce but? En empêchant le blé étranger d'entrer. Permettez-moi une question. D'abord cela me paraît un système étrange, et contraire au sens commun, d'essayer d'amener l'abondance en excluant l'abondance. (*Écoutez!*) Mais voyons les effets de ce système. Tout le monde a-t-il du pain de blé? D'après le Dr Marsham, cinq millions d'individus vivent de pain d'avoine, et cinq autres millions « font leurs délices » de pommes de terre. Que l'enfant retourne donc à sa grand-mère, et qu'il lui dise: le système a échoué, car le peuple n'est pas nourri. Dès lors, pourquoi ne pas essayer notre système à nous, pourquoi ne pas laisser entrer les céréales étrangères? Qui les consommera? Ce ne sont pas sans doute ceux qui assistaient à ce meeting: ils ont déjà du pain en abondance; mais ces céréales, s'il en entre davantage, elles seront consommées par ceux qui n'en ont pas du tout, ou qui n'en ont pas assez. (*Applaudissements.*) Donc, laissez entrer le blé. Mais ici on nous

oppose un tas d'arguments, les charges spéciales de la terre, le danger de dépendre des étrangers, et une foule d'autres (y compris le développement excessif des machines, à propos duquel on a poussé ce soir un cri d'alarme et dont je dirai tout à l'heure un mot) (*Applaudissements*). La réponse à laquelle doivent s'attacher les enfants, la voici : toutes ces conséquences sont peut-être déplorables, mais rien ne peut l'être autant que la rareté des subsistances ; il est peut-être très bon de ne pas dépendre des étrangers, mais à condition d'être mieux traité par ceux dont nous dépendons chez nous. Mes malheureux commettants de Stockport dépendent de la production intérieure, et ils sont si mal nourris depuis cinq ans qu'ils préféreraient dépendre des Russes, des Polonais, des Allemands ou des Américains (*écoutez ! écoutez !*) ou de n'importe quel peuple de la terre, plutôt que de se fier aux marchands qui ont réclamé le système d'exclusion.

Les propriétaires fonciers prétendent qu'ils paient plus d'impôts que les autres. D'abord, il est peu vraisemblable, qu'ayant tenu dans leurs mains tous les impôts, ces anges de désintéressement n'en aient chargé que leurs seules épaules, comme Sancho Pança. Admettons, le pourtant. Eh bien, s'il en est vraiment ainsi, ils n'ont qu'à modifier ces impôts, ils n'ont qu'à en partager le poids avec les autres ; mais ce n'est pas une raison pour faire la rareté des subsistances. (*Écoutez !*)

L'ennemi a fait jouer un autre épouvantail, et des enfants de tout âge s'y sont laissé prendre sans réfléchir ; c'est l'épouvantail des machines. Mais une aiguille est une machine ; un dé à coudre est une grande machine, c'est un énorme progrès sur l'ongle du pouce. (*Applaudissements et éclats de rire.*) J'ai toujours vu les plus violentes attaques contre les machines partir de ceux qui, dans leurs affaires, emploient eux-mêmes des machines. Vous n'êtes pas sans avoir entendu parler de quelques-unes des merveilleuses inventions du nord de l'Angleterre, et les monopoleurs vous ont mis sur une fausse piste en vous persuadant que tous vos maux viennent de là, et non pas des droits sur le pain. J'ai rencontré à Yarmouth un de ces hommes qui vont vociférant contre les machines. Je lui demandai : de quelle espèce de machines vous plaignez-vous ? — Du métier à vapeur, me répondit-il. — Vous en servez-vous à Yarmouth ? — A Yarmouth, nous ne filons ni ne tissons ; nous prenons du poisson. — Et quel poisson ? — Des harengs. — Et comment le prenez-vous ? — Dans des filets, dans de très grands filets. — Pourquoi donc n'employez-vous pas des hameçons et des lignes ? (*Vifs applaudissements.*) — La réponse me prouva qu'il est toujours dangereux de se mêler des affaires d'autrui, car un vieux pêcheur m'entreprit fort aigrement, me disant qu'ils ne voulaient pas se servir d'hameçons. — Eh bien, pourquoi ne vous

servez-vous pas d'éperviers? — Parce que cela nous donnerait trop de peine, répondit le pêcheur. — Voilà tout le secret. C'est pour cela aussi qu'on ne file plus avec le fuseau et la quenouille : cela donnerait trop de peine. On accuse aussi les machines de priver d'ouvrage les ouvriers. Jamais, depuis le commencement du monde, on n'a commis de plus grosse erreur. Il y a dans le Lancashire à peu près un million et demi d'ouvriers, dont cinq cent mille qui ne sont pas originaires du comté, mais qui sont venus des régions où les machines sont inconnues, vers celles où existent les plus merveilleuses inventions qu'on ait jamais faites pour diminuer le travail des ouvriers, vers les régions du Lancashire qui possèdent des machines perfectionnées, celles qui épargnent le plus de travail manuel. C'est dans ces pays que la population a le plus augmenté depuis vingt ans. Que pensez-vous que soient devenus tous les enfants des villages où la population est restée stationnaire? Certains villages des districts ruraux du Lancashire ne sont pas plus peuplés aujourd'hui qu'au temps où Guillaume le Conquérant fit dresser le cadastre des terres. Cela peut paraître surprenant, mais cela est vrai, et un de mes amis, qui est près de moi en ce moment, a beaucoup travaillé à dissiper cette erreur. Il s'est donné la peine de parcourir une grande partie du Lancashire, surtout la région où on n'emploie pas les machines; il a compulsé les regis-

tres des baptêmes et des funérailles, et il a constaté trois baptêmes pour deux enterrements. Que devient donc le surplus de la population? Il se rend à Blackburn, à Bolton et ailleurs, où il trouve un emploi auprès de ces mêmes machines qu'on accuse de le priver d'ouvrage.

Bien au contraire, les machines rendent des services essentiels, et je veux vous les faire connaître. Elles accroissent la puissance productrice; seulement, pour trouver des débouchés à leurs productions, il faut que les marchés du monde se développent en même temps. Avec le libre échange, tout perfectionnement introduit dans les machines diminuerait le coût de production, et en diminuant le prix des articles des fabricants, permettrait aux commerçants de trouver de nouveaux marchés: le bon marché croissant amènerait nécessairement la vente de nos produits dans toutes les parties du monde. A 1 schelling le yard, tel article peut être envoyé en Allemagne; réduisez-le à 8 deniers, il ira en Italie; abaissez-le à 6 deniers, il arrivera en Turquie; mettez-le à 4 deniers, il entrera en Perse; faites-le descendre à 3 deniers, il pénétrera jusqu'aux parties les plus éloignées de l'Asie centrale. (*Grands applaudissements.*) Mais comment le marchand peut-il étendre ses opérations, si on lui interdit de rapporter, en échange de ses produits, les articles que les autres pays ont à lui donner? La loi permet bien au marchand de fouiller le monde entier, d'y chercher

des objets de luxe ou de convenance destinés aux riches, de les rapporter, de donner en échange de ce qu'il rapporte les produits du travail de la classe ouvrière anglaise; mais ces mêmes articles sortis de la main calleuse des travailleurs, elle interdit au marchand de les échanger contre la denrée qui, plus que tout autre, est nécessaire au bien-être, au bonheur des ouvriers et de leurs familles, contre la denrée qui, si la liberté du commerce existait, serait la source de plus de joie, à elle seule, que toutes les autres superfluités réunies. La loi donne toute liberté d'aller chercher à l'étranger les objets destinés aux riches, faits pour l'ornement de leur personne et la jouissance de leur palais blasé. Pourquoi donc empêcher l'introduction des céréales? Pourquoi interdire à la Pologne, à la Russie, à l'Allemagne et à l'Amérique d'approvisionner l'Angleterre de céréales? Parce que les législateurs sont marchands de céréales. Ils devraient inscrire sur leurs portes : « Marchands de céréales. Concurrence interdite de l'autre côté de l'eau. » (*Vifs applaudissements.*)

Je vous dis que ces étourdis qui se laissent prendre à ces cris en faveur du monopole ne sont que des enfants, quel que soit leur âge, et je veux vous le prouver. Je veux vous montrer qu'il faut être vraiment enfant, enfant par l'âge ou par l'intelligence, pour se laisser ainsi duper. Les Lois-céréales pèsent sur tous également. La taxe du pain pèse plus à Londres qu'à dans

tout le Lancashire. Ne faut-il pas dès lors être bien enfant pour se laisser entraîner sur une fausse piste, pour aller chercher la cause du mal dans le Lancashire, au lieu de voir ce qui se passe chez nous ? Admettons que les machines, ces puissantes productions de l'intelligence humaine, qui ont tant fait pour grandir l'humanité, qui lui ont donné d'autres outils que ses dents et que ses ongles, et qui, grâce aux applications scientifiques, font presque passer la vie dans le fer lui-même, laissons dire aux ennemis du progrès que les machines sont une malédiction pour le pays ; laissons-les quereller la Divinité, laissons-les la condamner pour avoir permis à l'humanité de donner naissance aux inventions et aux découvertes ; accordons tout cela. La situation en sera-t-elle améliorée parce qu'une taxe sur le pain ajoutera ses effets à tous les prétendus maux causés par les machines. (*Vifs applaudissements.*) Je le répète, puisque le mal dont on se plaint et auquel on veut porter remède est tout aussi grand, que les machines soient une malédiction ou un bienfait, et atteint également l'ouvrier sans machine et l'ouvrier qui s'aide des plus merveilleuses inventions mécaniques du Lancashire, ne faut-il pas être un enfant, un enfant par l'intelligence, pour se laisser prendre à toutes ces attaques dirigées contre les machines ? Et ce que je dis des récriminations contre les machines, je le dirai de toutes les clameurs poussées pour faire perdre de vue le plus grand

de tous les fléaux : la rareté des subsistances.

Faut-il parler de la puissance politique? On n'en a rien dit dans nos meetings, parce que nous avons parmi nous des hommes de tous les partis. Je vous assure que cette puissance, nos amis la possèdent et que ce sera dur de la leur reprendre. Si on voulait la leur reprendre il faudrait le faire autrement que par la force (*Écoutez!*) Ils ont beaucoup d'adversaires à combattre et la bonne cause n'aurait pas fait autant de progrès qu'on peut le constater aujourd'hui, si elle n'avait été dans les mains d'hommes ayant à leur disposition une large provision d'argent. Ils ont une grande bataille morale à livrer et ils ont besoin d'une bonne Intendance. Napoléon choisissait toujours son meilleur général pour cet emploi. Et quand les belles dames viendront plaider autre chose que l'abrogation totale des lois-céréales, posez leur seulement cette question :

« Les choses iront-elles mieux avec une taxe en sus sur le pain? » Quelques personnes parlent de modifier la circulation. Nous ne nous y opposons pas. Mais ce dont souffre le pays, ce n'est pas de la rareté du numéraire, c'est de la rareté des subsistances, et nous sommes bien décidés à ne pas cesser la lutte avant d'avoir écarté toutes les barrières qui empêchent de satisfaire à tous les besoins. (*Vifs applaudissements.*) Aussi bien comme chrétien que comme citoyen, je fais retomber une lourde responsabilité sur ceux qui ne sont pas les défenseurs du rappel des Lois cé-

réales. Mais ne vous méprenez pas sur ma pensée: loin de moi l'intention de dire qu'il n'y ait pas des personnes très consciencieuses parmi nos adversaires; mais, dans l'état actuel du pays, personne n'est excusable de rester neutre. A Sparte, une loi condamnait à mort quiconque, dans les grandes questions publiques, ne prenait pas parti. Assurément, nous ne songeons pas à infliger la mort physique à ceux qui restent neutres; mais nous voudrions la mort civile pour tous ceux qui négligent leurs devoirs de citoyens; si les marchands de la cité de Londres, les banquiers et autres n'ont pas le loisir d'étudier ces questions, qu'ils renoncent à leur haute situation; qu'ils ne soient pas placés plus haut dans l'estime de leurs concitoyens que leurs employés ou leurs garçons de bureau; ils ne méritent pas d'être élevés sur un piédestal d'or et d'être adorés comme des idoles. C'est selon leurs mérites d'hommes et de citoyens qu'il faut les juger. (*Applaudissements.*) Peut-on rester inactif quand on entend bien cette question du rappel des Lois céréales? Non; on doit essayer de convertir les autres à la vérité, car c'est par l'opinion publique seule que cette grande réforme peut être réalisée. Les efforts individuels peuvent beaucoup pour la bonne cause. Des hommes dont on n'a jamais entendu le nom ont rendu des services incalculables en travaillant à convertir leurs voisins à nos doctrines en matière de libre-échange. Je songe tout spéciale-

ment à un individu, un membre de la Société des Amis, dont j'ai reçu une lettre récemment. Depuis deux ans il a employé le meilleur de son énergie à distribuer les brochures de l'Association. Il a parcouru à pied tout le pays du Warwickshire au Hampshire; il a répandu partout la vérité et la saine doctrine de la ligue contre les Loïs céréales. (*Écoutez!*)

Comment ne pas avoir confiance quand on trouve des auxiliaires comme celui-là, qui n'a rien exigé si ce n'est que son nom ne soit pas rendu public. Voilà un individu qui ne verserait pas une goutte de sang, même pour sauver sa propre vie; il a visité plus de 20.000 maisons, il y a déposé les germes de la vérité et de la justice, et pour cette grande cause, il a enduré plus de fatigues physiques que n'en éprouva jamais le duc de Wellington lui-même. (*Vifs applaudissements.*) Le jour où on estimera à son vrai prix la noblesse du caractère, ce jour-là, c'est à ce Quaker modeste et sans prétention qu'on élèvera une statue bien plutôt qu'à Wellington lui-même. (*Applaudissements.*) Cet homme excellent, de concert avec un grand nombre de membres de son ordre, a fait tous ses efforts pour répandre les principes de la Ligue; non pas simplement parce que le libre échange procure plus aisément le bien-être et l'aisance au peuple, mais encore parce que le libre échange lui semble un moyen d'unir toutes les nations de la terre par des liens pacifiques, de faire cesser la guerre et d'en finir avec cette

force brutale qui, sous prétexte de protéger les peuples contre leurs ennemis, — ennemis uniquement créés par les gouvernements, — retombe sur la nation d'un poids accablant, sous forme de flottes et d'armées permanentes (*Applaudissements prolongés*) bonnes seulement pour soutenir ces luttes auxquelles seules nos Clive et nos Wellington doivent leur élévation présente.

Au cours du dernier débat sur les Lois céréales au Parlement, on a affirmé que les principes du libre-échange, absolument vrais abstraitement et théoriquement, n'étaient pas adaptés aux circonstances actuelles. Un honorable membre de la Chambre a dit que les principes du libre-échange peuvent bien être la vérité, mais qu'en tout cas cette vérité n'est pas applicable aux temps modernes. (*Écoutez! Écoutez!*) Pourquoi pas? Est-ce donc qu'à la Chambre des Communes ou des Lords on ne s'inquiète pas de la vérité et de la justice? La mission du Parlement est de faire la justice; et depuis quand la justice n'est-elle pas applicable à la population de ce pays? Voulez-vous savoir le grand secret, la grande raison qui rend la vérité inapplicable? C'est que la majorité des deux Chambres est intéressée au maintien de l'injustice. Nous avons vu le chef des monopoleurs se lever dans la Chambre et dire en propres termes au ministre de sa création: « Tu viendras jusqu'ici, mais tu n'iras pas plus loin. » Que penser d'un ministre qui se soumet basement à une pareille domina-

tion? (*Tonnerre d'applaudissements.*) Pour moi, si j'éprouve une si grande joie à défendre les principes du libre-échange, c'est qu'appliqués comme je le veux, ils satisfont les plus grands intérêts de l'humanité; c'est qu'ils tendent à unir de plus en plus les nations de la terre, à faire prévaloir la paix, la moralité, le bon gouvernement, à saper la domination des classes privilégiées. J'en appelle au pays tout entier, je l'adjure de se rallier à ce puissant mouvement contre le monopole afin de participer au bonheur d'avoir travaillé à l'adoption d'une bienfaisante mesure, d'où sortiront de si précieux avantages pour l'humanité. (*Applaudissements.*)

---

## LIGUE CONTRE LES LOIS CÉRÉALES

---

GRANDE DÉMONSTRATION AU THÉÂTRE DE COVENT  
GARDEN A LONDRES.

Londres, 13 octobre 1843.

La mort de Sir Matthew Wood ayant fait une vacance dans la représentation de la Cité de Londres, deux candidats se disputèrent son siège : M. Pattison, libre-échangiste et M. Thomas Baring, protectionniste. M. Pattison fut élu, à une faible majorité il est vrai; mais le succès des libre-échangistes, auquel Cobden avait contribué par le discours que nous reproduisons ci-dessous, produisit une impression immense.

Loin de nous la pensée de nier que notre but ne soit de discuter devant vous et de vous faire appel, en vue de l'élection prochaine et pour briguer vos suffrages. Nos réunions, Messieurs, sont toutes des réunions électorales; notre unique objet est d'influencer les voix des électeurs, et tous les électeurs de Londres ont été invités à cette réunion.

La question que nous voulons vous soumettre ne prête guère à la déclamation; et afin de tirer

le meilleur parti de ce peu de temps qui nous est donné pour nous adresser à votre jugement, nous sommes forcés d'attirer toute votre attention sur des sujets peut-être un peu arides.

Nous sommes venus vous prier de réfléchir : voterez vous pour le monopole ou pour le libre échange ? Mais, par libre-échange, je n'entends par la suppression de toutes les douanes. Un de vos candidats, M. Baring, prétend que libre-échange signifie abolition de tous les droits de douane. C'est, j'imagine, par pure ignorance, car je ne suppose pas qu'il ait voulu vous faire l'injure d'inventer de toutes pièces une pareille affirmation. Nous l'avons proclamé mille fois, ce ne sont pas les agents de Sa Majesté que nous voulons arracher à leurs fonctions de douaniers, mais seulement les agents que des classes privilégiées ont installés à la douane pour percevoir des droits dont elles sont seules à profiter.

Il y a quelque chose de si évidemment juste et honnête dans notre cause que tout écrivain qui, dans le silence du cabinet, s'est mis à étudier la question, tout écrivain désireux de voir vivre son nom au-delà de l'année où ont été publiées ses œuvres, rend justice à l'excellence de nos doctrines. Que dis-je ? nous avons assez vécu pour voir des hommes pratiques, des hommes d'État contraints, pendant qu'ils étaient aux affaires, par la force de la logique et les lumières de leur siècle, à reconnaître la justesse de nos

principes, ce qui ne les empêche pas d'ailleurs de s'abaisser honteusement jusqu'à pratiquer des principes directement opposés. Il y a plus encore; vos candidats, dans leurs professions de foi, se placent, l'un et l'autre sur le même terrain, proclament les mêmes principes. Seulement, l'un promet de rester constamment et énergiquement fidèle à ses opinions, l'autre s'y refuse. Eh bien, voici ce que nous avons à vous demander: qui prendrez-vous pour votre représentant? Choisirez-vous un homme qui admette l'excellence de la théorie du libre-échange, — quoique mon opinion, je l'avoue, soit qu'il n'y connaît pas grand chose, — mais qui se refuse à conformer sa conduite à ses déclarations? Est-ce celui-là que vous choisirez, ou bien un homme qui a reconnu nos principes, et qui, s'il entre au Parlement, se sera engagé envers vous et envers lui-même à les appliquer?

Comme notre président vous l'a expliqué, M. Baring admet que nos principes sont justes en théorie; c'est donc que ses principes à lui sont faux en théorie. Avez-vous jamais entendu parler d'un père qui enseigne à ses enfants à respecter les dix commandements — en théorie? Avez-vous jamais entendu dans Old Bailey, après le verdict de culpabilité, le condamné invoquer cette excuse: « Oui, j'ai bien volé ce mouchoir, mais seulement en théorie? » Est-ce donc une théorie que le monopole? S'il en est ainsi, j'en ai fini avec M. Baring et toute cette élection.

Mais la théorie se présente sous une apparence corporelle, sous la forme de certains monopoles, qui diminuent de moitié votre provision de sucre et qui taillent de larges tranches dans votre pain. Vous voyez, ce n'est pas une simple théorie.

Daignons pour un moment examiner les arguments de nos adversaires, quoique, en fait, par leurs propres déclarations, ces messieurs se soient mis eux-mêmes hors de cour. Pourquoi refusent-ils de mettre en pratique des principes dont ils reconnaissent la vérité théorique? « Si vous renoncez au monopole, disent-ils tout d'abord, d'où tirerez-vous les revenus publics? » Si je comprends bien l'objection, voici ce qu'elle veut dire : nous avons tant d'impôts à payer à la Reine pour la marine, pour l'armée, pour nos administrations civiles, que jamais nous n'y arriverons si nous ne vous mettons sur les épaules un fardeau d'un poids à peu près équivalent, sous forme de contributions payables au duc de Buckingham et C<sup>ie</sup>. Que signifie l'objection si ce n'est pas là ce qu'elle signifie?

Voilà un argument qu'on ne connaissait pas jusqu'ici, auquel, à l'origine des monopoles, personne n'avait songé à recourir et que notre époque a le triste honneur d'avoir découvert.

Voyons donc en quoi les monopoles favorisent les recettes publiques. Prenez le blé, et reportez-vous seulement au temps dont vous avez gardé le souvenir. Pendant les quatre années

1834, 35, 36 et 37, le prix moyen du blé a été de 45 schellings. Le chancelier de l'Échiquier avait des excédents de recettes : il pouvait aller de l'avant et diminuer les impôts. Mais ensuite sont venues les quatre années 1838, 39, 40 et 41, où le monopole pesa le plus lourdement sur le peuple, mais où, du moins, d'après les arguments de ses partisans, il aurait dû rapporter le plus au Trésor. Qu'arriva-t-il ? Les recettes baissèrent. Pendant que le blé était à 65 schellings, le premier ministre, reconnaissant l'impossibilité d'imposer davantage le peuple, déclarait que sa seule ressource était d'établir un impôt sur le revenu des classes moyennes. Eh bien, j'aime mieux m'en rapporter aux faits et à l'expérience qu'à des affirmations doctrinaires ; et je crois trouver dans cette expérience un guide plus sûr, pour arriver à me former une opinion, que dans toutes les déclarations de M. Baring.

Passons au sucre. Nous avons là un autre grand monopole. Et, laissez-moi vous le rappeler, citoyens de Londres, c'est plutôt les monopoleurs du sucre que ceux du blé que vous combattez dans la Cité, — cette aristocratie du pain de sucre à laquelle j'ai si souvent fait allusion — ; voilà les monopoleurs qui nous occupent maintenant ; c'est une abominable oligarchie. Mincing-lane réclame à grands cris la protection. Mais qu'a donc fait le sucre pour les revenus publics ? Quel est le prix du sucre à l'entrepôt ? 21 schellings par quintal (de 50 kil.). Et que le

payez-vous ? 41 schellings. C'est donc 20 schellings par quintal que vous payez en trop, et cela sur trois ou quatre millions de quintaux. Le chiffre vaut la peine qu'on se débâte, n'est-il pas vrai ? Et vous, boutiquiers, bouchers et boulangers, épiciers et drapiers de Londres, que vous revient-il de ce monopole ? Le monopole ! oh ! c'est un mystérieux personnage. Il s'assied à votre table à l'heure du thé, et, à chaque morceau de sucre que vous mettez dans votre tasse, pstt ! il en enlève un autre du sucrier ; quand votre femme et vos enfants lèvent les yeux et demandent ce morceau de sucre qu'ils ont bien gagné et qu'ils croient leur appartenir à bon droit, ce mystérieux filou, le monopole, leur dit : « Je le prends pour votre protection. » Savez-vous ce que fait perdre à l'État ce monopole ? M. Mac Gregor, secrétaire du *Board of Trade*, dans sa déposition devant la Commission des droits d'importation, en 1840, a démontré que, si le monopole du sucre était aboli, le peuple aurait pour le même prix double quantité de sucre et que le Trésor encaisserait trois millions sterling de plus. M. Mac-Gregor est encore secrétaire du *Board of Trade*, et certes il est digne d'occuper cette position. Telle a été sa déposition ; elle confirme, à la face du monde entier, le bien fondé de nos attaques contre le système actuel.

Quel est donc le prétexte du monopole du sucre ? On ne peut pas invoquer l'intérêt du Trésor ; on ne peut pas dire non plus qu'il soit établi au

profit de l'agriculteur anglais ou des nègres des Indes occidentales. Quel est donc le prétexte qu'on met en avant? Le voici: nous ne devons pas acheter du sucre-esclave (1). Si je ne me trompe, le ministre du Brésil est ici présent; et je crois pouvoir, sans le blesser, imaginer une entrevue entre lui et le président du *Board of Trade*. Son Excellence est admise à une audience avec toute la courtoisie due à son rang. Il remet ses lettres de créance; il est venu pour conclure un traité de commerce. Il me semble voir le président du *Board of Trade* prendre une attitude recueillie, solennelle et religieuse, et dire: « Vous êtes du Brésil. Nous serions heureux de faire des échanges avec vous, mais nous ne pouvons, en conscience, recevoir des produits-esclaves. » — Son Excellence est un homme rompu aux affaires (comme la plupart des étrangers qui viennent chez nous traiter des questions commerciales). Eh bien, dit-elle, nous verrons si nous n'avons pas autre chose à échanger. Qu'avez-vous à nous vendre? — Des étoffes de coton, répond le président du *Board of Trade*; nous sommes en ces articles les plus grands exportateurs du monde. — Comment! s'écrie Son Excellence; du coton, avez-vous dit? Et d'où le tirez-vous? — Eh bien, répond le ministre, hem! principalement des États-Unis. » La répli-

(1) C'est Bastiat qui a traduit par l'expression pittoresque de sucre-esclave, les mots *slave-grown sugar* employés par Cobden.

que ne se fait pas attendre : « Mais, dites-moi, est-il produit par des hommes libres ou par des esclaves ? » — Je vous laisse à penser la réponse, et aussi la contenance du président du *Board of Trade* (*ici quelque chose se brise au fond de la salle, et une légère confusion s'ensuit*). Ne vous effrayez pas, ce n'est qu'un banc renversé ; c'est le présage de la chute des monopoleurs. Mais voyons, est-il un seul de vous dont l'humanité et les sympathies se soient laissées attraper et duper par ces clameurs contre le sucre-esclave ? Connaissez-vous les dispositions de la loi actuelle sur le commerce du sucre ? Nous envoyons nos produits fabriqués au Brésil, par exemple ; nous rapportons du sucre brésilien ; ce sucre, il est raffiné chez nous, il est raffiné dans des entrepôts, c'est-à-dire dans des magasins où les Anglais n'ont pas le droit de l'acheter ; et il est envoyé à l'étranger par nos marchands, par ceux-là même qui déclament aujourd'hui contre la consommation du sucre-esclave. Oui, ces hommes et leurs affiliés, qui sont les plus acharnés dans leur réquisitoire contre le sucre-esclave, ont des entrepôts à Liverpool et à Londres, et ils expédient ce sucre en Russie, en Chine, en Turquie, en Pologne, en Égypte, bref, à tous les pays sous le soleil, à des pays peuplés de 500 millions d'habitants. Et pourtant ces gens-là vous interdisent d'avoir ici du sucre esclave. Pourquoi cela ? Parce que les 27 millions d'habitants de ce pays sont ce que ne

sont pas les 500 millions dont j'ai parlé, les esclaves de cette oligarchie sucrière. Parce qu'ils ont sur vous un pouvoir qu'ils n'ont pas sur les autres. Oh ! hypocrites ! Les Musulmans croient à l'existence dans la vie future d'une série de châtimens dont l'importance est proportionnée à la faute, et le plus sévère de tous est réservé aux hypocrites. Eh bien, je ne serais pas surpris si les Turcs, quand ils entendront parler de M. Baring et des discussions de la chambre des Communes, se mettaient à implorer le ciel pour les pauvres hypocrites de notre pays. Voilà donc pour quels motifs, en cette année 1843, on vous presse d'envoyer au Parlement un homme qui soutiendra le monopole ; c'est pour permettre à quelques hommes de la Cité de vous vendre votre sucre 20 schellings par quintal au-dessus du prix naturel du marché du monde. C'est une repoussante, basse et odieuse conspiration. Je l'ai dit et je le répète, j'aimerais mieux être gouverné pour un temps par un despote comme Méhémet Ali — un despote, mais aussi un homme de génie — que de me courber devant une sordide aristocratie comme l'oligarchie sucrière.

Ceux qui défendent ainsi le monopole, attendez-vous à les entendre nous reprocher, à nous qui, la moitié de l'année, habitons le Lancashire, de vouloir nous mêler de l'élection de cette circonscription. A ce que je vois dans les journaux du jour, M. Baring a dit que nous n'avions aucun intérêt direct dans cette élection. Mais quoi, quand

une loi est votée, ne dois-je pas y obéir en Lancashire tout aussi bien qu'ici? L'oligarchie sucrière se borne-t-elle à piller ses seuls constituants et voisins? Non, elle pille aussi le Lancashire. D'ailleurs ce reproche va bien aux monopoleurs! Des hommes qui voudraient nous isoler du reste du monde essaient d'isoler le Lancashire du Middlesex : rien de plus naturel. Ils prouvent l'étendue et la portée de leur intelligence; ils sont fidèles à leurs principes, ils nous montrent complètement et clairement à quoi ils tendent.

Mais, vous qui m'entendez parler de ces gens-là, ne laissez pas dénaturer ma pensée; ne me laissez pas accuser d'avoir dit que la plus grande partie, ou même qu'une grande partie des marchands de Londres, soient du parti de la restriction. Non, les plus honnêtes, les plus riches commerçants de la Cité ne se sont pas enrégimentés sous le drapeau du monopole. Je m'en rapporte aux déclarations et aux écrits de quelques-uns des plus éminents et des plus opulents d'entre eux : j'y trouve la preuve que leurs sympathies ne se portent pas du même côté que celles des monopoleurs et aussi que le niveau de leurs intelligences est différent. Il y a dans la Cité des hommes qui savent quelle relation directe et immédiate existe entre la prospérité des grands districts manufacturiers et celle de cette grande métropole. Il y avait en particulier un homme — M. de Rothschild — doué d'une intelligence qui l'aurait fait grand n'importe où et qui embras-

sait, dans ses opérations commerciales, le monde entier. Il savait bien que lui, dans son bureau de Londres, il n'était que le ministre, l'instrument passif des échanges des districts manufacturiers avec les grands pays producteurs du continent. Dans sa déposition devant la commission de la Banque en 1832, voici ce que je lis : « Ce que je reçois par grosses sommes, d'autres le recevront par petites sommes; j'achète à la bourse des traites tirées de Liverpool, Manchester, Newcastle et autres places, envoyées à tous les banquiers et les marchands de Londres. J'achète pour 6.000 ou 7.000, et quelquefois pour 10.000 livres de ces traites en une seule semaine, et je les envoie à mes succursales du Continent; en échange mes succursales se procurent des traites sur ce pays, traites qui sont achetées pour du vin, de la laine et autres articles. »

Cen'est pas M. de Rothschild, s'il vivait encore, qui viendrait dire : « Lancashire, je n'ai pas de sympathie pour vous », et je suis heureux d'ajouter qu'une personne de son nom, son fils, si je ne me trompe, est un des plus chauds partisans de M. Pattison.

Il y a dans la cité un autre gentleman qui, si la richesse commande le respect, est assez riche, et, si l'intelligence peut prétendre à votre admiration, est assez intelligent pour supporter la comparaison avec n'importe qui, — je veux parler de M. Samuel Jones Lloyd. Dans une

brochure écrite en 1840, il a dit : « Qui peut ne pass'intéresser à cette grande ruche industrielle, à cette métropole du commerce, noble, bien que récemment née, où s'étale un ensemble si admirable des plus belles qualités de l'homme, — honnêteté, énergie, intelligence, industrie, entreprise, rapidité de décision, liberté de pensée, libéralité de sentiment ? Comme Anglais, je puis être fier de la ville et du commerce de Manchester. — Oui, la prospérité de Manchester est synonyme de bien-être de l'Angleterre. Quand cette grande cité et l'immense population qui en dépend cesseront de croître en prospérité et en richesse, l'étoile de l'Angleterre sera parvenue à son zénith. La décadence du commerce minerait bientôt les fondements sur lesquels reposent tous les autres intérêts. Notre population féconde se trouverait privée d'emploi ; cette belle et heureuse contrée serait bientôt transformée en une terre aride où grouilleraient les pauvres. Et même à ce degré d'abaissement, le mouvement rétrograde ne pourrait plus s'arrêter. Une population dense, affolée par des désillusions et réduite au désespoir par des besoins impossibles à satisfaire, tomberait bientôt dans une condition telle qu'on fera bien de ne pas s'arrêter à une pareille supposition. »

Je vous donne l'opinion d'un homme qui a droit de prendre place parmi les plus riches et, selon moi, parmi les plus intelligents de vos banquiers et marchands de la Cité. Mais ce

n'est pas seulement aux grands et aux riches marchands à régler la question qui nous occupe. D'autres classes n'y sont-elles pas aussi profondément intéressées ?

On voudrait, ce me semble, faire de l'élection présente une élection où les droits de la propriété seraient mis en question. Afin de stimuler le zèle des propriétaires, on vous dit que la Ligue contre les lois céréales est intéressée à cette élection, et que les membres de la Ligue ont des théories subversives de la propriété ; on m'accuse particulièrement d'avoir tenu un langage calculé pour diminuer le respect des droits de la propriété. Eh bien, Messieurs, s'il est en Angleterre un homme qui puisse se dire l'avocat des droits de la propriété, j'ose le dire que, cet homme, c'est moi. Oui, tous les travaux de ma vie publique, depuis cinq ans, ont tendu à rendre leurs droits de propriété à ceux qui en ont été injustement dépouillés. Comme il y a une espèce particulière de propriété, que M. Baring semble avoir entièrement perdue de vue, je ne crois pas pouvoir mieux faire que de le renvoyer à Ad. Smith. Cet écrivain s'exprime ainsi : « Le droit de propriété de tout individu sur son travail, de même qu'il en est le fondement, est aussi le plus sacré et le plus inviolable de tous les autres droits de propriété. Le patrimoine du pauvre consiste dans la vigueur et dans l'habileté de ses bras. L'empêcher d'employer

cette vigueur et cette habileté comme il l'entend, pourvu qu'il ne nuise pas à autrui, c'est une violation évidente de la plus sacrée des propriétés; c'est une atteinte manifeste portée à la juste liberté et de l'ouvrier et de ceux qui pourraient être disposés à l'employer ». Fort de l'autorité d'Adam Smith, je dis que, pour moi, M. Baring et ses partisans, quand ils soutiennent les lois céréales et les autres monopoles, violent le droit de propriété dans la personne des ouvriers; et, je le leur dis ici comme je le leur ai déjà dit au dernier meeting, ils sapent par là les fondements de toute espèce de droit de propriété.

Permettez-moi, Messieurs, de ramener un moment votre attention sur les intérêts du grand corps des électeurs de la métropole. Je laisse aux millionnaires le soin de se défendre; ils sauront bien s'en tirer; je ne m'occupe que du boutiquier, de l'artisan et de l'ouvrier, et je leur demande quel intérêt ils peuvent avoir à soutenir en quoi que ce soit le monopole? Vous qui habitez la métropole, vous laisserez-vous plus longtemps aveugler par ceux qui disent de la question de l'abolition des monopoles du blé et du sucre, que c'est une question à laquelle sont intéressés seulement les manufacturiers? Je ne serais pas fâché de demander aux boutiquiers quelles affaires ils ont faites depuis cinq ans. Je voudrais leur demander à combien, dans leurs conversations avec leurs femmes et leurs en-

fants, ils estiment leurs bénéfices de cette année et ceux de l'année prochaine. Il se peut qu'ils n'aient pas ressenti la crise aussitôt que les manufacturiers; mais combien de temps s'est-il écoulé, j'aimerais à le savoir, combien de temps depuis notre première députation de 1839 jusqu'au jour où la misère générale, qui était la preuve manifeste de la justesse de nos prédictions et travaillait avec nous, commença à ruiner leurs intérêts? Y a-t-il dans la métropole un commerce de gros, une profession manufacturière, qui n'ait ses meilleurs clients dans les districts manufacturiers? Prenez la librairie, qui s'adresse à l'esprit des masses. Je crois pouvoir affirmer que la moitié de la littérature populaire produite par Londres est écoulée dans les districts manufacturiers. Je prends les distillateurs, les brasseurs, les droguistes en gros, les orfèvres et les joailliers, envoient-ils leurs voyageurs chercher des ordres dans le comté du duc de Buckingham? Ne les envoient-ils pas directement à Manchester, à Glasgow, à Liverpool, ou à quelque autre emporium d'articles manufacturés? Prenez encore votre commerce domestique. Quels sont vos vrais clients? Est-ce seulement la dizaine de personnes qui ont le monopole du sucre, ou n'est-ce pas plutôt la masse des passants? Combien de fois voyez-vous dans vos boutiques un de ces seigneurs sucriers? Et quand ils y viennent, vous paient-ils vos articles deux fois leur va-

leur, comme ils vous font payer pour leur sucre? Ce sont vos commerçants qui sont les soutiens des commerçants; il n'y a pas un seigneur terrien ou sucrier pour vingt commerçants ou industriels, pas un pour cinquante, pas un pour cent, et, cependant ils font à la cause commune tout le mal qu'ils peuvent. Et quand le mal ne se borne pas à frapper vos affaires à vous, mais qu'il atteint le Trésor public, alors il vous faut payer un impôt sur votre revenu, avec d'autres surcharges délicieuses, pour combler le vide que les grands monopoleurs ont creusé dans l'Échiquier de la Reine. Pourrez-vous vous procurer encore ces artisans si habiles, supérieurs à tous les autres ouvriers des industries les plus délicates et les plus raffinées, mais dont on ne peut tirer complètement parti que si les produits de leur travail sont demandés aussi bien dans les districts manufacturiers que dans les autres? Comment peut-on donc avoir l'impudence, l'effronterie de séparer les intérêts de Londres et ceux du Lancashire? Informez-vous auprès des commerçants de vos rues les plus élégantes — Regent-street, si vous voulez —. Regardent-ils les seigneurs terriens ou sucriers comme leurs meilleurs clients? Je demandais l'autre jour à un bijoutier comment ses affaires avaient marché pendant la saison: « Très piétamment, me dit-il. — Comment cela, répliquai-je? Les fermages sont assez bons cette année. — Cela se peut, me répondit-il; mais

peu m'importe de jamais voir dans mon magasin un propriétaire car, lors même qu'il achète quelque chose, il ne paie pas. La clientèle que nous aimons, ajouta-t-il, ce sont les gens qu'amène le train de Birmingham; mais depuis quelque temps il en vient moins qu'à l'ordinaire, et nos affaires ne seront jamais ce qu'elles étaient tant que nous n'aurons plus ces oiseaux d'été à plumer. »

Ce serait gaspiller votre temps, que d'ajouter un seul mot pour prouver que votre intérêt à vous, que l'intérêt du peuple entier, les monopoleurs exceptés, n'est nullement favorisé par le monopole. Le but de ce meeting est d'engager les électeurs à venger vos droits et à affirmer les intérêts de la communauté tout entière.

Mais comment atteindre ce but?

En premier lieu, j'espère bien que tous les électeurs s'empresseront de voter pour M. Pattison. Oh! que nous allons avoir un beau rôle d'équipage dans celui des votants contre le monopole! J'ai la conviction que les électeurs un peu éloignés feront un pèlerinage ici pour la cause du libre-échange. Pour ceux qui n'ont pas le droit de vote et qui vivent hors des districts de la cité, qu'ils surveillent les membres des corporations, qu'ils essaient de les faire voter pour le libre-échange. J'ai vu dans les journaux que l'attorney général s'est fait agent électoral; mais je pense que n'importe lequel de nos amis de la Ligue fera un aussi bon agent électoral

que l'attorney général lui-même. Ce n'est pas seulement le Lancashire qui a les yeux sur vous. Ce meeting est une occasion unique de propagande électorale. Le monde civilisé est attentif à la lutte que nous soutenons. Il y a quelque temps un de nos amis est allé en Amérique pour y prêcher l'horreur de l'esclavage. Savez-vous quelle est la première chose qu'il a pu lire dans les journaux : on le tournait en ridicule, on l'engageait à retourner chez lui pour y travailler à l'émancipation des esclaves blancs d'Angleterre, imposés dans leurs subsistances. Que dit le commodore Napier de sa réception en Égypte par le vieux Turc rusé, Méhémet Ali : « Notre système, dit le pacha, peut être mauvais, mais nous avons grandi sous lui ; et quand j'expédie du blé en Angleterre, je me trouve dans l'impossibilité de le vendre avec bénéfice à cause du monopole du pain. » Enfin voici ce que j'écrivais l'autre jour dans le *National* (qui est, vous vous le rappelez, le journal ultra-libéral de France) : « Vous (en parlant des Anglais) devriez gratter de vos armes le lion, et mettre à sa place un ouvrier affamé, mendiant un morceau de pain. » Voilà comment les étrangers parlent de nous ; voilà comment on accueille nos missionnaires. Ils vous appartient, à vous électeurs de Londres, de décider si vous vous soumettez volontairement à ce joug, si vous vous courbez devant ce Juggernaut, ou si, par un effort digne de vous et des circonstances, vous

briserez pour jamais les liens qui garrottent ce pays. Ceci, Messieurs, vous pouvez le faire et vous le ferez; c'est une partie que nous jouons à coup sûr; il y a cent à parier contre un que, si nous nous en donnons la peine, nous réussirons.

Mais nous avons un adversaire, qui, à en croire le bruit public, a eu recours ailleurs, soit personnellement, soit par ses agents, à des pratiques que nous ne devons pas tolérer à Londres. Tout le monde doit savoir ce qui s'est passé à Yarmouth en 1835. On me dira que tout s'est fait à l'insu du candidat. Mais alors cette question se présente naturellement : Qui dirigeait ces manœuvres? C'est ma ferme conviction qu'aucun acte corrupteur n'a lieu sans que le candidat l'autorise et le paye. Je le dis après avoir été candidat moi-même. Je n'ai jamais dépensé 10 livres sterling sans savoir pourquoi, et je ne présume pas que d'autres avancent des 12,000 livres sans en recevoir la contre-valeur en suffrages.

Je vois dans les journaux que vraisemblablement on aura recours aux mêmes manœuvres dans un quartier de Londres. Le corps électoral de Londres, qui est le plus considérable du royaume, est aussi l'un des plus honnêtes; mais un léger cancer ronge une des extrémités de la métropole. Je crois utile de prévenir tous ceux qui pourraient se laisser prendre à ces intrigues qu'ils courent aujourd'hui, s'ils accep-

tent des présents, un danger plus grand que par le passé, Tout d'abord, que si on dit à un électeur : « Laissez faire ; tout s'arrangera, quand une fois le terme fixé par la loi sera dépassé », je dois l'avertir qu'il n'y a pas de prescription pour la fraude électorale. Parmi les différents buts qu'elle se propose, la Ligue considère la suppression de la corruption électorale comme un des plus importants ; et elle est bien résolue à mettre en œuvre, dans la présente élection, le plan qu'elle a conçu pour l'atteindre. Nous avons l'intention de poursuivre criminellement quiconque pourra être convaincu d'avoir offert, reçu, donné ou demandé un présent. De plus, l'intention de la Ligue est d'accorder une récompense de 100 livres sterling à celui dont le témoignage aura amené la condamnation du coupable. Que le plus pauvre électeur le sache donc bien, s'il offre son suffrage pour une somme d'argent, ou si quelqu'un lui offre de l'argent pour son suffrage, ce sont là deux actes criminels passibles d'une peine. En vérité, si quelqu'un offre de l'argent à un électeur pauvre, j'engage fortement celui-ci à saisir le tentateur au collet, à le livrer à un officier de police et à le suivre devant le plus prochain magistrat, en veillant, bien à ce que, durant le trajet, l'accusé ne détruise aucun papier et ne se débarrasse d'aucun objet. Je crois que nous arriverons à supprimer la corruption dans la Cité.

Je ne dis rien des pétitions pour l'invalidation du candidat, parce que nous n'admettons pas que M. Baring puisse être élu ; mais, élu ou non, tout homme contre qui on pourra prouver l'accusation d'avoir pris, donné ou offert un présent, sera poursuivi criminellement devant les tribunaux. Et, je vous le rappelle, dans les cas ordinaires, le condamné en a pour douze mois à se ronger les poings entre les quatre murs d'une prison. — Nous préférierions de beaucoup poursuivre celui qui offre que celui qui reçoit le présent ; c'est pourquoi j'engage le pauvre électeur, qui vendrait peut être sa voix 30 schellings, à ouvrir l'œil et à voir s'il ne vaut pas mieux gagner honnêtement 100 livres. Mais n'est-il pas surprenant que nous ayons lois sur lois contre la corruption, qu'on les compte par centaines, qu'elles fassent dans la Chambre des communes un amoncellement digne de risée, et qu'on ne se soit jamais avisé d'un moyen aussi simple d'en finir avec elle ? On raconte qu'un jour, avant son élévation à la pairie, le chancelier Thurlow était en train de définir la corruption très minutieusement, selon la coutume des gens de sa profession, quand un plaisant se mit à dire : « voilà bien de la peine pour définir la corruption, comme si tout le monde ici ne savait pas ce qu'il en est ». — Voilà, Messieurs, ce que nous ferons pour mettre fin à la corruption électorale. Ce n'est pas à une commission de la Chambre que

nous nous adresserons, mais directement à un jury de nos concitoyens. Et cela, nous le ferons partout où la corruption se pratiquera; nous avons une liste, avec des détails très circonstanciés, de tous les marchés qui ont été passés dans la dernière élection.

Peut-on dire que notre but ne soit pas aussi pur que les moyens par lesquels nous espérons l'atteindre? Qu'on dise ce qu'on voudra de notre violence, du caractère révolutionnaire de nos procédés; je prétends que notre conduite, dès le début, a été très pacifique. On nous a même reproché d'être un peu tièdes, et, nous qui avons quelque fortune, qui appartenons à la classe moyenne, de n'avoir pas fait un appel suffisamment énergique à la force physique du pays. Je puis pardonner à un candidat qui court à un échec de s'aviser d'un peu d'invention; mais, en vérité, M. Baring n'a pas fait preuve d'une bien brillante imagination. Ce qu'il a dit de la guillotine et d'une révolution sanginaire, n'a été qu'une pauvre parodie d'une autre parodie jouée à la Chambre des communes, la farce de l'assassinat (1). Messieurs, notre but, je l'ai toujours dit, c'est l'intérêt de la communauté tout entière. Quelques individus souffriront temporairement de l'abolition des monopoles, je l'accorde; mais, en fin de compte,

(1) Allusion à la scène de Robert Peel dans la séance du 17 février précédent.

il n'est pas une seule classe de citoyens qui ne retire un bénéfice durable du retrait de ces lois injustes.

Remarquez-le, je ne me pose pas ici en ennemi des fermiers et des agriculteurs : je viens revêtu de l'autorité de vingt-cinq meetings de comtés, tenus en plein air, qui tous se sont engagés à poursuivre l'abolition de ces lois. C'est pourquoi, je dis qu'en votant pour le libre-échange, vous ne servirez pas seulement vos propres intérêts ; vous servirez en même temps les plus légitimes intérêts de toutes les classes de la nation. Avec un tel objet en vue, j'ai la conviction que vous vous conduirez en hommes qui ont la justice et l'humanité pour guides ; et, à la prochaine réunion à laquelle j'assisterai à Londres, j'espère bien pouvoir vous féliciter d'un succès qu'acclamera le pays tout entier, du nord au sud, de l'est à l'ouest, car le résultat de la lutte sera ou bien un glas de désespoir sonnant par tout le royaume, ou le joyeux signal d'un triomphe prochain.

---

## FINANCES

DISCOURS SUR L'AUGMENTATION DES DÉPENSES MILITAIRES, PRONONCÉ A MANCHESTER LE 27 JANVIER 1848.

Au commencement de l'année 1848, le duc de Wellington avait écrit à un ami une lettre, rendue publique, dans laquelle il exprimait avec beaucoup d'insistance l'opinion qu'en présence des perfectionnements considérables introduits dans la tactique de la guerre offensive, il était indispensable de mettre la Grande-Bretagne à l'abri d'un coup de main et de développer son système de défense. C'est pour combattre cette opinion que Cobden prononça le discours suivant :

Je dois, tout d'abord, vous remercier en mon nom et en celui des représentants du Lancashire nord et sud et du district ouest du Yorkshire, pour l'honneur que vous nous avez fait. Je suis convaincu que les députés de ces deux comtés sont aujourd'hui pour la plupart libre-échangistes, et rempliront, je n'en doute pas, leurs devoirs à la satisfaction de cette assemblée.

Messieurs, on m'a demandé une douzaine de fois, je n'exagère pas, quel était l'objet de ce meeting. Je vous le déclare, je ne veux pas du

tout y chercher l'occasion de célébrer des triomphes passés, encore moins de nous glorifier nous-mêmes, personnellement ou réciproquement. Je souhaite bien plutôt qu'il serve à prouver que nous sommes pleins de vie pour l'avenir, qu'après avoir commencé par faire inscrire dans la loi la liberté du commerce des céréales, nous avons la volonté de continuer par la liberté de la navigation, décidés à faire obstacle à ce que les propriétaires des Indes Occidentales nous fassent payer un impôt à leur profit; en un mot, nous voulons étendre à tous les articles du commerce les principes de libre-échange que nous avons appliqués aux céréales.

Mais, Messieurs, notre honorable représentant (M. Milner Gibson) a déjà traité quelques-uns des points que je me proposais d'aborder à propos du sucre et des autres applications de nos principes libre-échangistes, et il l'a fait avec tant d'habileté et d'efficacité que je suis relevé de la nécessité d'y revenir; je le remercie très cordialement du discours qu'il a prononcé en cette occasion, l'un des meilleurs que j'aie jamais entendus dans cette salle! J'ai la conviction que la question du libre-échange est bien comprise dans tous ses détails, par cette assemblée, que tous sans exception vous approuvez l'objet de ce meeting et je ne fais nul doute que tous les membres du Parlement rassemblés aujourd'hui sur cette estrade ne nous aident à

faire passer nos principes dans la pratique. Mais aujourd'hui, Messieurs, c'est d'un autre objet que je veux m'occuper. Et bien que, selon moi, cet objet soit intimement lié à la question du libre-échange, cependant je désire qu'il n'y ait pas de malentendu; je ne prétends à aucun degré exprimer, dans ce que je vais dire les sentiments d'un membre quelconque du Parlement ou d'une seule des personnes assises auprès de moi. C'est en mon nom seul que je parle; je veux que tout le monde sache bien que je ne compromets aucune autre personne. Je veux m'occuper, vous l'avez deviné, de l'intention qu'on a annoncée d'augmenter nos armements militaires.

Messieurs, vous reconnaîtrez avec moi que, pendant tout le cours de cette longue agitation libre-échangiste, nos partisans les plus ardents ont été ceux qui ont constamment soutenu le libre-échange, non seulement à cause des avantages matériels qu'il devait procurer au pays; mais encore par ce motif bien plus élevé, qui était d'assurer le maintien de la paix entre les nations. C'est là, j'en ai la conviction, la cause de la grande adhésion à notre entreprise de tant de ministres de la religion, adhésion qui a contribué si puissamment à nos succès, au début de notre agitation; et moi, qui ai connu la plupart des hommes remarquables qui se sont engagés dans la lutte et qui ai eu l'occasion de connaître à fond leurs mobiles, je

puis vous affirmer que les plus ardents, les plus persévérants, les plus dévoués de nos partisans ont été entraînés par ces nobles raisons purement morales et religieuses auxquelles j'ai fait allusion, et surtout par l'amour de la paix. Messieurs, je ne puis douter qu'ils n'aient tous ressenti l'émotion que j'ai éprouvée moi-même, quand, un an à peine après avoir annoncé au monde entier que nous avions adopté les principes du libre-échange, nous avons été brusquement tirés de notre quiétude par la nouvelle d'une augmentation de nos armements.

Je vous le demande, quelle est l'explication de ce fait? Nous pourrions la trouver dans la lettre du duc de Wellington, dans les efforts personnels qu'il déclare avoir faits auprès du gouvernement, et dans la correspondance qu'il a échangée avec lord John Russell. Je puis donc en rendre responsables le duc de Wellington et sa lettre, et ses efforts persévérants. J'avoue que je ne partage pas la vénération de certaines personnes pour les guerriers heureux. Mais, même parmi les plus ardents admirateurs du duc, est-il un seul homme, animé des sentiments ordinaires d'humanité, qui n'eût souhaité que cette lettre n'ait jamais été écrite, ou du moins n'ait jamais été livrée à la publicité? La vie de Sa Grâce a dépassé la limite ordinaire de la vie humaine, et je puis dire, presque sans figure de rhétorique, qu'il chancelle sur le bord de la tombe. N'est-ce pas un spectacle lamen-

table que de voir cette main, incapable aujourd'hui de brandir une épée, consacrer le peu de force qui lui reste encore, à écrire une lettre — et cette lettre est peut-être la dernière lettre publique qu'il pourra adresser à ses concitoyens — faite bien plus que quoi que ce soit à l'heure actuelle pour éveiller les mauvaises passions et la haine dans le cœur de deux grandes nations voisines? N'aurait-il pas mieux employé son temps à prêcher le pardon et l'oubli du passé, au lieu de faire revivre les souvenirs de Toulon, de Paris et de Waterloo, au lieu d'exciter un peuple dont les sentiments sont généreux à prendre des mesures de représailles, afin de venger des injures et des désastres passés? Ne nous aurait-il pas donné un plus noble spectacle en versant de l'huile sur des blessures aujourd'hui presque fermées, au lieu d'y appliquer le fer rouge et de les rouvrir, laissant à d'autres générations le soin de réparer le mal qu'il a fait? Je ne m'occuperai pas plus longtemps de la lettre du duc, je me bornerai à une seule observation, qui s'est déjà présentée à mon esprit quand j'en ai pris connaissance. A la fin de sa lettre, il a dit : « Je suis dans ma 77<sup>e</sup> année. » « Voici qui explique tout, ai-je pensé, voici qui excuse tout. » Laissons donc de côté le duc de Wellington; ceux dont nous avons à nous occuper, ce sont ces hommes plus jeunes, qui veulent faire servir l'autorité de son nom à la réalisation de leurs opinions particulières.

L'idée dont je veux vous pénétrer, vous et le peuple anglais, c'est que la question qui nous occupe n'est ni militaire, ni navale et qu'il appartient uniquement à des civils de la résoudre. Quand nous serons en guerre, les hommes vêtus d'habits rouges et portant épée, pourront s'avancer et faire leur besogne — et, comme l'a si bien dit sir H. Smith dans un récent discours, c'est une damnable besogne. Mais, pour le moment, nous sommes en paix, nous voulons récolter les fruits de la paix, et pour y arriver, nous prétendons que c'est à nous-mêmes qu'il appartient d'envisager l'éventualité de la guerre. C'est une question civile, c'est une question dont la solution appartient aux contribuables qui auront à payer les frais de la guerre. C'est une question de marchands, de manufacturiers, de boutiquiers, d'ouvriers, d'agriculteurs de ce pays; c'est même, pardonnez-moi, mylord Ellesmere, une question d'imprimeurs sur calicot.

Que signifie cette perspective de guerre? D'où vient-elle? Je vous le répète, vous êtes plus compétents que des militaires pour juger la chose. Vous êtes plus impartiaux; vous êtes désintéressés; en tout cas, votre intérêt n'est pas du côté de la guerre. Tout homme qui peut lire un exposé de l'état de la France, tout homme qui peut lire la traduction d'un journal français, tout homme qui veut prendre la peine d'étudier la statistique des progrès du commerce et de la richesse de la France, tout homme qui peut faire ce

travail est aussi compétent qu'un militaire pour émettre un avis sur la probabilité d'une guerre. J'ai été plus à même qu'un militaire de faire ces recherches, et j'affirme que jamais, à aucune époque de l'histoire de la France et de l'Angleterre, la tendance à une politique pacifique en France, et principalement vis-à-vis de nous, n'a été plus grande qu'à l'époque actuelle. Le peuple français a passé par une série d'épreuves qui lui ôtent presque le droit de faire la guerre. Il a passé par une révolution sociale, qui a si également réparti la propriété que les contribuables sont répandus proportionnellement sur toute la surface du pays et que, payant en impôts indirects une bonne partie des impôts, ils sont directement intéressés aux dépenses qu'entraînerait une guerre et en ont le sentiment très net. Les propriétaires sont bien plus nombreux en France qu'en Angleterre. En France, le sol appartient à environ cinq ou six millions de propriétaires. Vous n'avez pas un dixième de ce nombre en Angleterre. Les propriétaires de France sont tous gens économes, durs à la peine, ménagers, ayant tous leurs petites économies, leurs petits tas de pièces de cent sous dans un coin, tous préoccupés d'épargner quelque chose pour leurs enfants, — car il n'y a pas au monde de race plus portée aux affections de famille que la race française. J'ai vu avec horreur, avec honte, avec indignation, comment certains de nos journaux parlent des Français.

Ils nous ont mis, aux yeux de la société, aux yeux du monde, dans une position si basse et si ignominieuse, ils nous ont si bien marqués du sceau de l'ignorance, pour ne rien dire des préjugés et du manque de charité chrétienne, dont ils donnent sujet de nous accuser, que, seuls, le soulèvement du peuple entier ou de vastes assemblées comme celle-ci, et la répudiation des doctrines émises par des gens qui prétendent parler et écrire en son nom, peuvent nous réconcilier avec le monde et avec nous-mêmes.

Il y a dans cette ville un journal, que je voudrais toujours traiter avec respect, s'il me le permettait, il y a, dis-je, un journal qui, si je ne me trompe, a, la semaine dernière, sérieusement avancé cet argument, sérieusement recouru à ce raisonnement, que nous avons besoin d'une police à Manchester, que même notre police avait toujours dû aller en augmentant, afin de nous protéger, contre quoi? contre les voleurs, les coquins, les pickpockets et les assassins; et que, par conséquent, appliquant le même raisonnement à la question du jour, il fallait augmenter nos armements militaires et maritimes pour nous protéger contre les Français. La majorité des Français est-elle donc composée de voleurs, de pickpockets, de coquins et d'assassins? Si tel était le cas, comment pourraient-ils vivre en société organisée? Et pourtant, ils forment une société aussi bien ordonnée

que la nôtre, car la situation a été aussi peu troublée en France, depuis cinq ou six ans, qu'en Angleterre.

Il y a encore à Londres un autre journal, un journal hebdomadaire, qui avait l'habitude d'écrire avec une certaine dose de respect pour lui-même, mais j'imagine qu'il a été frappé de panique et qu'il a perdu l'esprit. Ce journal nous dit que la prochaine guerre avec la France se fera sans déclaration de guerre, et il ajoute en propres termes, qu'il nous faut protéger notre reine dans son château d'Osborne contre ces coquins de Français qui, autrement, pourraient bien venir nous l'enlever. Quelle leçon notre courageuse reine n'a-t-elle pas donnée à ces gens-là ! Elle a été en France, sans amis, sans protection, et elle a débarqué sur la côte près du château d'Eu, en se servant littéralement pour débarquer d'une cabine roulante de bains de mer. C'est un exemple de grand courage d'un côté, ou de grande poltronnerie de l'autre.

Messieurs, c'est là une sorte de maladie périodique qui s'empare de nous de temps à autre. Je la compare parfois au choléra, car, si je ne me trompe, la dernière épidémie de ce genre que nous ayons eue à subir est survenue à peu près à l'époque du choléra. La dernière fois qu'on a poussé une clameur de ce genre, on nous menaçait de cette invasion des Russes, dont vous a parlé mon ami (M. Milner Gibson).

Je suis assez mêlé et intéressé à cette histoire d'invasion des Russes. C'est même ce qui a fait de moi un auteur; c'est ce qui a fait de moi un homme public; et il est très possible, n'eût été l'insanité de quelques-uns de nos journaux — et certains d'entre eux sont aussi insensés aujourd'hui qu'ils l'étaient alors — que je ne serais pas entré dans la vie publique. Ils disaient alors que les Russes tomberaient ici un jour de brouillard et débarqueraient à Yarmouth. Si on n'avait pas débité ces folies, je ne serais jamais devenu auteur, je n'aurais jamais écrit de brochures, et je serais resté jusqu'à ce jour un économe et laborieux imprimeur sur calicot.

Encore une fois, ce que je veux, c'est que vous sachiez un peu mieux à quoi vous en tenir au sujet de ces étrangers. Vous vous rappelez peut-être qu'il y a trois semaines ou un mois, j'ai eu l'occasion d'adresser quelques paroles aux électeurs réunis à Newton, à propos de l'élection de mon ami M. Henry. J'ai formulé, à ce moment, certaines observations relatives à la réduction de nos armements, et j'ai montré combien il nous importait de réduire les dépenses de cette nature, si nous voulions travailler à notre réforme fiscale. Je ne me doutais guère que, presque à la même heure, il se tenait à Rouen, le Manchester de la France, une grande réunion à laquelle assistaient 1800 Français, et dont l'objet était de faire gagner du terrain à la cause de la réforme parlementaire;

qu'un orateur y prononçait un discours tellement semblable au mien, qu'il m'en envoya un compte rendu en m'exprimant son étonnement que les deux discours, faits sans aucune entente préalable entre nous, fussent si identiques l'un à l'autre. Je vais vous lire, si vous le permettez, les observations de cet orateur, et je vous signalerai, au fur et à mesure, les applaudissements de l'assemblée à laquelle il s'adressait. C'est M. Vicienne qui parle : « Combien de temps faudra-t-il pour faire passer de la théorie dans la pratique cette idée si simple qu'en dehors des préceptes de la religion, auxquels nous faisons si souvent appel, mais que nous pratiquons si rarement, et en s'en tenant aux plus simples calculs de l'intérêt personnel bien entendu, les nations ont sur terre une tout autre mission que de s'inspirer les unes aux autres une crainte réciproque? Combien de temps se passera-t-il avant qu'elles ne se rendent compte du but égoïste où tendent des gens intéressés à leur persuader que le nom d'étranger est synonyme de celui d'ennemi? Quand donc apprendront-elles qu'enfants du même père, leurs véritables et seuls ennemis, ceux qu'elles devraient s'acharner à détruire, sont l'ignorance, l'oppression, la misère, et la superstition (*Applaudissements*), et qu'en proclamant leur amitié réciproque, elles tendront à la consolidation de leurs relations pacifiques? Quand reconnaîtront-elles que l'entretien d'armements

formidables, dans des pays dont la nationalité n'est pas sérieusement menacée, est un malheur pour toutes et ne donne l'avantage à aucune d'elles? (*Cris de : C'est vrai, c'est vrai!*) Mais, pour mieux définir mon idée, ne pensez-vous pas, que si, confiants dans le maintien d'une paix honorable, nous pouvions distraire des 500 millions que nous coûtent notre armée et notre flotte, 20 millions qu'on emploierait à l'éducation du peuple, et une somme égale à la transformation de 20,000 soldats en constructeurs de routes; que si nous rendions à l'agriculture et à l'industrie 50,000 autres soldats, en laissant dans nos poches l'argent dépensé pour les payer et les entretenir, ne pensez-vous pas que ce serait là un bon résultat de l'entente cordiale, je ne dis pas entre les gouvernements — nous en savons tous la valeur (*Rires*), — mais entre les nations, qui n'ont pas d'intérêts dynastiques à défendre et qui ne jouent pas à la diplomatie? (*Applaudissements.*) Ne croyez-vous pas que cet exemple de bon sens, cette preuve de confiance en la tranquillité générale auraient de l'influence sur les autres pays d'Europe, provoqueraient d'autres désarmements, faciliteraient surtout les réformes fiscales qu'on ajourne indéfiniment sous prétexte des nécessités du Trésor, et donneraient à l'industrie productive un capital et un travail actuellement absorbés dans des emplois improductifs? (*Marques d'assentiment.*) »

A la même réunion, un autre orateur, un

membre éminent de la Chambre des députés, prit aussi la parole : « Dieu fasse, dit-il, que le jour vienne où le monde entier ne formera plus qu'une seule nation ! Dieu nous a donné la terre, non pour l'arroser de sang, mais pour la rendre fertile et souriante. (*Applaudissements.*) Messieurs, quel pays a remporté les plus grands succès dans la guerre ? Quelle nation peut étaler d'aussi glorieux triomphes que la France, dont les soldats se sont jetés sur des champs de bataille à la recherche de la mort, ou plutôt de l'immortalité ? (*Applaudissements.*) Mais après la gloire viennent les revers ; nous avons éprouvé que si la guerre a d'immenses triomphes, elle a aussi d'immenses désastres. Puis, quels changements autour de nous ! Si la guerre, pendant tant d'années, a été la règle, et la paix l'exception, de nos jours, c'est la paix qui doit être la règle et la guerre l'exception. (*Applaudissements.*) Voyez, d'ailleurs, ce qui se passe dans l'Europe civilisée. Les peuples fraternisent par l'industrie, et par les nouveaux moyens de communication, qui annihilent presque la distance. En quatre jours, vous êtes à l'extrémité de l'Allemagne ; en cinq jours vous pouvez visiter Berlin et Vienne ; en sept jours vous êtes aux bords de la Vistule. Bientôt nous serons aussi près de l'empire de Russie ; déjà des voyageurs portent les idées de liberté dans ce pays, où règne une tyrannie effroyable, qui tombera un jour du trône où elle est assise. Assez de conquêtes ! Qui

voudrait à nouveau armer les peuples les uns contre les autres? A quoi bon des agrandissements de territoire quand il n'y a plus de barrières entre les nations. (*Applaudissements prolongés.*) Et qu'on ne me dise pas que ceci soit un rêve, une utopie; nous en commençons déjà la réalisation. Grâce à leurs relations, les nations commencent à se connaître et à se comprendre; elles se défont des haines et des préjugés passés qui les ont jusqu'ici séparées. Pourquoi ne fraterniseraient-elles pas ensemble? Pourquoi seraient-elles ennemis? Ne sont-elles pas les enfants d'un seul Dieu? N'ont elles pas toutes le même esprit immortel, émanation du Ciel? Et, sur terre, n'ont-elles pas les mêmes intérêts à protéger et à développer? (*Sensation prolongée; bravos.*) Et je vous le demande, si la France, belliqueuse et conquérante, a vu les nations lui offrir le tribut de leurs acclamations, quel rôle ne jouera-t-elle pas dans cette longue paix du monde entier! (*Applaudissements et longue interruption.*) »

Messieurs, ces citations sont bien longues, mais j'ai pensé qu'elles vous intéresseraient, en vous montrant ce qui se passe dans une assemblée populaire qui représente l'opinion publique active de la première ville industrielle de France. Et quand vous voyez des sentiments comme ceux-là ainsi applaudis dans une assemblée française, pourquoi donc vous, habitants de Manchester, pourquoi iriez-vous croire que les

Français sont une nation de bandits comme certains de vos journaux voudraient vous le faire croire? Je ne veux pas dire qu'il ne puisse y avoir en France de préjugés à déraciner; Dieu sait que nous-mêmes, en Angleterre, nous en avons suffisamment à extirper! Tout ce que je veux dire, c'est qu'au lieu de chercher une occasion de querelle avec quelques braillards insignifiants de Paris, gens sans situation, sans importance, sans influence dans leur pays, nous ne devrions faire attention qu'aux hommes comme ceux dont je vous ai cité les paroles, et qu'à ceux-là nous devrions tendre la main en signe d'amitié.

Je veux m'expliquer nettement sur cette question des armements, car je n'aurai pas l'occasion de vous adresser à nouveau la parole avant qu'on ne la discute à la Chambre des communes. C'est aux civils, je vous l'ai dit, qu'il appartient de la résoudre; les militaires et les marins ne doivent pas avoir voix au chapitre, cela ne regarde que vous autres, les contribuables. Comprenez-moi bien. Je ne vais pas entrer dans les questions techniques. Je ne réclame pas pour les civils — Dieu m'en préserve — la connaissance de l'horrible métier de la guerre. Je prétends seulement que, tant que nous sommes dans un état de paix profonde, c'est à vous, contribuables, de dire si vous voulez courir les hasards de la guerre, et garder pour le moment votre argent dans vos poches, ou si vous laisserez de nouvelles troupes d'hommes en manteaux rouges et en ves-

tes bleues vivre dans l'oisiveté sous prétexte de vous défendre. Pour moi, je le proclame, je suis d'avis que nous devons avoir une attitude franche et loyale et tendre au monde entier la branche d'olivier: je suis prêt, en ce qui me concerne, à courir le risque de tout ce qui pourra m'arriver, plutôt que de payer dès maintenant des impôts destinés à augmenter notre armée et de notre flotte.

Mais ce n'est pas seulement la question de savoir si vous aurez des armements plus considérables que, vous autres civils, vous avez compétence pour résoudre. Vous avez déjà dépensé cette année 17.000.000 de livres sterling pour vos armements, et la question à résoudre pour laquelle vous avez compétence est celle de savoir si on a fait de votre argent le meilleur emploi possible, si la flotte, par exemple, pour laquelle vous vous imposez de si gros sacrifices, est utilisée de la façon la plus conforme au rôle que lui assignent les gens du métier, rôle, disent-ils avec anxiété, qu'ils la mettraient sans retard à même de remplir, si vous leur donniez plus d'argent. — Je veux parler de la protection de nos côtes. Où croyez-vous que soient employés tous vos grands vaisseaux de ligne? J'ai découvert quelques secrets à l'étranger — car vous savez que j'ai voyagé sur mer et sur terre. Je ne crains pas d'affirmer qu'en aucun point du monde, il soit possible de trouver une oisiveté plus complète, une plus grande démo-

ralisation, conséquence de l'oisiveté, dans un espace aussi resserré, que sur nos vaisseaux de guerre, et pourquoi? parce que nos vaisseaux n'ont rien à faire. Où les voyez-vous? Où sont-ils ces grands bâtiments de ligne, du paiement et de l'équipement desquels on vous rebat les oreilles, et dont les journaux décrivent à l'envi le départ et l'énorme déploiement de forces? Vont-ils dans les pays avec lesquels nous faisons un grand commerce? Allez à Hambourg, vous n'y verrez jamais un vaisseau de guerre anglais. Allez dans la Baltique, où nous faisons un trafic considérable, il est bien rare que vous en aperceviez un seul. C'est que le temps y est mauvais et, qu'à terre, les distractions ne sont pas nombreuses. Allez donc en Amérique. Avec l'Amérique du Nord, nous faisons, si je ne me trompe, le cinquième ou le sixième de notre commerce total — du moins, j'espère que nous en serons bientôt là. — Eh bien! croyez-vous qu'aucun de nos grands vaisseaux de guerre soit dans ces parages? Pourquoi rien n'est-il plus rare que d'en voir un, et pourquoi, s'il s'en montre un seul, sa présence est-elle signalée dans les journaux américains? C'est que, là non plus, nos vaisseaux ne vont pas; car il n'y a pas à terre de gens oisifs, et nos officiers n'aiment pas la société qu'ils y rencontrent. D'ailleurs, on n'y a nul besoin de nos vaisseaux et, s'ils y allaient, ils y feraient plus de mal que de bien.

Mais alors, où vont-ils donc? J'essaie, en ce

moment même, de me procurer pour vous ce renseignement : Avant la clôture de la dernière session, si courte, du Parlement, j'ai soumis à la Chambre une proposition de loi tendant à la publication d'un état qui jettera quelque lumière sur ce sujet, et je vous demande d'avoir l'œil sur ce rapport. Voici de dont il s'agit : J'ai demandé la publication d'un état de l'importance de nos forces navales dans le Tage et dans les eaux du Portugal au premier de chaque mois depuis un an, avec le nom des navires, le nombre des canons et celui des hommes d'équipage. Quand cet état sera publié, je ne serais pas surpris si vous y lisiez que vous avez eu dans le Tage et dans le Douro, et sur la côte portugaise, une flotte qui, par le nombre de ses canons, n'a pas été de beaucoup inférieure à la flotte américaine tout entière. Lisbonne est un pays charmant où il fait bon vivre ; je puis vous l'assurer, car j'y suis allé. Le climat est délicieux. Les géraniums y poussent en plein air au mois de janvier. Je ne conteste pas le bon goût des amiraux et des capitaines qui vont passer un an sur le Tage quand on les laisse faire. Mais, je vous le demande, quelle besogne font-ils en retour de l'argent qu'ils vous coûtent ? Développent-ils, même si peu que ce soit, les intérêts anglais ? En aucune façon. Notre flotte a été dans le Tage à l'absolue disposition de la reine du Portugal ; voilà tout, absolument et littéralement tout. Nos journaux ont avoué

que notre flotte était allée dans le Tage pour protéger la reine de Portugal, pour lui fournir un asile, à elle et à sa cour, au cas où l'attitude de son peuple l'obligerait à y chercher un refuge.

N'est-ce pas là un sujet sur lequel tout homme, que dis-je? toute femme peut exprimer une opinion avec compétence? Je n'aime à parler irrespectueusement d'aucun pays, et je ne veux pas qu'on donne à mes paroles un sens méprisant, quand je dis du Portugal qu'il est un des États de l'Europe le plus petit, le plus pauvre, le plus abaissé et le plus délabré. Je le regrette, mais c'est un fait. Que peut donc gagner l'Angleterre à prendre ce pays sous sa protection? Est-ce sa clientèle que vous recherchez? Mais elle vous est assurée, par cette raison bien simple que vous prenez les quatre cinquièmes de son vin de Porto, et que, si vous ne le buviez pas, personne ne le boirait à votre place. Je ne voudrais pas que l'on me crût capable d'un sentiment barbare, et dans ce que je vais dire je prétends faire seulement la démonstration d'un argument économique, mais, positivement, si le tremblement de terre qui a déjà une fois démoli Lisbonne devait se reproduire et engloutir sous la mer le Portugal tout entier, ce serait pour l'Angleterre un avantage énorme. Dans ce qui nous occupe, cependant, il n'y a pas de la faute du Portugal. Nos vaisseaux vont là, pour quoi faire? Pour aider la reine et le gouvernement de Portugal à mal gouverner le peuple. Que

celui-ci se soulève, nos troupes débarquent et le réduisent à main armée. Nos hommes d'État ont prétendu déterminer qui gouvernerait le Portugal et exclure une famille de toute participation au gouvernement. Ils ont aussi stipulé que les Cortès seraient élues d'après les principes constitutionnels. Eh bien, les Cortès ont été élues, et presque tous les députés élus par le peuple sont favorables à ce même homme d'État qui devait, à en croire lord Palmerston et Cie, n'avoir plus aucune influence en Portugal.

Messieurs, je vous prie de suivre cette question de l'intervention anglaise en Portugal. Voyez bien l'ensemble du sujet, voyez l'augmentation de vos armements qui est la conséquence de cette politique; considérez-la avec attention. On reproche sans cesse au public anglais de ne pas s'occuper de politique étrangère. Mais quelle est la raison de cette attitude? C'est le bon sens, et l'instinct très sûr du peuple anglais : il détourne l'esprit et les yeux de la politique étrangère, parce qu'il sait qu'il n'en a jamais rien tiré de bon. Mais vous avez un devoir à remplir : vous devez sortir de votre indifférence et vous renseigner; vous devez surveiller votre ministre des affaires étrangères. Si vous le faites, je ne crains pas d'affirmer que vous épargnerez des sommes respectables et, dans les temps difficiles où nous vivons, ce sera toujours un résultat avantageux. Ce que je veux faire pénétrer dans votre esprit, le voici : si les gens de Brighton,

si les vieilles femmes des deux sexes ont peur d'être enlevées la nuit de leur lit par les Français, pourquoi ne pas rapatrier la flotte du Tage, et ne pas la faire croiser dans la Manche? Je ne suis pas marin, mais, j'en suis sûr, aucun marin ne désapprouverait cette mesure; ce serait une pratique bien préférable, un exercice bien meilleur, meilleur pour l'équipage, pour les navires, pour l'éducation des officiers et des hommes, de faire naviguer la flotte dans la Manche, plutôt que de la laisser dans une oisiveté démoralisatrice à Lisbonne.

Messieurs, si vous parcourez la Méditerranée, si vous y suivez vos vaisseaux, vous y trouverez exactement le même train de choses. Oui, la Méditerranée est peuplée de vaisseaux de guerre anglais; non qu'ils s'occupent de votre commerce : ils ne peuvent rien faire de bon à cet égard. C'est là un point que nous avons réglé : nous avons refusé la protection de nos vaisseaux de guerre à notre commerce. Cependant vous les y trouvez. En quittant Portsmouth, ils font voile directement sur Malte; Malte est la grande cachette de votre flotte. J'ai été à Malte au commencement de l'hiver, au mois de novembre. Pendant mon séjour, un navire y arriva, venant de Portsmouth directement. Il avait 1,000 hommes à bord en quittant Portsmouth; il entra à La Valette, pendant que j'y étais, avec 999 personnes à bord, matelots et mousses, ayant perdu un homme pendant la traversée. Peu après

l'arrivée de ce navire, je quittai La Valette, j'allai à Naples, puis en Égypte et en Grèce, et quand je revins, le bâtiment n'avait pas encore bougé. Ses officiers avaient débarqué et vivaient au club, et le lieutenant et les autres officiers qui commandaient, arrivaient avec beaucoup de peine à faire même un semblant de travail. On faisait tendre les voiles à l'équipage, puis on les lui faisait carguer et on lui faisait frotter le pont presque jusqu'à user et à traverser les planches. On me présenta au consul américain à Malte. Il me parla très amicalement de notre marine. « Nous autres Américains, me dit-il, nous trouvons votre marine très molle. — Molle! répliquai-je; que voulez-vous dire par molle? — Eh bien, répondit-il, elle est trop oisive; elle n'est pas assez entraînée. Vous ne pouvez pas avoir un équipage bien tenu s'il reste trois ou quatre mois dans un port comme celui-ci. Nous, nous n'avons jamais plus de trois ou quatre navires dans la Méditerranée, et rarement de plus grands qu'une frégate; mais les instructions que nous donne le gouvernement de Washington sont les suivantes : nous ne devons jamais garder dans un port les navires américains; ils doivent aller d'un port à un autre, s'occuper des commerçants et voir s'il y a des pirates, quoiqu'il y en ait rarement dans la Méditerranée. Mais nos vaisseaux sont toujours en mouvement, et les matelots et les navires américains sont dans un meilleur état de discipline et d'équipe-

ment que les navires anglais, parce que ceux-là restent sans rien faire. » Encore une fois, c'est une question sur laquelle tout homme et toute femme de ce pays a compétence pour se former une opinion; et, je le répète, si on me parle d'augmenter nos armements, je réponds : si vous avez peur du côté de la Manche, pourquoi ne pas rapatrier ces navires sans emploi mouillés dans le Tage et dans la Méditerranée? Et si on me dit que nos vaisseaux de guerre du Tage y sont mouillés afin de protéger la reine de Portugal, je réponds que ses protecteurs les plus convenables sont ses sujets.

Maintenant, un mot sur une question qui m'est personnelle et qui n'intéresse en rien les opinions des honorables personnages qui m'entourent. J'ai été, d'une façon ou d'une autre, passablement pris à parti sur cette question des armements. J'ai laissé échapper, à Stockport, quelques remarques sur ce sujet, de la façon la plus innocente et la plus accidentelle. A parler en toute sincérité, je n'étais pas allé à Stockport pour parler d'armements ou d'impôts; mais, au cours de mon discours, bien des personnes ici présentes peuvent le dire, quelqu'un se mit à crier : « Mais les taxes n'ont-elles rien à faire ici? » Alors, sous l'impulsion du moment, je parlai de l'armée, de la marine, de l'artillerie, comme des seuls chapitres du budget qu'on pût diminuer pour arriver à réduire les impôts.

Les journaux de Londres, sans doute parce

que cela leur allait, tâchèrent de me tourner en ridicule, s'ils le pouvaient, en me faisant dire que je voulais économiser la totalité de l'argent dépensé pour l'armée, la marine et l'artillerie. Je n'ai nulle hésitation à faire connaître mon sentiment sur ce point. Ce que j'ai dit à Stockport, très ouvertement, je le dirai ici aussi; vous n'obtiendrez pas de réduction importante dans vos armements tant qu'il ne se produira pas dans l'opinion publique de ce pays un grand changement au sujet de notre politique extérieure. J'ai exprimé cette idée à maintes reprises dans mes écrits. J'ai dit à Stockport que vous ne pourriez réduire ce chapitre de vos dépenses tant qu'il n'y aurait pas un changement dans l'opinion publique et que le peuple anglais ne renoncerait pas à cette idée que c'est à lui de régler les affaires du monde. Je n'ai nullement voulu manquer de respect, ni faire une opposition fâcheuse à nos ministres sur la question du maintien de nos armements. Tout ce que j'ai voulu, c'a été en appeler à l'opinion publique, comme je le fais maintenant, et comme je le ferai toujours. Quand l'opinion publique, quand la majorité de l'opinion influente du pays sera de mon côté, j'aurai la satisfaction de voir appliquer mes idées. Jusque-là, je me contente d'appartenir sur ce point, comme je l'ai fait sur d'autres, à une minorité, et de rester dans une minorité, jusqu'à ce que j'obtienne une majorité.

Mais, Messieurs, la question véritable et pra-

tique soumise au pays, n'est pas la question de la réduction des armements. C'est pourtant ce qu'on a essayé de vous faire croire. La question n'est pas, contrairement à ce que dit le journal de Manchester dans son dernier numéro, de savoir si nous désarmerons nos flottes et si nous laisserons nos arsenaux sans défense. Ce n'est pas là la question, et il est malhonnête de nous dire que nous la posons de cette manière. Voici la vraie question : Augmenterons-nous notre armée, notre flotte et notre artillerie ?

J'admets que l'opinion publique ne me soit pas assez favorable pour que je puisse obtenir une forte réduction de nos armements ; mais je soutiens en même temps — je parle pour le district ouest de Yorkshire, je parle pour Lancashire, je parle pour Middlesex, je parle pour Londres, je parle pour Édimbourg, je parle pour Glasgow — je soutiens que, sur la question de l'accroissement de nos armements, dans les centres que j'ai nommés, l'opinion publique est avec moi et contre les ministres. Et si cette opinion publique s'exprime, et s'exprime dans des meetings publics, fussé-je seul de mon avis, je n'hésite pas à dire qu'une bonne partie de la presse a oublié ou négligé son devoir dans cette question. Je dis que si l'opinion publique s'exprime contre les demandes de crédit dans des meetings publics tenus par tout le pays, avant qu'elles ne soient soumises à la Chambre, il n'y aura pas d'accrois-

sement de nos armements. Mais que cette manifestation de l'opinion publique ait lieu ou non, je déclare — je parle pour moi-même, comme membre isolé de la Chambre des communes, — je déclare qu'on n'ajoutera pas un shelling aux dépenses prévues pour nos armements sans que je réclame un vote public de la Chambre.

J'ai commencé mon discours en rattachant la question de nos armements à celle du libre-échange, et je vous dis, en terminant, que le libre-échange est mis en péril dans toute l'Europe, par la politique qu'on a l'intention de suivre. Je reçois les journaux de Paris : qu'est-ce que j'y lis ? Il y a dans Paris un certain nombre de libre-échangistes qui ont formé une association ; ils publient un journal hebdomadaire, comme nous avons publié notre journal contre les lois céréales. Ce journal s'appelle *le Libre-échange*, et il a pour directeur mon distingué, excellent et savant ami M. Bastiat. La semaine dernière, ce journal se répandait en lamentations sur l'attitude qu'on croit, en France, que l'Angleterre va prendre. Et que dit l'organe des protectionnistes, *le Moniteur industriel* ? On inonde non seulement la France, mais aussi l'Angleterre, du dernier numéro de ce journal, dans lequel les protectionnistes ne se tiennent pas de joie à constater l'état de notre pays. « Nous vous le disions bien, écrit ce journal, que l'Angleterre n'était pas sincère dans la question du libre-échange. Elle n'a pas foi en

ses principes; elle voit que les autres nations ne suivent pas son exemple, et elle prépare des armements pour prendre de force ce qu'elle espérait obtenir par ruse. »

Eh bien, j'exhorte mes concitoyens à résister partout à cette tentative faite pour rendre odieux ces principes, qui s'ils étaient appliqués ramèneraient, c'est la foi des libre-échangistes, la paix et l'harmonie entre les nations.

Le plus enthousiaste de nous n'a jamais dit, comme le prétendent quelques journaux, que nous comptions sur la venue du Messie peu de temps après que nous aurions obtenu le libre-échange. Nous n'avons jamais pensé que nous n'aurions pas à laisser du temps aux autres nations avant qu'elles n'adoptent nos principes, exactement comme il nous a fallu du temps pour les adopter nous-mêmes. Mais du moins il est une chose que nous espérons, c'est que l'Europe continentale dont les yeux, anxieusement fixés sur notre pays, nous observent à ce point de vue, ne nous aurait pas vu douter les premiers de nos propres principes et de leurs conséquences à ce point de nous armer contre le monde entier, alors que nous ne prétendions qu'à son amitié et ses bonnes grâces. Les braves et pacifiques gens qui se sont joints à nous dans notre mouvement, nous les avons trop poussés à se considérer comme les précurseurs d'une paix, qui était dans nos cœurs; nous avons planté l'olivier, sans nous attendre à en jamais

DISCOURS SUR LES DÉPENSES MILITAIRES. 153

recueillir des fruits mûris en un jour; mais nous en espérons des fruits à la saison convenable, et, avec l'aide de Dieu et la vôtre, ces fruits il nous les donnera.

---

## COBDEN

### DEVANT SES ÉLECTEURS.

Rochdale, 26 juin 1861.

Immédiatement après la conclusion du traité de commerce Anglo-Français de 1860, Cobden, dont la santé était ébranlée, était parti pour l'Algérie sans rentrer en Angleterre. Pendant son séjour à Alger, Lord Palmerston lui avait écrit pour lui offrir, au nom de la Reine, d'être créé baronet ou d'être nommé membre du Conseil privé.

Cobden refusa tout honneur et dans sa réponse à Palmerston il lui écrivit simplement : « Le refus d'un titre étant, dans mon cas, affaire de sentiment plutôt que de raison, je ne m'arrête pas à discuter le sujet. »

A son retour en Angleterre Cobden fut l'objet des démonstrations les plus enthousiastes. Mais il avait hâte de rendre compte de ses efforts et de ses succès à ses électeurs. Il alla droit à Rochdale et y prononça le 26 juin 1861 le discours qui est reproduit ci-dessous :

Je me présente ici conformément à une vénérable coutume de votre circonscription, en vertu

de laquelle votre représentant vient chaque année vous rendre compte du mandat qu'il tient de vous; ce qui vous fournit l'occasion de vous entretenir avec lui, de le questionner sur tous les sujets qui touchent à ses devoirs publics et aux intérêts de ses commettants. En ce qui vous concerne, cette coutume se justifiait, il me semble, par l'indépendance et la dignité dont vous avez toujours fait preuve dans le choix de vos représentants libéraux au Parlement. Mais c'est dans des circonstances assez particulières que je me présente à vous ce soir; et ce n'est pas de mon rôle parlementaire que j'ai à vous rendre compte, puisque j'ai passé près de dix-huit mois à l'étranger, soit pour remplir un devoir public, soit pour rétablir ma santé. Comme vous l'a dit votre digne maire (M. J.-H. Moore), je me suis occupé de la négociation d'un traité de commerce avec la France. J'ai été, vous le savez, honoré de la confiance de notre Souveraine, et j'étais assisté de collègues dont je ne voudrais pas qu'on crût que je veuille m'approprier le mérite; je me suis efforcé de conclure des arrangements destinés à créer des relations nouvelles entre deux grands pays, qui semblent spécialement désignés par la Providence pour se conférer l'un à l'autre de mutuels avantages, mais qui, grâce à la folie et peut-être à la méchanceté des hommes, ont trop souvent cherché pendant les siècles passés à se nuire et à se détruire réciproquement. J'ai cherché à former un accord

qui unit ces deux pays par des liens de dépendance réciproque et, je l'espère aussi, d'amitié future.

Comme vous l'a dit votre maire avec beaucoup de raison, la France a été attachée jusqu'ici à ces principes de restriction commerciale dont nous autres Anglais nous ne nous sommes défaits que tout récemment, et auxquels nous sommes restés si longtemps fidèles qu'il nous en a coûté trente années d'un labeur incessant pour nous en détacher. Grâce à ce labeur et au dévouement de trois ou quatre de nos hommes d'État les plus éminents, nous sommes arrivés à jouir de la liberté commerciale relative que nous possédons aujourd'hui. C'est à peine, au contraire, si les Français avaient fait un pas dans cette voie ; il était réservé à l'Empereur actuel — lui seul, d'ailleurs, en avait le pouvoir — d'atteindre le même but que nous. Son ministre du commerce, qui, depuis dix-huit mois, n'a pas pris vingt-quatre heures de repos, a partagé cet honneur. Il leur était réservé d'accomplir en France, en moins de deux ans, ce qui nous a demandé, à nous Anglais, plus de trente ans. Je mentionne ce fait, parce que je désire — mon motif pour le désirer, je l'indiquerai dans un instant — je désire qu'on se rende bien compte des difficultés immenses auxquelles le gouvernement français a eu à faire face dans cette occasion et dont il a triomphé. Il lui a fallu tenir tête à de puissantes influences que rien n'avait encore entamées, et

attaquer à la fois l'armée entière du monopole; tandis que, si vous vous le rappelez, nos hommes d'État ont commencé par saper, par miner et par renverser les plus petits intérêts, pour en former ensuite une coalition contre les grands monopoles. Puis, tout en France devait être fait en dix-huit mois. Il reste certainement encore beaucoup à faire; mais beaucoup, j'espère, sera accompli d'ici peu. Je désire que vous compreniez clairement la grandeur de la tâche que le gouvernement français a eue à remplir, car on a imaginé sur tout cela une histoire et on en a tiré un argument dont j'aurai un mot à vous dire tout à l'heure.

Il y a dans la condition de l'industrie française une particularité qui nous donne le droit d'espérer l'établissement entre les deux nations de relations avantageuses pour l'une comme pour l'autre. C'est un fait très singulier que la constitution de l'industrie en France. Par son organisation sociale et ses principes politiques, la France est peut-être une des nations les plus démocratiques du monde; or ce peuple est cependant, à très peu d'exceptions près, employé à la fabrication d'articles de grand luxe et du goût le plus raffiné, destinés presque exclusivement à la consommation de l'aristocratie et des riches. En Angleterre, au contraire, qui est la nation la plus aristocratique de la terre, la population est presque entièrement employée à la fabrication d'articles faits pour l'usage et le bien-

être des masses. Voilà donc deux pays admirablement préparés, par la différence de leur génie productif, à faire l'échange des produits de leur industrie, et j'en tire cet argument décisif, comme votre maire, que le peuple français retirera de grands avantages du traité récemment conclu avec nous.

En France le peuple qui travaille, comparé aux Anglais, est un peuple mal habillé. Il est impossible de passer en hiver de Calais à Douvres, sans être frappé du contraste entre les blouses bleues des Français et les vêtements plus confortables, parce qu'ils sont plus chauds, de laine et de tricot, que portent les travailleurs anglais en cette saison de l'année. La situation de la population française, pour le vêtement, me rappelle un peu celle du peuple anglais, pour la nourriture, il y a vingt-cinq ans, avant qu'on eût réformé les lois-céréales. A cette époque, notre peuple était mal nourri, vivant, dans une trop grande proportion, de racines; le pays consommait par an six ou huit millions de quaters (1) de blé de moins qu'il n'aurait dû et qu'il n'a fait, depuis qu'on l'a mis à même de s'en procurer. De même que le Libre-Échange a donné au peuple anglais les moyens de se mieux nourrir, de même il donnera à la nation française les moyens d'acheter de meilleurs vêtements, arrivant au but que nous avons atteint en Angleterre par les

(1) Le *quarter* est égal à 2 hectolitres 90.

mêmes procédés : d'abord, parce que nous exporterons en France une quantité plus considérable de nos articles ordinaires et communs, et ensuite, parce que la production des fabriques françaises elles-mêmes sera stimulée. C'est comme cela que les choses se sont passées chez nous ; l'augmentation de la quantité des céréales vendues sur notre marché a été due en partie à l'importation des produits étrangers et en partie aux avantages importants que la concurrence a procurés à notre propre agriculture. Quant à nous, nous profiterons, et nous avons déjà largement profité de ce changement. Ce changement de politique nous le devons à nous-mêmes ; le changement de politique des Français est dû au gouvernement français. Pour moi, je l'avoue, le point de vue auquel, pendant ma mission, je me suis surtout attaché, ce n'a pas été de rechercher l'avantage pour l'Angleterre dans la faculté d'exporter plutôt que dans celle d'importer. J'ai cherché à procurer à notre population, en les laissant venir de l'étranger, un plus grand nombre de choses utiles.

C'est en vue des importations que les dernières mesures ont été arrêtées par notre gouvernement ; et je reporte tout l'honneur de ce beau couronnement donné à l'édifice du Libre-Echange — je veux parler de l'abolition des droits protecteurs — j'en reporte tout l'honneur au gouvernement actuel et à son grand Chancelier de l'Échiquier (M. Gladstone). Ce sont eux

qui ont effacé les derniers vestiges des droits protecteurs de notre tarif. Eh bien, considérez, je vous prie, l'avantage de cette politique pour nous qui sommes un peuple commerçant, avantage, je ne crains pas de le dire, insuffisamment apprécié. Par la suppression de toute espèce de droits sur tous les articles de fabrication étrangère, nous avons fait de l'Angleterre un port libre pour les articles fabriqués, de même que nous en avons fait un port libre pour les céréales et pour les matières brutes. Qu'en résulte-t-il ? Il en résulte que tous les articles de fabrication étrangère peuvent arriver ici sans entrave ni obstacle. Nous leur trouvons chez nous de larges débouchés ; les étrangers et les colons d'Australie, du Canada et d'Amérique, trouvent dans nos magasins non seulement tous ceux de nos produits dont ils ont besoin, mais encore les produits suisses, allemands et français, qu'ils peuvent acheter ici sans prendre la peine d'aller les chercher sur le continent. C'est là, pour nous qui sommes un peuple commerçant, un avantage que je trouve immense, et que peu à peu on appréciera à sa pleine valeur, mais dont on n'a pas encore, je crois, reconnu suffisamment l'importance. Mais il y en a encore un autre ; c'est que nous pourrions importer de France des articles jusqu'ici prohibés, ce qui profitera non seulement aux Français, mais à nous autres également. Prenez, par exemple, les vins. Nous savons tous que, pendant un siècle ou plus, par

suite d'un traité absurde avec le Portugal, notre pays a frappé d'un droit prohibitif les vins français; le résultat de cette mesure a été que le goût de ce pays s'est perverti et que nous n'avons pour ainsi dire pas connu une boisson qui dans son genre, et par nature, est la meilleure du monde entier.

Outre le droit de préférence qui a frappé les vins français, aussi bien que les autres, ceux du Portugal excepté, nous avons accumulé sur les vins une masse de droits tellement énorme que seuls les vins très forts, qui portent instantanément à la tête, semblaient dignes d'être achetés. Puisqu'il fallait payer 6 ou 9 pences pour un verre de vin du contenu à peine de quelques dés, on voulait avoir du moins pour son argent quelque chose qui réchauffât la tête; on méprisait les vins de France, qui sont bons, naturels, mais comparativement faibles, bien que d'autres pays les regardent comme les meilleurs vins du monde. Le goût anglais s'est gâté, et notre pays, ou plutôt les gens qui pouvaient se le payer, ont préféré le mélange narcotique qu'on appelle porto, ou même sherry. Un de mes amis eut récemment la curiosité de rassembler nos ballades nationales et d'en tirer une collection de chansons à boire. Il s'aperçut, me dit-il, que toutes ces chansons étaient en l'honneur des vins français — champagne, bordeaux, bourgogne, — qu'elles étaient toutes de vieilles chansons, écrites au temps où

nos ancêtres buvaient et préféraient le vin français; et que, depuis qu'on ne pouvait plus se procurer ces sortes de vins, les chansons à boire avaient disparu. Il est arrivé à cette conclusion que les gens, quand ils buvaient du vin français, étaient en joie et chantaient; mais que si c'était du porto ou du sherry, ils devenaient stupides et s'endormaient.

Je ne sais si je voudrais aller aussi loin qu'un ami dont je pleure la perte, un ancien maire de Bordeaux, qui, dans un voyage en Angleterre, où il était venu pour nous voir et aussi pour assister à un banquet à Manchester, exprima son opinion sur le vin. Quand on eut porté sa santé: « Messieurs, dit-il, quand je voyage, j'ai partout une seule et même pierre de touche pour juger de la civilisation. Je demande: Consomme-t-on du claret en ce pays? » c'est-à-dire du vin de Bordeaux. Je ne vais pas tout à fait aussi loin que lui, mais voici ce que je dis: A quelque point de vue que vous vous placiez, que ce soit pour faire des échanges avantageux avec la France, échanges qui vous permettront de vendre les produits de votre industrie à la plus grande et la plus riche des nations du continent; que ce soit dans l'intérêt de la tempérance, ou dans celui de la santé publique, il est à souhaiter que le goût anglais ait au moins la liberté de revenir à cette pente naturelle que suivaient nos ancêtres quand ils pouvaient, comme nous le pouvons aujourd'hui, aborder les vins français moyennant un droit modéré, ou,

en tout cas, égal à celui qu'on paie sur les autres vins. Je ne suis pas assez présomptueux pour m'attendre à voir entre la France et l'Angleterre se développer immédiatement un grand courant de commerce demain, ou l'année prochaine. Cela demandera du temps; mais du moins la porte a été ouverte honnêtement, en toute sincérité; et, quand nous aurons eu assez de temps pour corriger les erreurs dans lesquelles sont tombés nos pères, je ne fais nul doute que cette grande entreprise, comme toutes les autres dans lesquelles nous nous sommes engagés pour arriver à la suppression des restrictions douanières, ne soit jugée conforme aux intérêts les plus sérieux de notre pays et de la France.

J'avoue que la tâche à laquelle je me suis consacré n'aurait eu que peu d'intérêt pour moi si son unique résultat avait été de permettre à la population de ce pays-ci de boire davantage. Je m'étais proposé un autre but plus élevé que celui-là. Celui que j'ai poursuivi, — tous ceux qui me connaissent l'auront deviné, — n'a pas été seulement d'augmenter le bien-être matériel des deux nations, quoique cela fût en soi un objet digne de tout notre intérêt; — mais je me suis en outre proposé un autre but, j'ai caressé l'espoir d'amener un changement qui réalisât une plus complète harmonie morale et politique entre les deux pays.

Ceci me ramène au sujet auquel j'ai dit que je me référerais. Votre digne maire a fait allusion

aux immenses préparatifs militaires que font actuellement les deux nations. Par ces préparatifs, du moins par les préparatifs maritimes, chacun de ces deux pays a pour but indéniable, que dis-je? pour but avoué, soit d'attaquer l'autre, soit de se protéger lui-même, et rien de plus. Nous n'ignorons pas qu'on a rendu le gouvernement français, qu'on a rendu l'empereur des Français, responsables de cette augmentation de nos armements militaires. C'est sur ce point que je veux vous dire un mot ou deux, à vous qui êtes mes constituants, et si je prétends m'occuper de cette question avec vous, c'est qu'elle est tout à fait de circonstance aujourd'hui que je parais devant vous pour la première fois depuis le jour où, dans une réunion tenue il y a dix-huit mois, vous avez refusé de créer un corps de volontaires. J'étais à Paris à l'époque de cette réunion, mais j'en ai lu les détails avec un immense intérêt. Ce fut le seul meeting où, au milieu d'un emportement et d'une violence d'agitation sans pareils, il ait été pris une résolution dans ce sens; et, sans me prononcer sur la question des volontaires en général, — sur laquelle je me réserve, car je ne sais si j'aurai le temps d'en dire quelques mots — tout ce que je veux dire, c'est que, me rappelant ce que j'ai vu moi-même en France, et j'ai vu bien des choses, comme vous pouvez le croire, en me rappelant que vous fondiez votre décision sur ce motif qu'aucun danger venant de France ne justifiait de sembla-

bles préparatifs, tout ce que je veux vous dire, c'est qu'à mon avis vous avez agi avec une parfaite sagesse.

Je vous ai parlé des difficultés et des obstacles que le gouvernement français a eu à surmonter pour mener à bonne fin la tâche qu'il a entreprise depuis dix-huit mois, — je veux dire le bouleversement total de son système commercial. Je vous le demande, de même que je le demande à tout homme de bon sens, ne trouvez-vous donc pas qu'il y a contre toute idée de guerre des présomptions évidentes? Pouvez-vous croire à la probabilité ou à la vérité de ce que certains amiraux — il en est un, j'ai le regret de le dire, dont la voix est éteinte pour toujours — affirment à propos du gouvernement français et de l'intention des Français d'attaquer ou d'envahir l'Angleterre? Vous voyez le gouvernement de ce pays absorbé par la plus difficile des besognes, bouleversant son système commercial, ouvrant tout grands les marchés de son pays aux articles fabriqués chez nous, et les marchés d'Angleterre aux produits de la France. Je le répète, n'y a-t-il pas là quelque chose qui doive vous arrêter, vous empêcher de croire, sur le simple *ipse dixit* de quelque amiral trop suffisant, qui n'a jamais cité un seul fait à l'appui de sa parole, que l'intention de l'empereur des Français serait de venir nous envahir sans motif de querelle ni grief connu?

Mais je ne vous demande pas de vous fonder

sur des probabilités. Je vous parle de faits, de faits qui sont venus à ma connaissance, de faits que j'ai été, plus peut-être que n'importe qui, en situation de connaître et de vérifier. On prétend que la France a fait depuis quelque temps des armements maritimes formidables. Eh bien, voici la première question que je vous pose. Quelle a été la proportion d'argent dépensé en France pour les armements maritimes, et quelle a été la proportion dépensée en Angleterre pour le même objet? Il y a toujours eu entre la France et l'Angleterre, par une sorte d'agrément tacite, si je puis ainsi dire, une certaine proportion, un certain rapport entre les sommes consacrées à leurs armements respectifs. Si vous prenez les flottes des deux pays au siècle dernier, vous constaterez que, dans un état normal de paix, la flotte française avait un peu plus de moitié de l'importance de la flotte anglaise. Si vous regardez les dépenses, vous trouverez que les armements maritimes de la France ont, pendant toute cette période, par une sorte d'arrangement tacite, comme je vous l'ai dit, coûté un peu plus de moitié de ce que l'Angleterre a dépensé pour sa flotte. Eh bien, je prends les dix années qui s'arrêtent à 1858, cette dernière année comprise. Je trouve que les dépenses de la France ont été d'un peu plus de moitié de celles de l'Angleterre. Ce qui me fait ne pas dépasser 1858, c'est que, si vous vous en teniez aux évaluations françaises, vous n'au-

riez pas le total des dépenses de la période actuelle. Je reconnais que vous n'auriez pas le total exact des sommes dépensées; parce qu'en France, l'usage est de proposer tout d'abord au Parlement des évaluations de dépenses pour l'année entière, et d'ouvrir ensuite des crédits supplémentaires, qui grossissent le total. Mais au bout de deux ans, quand les bilans et les comptes définitifs des finances françaises ont été soumis à la Cour des comptes et ont été publiés dans ce qu'on appelle les « règlements définitifs du budget », alors on possède des chiffres qui méritent autant de confiance que n'importe quels chiffres au monde. Je n'ai jamais entendu aucun parti politique, et vous savez qu'en France l'esprit de parti est aussi ou peut-être plus amer que chez nous — je n'ai jamais entendu même un étranger se refuser à admettre, sans scrupule et sans observation, quand ces budgets définitifs sont publiés, qu'on possède un état de dépenses digne de toute confiance. J'ai donc attendu, et je vois, d'après les derniers comptes, dont la publication va jusqu'en 1858, que les Français, pendant les dix années précédentes, c'est-à-dire pendant tout le règne de l'empereur actuel et avant même son accession au trône, ont dépensé un peu plus de moitié de ce qu'a dépensé l'Angleterre.

Mais, en Angleterre, nous avons des vaisseaux de guerre à 20 p. 100 meilleur marché qu'en France; nous avons des machines à vapeur à

30 p. 100 meilleur marché; nous avons du charbon à 40 p. 100, et nous avons des munitions 20 et 30 p. 100 meilleur marché. Comment se fait-il donc, je vous le demande, si la France a dépensé un peu plus de moitié de ce que nous avons nous-mêmes dépensé, comment se fait-il que dans l'année 1859, vous entendiez soudain éclater, comme une explosion, le bruit que la France va nous envahir et s'est livrée à des armements maritimes excessifs; et que nous ne devons pas nous contenter de doubler à peu près nos dépenses, ni de faire de gros sacrifices pour nos troupes permanentes, mais que nous devons encore appeler les habitants à s'armer et à s'enrôler comme volontaires? Un pareil état de chose doit avoir une raison. Je parle toujours avec trop de respect de mes concitoyens, même quand j'attaque de front ce que je considère comme des illusions, pour songer à passer outre sans donner l'explication la plus propre à satisfaire et à rassurer l'opinion publique. Je crois donc pouvoir répondre à la question que j'ai moi-même posée en disant qu'il existe peut-être, relativement à notre marine, des faits de nature à donner quelque apparence de fondement à ces cris d'alarme. Voici les faits: Notre Amirauté est déplorablement administrée. C'est ce qui ne peut être nié par aucune personne au courant de ce qui se passe dans les bureaux. Nous avons eu l'an dernier une Commission chargée par la Reine de faire une

enquête sur l'administration de nos arsenaux. Des hommes d'affaires placés dans cette commission ont fait une tournée d'inspection dans les chantiers et les arsenaux. Ils les ont visités en détail. Et savez-vous quelle a été leur opinion? Voici la substance de leur rapport en une douzaine de lignes; je vais vous les lire :

« La Commission royale nommée l'année dernière est d'avis que le contrôle et l'administration des arsenaux sont inefficaces pour les raisons suivantes : d'abord, par suite de l'insuffisance du conseil de l'Amirauté; secondement, par suite de l'organisation défectueuse des départements subordonnés; troisièmement, par suite du défaut de responsabilité bien définie; quatrièmement, par suite de l'impossibilité, aussi bien aujourd'hui que dans le passé, de contrôler effectivement les dépenses, en l'absence de comptes exacts. »

Faites bien attention; et pour vous rendre compte de la signification absolue de ce verdict, supposez, puisque vous êtes des hommes d'affaires, qu'il s'applique à une maison de commerce privée. En premier lieu, la composition du conseil de l'Amirauté est mauvaise; c'est-à-dire que les grands chefs de cette administration, — autrement dit les patrons — ne connaissent pas leur affaire et ne sont pas convenablement choisis. Puis nous avons la mauvaise organisation des départements subordonnés; autrement dit, les contre-maitres ne connaissent pas leur affaire.

Puis l'absence de responsabilités nettes et bien déterminées; autrement dit les patrons, ou ceux qui s'appellent les patrons, quand on leur demande pourquoi telle chose n'est pas faite, vous répondent qu'ils ne sont pas responsables. Et enfin, quatrième défaut, on ne tient pas de comptes dignes de confiance, et par conséquent on ne sait pas comment l'affaire est menée.

Voilà le jugement porté sur notre Amirauté par une commission nommée par la Reine l'an dernier; mais en ce moment même, il existe un Comité siégeant dans la Chambre des communes, chargé d'une nouvelle enquête sur les affaires de l'Amirauté, qui entend les mêmes témoins et d'autres encore, et qui essaie de découvrir les vices de cette mauvaise administration. Eh bien, j'ai dit que le gouvernement français pendant la période de dix années qui finit en 1858, a dépensé un peu plus de moitié de ce que nous avons dépensé nous-mêmes pour notre flotte. La question qui se pose naturellement est alors celle-ci : qu'est devenu tout cet argent? Comment ces gens de l'Amirauté ont-ils fait pour gaspiller les sommes énormes qu'ils ont tirées et arrachées des poches du peuple écrasé de taxes? Je veux vous lire un petit passage tiré d'une déclaration de mon honorable ami, lord Clarence Paget, aujourd'hui secrétaire de l'Amirauté. Dans un discours fait au printemps de 1859, — je pourrais vous donner la date exacte, — il attaquait ceux qui étaient

alors en place; et il entra lui-même en place quelques mois après dans la même fonction. Eh bien, il déclara au Parlement qu'il avait soigneusement examiné les comptes des onze années antérieures à 1859, et qu'il avait trouvé 5 millions sterling votés pour la construction de navires guerre et dont il ne pouvait pas être rendu compte. Comprenez-moi bien. Ni lord Clarence Paget, ni moi-même, nous ne voulons dire que cet argent ait été volé. Ceux que nous critiquons sont des gens honorables, je veux dire au point de vue de l'honneur personnel. J'entends qu'ils ne sont certainement pas hommes à mettre de l'argent dans leurs poches. Je veux expliquer le fait autrement, je suis ici pour vous l'expliquer. On a dépensé cet argent à des choses inutiles. Quand les patrons sont irresponsables, quand les contre-maitres sont ignorants, et quand il n'y a pas de comptes dignes de confiance, il est facile de deviner comment vont les choses. Je vais vous en donner un exemple; il vous fera comprendre la question; il vous fera comprendre tout le mystère qui nous occupe. Vers l'année 1850, il était reconnu et admis par les autorités navales des deux pays, que, par suite de l'application de la vapeur à la propulsion des navires, on ne pouvait plus compter sur les vieux vaisseaux à voiles, en cas de guerre. La France et l'Angleterre en vinrent alors à cette conclusion qu'à l'avenir les vaisseaux de ligne auraient des propulseurs à

hélice. Quelle fut la méthode adoptée en France ? La France a un ministre de la marine — non pas un Conseil, comme le nôtre, composé de membres auxquels même un commissaire de police serait bien embarrassé d'assigner aucune responsabilité. — L'empereur et le ministre de la marine sont d'accord; ils disent : Puisque les vaisseaux de ligne en bois et à voiles deviennent inutiles à l'avenir, n'en construisons plus; et ils n'en construisent plus. Nous, au contraire, nous avons continué à construire des vaisseaux de ligne à voiles, nous n'avons jamais cessé d'en construire. Les Français ont pris les vieux vaisseaux — des vaisseaux qui existaient, — ils y ont installé des machines à vapeur et des hélices, et ont adapté ces bâtiments aux besoins de la guerre. En Angleterre, nous avons continué à construire de nouveaux bateaux à voiles et à transformer les anciens, et nous nous sommes arrangés pour construire des bâtiments neufs au fur et à mesure que nous transformions les anciens; de telle sorte que la France, n'ayant à acheter que des machines à vapeur pour mettre dans ses vaisseaux de bois (tandis que, nous, nous construisions des vaisseaux et que nous achetions des machines), a atteint son but bien plus vite et à bien meilleur marché que nous. Mais presque aussitôt on s'est aperçu que, par suite de cette méthode, la France paraissait avoir, à un moment donné, — d'après les déclarations de l'un des membres de notre Amirauté,

— à peu près autant de vaisseaux de ligne à hélice que nous-mêmes; c'est alors que nous avons entendu s'élever le cri que les Français voulaient nous attaquer, parce qu'ils avaient presque autant de vaisseaux de ligne à vapeur que nous. Mais nous n'avons jamais fait entrer en ligne de compte nos vaisseaux de ligne à vapeur et à voiles combinés. Si nous l'avions fait, nous aurions constaté que, toute proportion gardée, le nombre de nos vaisseaux de ligne était aussi supérieur à celui des vaisseaux français à cette époque qu'en 1850. Voilà une des façons dont cette grosse somme d'argent dont je vous parlais a été inutilement dépensée.

Je passe à cinq années plus tard. Pendant la guerre de Crimée, on s'est aperçu que les blindages de fer pour les canonnières remplissaient admirablement leur but et protégeaient les navires de guerre contre les obus et les projectiles incendiaires qui étaient les dernières inventions de l'art de la guerre. Immédiatement après cette découverte, l'empereur ordonna de construire deux frégates et de les blinder de fer. Nous ne l'ignorions pas, l'Amirauté anglaise fit même un rapport sur ce sujet. La France n'a pas fait grande diligence pour construire la *Gloire*. La quille de ce bâtiment a été mise en chantier dans l'été de 1858, et son armement n'a été terminé qu'en 1860. Que faisait notre Amirauté pendant ce temps là? Une Amirauté succédait à une autre; et, à chaque nou-

veau changement, on voyait l'Amirauté descendre à Shoeburyness ou à Portsmouth pour faire des essais, tantôt demandant à M. Whitworth s'il ne pourrait pas fabriquer un canon assez puissant pour envoyer un bon boulet rayé à travers les plaques de blindage; et, une autre fois, posant la même question à sir William Armstrong. Voilà à quels amusements nos Amirautés se livraient. Pendant ce temps, que faisaient l'empereur et le ministre de la marine en France? Ils disaient: « Ce qu'il nous faut, c'est un moyen de nous protéger contre les obus creux qui tombent comme de la grêle sur nos navires de bois » (c'est contre ces obus détonants que nous voulons, nous aussi, nous protéger), et le gouvernement français continua à terminer ses deux vaisseaux de guerre revêtus d'une armure de fer. Mais il n'y avait pas de raison pour que ces deux bâtiments de fer fussent lancés avant les nôtres. Nous avons voté les fonds, nous avons du fer en plus grande abondance, et plus d'ouvriers capables de construire ces navires que la France, pourvu que l'Amirauté voulût bien les employer. Mais chez nous il n'y a pas de responsabilité, il n'y a personne qui sache son affaire: rien ne fut fait. Les Français eurent terminé leurs navires en fer plutôt que les nôtres; et voilà pourquoi on a crié de toutes parts que l'empereur allait nous envahir.

Eh bien, j'ai étudié cette question, j'ai pris la peine de me renseigner moi-même, et je n'ai

nulle hésitation à affirmer que le gouvernement français n'a jamais songé à rivaliser avec nous comme puissance navale, encore moins à nous envahir — je le dis du fond de ma conscience, — je crois fermement que c'est une mystification, une erreur aussi grossière que toutes celles dont fait mention l'histoire depuis Titus Oates, et aussi dangereuse, en vérité, que tout ce qu'a jamais pu dire Titus Oates lui-même. Je vous ai cité le jugement de la Commission royale sur l'Amirauté. Voici maintenant quelques paroles prononcées l'an dernier par M. Gladstone à la Chambre des communes, sur les traits dominants, sur le caractère de notre administration des travaux publics en général :

« L'orateur n'hésitait pas à dire que ces faits et d'autres analogues étaient entièrement dus à la triste et déplorable organisation de la direction de nos travaux publics. L'hésitation, l'incertitude, le gaspillage, l'extravagance, et, en même temps, tous les défauts opposés qu'on puisse énumérer, se trouvaient réunis dans notre système actuel. L'autorité faisait absolument défaut pour diriger et guider toutes les fois qu'il y avait quelque parti à prendre; avant de rien engager, il fallait aller de bureau en bureau, de la Chambre des communes à un comité, d'un comité à une commission, puis revenir encore une fois d'une commission à un comité; si bien que les années passaient, que l'attente publique était désappointée et l'argent

du pays gaspillé. Tels étaient les vices de notre système, que rien, si ce n'est une réforme révolutionnaire, ne parviendrait à le corriger. »

C'est à propos de la construction du British Museum que M. Gladstone s'exprimait ainsi sur le compte de l'administration des travaux publics. Mais le plus considérable de tous vos ateliers nationaux est la flotte. Vos arsenaux sont les plus grandes fabriques d'État ; c'est là, en bâtiments et machines, qu'on dépense la plus grande partie de votre argent et qu'il se fait le plus de gaspillage. Et, si mal organisée que soit l'administration des travaux publics, c'est, je crois, l'opinion unanime des hommes publics de tous les partis, excepté de la demi-douzaine d'anciens membres de l'Amirauté et de la demi-douzaine de membres actuels, que, de tous les départements publics, le plus mal administré, celui où les responsabilités sont le plus mal définies, celui où règne le plus grand gaspillage, c'est l'Amirauté.

Je ne crois ni déplacé ni inopportun de vous parler de ce mensonge répandu sur les desseins et la conduite du gouvernement français et de l'empereur des Français en particulier, car c'est sur ce mensonge qu'on s'appuie pour prendre dans vos poches une contribution qui se chiffre par des millions sterling chaque année. Mais c'est aussi comme votre représentant que je m'adresse à vous, car j'ai été mêlé à ces questions mêmes et j'ai occupé une

situation délicate et responsable. J'étais à Paris à l'époque où se sont tenus en Angleterre tous ces meetings dans lesquels on discutait l'opportunité des corps de volontaires. J'y étais dans l'intention avouée d'essayer de conclure un traité de commerce entre les deux pays. J'étais au beau milieu des négociations sur la base du traité, au moment même où régnaient la plus grande excitation, la plus grande anxiété et la plus grande agitation dans notre pays, quand on provoquait des démonstrations publiques en faveur des corps de volontaires, ouvertement destinés à protéger notre pays contre la France. Le langage tenu ici, j'ose à peine le caractériser. Je me rappelle le compte rendu d'un meeting tenu en Somersetshire — je ne sais si on aurait pu mieux choisir le comté. Un fermier prit la parole sur le sujet en discussion, et comme il parlait de l'invasion par l'empereur des Français quelqu'un lui cria : « Admettez qu'ils viennent, quel prix leur ferez-vous payer vos céréales ? » A quoi il répondit : « Ils les paieront avec leur sang. » Voilà le langage qu'on tenait, et ceci n'en est qu'un échantillon. Voilà dans quelles dispositions se trouvait le pays tout entier, alors que, je vous le répète, le gouvernement français ne faisait aucun acte qui permit de supposer qu'il nourrit des sentiments hostiles à notre égard, alors précisément que le gouvernement français se lançait dans une révolution absolue de sa politique commerciale,

révolution qui, si l'empereur des Français avait eu l'intention de nous attaquer, aurait été la preuve de l'extravagance — j'allais dire de la plus pure folie. Au moment même où il troublait tous les intérêts commerciaux, où il se mettait à dos les maîtres de forges, les filateurs de coton et tous les grands capitalistes, comment pouvait-il être accusé de méditer contre notre pays une guerre dans laquelle il n'aurait pu réussir qu'avec l'appui de ces mêmes intérêts? Bien plus, nous qui le regardons comme un être intelligent, — et c'est là sa grande caractéristique, c'est un homme d'une remarquable intelligence, — nous qui le regardons comme un homme intelligent, qu'aurions-nous pu penser de sa conduite, quand nous pouvions le voir au même moment prêt à adopter une politique qui devait unir les deux pays dans des liens de dépendance commerciale si étroits qu'il eût été malaisé ensuite d'amener une rupture entre eux — car la guerre, en même temps qu'elle brise les relations commerciales établies entre deux pays, déchire du même coup la plupart de ces fibres sentimentales qui constituent la société civile, — que pouvons-nous penser d'un homme soupçonné, pour quelques bâtiments qu'il armait, de songer à une attaque de pirate contre notre pays? Supposons pourtant que cela eût été possible. Eh bien, je vous le dis en toute franchise, avant de faire une seule démarche pour la conclusion de ce traité, je me suis formé une opinion sur

les faits que je suis en train de vous exposer ; et je vous dis, et je l'aurais dit au gouvernement français tout comme je vous le dis à vous-mêmes ; si j'avais rencontré un seul fait qui justifiait ce qu'on affirmait à cette époque en Angleterre dans les réunions publiques, si j'avais eu connaissance d'un acte quelconque du gouvernement français de nature à troubler la proportion qui existe assez régulièrement depuis un siècle entre les effectifs des flottes françaises et anglaises, — dans ce cas j'aurais soupçonné quelque sinistre dessein chez le gouvernement français, et je me serais cru trahit à mon pays si j'avais laissé le gouvernement de la France, que j'aurais cru coupable de nourrir contre nous je ne sais quelles sinistres intentions, se servir de moi pour tromper ou pour aveugler l'Angleterre, en me faisant croire qu'on m'employait au développement des relations commerciales entre nos deux pays, quand j'aurais été fondé à supposer que la France adoptait une politique de guerre.

Je vous ai dit que jusqu'à l'année 1858 comprise, nous avons des comptes financiers définitifs, qui nous apprennent quelles dépenses la France a faites pour sa flotte, et nous permettent de les comparer aux nôtres. Mais nous n'avons pas les comptes définitifs de 1859 et 1860 — je ne veux pas m'en rapporter aux évaluations budgétaires, — je ne parlerai donc pas des dépenses de ces deux années-là. Mais j'ai

un autre moyen de vous démontrer que l'année dernière, au moment même où nous avons crié à l'invasion et où nous avons accusé le gouvernement français de faire des préparatifs exagérés et sans précédent pour envahir notre pays, — l'année dernière, et pendant toute cette année nos forces navales ont été plus considérables, par rapport à celles de la France, qu'elles ne l'ont jamais été, à ma connaissance, à aucune époque normale de paix au cours du siècle dernier. Ce n'est plus d'argent que je parle, mais d'hommes. Si vous savez le nombre d'hommes dont le Parlement vote l'enrôlement et qu'on emploie dans la flotte, vous avez un fil qui vous permet de vous guider à travers toutes les autres dépenses de la marine; c'est une vérité que n'a jamais essayé de contester personne au courant de ces questions. Or, en 1860, le gouvernement français a fait voter un contingent de 34.000 marins et mousses; et, dans la même année, notre Parlement a voté un contingent de 84.000 marins et mousses. Je m'en tiens à ce que je sais de bonne source, et à ce que personne ne niera. Je pars donc de ce point, que la flotte française comptait 34.000 marins et mousses. Je ne tiens pas compte d'un document qui donne aux Français 3.600 hommes de plus qu'ils n'en avaient en fait, et alors, si j'oppose à ces 34.000 hommes nos 84.000 à nous, je m'aperçois que notre effectif est à celui de la France dans le rapport de 5 à 2, ou à peu de

chose près ; et que, au lieu d'être supérieurs du double, ou d'un peu plus du double, ce qui est l'état de choses normal, les armements de l'Angleterre, pendant l'année dernière, au temps de tout ce brouhaha, au moment où on vous appelait à charger vos mousquets pour défendre vos rivages, la différence, dis-je, entre vos armements maritimes et ceux de la France était infiniment plus considérable en votre faveur que presque toutes les différences que j'ai pu relever, au cours de mes recherches, à une époque de paix.

On nous oppose, je le sais bien, que la France a, dans sa marine marchande, une quantité d'hommes qui tous sont portés à l'inscription maritime de France, et que cette inscription donne au gouvernement le droit de les contraindre au service, ce qu'il ne faut jamais perdre de vue. A cela, je réponds : Prenez tous les marins aptes au service de la marine marchande française, et ajoutez-les à ceux de la marine impériale, vous serez encore bien loin du chiffre des effectifs de notre flotte royale. Je ne suis pas de ceux qui demandent qu'on réduise notre flotte, qu'on modifie, si peu que ce soit, la proportion normale dont je parlais tout à l'heure et qu'imposent les exigences de notre service ; et, faites-y attention, ce que je vous dis, le gouvernement français l'admet absolument comme vous-mêmes. L'Angleterre a quatre fois au moins le tonnage marchand de la France

à protéger, et par conséquent nous pouvons très légitimement émettre la prétention d'entretenir une flotte plus forte que celle de la France. De plus, notre pays est une île; nous ne pouvons communiquer avec aucune partie du monde, si ce n'est par mer. La France, au contraire, a une frontière terrestre par laquelle elle peut communiquer avec le monde entier. Nous avons, et je crois que c'est malheureux, cent fois plus de territoires à protéger que n'en a la France, sous forme de colonies et de dépendances au delà des mers. La France a encore une armée deux ou trois fois plus considérable que celle de l'Angleterre. Tout cela nous donne le droit d'avoir une flotte qui soit avec celle de la France à peu près dans la même proportion qu'au siècle dernier. Personne ne nous a contesté ce droit. Je serais le dernier à conseiller une modification injustifiée dans cette proportion. Bien au contraire, je l'ai déjà dit à la Chambre des communes et je vous le répète, si le gouvernement français manifestait le sinistre dessein d'augmenter sa flotte jusqu'à égaler la nôtre, alors, après avoir provoqué toutes les explications de nature à empêcher un aussi absurde gaspillage de richesse, je voterais 100 millions sterling plutôt que de laisser la flotte française prendre l'importance de la nôtre, parce que je dirais qu'une tentative de ce genre, faite sans motifs légitimes, atteste de desseins sur notre pays.

Je donne ces explications, pour qu'on ne donne

pas une fausse interprétation à mes paroles et qu'on ne les dénature pas. Que répond le gouvernement français quand on dénonce ses projets d'envahissement? Il est curieux de remarquer comment il accueille nos accusations. Le gouvernement français ne s'avise pas de dresser un état de sa flotte, et de nous représenter que sa flotte est une petite flotte en comparaison de la nôtre : un gouvernement qui aurait recours à ce procédé supposerait à son pays une dose de patience et de modération à tout prix, sur laquelle nous savons bien, nous, qu'il ne faut pas compter, même chez nous. Le gouvernement français ne répond pas à ce que nous racontons de sa flotte, et se contente de nous dire, dans ses discours publics et dans le *Moniteur officiel*: « Messieurs, nous ne dépensons pour notre flotte qu'un peu plus de moitié de ce que vous dépensez pour la vôtre; si nous avons une flotte assez puissante pour que vous redoutiez une invasion de notre part, c'est donc que nous savons mieux que vous employer notre argent. »

Je ne crois pas avoir eu tort de m'étendre si longuement sur ces calculs : on les retrouve au fond de bien plus de préoccupations que ne le croient nombre de gens qui ne vont pas au fond des choses. Mais maintenant je les laisse de côté et j'arrive à la vraie question : Quelles modifications pouvons-nous réaliser dans notre organisation? Comment cette réforme pacifique, qui n'est pas loin d'être une révolution,

dont parle M. Gladstone, comment peut-elle être accomplie ? Eh bien, je vous le dis sincèrement, elle ne peut être accomplie par le Parlement. Si elle ne peut être accomplie en dehors du Parlement, elle ne sera donc pas accomplie du tout. Ceci m'amène à effleurer un sujet que je compte traiter une autre fois, quand je me présenterai à vous tout exprès pour l'approfondir ; mais ceci m'amène aussi à la question de la constitution présente de notre Parlement et de nos partis. Nous sommes engagés dans une impasse. J'en appelle à mon ami M. Bright, à mon ami M. Bazley, à sir Charles Douglas, et à d'autres membres du Parlement, qui, si je ne me trompe, assistent à cette réunion, et je dis qu'à la Chambre des communes, nous sommes engagés dans une impasse. Il nous est impossible de rien faire. Le pouvoir appartient, cette année, à un parti, et l'année prochaine à l'autre parti, et aucun des deux partis ne veut rien faire, parce que chacun d'eux craint de quitter le pouvoir l'année d'après pour faire place à l'autre, et voilà comment ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors s'arrangent pour ne rien faire. Prenez le parti le plus fort de la Chambre des communes, prenez le chef de ce parti : s'il lui plaisait de dire qu'il faut mettre une orange sur le bureau dans telle position, tandis que l'autre parti dirait qu'il faut la placer autrement, personne n'aurait le pouvoir de l'empêcher. Vous le voyez, c'est ainsi que nous perdons notre temps

à la Chambre, notre temps qui appartient au pays. Je n'ai pas grand intérêt personnel à parler comme je le fais, car même si ces réformes que j'appelle de mes vœux se réalisaient, il est bien probable que je ne jouerais plus de rôle bien actif; mais je vous le dis, à vous qui êtes plus jeunes que moi, qui souhaitez rendre votre patrie digne de sa gloire passée, qui êtes la sève et la moelle de la génération qui s'élève, je vous le dis en toute sincérité, si le pays, — et je n'entends pas parler seulement des non-électeurs, je m'adresse également aux électeurs dont l'impasse où nous sommes acculés est l'ouvrage — si le pays, dis-je, ne se décide pas, par une action énergique et sérieuse, en dehors du Parlement, à remédier au mal que je vous ai dénoncé, votre système parlementaire et l'administration de vos arsenaux et de vos travaux publics tomberont dans un état de décadence qui sera un scandale pour les institutions représentatives que vous avez héritées de vos pères.

La dernière fois que j'ai eu l'honneur de vous adresser la parole, je vous ai entretenu de la réforme du Parlement. Je revenais alors d'Amérique. Depuis deux ans, j'étais absent du Parlement.

Je ne savais guère ce qui s'y passait. Je me souviens que mon ami M. Bright, causant avec moi, lorsque nous nous rendions à la réunion, me disait qu'on allait proposer à la Chambre des communes une extension modérée

de la franchise électorale; et qu'il espérait voir régler la question dans un sens favorable à nos idées. Mais, si j'ai bien lu les débats qui ont eu lieu au Parlement pendant mon absence, la question ne me paraît rien moins que réglée. J'ai cru comprendre que les partis, quand ils étaient au pouvoir, faisaient de belles professions de foi et se déclaraient prêts à proposer la réforme du Parlement, mais qu'une fois dans l'opposition, ils oubliaient leurs engagements; et j'ai cru comprendre qu'alors leurs votes et leurs discours étaient en opposition directe avec leurs déclarations premières. C'est sur cette question même de réforme que le gouvernement actuel a pris le pouvoir, et nous voyons aujourd'hui un ministre l'abandonner. Ce n'est pas tant pour avoir reculé, en fait, la solution d'un an, jusqu'à ce qu'il connût les résultats du recensement, que je le blâme; je le blâme bien plus de la façon dont il s'y est pris pour amener ce retard, que du retard lui-même. Mais enfin aujourd'hui vous avez le recensement. Vous avez les résultats, au moins en partie, au moins dans leurs grands traits, du recensement de 1861. Il y a là une armée, un arsenal de faits dont devraient s'emparer tous ceux qui veulent réellement s'occuper des destinées futures de leur pays, et dont ils devraient faire une base d'agitation, la base d'un grand mouvement en faveur d'une réforme complète et entière de notre système représentatif. Je ne parle pas

seulement de l'extension de la franchise électorale. Sans cette distribution nouvelle du pouvoir électoral, vous ne pouvez vivre plus longtemps. Observez les faits que vous fournit le recensement. Vous voyez dans certains comtés vos grandes villes et vos grandes industries manufacturières prospérer. Vous y voyez grandir la richesse et la population. Vous rencontrez d'autres localités comme Lincoln, Cambridge, Suffolk, Buckingham, Dorsetshire et Wiltshire, dont la population décroît ou reste absolument stationnaire. Mais quand vous entrez dans la Chambre des communes, vous vous apercevez que ces comtés agricoles stationnaires, et ces petits bourgs agricoles qui végètent tout autant, — la population de vingt ou trente d'entre eux a horriblement diminué depuis dix ans, — vous vous apercevez, dis-je, que ce sont les représentants de ces comtés stationnaires et de ces villages ruraux en décadence, qui gouvernent le pays, si tant est que le pays soit gouverné. Je ne puis dire qu'il soit gouverné, car je vous répète que notre système parlementaire en est venu à n'être plus qu'une négation. Mais si vous voulez donner un élan nouveau à la question de la réforme dans la Chambre des communes, ce doit être en donnant une nouvelle base aux partis politiques, en faisant une réalité de cette représentation qui n'est aujourd'hui qu'une fiction. Tant que vous n'aurez pas donné aux partis politiques et au gouvernement de ce pays

une base réelle, au lieu d'une base fictive, vous n'arriverez pas à arrêter ce scandaleux gaspillage de notre temps et de nos ressources dont vous êtes témoins aujourd'hui.

Je suppose que vous ayez obtenu une distribution nouvelle du pouvoir électoral, de façon à l'attribuer dans une proportion équitable aux parties riches et peuplées du pays. Eh bien, le premier Parlement qui serait élu — si vous aviez réalisé cette réforme, — le premier Parlement élu constituerait, selon toute probabilité, un gouvernement qui verrait s'ouvrir pour son parti, sinon pour les personnes qui le composeraient, la perspective de cinq, de sept ou de dix années de pouvoir. Ce Parlement renfermerait une opposition, mais une opposition qu'on ne serait pas toujours exposé à voir prendre le pouvoir le lendemain, ou la semaine ou l'année suivante. Dès lors ce parti d'opposition laisserait de côté toutes ces questions de réforme parlementaire. Vous auriez un gouvernement et un parti dont la mission serait incontestablement de réformer l'état de choses existant, et d'administrer les affaires publiques selon une méthode meilleure que celle que M. Gladstone a si éloquemment qualifiée. Vous auriez, d'autre part, une opposition qui ne pourrait pas s'attendre à arriver au pouvoir l'année suivante, mais qui pourrait espérer, en se conduisant bien et en faisant quelque chose pour mériter la confiance du pays, y parvenir au bout de quelques années,

comme il arriva du vivant de sir R. Peel. Ainsi, cette opposition pourrait espérer se transformer petit à petit en majorité dans la Chambre des communes et arriver au pouvoir. Les partis seraient obligés alors de revenir à une besogne tangible, solide et utile au pays. Vous enverriez à la Chambre des communes des hommes animés, par exemple, des mêmes dispositions que nous, qui, je le dis sans fausse modestie, entrons au Parlement bien plutôt pour faire adopter des mesures que nous croyons utiles au bien du pays, que dans l'espoir de prendre notre part des avantages et des honneurs de la vie officielle. Nous aurions conscience que nous sommes là pour livrer des combats, et pour atteindre des résultats dignes de l'énergie humaine. Oh, je regarde parfois avec regret en arrière, j'ai honte de la Chambre des communes, quand je songe à l'époque où j'entrai pour la première fois dans cette assemblée, alors qu'une grande ligne de démarcation existait entre deux grands partis, alors que nous pouvions voir au bout de la course des prix dignes de l'intelligence humaine, et qui valaient qu'on épuisât ses forces et sa jeunesse pour les conquérir ! Mais aujourd'hui, qu'y a-t-il pour satisfaire l'ambition d'un homme public ?

Je ne vous ai donné qu'une esquisse du programme de l'avenir ; ce sera aux générations nouvelles, si le pays doit prospérer, d'en exécuter les détails.

Avant de m'asseoir, je dois ajouter un mot sur une question qui poursuit notre intelligence et notre pensée, et que nous rencontrons dans nos occupations journalières. Je veux parler de ce qui se passe au delà de l'Atlantique. On nous a appelés, mon ami M. Bright et moi-même, « les deux députés des États-Unis ». Nous avons admiré leurs principes de non-intervention et d'économie dans l'administration, et au cours de ces deux dernières années, nous avons reconnu que l'application de ces principes aux affaires d'Europe était chose pratique. Je ne veux pas m'étendre sur la déplorable lutte dont l'Amérique a été le théâtre; je ne dirai qu'une chose : j'espère que le principe de non-intervention ne cessera pas d'être pratiqué, en dépit de l'envoi au Canada de deux ou trois mille soldats. Que nos amis américains ne voient pas dans ce fait une preuve que nous nous défions d'eux, ou que nous voulions leur causer de l'embarras; c'est seulement pour rester fidèles au système qu'on suit aux Horse Guards, toutes les fois qu'il survient une querelle.

Plusieurs personnes m'ont écrit pour me demander ce que je pense des principes de coopération dont on fait en ce moment l'expérience pratique dans cette région. Je suis toujours heureux de tout ce qu'on fait — et nos capitalistes comprendront, j'espère, qu'ils ont intérêt à considérer la question au même point de vue — de tout ce qu'on fait, dis-je, pour jeter un

pont sur le précipice, pour combler l'abîme qui a jusqu'ici séparé ces deux classes : les capitalistes et les travailleurs. Je conjure les uns et les autres de bien comprendre les difficultés de leur position. Je conjure les travailleurs de reconnaître que le capital n'est autre chose que du travail accumulé, et que le travail n'est autre chose que la semence du capital, qu'aucune des deux classes — travailleurs ou capitalistes — ne peut prospérer si l'autre n'est également florissante; qu'elles ne peuvent réussir l'une sans l'autre; et si je voulais dire un mot de plus aujourd'hui, au moment où de sombres nuages se montrent à l'horizon, ce serait plutôt pour engager à la prudence que pour exciter les passions. J'engagerais les travailleurs à rappeler leurs souvenirs un instant, quand ils veulent faire emploi de ces salaires si péniblement acquis, et à se demander s'il est raisonnablement possible d'espérer qu'on puisse se procurer à un prix modéré la matière première qu'ils traiteront avec leurs machines, ou s'il ne peut survenir des éventualités diverses qui pourraient troubler temporairement l'industrie de ce pays. Pour moi, je le déclare, je regarde avec confiance l'avenir de cette région et du Lancashire en général. Sans doute les difficultés où se trouve aujourd'hui l'Amérique peuvent gêner, même bouleverser pour un temps notre industrie, mais je vois la prospérité sortir plus tard de l'état de chose actuel. Ce qui se passe éveil-

lera, je l'espère, l'attention de toutes les parties du monde où peut être produite la matière première de notre industrie ; on se portera vers la production de cette matière première, et désormais, pour nous la procurer, nous dépendrons moins que nous ne l'avons fait jusqu'ici d'un seul pays. J'en suis arrivé depuis longtemps à cette conclusion que, humainement parlant, dans un pays industriel et intelligent comme celui-ci, il est presque impossible que des obstacles sérieux puissent longtemps s'opposer à une prospérité qui doit suivre, et qui suit en effet l'habileté et le travail opiniâtre et persévérant tel qu'il se manifeste dans cette région. Je regrette, et j'ai toujours regretté de voir l'industrie la plus considérable, la plus ingénieuse et la plus utile qui ait jamais existé en ce pays, dépendre presque uniquement pour son approvisionnement de matière première d'une institution — l'institution de l'esclavage — dont nous devons tous regarder l'existence comme très incertaine, et pour le maintien de laquelle aucun de nous ne peut en vérité, s'il est un honnête homme, souhaiter la protection du Ciel.

Messieurs, j'ai terminé ce que j'avais à vous dire. Vous entendrez, et je crois pouvoir dire que vous avez déjà entendu, bien des paroles à propos de la réaction qui se poursuit. Vous entendrez dire que tout le monde devient conservateur. Eh bien, je crois que, nous, nous avons été les plus conservateurs de tous. Je

crois que moi-même, et mon ami M. Bright, et plusieurs autres que je vois autour de moi, qui avons voté pendant vingt ans pour des mesures qui ont paru très révolutionnaires, nous avons été les grands conservateurs de notre époque. A ceux qui disent que nous perdons du terrain, et que les conservateurs en gagnent, je réponds en leur demandant : Que voulez-vous dire par conservateurs ? Où voyez-vous les conservateurs ? Appelle-t-on conservateurs ceux qui auraient voulu faire obstacle au rappel des lois céréales, ou qui, s'ils le pouvaient, les rétabliraient ? Veut-on dire ceux qui s'opposaient à l'émancipation de la presse et qui s'ils le pouvaient, feraient revivre les lois qui la garrottaient ? Si par conservateurs on entend ceux qui cherchent le progrès, je dis que c'est nous qui sommes les conservateurs. Mais si on donne ce nom aux gens qui restent stationnaires ou qui reculent, alors, nous ne craignons pas de le dire, l'expérience nous a appris que les conservateurs de cette espèce sont les plus grands destructeurs que renferme le corps politique ! Je ne suis donc pas effrayé du progrès, de la liberté et de la prospérité de notre industrie en ce pays. Voici tout ce que je puis vous dire : renseignez-vous sur les relations que votre pays entretient avec la France et les autres nations. Ne vous laissez ni duper ni terrifier, au point de négliger vos devoirs domestiques. Regardez l'état présent des partis politiques. Dans la question de la repré-

sensation au Parlement, conduisez-vous de façon à amener une réforme qui permettra à vos institutions représentatives de fonctionner en développant cette prospérité qui n'a cessé de grandir toujours depuis si longtemps, depuis le moment où le Bill de réforme a été appliqué.

---

## CHAMBRE DES COMMUNES

---

### DISCOURS SUR LES MANUFACTURES ET ATELIERS D'ÉTAT.

Le 22 juillet 1864, Cobden a parlé pour la dernière fois dans le parlement; c'était pour demander de réduire ou d'abandonner les établissements d'État, afin de laisser à l'industrie privée le soin de fournir le matériel et les approvisionnements nécessaires à l'administration. Nous publions ci-dessous ce discours :

Je regrette de n'avoir pas pu, par suite de la nécessité où se sont trouvés plusieurs d'entre nous d'ajourner les motions que nous avions à l'ordre du jour, il y a environ quinze jours, donner plus tôt à la Chambre avis de la présente question. Elle n'est pas seulement importante au point de vue financier, elle touche aussi à la défense et à la sécurité du pays. En me faisant l'avocat de cette idée que le gouvernement ne devrait pas se faire le fabricant de ce qu'il peut acheter à l'industrie privée, je n'avance pas une doctrine nouvelle pour cette Chambre. Au contraire, cette politique a toujours été celle

de la Chambre, et le système opposé, pratiqué depuis quelques années seulement, l'a été en dépit de l'opinion plusieurs fois exprimée du Parlement. Je pourrais remonter jusqu'au célèbre discours sur la réforme économique, d'Edmond Burke, qui, dès 1780, exposait, dans un langage impossible à surpasser, les raisons pour lesquelles le gouvernement ne doit pas se livrer à la fabrication des objets dont il a besoin, mais se reposer au contraire sur la concurrence de l'industrie privée. En 1828, avant l'ère de la Réforme, un comité de la Chambre a déposé un rapport dont un paragraphe est consacré à cette question :

« Le Comité ne peut pas mettre une confiance aveugle dans les arguments présentés par quelques administrations contre les contrats par adjudication et en faveur des travaux entrepris directement par elles-mêmes. Ce dernier procédé entraîne l'emploi d'un grand nombre de fonctionnaires, employés, artisans et ouvriers et ajoute non seulement aux responsabilités effectives, mais encore à l'importance apparente des départements ministériels. Le Comité ne peut pas d'ailleurs se laisser influencer par quelques insuccès et se prononcer par ce motif contre le système des contrats. Il est d'avis que la plupart des insuccès peuvent être attribués à l'ignorance ou à la négligence de ceux qui ont fait exécuter les contrats, plutôt qu'au système lui-même. »

Voilà en substance tout ce que j'ai à vous dire.

Je ne ferai guère que développer ce passage, et, si je le fais, j'espère qu'on ne m'accusera pas d'être moins libéral à l'égard des fonctionnaires que le Comité de 1828. En différentes occasions, on a traité quelques côtés de cette question à l'occasion de la fourniture d'articles spéciaux, et on a toujours allégué des motifs exceptionnels pour nous faire donner, dans une branche spéciale d'industrie, la préférence aux manufactures de l'État. Il en est résulté que, petit à petit, les ministères ont pris sur eux de donner un énorme développement aux manufactures. Je me suis demandé comment il se faisait que nous, qui, pendant vingt ans, dans notre politique commerciale, nous sommes laissé guider par le principe de la concurrence la plus absolue, persuadés que c'était le seul moyen d'arriver à la perfection et à la stabilité de la production, comment, alors que notre industrie privée est plus à même qu'elle ne l'a jamais été, de satisfaire aux demandes du gouvernement, comment nous avons pu laisser les ministères élever ces gigantesques monopoles gouvernementaux. Ce résultat est dû, je crois, à la faiblesse du pouvoir exécutif. Pendant de longues années, j'en ai peur, le Trésor n'a que fort peu exercé son contrôle sur les différents départements ministériels; et, les chefs des ministères, sentant que les rênes étaient lâches, ont pris le pouvoir dans leurs propres mains et se sont lancés dans de vastes entreprises industrielles, à l'encontre, je ne puis en

douter, de la volonté de la Chambre et du pays. L'expérience m'a appris qu'il ne sert guère à la Chambre d'essayer de corriger, en nommant des comités, les fautes du pouvoir exécutif. En vous mêlant des détails du gouvernement, vous faites inévitablement plus de mal que de bien. Vous abaissez l'exécutif dans l'estime des fonctionnaires permanents, et vous entreprenez une tâche impossible, car les ministères rient de voir le Parlement surveiller les détails de l'administration. En outre, le gouvernement, s'il laisse le Parlement essayer de contrôler ces détails, renonce virtuellement à ses droits et à sa responsabilité. Dans ces dernières années, nous avons eu des comités de cette Chambre pour l'artillerie, pour les navires cuirassés, et pour diverses autres branches de l'administration exécutive chargée de pourvoir à la sécurité et à la défense du pays. Au début de ma carrière parlementaire, quand sir Robert Peel était premier ministre, il se serait opposé à la nomination de pareils comités, comme équivalent à un vote de défiance. Il aurait dit : « Si vous trouvez que je ne dirige pas suffisamment bien l'administration, demandez à un autre de s'en charger. » A mon sens, la Chambre peut exercer une influence très utile en fixant les principes d'après lesquels doit se diriger le pouvoir exécutif; mais, il est impossible au pouvoir législatif d'aller au-delà et d'intervenir utilement dans les détails de l'administration

du pays. Le système que je préconise est celui-ci : on doit interdire au gouvernement de fabriquer sous son autorité directe aucun des produits qui peuvent être obtenus de l'industrie privée par la concurrence ; et si nous avons adopté, sur ce point, une fausse théorie, nous devons, autant que possible, revenir sur nos pas.

Pour bien faire connaître à la Chambre jusqu'où on a poussé le système que j'attaque, je veux lui citer quelques chiffres. En 1849-50, je faisais partie d'un comité chargé de faire une enquête sur l'artillerie. Nous avons trouvé que le total des salaires payés aux ouvriers artificiers dans le Royaume-Uni et les colonies en vertu des votes du Parlement sur l'artillerie, s'élevait à 141,330 l. Cette année, je constate que nous avons voté, sur les mêmes chapitres, pour les salaires des ouvriers de nos établissements militaires, y compris les ateliers de confection de vêtements, une somme de 584,000 l., soit plus de quatre fois le total de la somme votée en 1849-50. Les salaires votés cette année, pour la seule fabrique de canons de Woolwich, ont été de 144.000 l., somme supérieure au total des salaires dans tous les établissements en 1849-50. Jusqu'à l'époque et pendant la durée de la guerre de Grimée, le gouvernement anglais n'a jamais fondu un canon, ni fait un boulet ou un obus. Nous achetions notre matériel d'artillerie aux ateliers Carron en Écosse, à la Low Moor Com-

pany, ou à la Gospel Oak Company de MM. Walker. Quand éclata la guerre de Crimée, mon ami le Right hon. député de Limerick (M. Monsell) était directeur de l'artillerie, et c'est lui, j'en ai peur, qu'il faut accuser d'avoir fait couvrir les œufs d'où est sortie cette fatale couvée dont je déplore l'apparition. D'après son propre témoignage et celui du Right hon. gentleman, le capitaine Boxer, du laboratoire de Woolwich, ils ont fait, après s'être entendus, la déclaration suivante : « Si nous voulons dépenser 7.000 l. pour l'installation du matériel nécessaire, nous pourrions faire nous-mêmes nos fusées et nos obus. » Ce fut là le début de ces hectares de coûteux ateliers que l'on peut voir aujourd'hui à Woolwich. Fort peu de temps s'était écoulé quand le capitaine Boxer est venu dire : « Nous sommes à même de faire nos fusées et de pratiquer la lumière des obus plus vite qu'on ne le peut dans l'industrie; faisons donc nous-mêmes nos obus. » En conséquence, on a dépensé 10.000 l. pour installer les machines nécessaires à la fabrication des boulets et des obus. Les dépositions faites devant le comité de Sébastopol mentionnent un fait très intéressant; j'y vois que le Right hon. gentleman a été cité devant le comité et accusé d'avoir agi sans le consentement de ses collègues. Je ne l'en blâme pas. Nous étions en guerre, et le capitaine Boxer et lui ont fait preuve d'une énergie digne de tout éloge; mais je rapporte

ces faits pour vous montrer comment arrivent à se développer les établissements de cet ordre. Un pas de plus dans la même voie, après l'installation de l'outillage nécessaire pour fondre les obus et les boulets, a amené l'établissement de tours et de perforateurs pour les canons. On décida, au lieu de demander des canons achevés à la Low Moor Company, d'acheter à cette même société des blocs de fer pour les perforent et les tourner à Woolwich. Une autre idée a été immédiatement mise en avant : » Pourquoi ne pas couler nous-mêmes nos canons? Cela vaudrait bien mieux que d'acheter ces blocs à la Low Moor; » et on a installé l'outillage nécessaire. C'est alors que surgit une nouvelle difficulté. Il n'y a, en Angleterre, comme je vous l'ai dit, que deux ou trois maisons où l'on puisse en toute sécurité acheter du matériel d'artillerie, la Low Moor Company et les Gospel Oak Works de MM. Walker. Quand la Low Moor Company fond une pièce de 68, non seulement elle prend parmi ses propres fers, si bons qu'ils soient tous, une qualité spéciale, mais encore elle emploie, pour l'amener à l'état de fusion, un charbon particulier, nouvellement extrait du sol. Or cette société refusa de vendre des gueuses de fer à Woolwich, de sorte qu'après avoir installé le matériel destiné à fondre les canons, on a manqué de fer bon pour la fonte. On s'est tout de suite adressé au marché général, on y a été

acheter du fer de qualité ordinaire, et on a fabriqué environ 100 canons ; mais je crois que de ces 100 canons pas un n'a jamais été mis en service. On a prétendu qu'ils étaient rouillés, et on ne les a jamais employés. Après 200.000 l. ainsi dépensées, on a abandonné l'installation faite à Woolwich pour la fonte des canons.

Puis vint le second acte de la pièce. La nécessité s'était imposée au gouvernement de s'approvisionner de canons rayés. Cette nécessité n'eut pas plutôt surgi que des hommes de génie, tels que M. Whitworth, sir William Armstrong, le capitaine Blakeley, M. Lancaster et M. Lynall Thomas, se sont mis en mesure de satisfaire à ce besoin. Il eût été d'une sage méthode de dire à ces inventeurs : « Allez de l'avant, perfectionnez votre système. Faites quelques canons, et celui de vous qui réussira le mieux, celui-là aura notre commande. » Mais la manufacture de Woolwich voulut s'assurer la fabrication de l'artillerie rayée, et les personnes en place, quelques-unes même très haut placées, paraissent avoir complètement perdu la tête, pris d'une sorte d'accès de folie en présence du canon de sir William Armstrong. Un illustre duc, à ce qu'on raconte, affirma que le canon de sir William Armstrong était capable de tout, sauf de parler ; et un autre officier éminent déclara qu'il réalisait les merveilles des *Mille et une nuits*. Je vais me hasarder à vous suggérer une idée. Désormais quand il s'agira de faire

choix d'un matériel d'artillerie, les hauts officiers de notre armée devront procéder de la même façon que dans les conseils de guerre, et laisser parler d'abord les jeunes officiers, parce que, s'il arrive que le commandant en chef manifeste une admiration enthousiaste pour un modèle, il est peu probable que les officiers plus jeunes expriment une opinion différente. Je suis d'avis aussi que les autorités devraient, en ces matières, suivre la méthode employée dans le commerce, et ne pas vanter ni faire mousser un article avant de l'avoir acheté. Quoi qu'il en soit, dans le cas qui nous occupe, le résultat fut que sir William Armstrong — alors M. Armstrong — résolut de faire présent de son brevet au ministre de la guerre. Coûteux présent, s'il en fut. Le brevet a été cédé au secrétaire d'État pour la guerre, et on a conclu un arrangement que je n'ai pas encore bien compris. Il semble que sir William Armstrong devait recevoir, pendant dix ans, une somme de 2.000 livres par an pour surveiller la mise à exécution du brevet. Cet arrangement fut antidaté de trois ans, et 6.000 livres furent payées, sur quoi sir William Armstrong devint inspecteur de la manufacture royale de canons et ingénieur en chef du service de l'artillerie rayée. Le ministre de la guerre installa à Elswick, dans le Northumberland, une usine — qui appartenait auparavant à sir William Armstrong, — et nous fîmes des avances mystérieuses jusqu'à concurrence de 85.000 li-

vres. Immédiatement après, nos fonctionnaires installèrent à Woolwich une manufacture du même genre, soi disant dans le but de contrôler les prix d'Elswick. Rien n'est plus amusant que de voir avec quelle naïveté les directeurs de Woolwich essayèrent de démontrer au Comité nommé par la Chambre qu'ils produisaient les canons à meilleur compte à Woolwich qu'à Elswick, comme si les deux entreprises n'en faisaient pas une seule en réalité, et n'étaient pas montées toutes les deux par le gouvernement avec l'argent de la nation. Le comité était évidemment incapable de rien comprendre aux comptes de la fabrique de Woolwich, et dans son rapport, il adopta une résolution tendant à demander qu'on les corrigeât. Voilà un historique loyalement fait, le Right hon. député de Limerick l'admettra, j'espère, de l'origine et des progrès du canon rayé Armstrong. Ce canon devait être fait en fer forgé, se charger par la culasse, et être construit sur le principe de l'enroulement avec des barres de fer forgé.

Ce n'est pas dénigrer sir William Armstrong, qui, en matière de mécanique, est un homme de grand génie, que de dire que l'impression générale des hommes de science a été défavorable à son invention; défavorable au système de charge par la culasse, et défavorable à la matière dont il proposait de faire le canon. Mais le point sur lequel je veux appeler spécialement l'attention de la Chambre est celui-ci :

Le gouvernement a établi une fabrique, et y a installé comme directeur l'inventeur breveté d'un canon tout particulier. Qu'est-il arrivé? Il est arrivé que M. Whitworth, qui s'était mis sur les rangs, trouva qu'en fait il lui faudrait soumettre son canon à l'examen et à l'approbation de son grand rival. Il y avait bien encore d'autres candidats, mais je cite spécialement M. Whitworth, parce que tous ceux qui le connaissent, admettront qu'il est un des ingénieurs mécaniciens le plus pratiques de l'époque, et, tout le monde l'avouera aussi, parce qu'une méthode qui l'empêchait de concourir, alors qu'il s'agissait d'une question qu'il avait spécialement étudiée, ne pouvait être qu'une mauvaise méthode. Ce ne sont pas seulement les ingénieurs mécaniciens qui ont été ainsi écartés. L'impression générale était, et est encore, qu'en somme le grand problème à résoudre n'est pas la disposition de la rayure, ou la forme du canon, mais bien plutôt la matière dont le canon est fait; et depuis dix ans nous marchons dans une voie qui, sans aucun doute, nous permettra, toutes les fois que nous le croirons utile, d'employer l'acier là où nous employons actuellement le fer. M. Bessemer était sur les rangs, avec son invention pour produire l'acier à bon marché. Nous savons d'après les déclarations du capitaine Scott au comité de l'artillerie, que M. Bessemer lui a dit qu'il aurait beaucoup aimé à faire essayer par le gouvernement son

système de métal homogène, qui, à son avis et à celui de beaucoup d'autres, doit l'emporter sur le fer forgé, mais qu'en voyant sir William Armstrong en fonctions, il a renoncé à son idée. Une autre déposition nous apprend encore que MM. Walker, directeurs des ateliers de Gospel Oak, qui ont produit quelques-uns des meilleurs canons fondus, firent une remarque analogue, disant que, du moment où Sir William Armstrong avait une situation aussi privilégiée, ils n'avaient plus, eux, qu'à renoncer à la fourniture des canons. Eh bien, la Chambre nomma un comité de l'artillerie, qui siégea en 1862-63; et, je ne puis cacher après avoir lu le détail des dépositions faites devant le comité, que je suis étonné de la légèreté avec laquelle on a laissé tomber dans l'oubli ces dépositions, sans les porter à la connaissance de la Chambre. Je tiens mon ami le Right hon. député de Limerick, qui présidait ce comité, pour responsable de cette omission; et les autres membres du comité ne sont pas plus que lui exempts de blâme. Les dépositions faites devant le comité dénonçaient les faits les plus graves et même les plus monstrueux; il a été révélé, en effet, que nous avions entre 2.500 et 3.000 canons du système de sir William Armstrong; que la dépense avouée s'était élevée à 2 millions et demi, — mais je crois qu'elle était beaucoup plus considérable; — et on a reconnu que 100 de ces canons, de la plus grande taille, ont été faits avant tout essai, avant toute

expérience. Pour éviter qu'on ne me cherche chicane sur les résultats de l'enquête du comité, je vais vous faire quelques citations. Le duc de Somerset, chef de l'Amirauté, dans sa déposition, disait l'année dernière : « Toute la science de l'artillerie est dans une période de transition, et quand on m'a demandé, cette année, quel canon j'approuvais pour la marine, j'ai été obligé de dire qu'en vérité je n'en savais rien. »

Ne l'oubliez pas, au moment de cette déclaration, près de 3.000 canons avaient déjà été construits d'après le système Armstrong. Sa Grâce déclara aussi que pour les batailles rangées le vieux canon de 68 construit aux ateliers Low Moor était ce que nous avions de mieux, et le comité a constaté dans son rapport — à l'unanimité, je suppose, — que le vieux canon de 68 était, par conséquent, la pièce la plus efficace pour venir à bout des blindages de fer. Le comité terminait en disant :

« Les canons Armstrong de 12, bien que certains témoins déclarent que c'est une arme trop compliquée pour le service, sont généralement approuvés ; mais l'opinion prépondérante semble être défavorable à tout système de charge par la culasse pour les canons de grande taille ».

Le comité recommande de faire des expériences avec les différents systèmes. Il recommande aussi de tenir d'une façon plus intelligible les comptes de la fonderie de canons de Woolwich. (*Non !*) Ce ne sont pas les termes

mêmes employés par le Comité, mais c'en est le sens. Il dit qu'il ne peut pas comprendre les comptes. Je voudrais encore ajouter quelques paroles d'un officier de marine qui a étudié très sérieusement cette question. Dans une lettre datée du 30 juin dernier, l'amiral Halstead résumait son opinion en ces termes : « Ainsi la flotte la plus importante et la plus coûteuse du monde, celle à qui est confiée la garde du plus vaste empire maritime, s'est pendant longtemps montrée à tous les yeux, sauf à ceux de l'Angleterre, sans un seul canon adapté à la guerre spéciale d'aujourd'hui, et avec des canons de modèles spéciaux, qui ne sont bons à aucune espèce de guerre. »

Je vous le demande, est-ce là un état de choses satisfaisant ? Est-ce là que nous devrions en être après avoir dépensé, peut être, trois millions de livres, et avoir construit près de 3.000 de ces canons ? L'amiral Halstead, dans une autre lettre, appelle cet état de choses « le grand saut à l'aveugle de 1859 ». Qu'est-il résulté des constatations du comité ? La conséquence, c'est que vous avez fait procéder à Shoeburyness à une série d'essais étourdissants du canon de sir William Armstrong et du canon de M. Whitworth. Ainsi vous commencez par tirer du Trésor public des sommes énormes pour payer les commandes faites à l'un des deux inventeurs rivaux, et c'est seulement après, que vous essayez lequel des deux a le meilleur canon.

Au moins pourrait-on encore se consoler, si vraiment on essayait aujourd'hui les canons Armstrong en les opposant à ceux de M. Whitworth; mais que fait-on en réalité? Si je suis bien informé, le canon originel que nous avons construit et dont nous sommes approvisionnés — c'est-à-dire, le canon de service, — n'est pas du tout le canon qu'essaie, aujourd'hui, sir William Armstrong. On m'a dit que, dans la compétition actuelle, on a renoncé au canon originel qui se charge par la culasse, dont nous avons près de 3.000 exemplaires sur les bras, et qu'on y a substitué un autre canon perfectionné. J'ai lu dans un compte rendu des essais, paru l'autre jour dans le *Times*, que le canon originel se chargeant par la culasse n'a pas été présenté: Ce ne sont pas des circonstances bien consolantes dans la situation où nous nous trouvons.

Je prie la Chambre de se rendre compte de ce qu'on veut dire quand on nous fait savoir que nous n'avons pas de canons de marine. Évidemment, nous avons des pièces de campagne de 12 pour le cas où nous ferions la guerre sur terre, en Chine ou en Nouvelle-Zélande; il ne s'agit pas en ce moment de canons de campagne contre un ennemi débarquant en Angleterre pour nous combattre. Quand je dis que vous n'avez pas de canons de marine, j'entends des canons avec lesquels on puisse combattre. Rappelez-vous que le capitaine Cowper Coles parle du

canon Armstrong de 110 comme d'un engin bon pour une poursuite ou, comme on dit en style de marins, « pour secouer les puces d'un fuyard ». Eh bien, admettons absolument que nous n'ayons pas de canons adaptés à la guerre maritime actuelle. L'honorable député de Stirling (M. Caird) affirmait l'autre jour — et nous ne pourrions pas avoir une plus haute autorité — que la moitié de la population de ce pays se nourrit depuis trois ans de céréales et de denrées venues de l'étranger. Nous sommes dans la situation d'une garnison qui compte, pour faire ses approvisionnements, sur le maintien de la liberté de ses communications. Eh bien, si après tout ce que vous avez dépensé, vous n'avez pas de canons avec lesquels vos navires puissent lutter contre l'ennemi en mer, croyez-vous que votre adversaire soit assez insensé pour tenter une invasion et venir vous combattre sur terre? Non : s'il a la suprématie sur mer, il vous bloquera, et par la famine il vous réduira à vous soumettre. Nous ne pouvons exister comme nation que si nous sommes maîtres de nos communications par mer. Et cependant vous voyez comment ceux qui nous gouvernent s'appliquent à nous conserver nos communications.

Eh bien, voilà tout le secret de nos insuccès : le gouvernement ne comprend pas ce que c'est que savoir acheter ; toute la difficulté de sa position vient de ce qu'il est incapable de remplir la fonc-

tion d'acquéreur d'une façon judicieuse et raisonnable. La vraie conduite qu'on aurait dû tenir avec tous ces savants, quand ils se sont présentés avec leurs engins perfectionnés, eût été de les encourager à continuer, et de promettre la commande au plus heureux, tout en les aidant peut-être un peu, mais très peu, dans les premiers temps. Je crois que sir William Armstrong demandait seulement 12,000 livres pour débiter, et que M. Bessemer aurait commencé ses canons d'acier, si on lui avait donné seulement 10,000 livres; et je ne doute pas que pour moins de 100,000 livres le gouvernement eût pu mettre en état une demi-douzaine d'établissements, qui se seraient disputé la fourniture de ses canons. Mais ceci, le gouvernement ne le comprendra jamais tant que la Chambre n'insistera pas pour qu'il achète son matériel au lieu de le faire lui-même. S'il n'est pas capable d'acheter son matériel sur le marché général, supposez-vous qu'il soit plus compétent pour remplir la tâche bien plus difficile de le fabriquer? Je veux vous montrer à quel état la méthode du gouvernement nous a réduits, en tant que nation. Nous sommes exposés à voir des étrangers fournis d'armements meilleurs que les nôtres demandés aux ateliers privés de notre pays. Ces mêmes ingénieurs que le gouvernement a repoussés, avec lesquels il a refusé de traiter, ont monté des fabriques de matériel d'artillerie. M. Whitworth a fondé une société pour la construction des ca-

nons. On me dit que sir William Armstrong, dont les fonctions à Elswick ont pris fin et qui a reçu du gouvernement 65,000 livres à titre de compensation, a installé une fabrique de canons à Elswick ; et, n'étant plus lié avec le gouvernement, on me dit qu'il fabrique actuellement ses canons de 600 pour des pays étrangers.

A un quart d'heure de voiture d'ici, j'ai vu, il y a quelques jours, un établissement où on fore des canons d'acier. — des pièces de 600 ; — et cet établissement, qui a été repoussé par le gouvernement, reçoit, me dit-on, des commandes de ces canons monstres par douzaines, pendant que vous en êtes encore à la période d'expérimentation à Shoeburyness pour le canon de 70 et celui de 110. J'ai dit tout ce que je voulais dire au sujet de cette gigantesque erreur commise en matière d'artillerie.

Maintenant, pour vous donner une autre preuve de la nécessité pour le gouvernement d'apprendre à acheter, laissez-moi dire un mot des petites armes, à titre d'exemple. Si nous remontons à dix ans environ en arrière, nous achetions tous nos fusils à des fournisseurs ; le gouvernement ne fabriquait pas un seul fusil. Il en fut ainsi même pendant la guerre de Crimée. Et je puis le faire remarquer ici, l'artillerie fournie pendant la guerre de Crimée était de qualité très satisfaisante. L'artillerie et les petites armes étaient fournies à l'armée et à la flotte par des adjudicataires, et il en est

parlé avec les plus grands éloges dans le rapport du comité de Sébastopol de 1855, rapport qui, en même temps, condamnait le commissariat, le corps médical et les autres administrations. Donc, comme je vous l'ai dit, avant 1855, nous achetions nos petites armes à des fournisseurs privés. Mais comment la Chambre croit-elle que le gouvernement fit ses achats? Je vous donne ceci comme un exemple de l'incapacité du gouvernement à faire des achats. Si mes honorables collègues se reportent aux dépositions faites devant le comité des petites armes en 1854, ils y verront que le gouvernement avait l'habitude d'acheter les armes par pièces séparées. Il traitait, à Birmingham, à Wednesbury et ailleurs, avec un fabricant pour la crosse, avec un autre pour le canon, avec un troisième pour la platine, et ainsi de suite, si bien qu'il passait une douzaine de contrats pour la fourniture des différentes pièces de son fusil. Toutes ces différentes pièces étaient envoyées au dépôt de l'artillerie, et, par ce dépôt, livrées à un corps spécial d'entrepreneurs, « metteurs en place », qui les assemblaient et faisaient le fusil. Ainsi ceux qui terminaient le fusil n'étaient jamais en contact avec les fournisseurs des pièces séparées — système très ingénieusement conçu pour arrêter tout perfectionnement. M. Whitworth et M. Nasmyth, deux hommes éminents, qui furent entendus par le comité, s'élevèrent contre l'ab-

surdité d'un pareil système, alors qu'il y avait de gros capitalistes tout prêts à entreprendre la fourniture de l'article complet. Le gouvernement se plaignait de ne pas pouvoir obtenir ses fusils assez rapidement, à cause des grèves qui éclataient quelquefois parmi les ouvriers. « Mais pourquoi, lui objectait-on, pourquoi ne donnez-vous pas vos commandes à des capitalistes, qui installeraient l'outillage nécessaire pour la fabrication du fusil entier? » Et on démontrait que ce système de marchés passés pour les pièces séparées, multipliait les chances de retard par suite de grèves, parce que si, par exemple, ceux qui faisaient les platines se mettaient en grève, la livraison du fusil tout entier s'en trouvait suspendue. On ne put arriver, cependant, à faire entendre raison au gouvernement; et savez-vous comment il a imaginé de remédier aux inconvénients dont il se plaignait? Au lieu d'améliorer ses procédés d'achat, il pensa qu'il lui serait plus commode de fabriquer lui-même ses fusils, et en conséquence le département de l'artillerie est venu soumettre à la commission de 1854, un plan pour l'établissement à Enfield d'une énorme fabrique gouvernementale de petites armes rayées. Le comité était absolument opposé au projet, et je suis heureux de voir ici présent l'honorable député de North Warwickshire, qui faisait partie de ce comité. « Que vous désiriez, disait-il, voir s'introduire un meilleur outillage

dans la fabrication des petites armes, soit, c'est une question à étudier, mais elle est tout à fait distincte de la question de savoir si vous devez avoir une usine gouvernementale; » et, dans son rapport, il s'élève avec beaucoup de force contre la création par le gouvernement de cet énorme établissement, parce que, disait-il, vous tuerez l'industrie privée, qu'il serait sage de maintenir en prévision des nécessités futures. Quoi qu'il en soit, le gouvernement a envoyé en Amérique pour se procurer l'outillage nécessaire. Le colonel Colt, l'Américain, avait passé un an dans notre pays, vers cette époque, et il avait proposé son outillage; mais le gouvernement, au lieu d'encourager une maison de Birmingham ou de Londres à descendre dans l'arène et à soumissionner la fourniture de cet outillage, se précipita sur la solution qui est devenue la manufacture de fusils d'Enfield. Cet établissement, qui avait alors soixante à soixante-dix ouvriers, en a occupé depuis douze à quinze cents. Je ne veux pas dire que la fabrique de fusils d'Enfield n'ait pas bien marché jusqu'ici et n'ait pas rendu de services. Évidemment, si vous installez un outillage presque automatique, et si vous faites travailler sans relâche, il est difficile que vous ne fassiez pas une affaire avantageuse; mais vous n'en avez pas moins fait abandonner ce genre d'industrie à tous ceux qui auraient installé une usine sur une base indépendante et plus durable. Mais on ne peut

se fonder sur le passé pour apprécier l'avenir de cet établissement. En effet, quelle est, dès maintenant, la situation d'Enfield? Vous ne pouvez plus y travailler en plein, puisque vous ne pouvez continuer à faire l'unique modèle auquel vous n'avez cessé de travailler, — le modèle de 1853. Une commission a déclaré que le fusil de M. Lancaster est une arme meilleure; des essais publics ont montré que celui de M. Whitworth valait également mieux; et c'est pourquoi le noble lord, député de Haddingtonshire (lord Elcho), a proposé, dans la session actuelle, le rejet des crédits demandés pour les fusils d'Enfield, ces fusils étant de qualité inférieure, et, par conséquent, devant cesser d'être fabriqués. Eh bien, s'il faut arrêter la fabrication de ces fusils, et en faire d'autres, vous allez vous heurter aux difficultés qu'on rencontre toujours dans une fabrique gouvernementale où on est son propre et son unique client. Pendant cette période de transition, au fur et à mesure que votre production décroîtra, le coût de chaque unité augmentera, parce que chacune d'elles aura à supporter une proportion plus grande de frais fixes permanents. Pour échapper à cette conséquence, et, en même temps, pour donner de l'ouvrage à vos ouvriers, vous serez toujours tentés de continuer à fabriquer des objets dont vous n'avez pas besoin, afin d'employer les gens qui vous entourent, et, finalement, vous serez encombrés de produits

que la sagesse vous empêcherait d'acheter, si vous aviez à les demander à des fabricants privés.

Je ne prétends pas, je vous le répète, que l'établissement d'Enfield, ne faisant qu'un seul article et travaillant sans relâche, ne fasse pas ses frais. Mais voici les bilans de la fabrique de fusils et de son annexe, la fabrique de poudre, bilans qu'on a déposés sur le bureau de la Chambre, et sur lesquels je désire présenter une ou deux observations. Je vois qu'ils sont signés Hartington, en sa qualité de sous-secrétaire d'État pour la guerre ; mais je conseille au noble lord de ne plus mettre son nom au bas d'aucun autre de ces bilans, car je puis l'assurer que ce sont des écritures qui ne trouveraient pas grâce devant le tribunal des banqueroutes. Ils ne lui font pas honneur, et ils font encore moins honneur à une nation commerçante comme la nôtre, dont il est un des représentants. Je veux appeler votre attention sur certains faits qui peuvent être relevés dans ces bilans. Dans celui qui porte la date du 31 mars 1863, il est dit que les armes faites pendant l'année à Enfield ont coûté 199.177 livres, tandis que si elles avaient été achetées au commerce, elles auraient coûté 356.378 livres, soit une économie de 157.201 livres. Dans la quantité figurent 71.590 fusils, pour lesquels il est dit que l'industrie privée aurait demandé 63 s. 1 d. par pièce. Eh bien, un gentleman qui a une des plus grosses posi-

tions dans l'industrie à Birmingham me fait savoir qu'on a offert cette année même au gouvernement de lui fournir ces fusils à 50 schellings, soit 13 s. 1 d. de moins que le prix sollicitant demandé par l'industrie privée. On dit encore que 13.780 carabines faites à Enfield auraient coûté 94 s. 7 d. la pièce, si on les avait achetées à l'industrie privée. La même personne me fait savoir qu'un marché a été passé en janvier dernier avec le gouvernement turc, par l'entremise de notre ministère de la guerre, pour la fourniture de ces mêmes armes à 65 s. 9 d., soit 28 s. 10 d. de moins que ce qu'on nous donne dans le bilan en question pour le prix de l'industrie. Il y a aussi 13.000 carabines portées à 63 s. 7 d. comme prix de l'industrie privée, mais que, me dit mon correspondant, on aurait pu obtenir à 50 s. Le total de ces évaluations excessives sur ces trois articles seulement est de 73.000 l. On pourra m'objecter que le bilan où je prends ces chiffres est de 1862-63, tandis que les prix de l'industrie privée que j'ai cités sont ceux de cette année. J'ai fait la même observation à la personne sur l'autorité de laquelle je viens de m'appuyer, et elle m'a répondu qu'on aurait pu avoir les armes en question à peu près au même prix l'année dernière, si on les avait demandées.

Vous ne pourrez jamais faire comprendre aux directeurs de ces établissements gouvernementaux que le capital qu'ils font travailler est vrai-

ment de l'argent. Comment serait-ce vraiment de l'argent pour eux? Il ne leur coûte rien, et qu'ils fassent des bénéfices ou des pertes, ils ne voient jamais leur nom dans la *Gazette* sur la liste des insolvables. Aussi, pour eux, c'est un mythe : ce n'est une réalité que pour les contribuables. Dans les enquêtes des commissions parlementaires sur nos usines gouvernementales, vous vous heurtez aux difficultés aussitôt que vous voulez faire comprendre aux directeurs de ces établissements qu'ils doivent payer un intérêt pour le capital, un loyer pour les terrains, et tenir compte également de la dépréciation des machines et du matériel. Des capitaux immenses sont employés à la fabrique de fusils d'Enfield. Le capital fixe et flottant immobilisé dans le matériel, les constructions, les machines et les terrains se monte, d'après les bilans eux-mêmes, à 350.000 l. Un industriel privé ne manquerait pas de prélever d'abord sur ses bénéfices, à titre de loyer ou d'intérêts, de quoi dédommager tous les capitaux immobilisés, ou, s'il ne le faisait pas, il verrait bien vite son nom dans la *Gazette*.

Les administrations qui publient de pareils comptes ne se manquent pas seulement de respect à elles-mêmes. C'est insulter et outrager l'industrie privée que de prétendre montrer par ces bilans fallacieux ce que coûtent les armes, et ce qu'elles auraient coûté, si on les avait achetées à l'industrie privée, en faisant ressortir que

nous avons obtenu tous ces fusils pour 199.177 l., tandis que si nous les avions achetés à l'industrie privée, nous aurions dû les payer 356.378 l., soit 157.201 l. de plus. Le total des salaires payés pendant l'année a été de 135.700 l., et on veut nous faire croire qu'on a économisé 157.201 l. sur ce qu'il aurait fallu payer à des fabricants privés. Mais nous savons tous que pour tout, sauf pour la main-d'œuvre, le gouvernement s'adresse aux mêmes sources que l'industrie privée. Il n'a pas encore de mines de fer et de charbon à lui, et pour toute la matière première, il est obligé d'aller sur le marché général et d'acheter aux mêmes conditions que les établissements privés. Cependant la fabrique de fusils d'Enfield prétend avoir économisé plus que le total des salaires de l'année! Nous savons tous l'histoire de ces deux bohémiens qui vendaient des balais : « Je me demande, disait l'un, comment tu peux vendre tes balais meilleur marché que moi, qui vole tout ce qu'il faut pour les faire. — Ah! répondit l'autre, c'est que je vole les balais tout faits. » Eh bien, je ne serais pas fâché que le noble marquis (Hartington), que je persiste à tenir responsable de ces comptes auxquels il a apposé son nom, voulût bien m'expliquer comment il s'y prend pour faire ce beau tour de passe-passe.

Je tourne deux pages de ce rapport sur les fabriques gouvernementales, et j'arrive à la fa-

brique de poudre de Waltham Abbey. Cet établissement possède 160 acres de terres, sur lesquels il prétend faire pousser du bois destiné à fabriquer son charbon de bois; une force hydraulique considérable; de vastes bâtiments de travail et d'habitation, et, bien entendu, un grand outillage mécanique. Ses affaires ne sont pas très importantes. Les comptes mêmes de l'établissement accusent une production pendant l'année, de 14.526 barils de poudre, dont le prix de revient est évalué à 34.747 l. Puis, après le boniment habituel, à savoir que cette somme ne comprend ni l'intérêt du capital, ni la dépréciation du matériel, etc., on nous déclare que ces 14.526 barils de poudre à canon, s'ils avaient été fournis par l'industrie privée, auraient coûté 79.933 l., en sorte que la fabrique a procuré au gouvernement une économie de 45.185 l. Eh bien, je dis que, pour un pays qui se dit un pays commerçant, des comptes pareils, publiés et signés « Hartington », sont une honte; et ils ne démontrent rien si ce n'est le manque absolu de valeur de tout ce que le noble marquis peut dire sur ces questions. Le noble marquis a trop de talent pour avoir avancé ces déclarations de sa propre autorité; évidemment il récite une leçon qu'on lui a apprise par cœur et, par conséquent, ce qu'il peut dire ne mérite pas la moindre attention.

Voyons maintenant comment est administrée cette fabrique de poudre. Le capital représenté

par les constructions, la force hydraulique, les machines et les fonds de roulement s'élève à 300.000 l., et aucun intérêt n'est porté en compte pour cette somme. Le terrain est estimé 20.000 l., mais on ne trouve nulle part trace d'un compte de dépense affecté au loyer. Rien n'est prélevé pour les impôts et les taxes, rien non plus pour l'assurance. J'ai demandé à une personne très bien renseignée quels sacrifices l'industrie privée avait l'habitude de s'imposer pour les assurances, dans les fabriques de poudre. Vous pensez bien que le Royal-Exchange et la Compagnie du Phénix n'aiment guère de semblables risques. Aussi, je constate que les fabricants privés ont l'habitude de prélever 25 p. 100 pour l'assurance. Pas de prélèvement de ce genre à Waltham Abbey.

Je crois en avoir dit assez pour vous prouver que l'administration de ces établissements gouvernementaux ne vaut rien, qu'il y a absence complète de responsabilité; que les raisons qui poussent les particuliers à économiser de l'argent ou à éviter les pertes font ici défaut; et que, privés de tous les mobiles qui sont nécessaires à l'action humaine, il leur est impossible d'arriver à une gestion convenable.

Laissez-moi toucher un instant à une autre question, celle des grandes fabriques d'habillements. Le comte De Grey et Ripon, en sa qualité de chef du département de la guerre, n'est pas seulement le plus grand fabricant de

pièces d'artillerie et de petites armes, il est aussi le plus grand tailleur du monde. (*Éclat de rire.*) Vous riez; mais toutes ces besognes de tailleur s'exécutent en son nom, et il est responsable de tout. (*Éclats de rire.*) Vous riez à l'idée que lord De Grey doit surveiller tous ces détails; mais n'est-il donc pas très grave pour le pays qu'une immense entreprise comme celle-là reste, en fait, absolument sans contrôle? Il y a environ dix ans, on a modifié la méthode administrative de la fourniture d'habillement de l'armée et, au lieu de se servir de colonels d'habillement, on a adopté le système des marchés d'habillement. Pendant quelques années ce système a été maintenu et le Right hon. gentleman (général Peel) a introduit un perfectionnement dans le bureau des achats. Jusqu'à lui, les marchés pour l'habillement se faisaient par articles séparés; on achetait séparément les boutons, les soutaches et les vêtements; mais ce brave officier a fait faire des marchés pour l'ensemble du costume. Au cours des dépositions devant la commission d'organisation de l'armée, cet estimable officier, le commandant en chef et un autre témoin nous ont affirmé que le système fonctionnait très bien. Mais, en même temps, un complot s'ourdissait pour enlever la fabrication de l'habillement de l'armée à l'industrie privée et pour la donner à des fonctionnaires du gouvernement. Le complot a abouti clandestinement. On a installé d'abord à Woolwich

un petit établissement pour faire les habillements de l'artillerie et du génie. Cet établissement devait se borner à cette fourniture. Puis on a monté à Wauxhall un petit atelier pour faire les uniformes des gardes.

Pour vous donner encore un exemple des bases trompeuses sur lesquelles sont établies ces fabriques gouvernementales, je veux vous donner un court extrait de la déposition faite devant la commission des marchés, qui a siégé en 1858, par sir Benjamin Hawes, sous-secrétaire permanent au ministère de la guerre, — et nous savons tous qu'un fonctionnaire permanent en sait souvent beaucoup plus que son chef. Il venait, pour répondre à une demande qu'on lui avait adressée, d'établir le prix de revient d'un uniforme de soldat. Mais il se trouva dans la commission un homme d'affaires, mon honorable ami le député de Newcastle-under-Tyne (M. Jackson), qui, ne se fiant pas aux chiffres qui venaient d'être fournis, reprit la question, et fit subir un contre-interrogatoire à sir Benjamin Hawes :

« Vous avez donné à la commission le prix auquel revient actuellement au gouvernement l'habillement d'un homme, frais de façon compris? — Oui. — En dehors de tous frais d'administration et autres? — Oui. — Et ces frais en dehors comprennent-ils des traitements? — Oui. — L'intérêt du capital doit-il être compté en plus? — Certainement. — Le loyer des terrains

en plus? — Certainement. — Les accidents, et toutes les autres éventualités en plus? — Oui. — Et les frais de transport, et l'encre, les plumes, le papier, et tout ce qui est nécessaire pour mener l'affaire? — Oui. — Ainsi ce que vous nous avez donné n'est pas le compte sincère de ce qu'un uniforme coûte à la nation, car si vous avez à payer en plus les frais que je viens d'énumérer, le prix que vous nous avez indiqué n'est pas le prix de revient exact? — En effet, il ne l'est pas. — Votre compte est donc faux? — Il n'est pas complet. »

Voici un autre extrait de la déposition du même personnage. Pour être juste envers mon défunt ami, sir Benjamin Hawes, je dois ajouter qu'il n'a jamais songé à un atelier gouvernemental d'habillements, établi sur un aussi grand pied qu'aujourd'hui. A l'égard de l'atelier d'habillements pour la garde, installé l'année précédente à Vauxhall, il conseillait de ne le développer que petitement de manière à pouvoir seulement fournir un ou deux régiments de ligne. Un des membres de la commission l'interrogea :

« Si je vous comprends bien, vous nous proposez d'étendre l'établissement non pour habiller l'armée toute entière, mais pour faire une partie seulement de l'habillement de certains régiments, afin de pouvoir apprécier les prix de revient de la confection? — Oui, j'espère ne jamais voir créer un grand établissement gouver-

nemental qui habillerait l'armée tout entière. Plus il y a d'établissements destinés à fournir des renseignements et des modèles, mieux cela vaut. Mais j'envisage avec effroi tous les grands établissements gouvernementaux. Il est fort à souhaiter qu'on ne demande à un établissement gouvernemental, que le minimum indispensable pour se procurer les informations voulues, et que l'industrie privée du pays produise le reste. »

Au moment même où se produisait cette déposition, alors qu'il était certain que la Chambre était décidée à refuser sa sanction à l'extension de l'atelier d'habillement, un véritable complot se tramait pour faire fabriquer par le département de la guerre, les habillements de l'armée toute entière, à une faible exception près. On élevait à Pimlico une énorme construction — bâtie, je suppose, sur un terrain très cher, car la somme portée en dépense pour le loyer du terrain est de 2,000 à 3,000 l., par an, — et on y fait maintenant l'habillement de tous les régiments, et on y fabrique tout, à l'exception des tuniques d'une cinquantaine de bataillons, c'est-à-dire à l'exception d'un dixième environ de la fourniture totale des habillements de l'armée : on maintient, j'imagine, cette exception pour permettre au noble marquis d'affirmer à la Chambre que le ministère n'a pas de monopole. Quant aux comptes de cette administration de l'habillement, ils sont des plus trompeurs. C'est ainsi qu'environ

15,000 l. par an pour frais fixes et intérêts du capital n'ont jamais été portés en compte, et qu'il n'y a pas de crédit pour les taxes et les impositions. Quand je songe au gaspillage et aux fraudes auxquels se prête si particulièrement un établissement comme celui-là, les matières employées étant coupées en morceaux, je suis bien forcé de déclarer que c'est bien une des entreprises les moins raisonnables qu'on ait pu faire.

Je le répète, quand il s'agit de ces sortes d'établissements, vous ne trouvez jamais de crédits ouverts pour les impositions, les taxes, l'éclairage ou autres frais analogues. C'est une tromperie. Si c'est le gouvernement qui se charge de ces entreprises d'habillement, il supprime quelqu'autre, qui aurait payé des impositions et des taxes, y compris l'impôt sur le revenu. Supposons un cas extrême, supposons que toutes les manufactures du pays soient dirigées par le gouvernement, et qu'elles soient toutes exemptes d'impôts : où le chancelier de l'Échiquier trouvera-t-il les ressources dont il a besoin pour faire face aux dépenses ?

J'en viens maintenant à l'administration des arsenaux royaux, auxquels les remarques que je viens de faire s'appliquent avec plus de force qu'à n'importe quelle autre administration. Nous avons eu des débats répétés à ce sujet, et des comités et des commissions ont fait sur les arsenaux des rapports à l'infini. Nos débats ont tendu, pendant ces dernières années, à empêcher, si c'est pos-

sible, l'Amirauté de continuer à faire des travaux qui, nous le savions, étaient absolument inutiles, à l'empêcher de construire des bâtiments en bois, quand tout le monde savait qu'il fallait des bâtiments en fer, et de grands trois-ponts, quand toutes les personnes techniques savaient que ce seraient pour les hommes qui les montaient de véritables abattoirs, si on les exposait aux projectiles modernes. Pendant ce temps, quelle était la tendance de l'Amirauté? Les directeurs des arsenaux essayaient d'aller à l'encontre de la volonté du Parlement en faisant voter des crédits pour achats de bois par tous les moyens possibles; ils achetaient même du bois sur des crédits votés pour des bâtiments en fer, afin qu'ayant du bois à leur disposition, ils eussent une excuse pour l'employer à construire des navires de guerre surannés.

J'ai parlé sans ambages du Right hon. député de Droitwich (sir John Pakington) et du noble lord secrétaire de l'Amirauté, et je sais à peine lequel des deux doit être le plus blâmé pour avoir présenté des projets qui, c'eût été leur devoir de s'en rendre compte, ne pouvaient aboutir à autre chose qu'à gaspiller de l'argent en pure perte. Si je m'en prends surtout au noble lord, c'est parce que je sais qu'il était le plus au courant des deux. Mais, après tout, il y a probablement quelque chose à dire aussi de l'autre. Quand on possède de ces énormes établissements qui ne travaillent que pour un

seul client, on est toujours exposé à laisser, aux saisons de transition, un grand nombre d'ouvriers sans ouvrage. Ce spectacle n'est pas sans agir sur des hommes remplis de sentiments d'humanité, ayant entre les mains de quoi faire vivre, s'ils le veulent, ces malheureux; aussi se laissent-ils aller, quoi d'étonnant! sous l'impulsion de leurs sentiments, et à l'encontre de leur raison plus éclairée, à continuer des travaux qu'il faudrait absolument arrêter. Il n'y a aucun doute que nous n'ayons dépensé des millions à construire des bâtiments sans valeur; vous avez cinquante ou cent grands vaisseaux de bois qui n'auraient jamais dû exister et qui ne serviront jamais à rien, mais dont la construction est due en grande partie à ce système où l'on est forcé de donner de l'ouvrage à ses ouvriers. Si au lieu d'être constructeurs de navires, vous aviez été de simples acheteurs peut-on supposer que vous eussiez acquis un seul de ces navires en bois, inutiles et surannés? Je m'adresse à mes honorables collègues de l'autre côté de la Chambre dans l'espoir qu'ils joindront leurs efforts aux miens dans cette occasion. On les dit tout disposés à se montrer généreux pour l'armée et la marine. Mais aucun parti de cette Chambre n'est intéressé à ce qu'on gaspille la fortune publique dans les établissements gouvernementaux. On trouve que je n'aime guère à voter des crédits pour l'armée et la marine; cependant j'ai pour principe

de toujours bien payer les ouvriers, et tout en étant certain qu'on peut en employer un moins grand nombre, je leur donnerais volontiers plus de salaire qu'ils n'en reçoivent aujourd'hui; mais vous ne pouvez pas faire de la générosité au profit des ouvriers tant que vous souffrirez le gaspillage de l'argent dans des conditions si extravagantes, en maintenant ces grands établissements manufacturiers; car tous les frais qu'ils occasionnent figurent sous la rubrique armée et marine, et grossissent aux yeux du pays, le total des sommes dépensées pour ces services.

Je vous le demande, pourquoi ne pas profiter du moment actuel, de la transition qui se fait des navires de bois aux navires de fer, et pourquoi ne pas faire pour les coques des vaisseaux ce que vous faites pour les machines à vapeur marines, pourquoi ne pas les acheter, et ne laisser aux arsenaux du gouvernement qu'une importance strictement suffisante pour faire les réparations? Où serait le danger ou l'inconvénient de ce changement? Croyez-vous que les constructeurs des chantiers privés ne puissent exécuter les travaux aussi bien que l'Amirauté? La capacité des bâtiments qui, à l'heure actuelle, sont construits chaque année sur les chantiers privés, dépasse, je crois, 500.000 tonneaux et, pendant l'année dernière on a construit dans ce pays 15 navires de guerre, d'un tonnage de près de 40.000, pour les gouvernements des pays

suivants : Danemark, Italie, Espagne, Russie, Turquie, Chine, Prusse, Pérou, Portugal, et deux batteries flottantes qu'on croit destinées aux États confédérés. A l'exception d'un petit bâtiment de 500 tonneaux, qui est en bois, tous ces bâtiments, me dit-on, sont en fer. Supposez-vous que les constructeurs privés, qui construisent tant de bâtiments, ne puissent faire les coques de vos navires de guerre? Vous achetez déjà à l'industrie privée la partie la plus importante de vos bateaux à vapeurs, celle qui exige du constructeur le plus d'habileté et la probité la plus indiscutable. Vous prenez toutes vos machines à vapeur dans les établissements privés. Je me rappelle avoir siégé en 1848 dans une commission de la marine, qui s'est réunie juste à temps pour empêcher les arsenaux du gouvernement de se lancer dans la construction des machines à vapeur. La règle fixée alors et toujours appliquée depuis, était que l'Amirauté devait réparer les machines, mais non pas les construire. Cette règle a produit des résultats admirables; les machines sont la seule branche de vos constructions navales dont vous n'entendiez jamais se plaindre. On n'a pas constitué de commission de la Chambre, on n'a pas réclamé de Livres Bleus, pour améliorer la construction des machines à vapeur de la flotte. Les difficultés qui se sont produites dans les arsenaux sont survenues seulement à propos de la cons-

truction des coques de navires. Mais pourquoi le système qui a si bien fonctionné pour les machines ne serait-il pas applicable aussi aux navires ? Vous êtes aujourd'hui à une époque tout indiquée pour accomplir ce changement, juste au moment où les vaisseaux cuirassés entrent en usage. Jusqu'à présent vous ne vous êtes pas outillés pour faire les blindages de vos cuirassés, mais je suis bien sûr, si la Chambre s'y prêtait, que les autorités des arsenaux auraient bien vite dressé des plans pour le laminage du fer dans ces établissements.

Il y a un argument bien vieux qu'on donne en faveur du maintien de ces usines gouvernementales sur une petite échelle, c'est qu'il faut fabriquer un peu soi-même, afin d'avoir un moyen de comparaison et pour contrôler les exigences des entrepreneurs. Cet argument aurait pu jusqu'à un certain point ne pas soulever d'objection autrefois, alors qu'il n'y avait que peu de concurrence; mais nous vivons aujourd'hui à une époque où on peut se passer de cet élément de contrôle; les grands constructeurs de bateaux, les grands fabricants de canons, les maisons de confection en grand ne se contrôlent-ils pas les uns les autres, par l'effet de la concurrence, mieux que vous ne pourriez le faire vous-mêmes ? Si les établissements gouvernementaux tiennent honnêtement leurs comptes, on devra constater que le gouvernement, qui n'apporte pas à la direction d'une

petite entreprise l'économie ordinaire des particuliers, produit à un prix très élevé, et les entrepreneurs voudront être payés à ce prix, puisque, dans votre théorie, ce serait un prix type. Si, d'autre part, les comptes sont tenus comme ceux dont je vous ai parlé, et si on espère que des producteurs privés se présenteront dans ces conditions pour soumissionner, détrompez-vous : tous les fabricants qui se respectent repousseront avec mépris et dégoût les invitations à conclure des marchés et refuseront d'avoir aucun rapport avec de pareilles administrations. Mais d'ailleurs le succès complet de vos machines marines, obtenu sans le concours d'aucun de ces moyens de contrôle qu'on propose aujourd'hui, ne répond-il pas victorieusement à cet argument? Sûrement, le grand gaspillage qui, nous ne le savons que trop, s'est produit depuis si longtemps, est une raison suffisante pour changer. Je causais l'autre jour avec un éminent constructeur de navires, et voici en substance ce qu'il me disait :

« Il a été dépensé, en salaires aux ouvriers des ateliers de la marine, pour la construction, la réparation et l'armement de la flotte, pour les machines à vapeur et pour les navires construits par marchés, ouvrages nouveaux, perfectionnements et réparations dans les chantiers, de 1859 à 1863 inclus (cinq ans) 24.350.000 livres. Eh bien, on a beau additionner la valeur de tous les cuirassés construits et en construction,

compter de grosses sommes pour les constructions bien inutiles de navires en bois, et calculer très libéralement l'armement et les réparations, il reste toujours, sur le total indiqué plus haut, plus de 10 millions de livres, dont aucun constructeur privé ne peut expliquer l'emploi par des motifs raisonnables. »

Je me rappelle que le noble lord secrétaire de l'Amirauté disait, il y a quelque temps, qu'il lui était absolument impossible de retrouver la trace dans les arsenaux de plusieurs millions de livres volées ou dépensées, et je suppose que mon ami le constructeur s'est livré à une recherche parcille et il l'a fait lui aussi en pure perte. On a dit que si nous maintenions la puissance productive de nos établissements gouvernementaux et qu'une guerre éclatât, nous pourrions employer cette puissance à la préparation de nos armements. A ce point de vue, il me semble qu'il y a bien plus à dire en faveur de mon système, qui consiste à donner de l'ouvrage aux établissements privés, qu'en faveur du système actuel. Si nos constructeurs privés travaillaient pour notre gouvernement autant que pour l'étranger, nous aurions une douzaine ou une vingtaine de grandes maisons occupées à construire des navires de guerre, non seulement pour nous, mais encore pour la moitié du monde. De même, si le gouvernement conservait les ateliers de Woolwich uniquement pour les réparations, ou s'il les fermait et commandait à l'industrie privée son artillerie

et ses munitions, vous auriez une demi-douzaine ou une dizaine, selon le cas, de grands établissements produisant ces engins pour notre gouvernement et pour ceux de l'étranger. Dans l'état actuel de la civilisation, état très inférieur, alors qu'aucun pays ne se sent en sécurité, surtout s'il s'agit d'une petite puissance, mais où, heureusement pour l'humanité, se développe la science mécanique, l'avantage est pour ceux qui se tiennent sur la défensive, principalement si l'agresseur est à distance. Je suis porté à croire que les pays étrangers, l'Amérique du sud, par exemple, le Japon, et d'autres, qui chercheront s'armer, pour être prêts à résister aux attaques de leurs ennemis, ne cesseront d'acheter des munitions de guerre en très grande quantité. Et je ne veux pas dire qu'ils auront tort de s'armer ainsi, parce que plus une nation est forte, moins les autres ont la tentation de l'outrager. Quelle serait donc votre position si vous adoptiez mon système, dans le cas où une guerre éclaterait, vous pourriez interdire la sortie des navires et des munitions de guerre, et vous vous trouveriez instantanément en possession exclusive de toutes les ressources de tous les établissements privés qui travaillaient auparavant non pas pour vous seuls, mais en outre pour des puissances étrangères; tandis que, d'autre part, les gouvernements étrangers se trouveraient privés des ressources sur lesquelles ils avaient compté. Je ne vois pas de combi-

raison qui vous permette de vous préparer à la guerre aussi avantageusement et aussi économiquement que celle-là.

Il y a, cependant, une autre raison encore pour que les deux systèmes de la fabrication pour partie par le gouvernement et de l'achat pour partie à l'industrie privée ne s'accordent pas. Ce sont les directeurs de vos usines gouvernementales qui doivent acheter tous les articles dont leurs administrations ont besoin. Le colonel Dickson, directeur de votre fabrique de fusils d'Enfield, ou un de ses subordonnés, fait tous les achats de petites armes; et on s'est beaucoup plaint à Birmingham du peu de loyauté qu'il y avait à faire inspecter par un rival les fusils d'un fournisseur privé. Woolwich a offert un exemple extraordinaire de cet inconvénient, lorsque sir William Armstrong a eu à juger la qualité des produits de ses concurrents. Le directeur d'une administration qui fabrique a toujours intérêt à donner la préférence à ses propres inventions ou productions, et à dénigrer celles de ses rivaux du dehors. Rappelez-vous, par exemple, le cas du navire à tourelles du capitaine Cowper Coles. L'inventeur était étranger à l'administration; et il n'est pas douteux que les agents des arsenaux n'aient fait une résistance, qui pour être invisible n'en a pas moins été efficace, à la rapide exécution de son invention. J'habite non loin de Plymouth, et j'ai vu moi-même comment les choses se sont passées. Il y a près de quatre

ans que le capitaine Coles a proposé son plan au gouvernement. Il y a plus de deux ans qu'on a commencé à raser et à cuirasser le *Royal Sovereign*, afin de le transformer en navire à tourelles. Sur ces entrefaites, M. Reed est arrivé au pouvoir. Je ne veux rien dire de désobligeant pour ce gentleman. Je ne doute pas qu'il n'ait beaucoup de talent. Nous qui nous plaignons quelquefois de la routine, nous n'avons pas le droit de nous plaindre de voir un homme, pris en dehors de l'administration, occuper une fonction importante en raison des talents qu'on lui suppose. Il aurait fallu, cependant, que M. Reed fût plus qu'un homme, qu'il fût un ange, pour ne pas sentir combien son importance et sa valeur à la tête de l'administration des constructions de la marine seraient rehaussées s'il produisait quelque chose qui fût supérieur à l'invention du capitaine Coles, et qui pût être achevé plus tôt. Aussi s'attela-t-il à la construction du *Research*. Je ne suis pas compétent en ces matières; mais j'entends exprimer par tout le monde l'opinion que la batterie carrée fixe de M. Reed n'est rien moins qu'un progrès sur la tourelle tournante du capitaine Coles. C'est un jugement que le monde entier a confirmé, comme le prouvent le parti auquel on s'est arrêté en Amérique et les ordres qu'on a reçus ici de l'étranger. Cependant, que se passait-il chez nous? Le navire de M. Reed, le *Research*, bien que les plans en fussent postérieurs à ceux

du bâtiment du capitaine Cowper Coles, a été lancé et a pris la mer bien avant le *Royal Sovereign*. Je ne veux pas me livrer à des attaques personnelles; je me contente de vous montrer le fonctionnement d'un système. Si, au lieu de construire eux-mêmes, vos arsenaux n'étaient chargés que des achats, M. Reed, ou l'amiral Robinson, le directeur, quel qu'il fût, des arsenaux, serait toujours en quête d'hommes comme le capitaine Cowper Coles ou comme l'honorable député de Birkenhead (M. Laird); il travaillerait avec eux, surveillerait les progrès de l'étranger et ferait son profit de toutes les inventions, de tous les perfectionnements à mesure qu'ils se produiraient, sans que son intérêt personnel d'inventeur fût naître en lui aucun sentiment de rivalité.

Avant de conclure, je veux insister auprès de la Chambre sur l'absolue nécessité d'une réforme complète de l'administration chargée des acquisitions. Ne venez pas nous dire qu'elle procède par adjudication. C'est un vieux mot qu'on employait pour excuser l'ignorance et l'incompétence, lorsque les fonctionnaires faisaient les adjudications en se conformant à des règles routinières, prises peut-être dans un trou de pigeon où elles dormaient depuis cinquante ans et à peine intelligibles pour un industriel d'aujourd'hui. Une maison qui faisait de bonnes affaires avec une clientèle particulière ne voulait pas entendre parler des ap-

pels de l'administration, et les seuls soumissionnaires qui se présentassent étaient des gens n'ayant rien de mieux à faire ou espérant réussir par hasard à gagner quelque chose. On m'a envoyé de Manchester la copie d'un cahier des charges pour une fourniture de toile goudronnée : les détails les plus précis y sont relatés sur un ton de commandement qui, s'il n'était pas ridicule par l'ignorance qu'il dénote, serait réellement injurieux pour tout industriel qui se respecte. Une pareille circulaire, un homme à la tête de grandes affaires n'avait qu'à la jeter au panier. Elle renfermait une clause portant que la toile devait être soumise à l'examen des agents réceptionnaires avant d'être goudronnée ; c'est-à-dire qu'on imposait au soumissionnaire, comme me l'explique mon correspondant, l'obligation d'envoyer toute sa toile avant de la goudronner du Lancashire à Londres, puis de la retransporter chez lui pour la finir. Pourquoi ne pas lui avoir demandé de laisser une bande sans goudron ; on aurait tout aussi bien atteint par ce procédé le but qu'on visait ? Pourquoi ne pas chercher aussi un moyen d'enlever le goudron d'une partie de la toile pour en faire l'examen ? Voilà un exemple de la façon dont le gouvernement entend les adjudications. Je voudrais voir changer tout cela. Mais je ne prétends pas qu'il faille renoncer au concours des hommes de valeur que vous employez actuellement : vous n'aurez pas trop de toutes

les intelligences qu'on trouve dans le service des constructions navales pour organiser votre service des achats. Je ne doute pas que le colonel Boxer, que M. Reed, que les autres directeurs des différentes manufactures ne fassent d'excellents acheteurs. Et s'ils ne s'acquittaient pas bien de leur mandat, je m'adresserais à des hommes compétents, et je leur accorderais des traitements beaucoup plus élevés que ceux des directeurs de vos administrations, car vous ne trouverez pas de personnes dignes de confiance pour aller sur le marché général et y faire les achats comme il faudrait les faire, si vous ne les mettez pas dans une situation où ils soient au-dessus de toute tentation. Je voudrais donc qu'on choisit des hommes de la plus grande capacité; mais j'aurais bien soin de stipuler, et j'insisterais sur ce point que si vous ne pouvez trouver en Angleterre les choses dont vous aurez besoin, ce sera vous qu'il faudra blâmer, et non pas les producteurs anglais. L'Angleterre exporte aujourd'hui pour 150 millions de livres par an. L'étranger ne nous achèterait pas pour un schelling s'il pouvait trouver les mêmes articles ailleurs à meilleur compte et de qualité meilleure, et pourtant nous ne cessons de vendre nos produits en plus grande quantité chaque année. Si on critique devant vous notre façon moderne de faire les affaires, si on dit que tel ou tel produit n'est plus aussi solide et aussi durable qu'il l'était jadis, contentez-vous

de rire de ces critiques superficielles. Nos fabricants donnent aux étrangers précisément ce que ceux-ci leur demandent; et d'ailleurs, même chez nous, maintenant que la mode change plus souvent qu'autrefois, les robes de soie de nos filles n'ont pas besoin de durer aussi longtemps que celles de leurs grand'mères. Je dis donc que si, dans un pays qui produit par an pour 150 millions de livres d'articles d'exportation, le gouvernement ne peut obtenir les 10 ou 15 millions d'articles dont il a besoin, il est certain que cela provient simplement de ce qu'il ne sait pas les acheter. Il faut prendre des hommes qui sachent acheter les choses dont vous avez besoin. Consultez les chefs des grandes maisons de gros, comme Leaf et Morrison, de la Cité, dont les acheteurs achètent pour des millions de livres par an, ils vous diront tout de suite : « Nous pouvons nous contenter d'hommes relativement inférieurs pour vendre nos marchandises, mais pour acheter, nous prenons les meilleurs que nous puissions trouver. »

Je termine par une réflexion sur l'état actuel de nos armements. Quand je songe au système qu'on a suivi pour le canon Armstrong et pour tous nos armements en général, je ne peux m'empêcher d'y voir un grand sujet de honte pour le gouvernement et pour le pays, et il me semble que cela seul devrait nous obliger à prendre une autre méthode. Ce triste état de

choses, en entreprenant ce que vous n'auriez jamais dû tenter, c'est vous qui l'avez amené. Ce pays est gouverné par une classe — je ne donne pas à ce mot une signification haineuse — par une classe certainement très peu nombreuse, dans laquelle se recrute le personnel de nos administrations. Je ne m'en plains pas, puisque nos industriels et nos commerçants ne semblent pas disposés à pousser leurs fils à revendiquer une part des honneurs de la vie officielle ; je vous prie seulement de bien réfléchir à ceci ; c'est que, la négligence et l'incurie dont vous avez fait preuve dans l'administration de votre artillerie et de votre flotte, peuvent avoir les conséquences les plus graves. Je ne sais rien d'aussi propre à faire éclater un jour une révolution démocratique, que de permettre à ce peuple anglais, si fier et si belliqueux de constater, que dans cette question vitale de la défense nationale, ses intérêts ont été sacrifiés grâce à la mauvaise administration et à la négligence de la classe à laquelle il a si libéralement confié le soin des destinées futures du pays. Voilà où vous en êtes arrivés, pour vous être fait producteurs et manufacturiers. Je ne saurais trop vous engager à changer de méthode, à faire uniquement fonds dans l'avenir sur les ressources de l'industrie privée du pays. Quand vous aurez besoin de poudre, de canons, de petites armes, de coques de navires de guerre, faites savoir que vous comptez uniquement

sur les entreprises privées du pays, et elles répondront à votre appel. En tous cas, vous échapperez par ce moyen à la responsabilité d'entreprises pour lesquelles vous n'êtes pas compétents, et vous aurez le droit de dire au peuple anglais : Nos destinées, celles du gouvernement et celles de la nation, sont indissolublement unies, et nous nous élèverons ou nous tomberons, nous prospérerons ou nous périrons ensemble, selon le degré d'énergie, l'esprit d'entreprise et l'habileté que déploiera le grand corps de nos manufacturiers et de nos industriels.

---

## COBDEN

### DEVANT SES ÉLECTEURS

---

RÉUNION ÉLECTORALE DE ROCHDALE.

23 novembre 1864.

C'est le dernier discours de Cobden, qui était déjà malade quand il l'a prononcé. L'auditoire était très nombreux et, pour se faire entendre, l'orateur fit des efforts qui l'affaiblirent encore.

Il eut de la peine à revenir chez lui à Midhurst et à partir de ce moment il déclina rapidement. Il tenta en mars en 1865 un dernier effort pour aller au Parlement où il désirait vivement parler sur les fortifications du Canada; mais, en arrivant à Londres, il fut forcé de prendre le lit et mourut le 2 avril 1865.

Avant de commencer les quelques observations que je veux vous vous présenter, permettez-moi de joindre l'expression de ma profonde sympathie aux compliments de condoléance que vous avez adressés à mon honorable ami, votre voisin absent et plongé dans le deuil (M. Bright). Le sentiment que des milliers de personnes ont

montré ici ce soir, des millions d'autres le ressentiront dans toutes les parties du monde. Puisse-t-il trouver une consolation à sa douleur dans la conscience du profond sentiment de sympathie et de tristesse que fait naître la nouvelle du deuil qui l'accable!

Je ne puis non plus laisser passer cette occasion sans vous faire remarquer une place vide ce soir sur notre estrade. Je n'ai jamais assisté à Rochdale à un meeting qui ne fût animé par la présence de notre ami défunt. Vous savez à qui je fais allusion, — c'est à M. l'alderman Livsey. Sa mort a fait perdre à la plus grande partie des habitants de Rochdale un aimable voisin et, dans bien des cas, un protecteur et un aide puissant. Et, j'en suis bien sûr, toutes les classes et tous les partis s'uniront pour inscrire cette épitaphe sur son monument : « Ci-git un homme politique honnête et ferme, un ami sincère et vrai. »

Et maintenant, Messieurs, quand je vois devant moi cette vaste assemblée, — et c'est certainement l'un des plus vastes meetings réuni dans une même enceinte auquel j'aie jamais eu l'honneur d'assister — je ne regrette qu'une chose, c'est d'être incapable, je le crains, de faire entendre à l'assistance tout entière ce que je voudrais lui dire. Mais si les personnes assises aux derniers rangs veulent bien prendre quelque patience, et pratiquer quelque peu ce principe de non intervention dans les af-

faïres de leurs voisins que notre ami M. Ashworth vient de défendre si éloquemment — j'entends, s'ils veulent bien ne pas intervenir de leurs coudes et de leurs pieds — j'essaierai en prenant le moins possible de votre temps de me faire entendre de tous les assistants.

Ce n'est guère mon habitude, quand je me présente devant vous conformément à cette coutume, si bonne pour un représentant, de venir visiter ses constituants au moins une fois par an, de faire une revue de tout ce qui s'est passé dans la précédente session du Parlement. Généralement, je tiens pour acquis que vous avez observé ce qui s'était passé, et que vous n'attendez de moi aucune critique rétrospective. Mais, pour la dernière session, je suis enclin à faire une exception à ma règle, et je vous soumettrai quelques remarques sur ce qui s'y est produit afin d'exposer et d'éclaircir la question à laquelle M. Ashworth a fait allusion — j'entends la question de la non-intervention — et je veux vous montrer comment, à mon sens, les événements de la dernière session du Parlement ont nécessairement conduit à un renversement complet de notre politique étrangère, et sont faits pour creuser par cette révolution, un abîme infranchissable entre les vieilles traditions du Foreign-Office et celles que j'espère voir adopter à l'avenir comme la règle de la politique étrangère de notre pays.

Depuis trente ans que j'ai pour la première

fois donné jour, par la parole ou par la plume, à mes sentiments publics, j'ai toujours attaché la dernière importance au principe de non-intervention dans les affaires des étrangers. Je l'ai regardé comme un article fondamental du credo politique de ce pays, si nous voulions soit nous procurer un bon gouvernement à l'intérieur, soit nous garantir contre des embarras et des complications sans fin à l'extérieur. Vous vous le rappelez peut-être, la dernière fois que j'ai eu l'honneur de m'adresser à vous, ici même, je déplorais l'incessante violation de ce principe ; je comparais l'état d'un pays continuellement occupé à surveiller les affaires des nations étrangères à la situation de Rochdale, si votre conseil municipal prétendait diriger les affaires de Leeds ou de Blackburn au lieu de s'occuper de vos propres affaires.

Donc, nous nous sommes réunis à la dernière session du Parlement, et le discours du Trône nous a fait connaître les négociations pendantes au sujet du Slesvig-Holstein. Depuis l'ouverture des débats sur le discours du Trône, et pendant toute la session du Parlement, jusqu'à la fin de juin, où, en fait, la session a été close, je puis dire que, sans aucune exception, toute l'activité de la Chambre au moins en ce qui regarde l'action des deux grands partis qui luttent pour le pouvoir et le premier rang dans la Chambre, — toute l'attention de la Chambre a été absorbée par la question de Slesvig-Holstein. De l'histoire de

cette question, la plus compliquée de toutes les questions de politique étrangère, je ne retiens qu'une chose, qui est celle-ci : en 1852, par suite de la fâcheuse activité de notre ministère des affaires étrangères, sept diplomates se sont attablés à Londres autour d'un tapis vert pour régler les destinées d'un million d'habitants des deux provinces du Slesvig et du Holstein, sans prêter la plus légère attention aux désirs, aux vœux, aux tendances ni aux intérêts de ces habitants. Le préambule du traité qui a été convenu dans la conférence à cette époque portait que l'objet recherché par les sept diplomates était de maintenir l'intégrité de la monarchie danoise, et de conserver la balance des pouvoirs en Europe. Des rois, des empereurs, des princes étaient représentés à cette réunion, mais le peuple intéressé, au mépris de tous ses droits, n'avait pas voix au chapitre. On conclut le traité, dont le but était de resserrer les liens entre les deux provinces en question et le Danemark. La grande majorité des habitants des deux provinces — environ un million en tout — penchait absolument du côté de l'Allemagne. Depuis ce moment jusqu'à aujourd'hui, l'exécution du traité a fait naître des agitations et des discordes incessantes; deux guerres en sont sorties, et, en fin de compte, le traité a été déchiré par les deux gouvernements qui étaient parties principales au traité.

Voilà l'histoire (je ne veux pas y entrer plus

avant), ou plutôt le résumé de tout ce qui s'est passé.

Pendant toute la dernière session, le temps de la Chambre des communes a été absorbé, comme je vous l'ai dit, par cette affaire. Si vous ouvrez les volumes de *Hansard* qui donnent le compte rendu des séances du dernier Parlement, et si vous vous reportez, dans l'Index, à la rubrique Slesvig-Holstein ou à la rubrique Danemark ou Allemagne, vous y verrez, à toutes les pages, des questions comme celles-ci posées au gouvernement : « Quand les Livres bleus seront-ils déposés sur le bureau? — Quand la conférence se réunira-t-elle? — Quand les protocoles seront-ils soumis au Parlement? » C'est ainsi que les deux grands partis ont occupé toute la durée de la dernière session; car, quand ils ne discutaient pas cette affaire, ils profitaient de ce que les documents faisaient défaut, de ce qu'ils ne possédaient pas les décisions de cette conférence ou les protocoles, pour ne rien faire du tout. Eh bien, nous avons donc eu de grands débats à la Chambre, et vous pourrez constater par *Hansard* que plusieurs des membres les plus éminents de la Chambre des communes — de ceux, j'entends, qui livrent les grandes batailles de partis dans la Chambre — ont à peine parlé si ce n'est dans l'affaire du Sleswig-Holstein. Et la Chambre des lords était plus entraînée encore. J'ai remarqué que, dans toutes les occasions où il s'agit d'une question étrangère

passionnante, dans toutes les occasions qui peuvent donner un semblant d'excuse à une expédition militaire ou maritime et à des dépenses publiques, la Chambre des lords est plus passionnée que la Chambre des communes elle-même; mais vous ne verrez jamais les lords perdre leur calme et leur possession d'eux-mêmes dans une question de politique intérieure.

Eh bien, il y avait un noble pair, qui a pris à plusieurs reprises la parole sur cette question, et qui me paraît particulièrement taillé pour prouver qu'on peut avoir un grand talent oratoire tout en étant absolument privé de bon sens ou de jugement. Ce noble lord, dans un discours qu'il a fait sur cette affaire pendant la première partie de la session, s'en est pris à la Reine; il a accusé Sa Majesté d'avoir influencé ses ministres en faveur de l'Allemagne. Mais notre pays n'est pas une République. La Reine, tant qu'elle garde un premier ministre, dont le choix lui est, d'ailleurs, dicté par la Chambre des communes, n'a pas de pouvoir politique et, par conséquent, ne peut avoir de responsabilité politique. Que notre souveraine actuelle garde son premier ministre pour cette raison, et non pour une autre, nous avons, ce me semble, d'assez bonnes raisons d'en être convaincus. Mais que dire de cette chevaleresque assemblée qui a laissé attaquer une personne absente, la seule personne en ce pays qui soit sans défense, et une femme!

Car, à l'exception de lord Russell, qui a parlé plutôt pour sa propre défense que pour celle de la couronne, personne ne s'est levé pour blâmer ce noble lord — l'homme qui attaquait sa souveraine. Plus tard au cours de la session, nous avons encore entendu parler ce noble lord, qui revendique la gloire de nous avoir engagés dans la guerre de Crimée et qui a été le plus chaud défenseur de nos fortifications et de toutes les horreurs des temps modernes. Il avait commencé la session en attaquant sa souveraine; la logique voulait qu'il la terminât en flétrissant le peuple. Voici ce qu'il disait en juillet : « J'ai fait appel aux plus grands et aux plus nobles sentiments du Parlement et de la nation, persuadé que j'étais qu'une conduite dictée par la générosité était aussi commandée par la politique. D'autres, avec plus de succès, ont fait appel à des sentiments plus vulgaires, à l'amour du bien-être, à l'amour du repos, à l'amour de la tranquillité, mais surtout à l'amour de l'argent qui est devenu la grosse passion du peuple de ce pays. » Eh bien, si j'avais à citer un témoin pour prouver que le peuple est, dans les questions d'argent, d'une générosité si chevaleresque, je dirais presque d'une générosité si insensée, qu'il est capable de donner une pension annuelle à un homme qui certainement, au point de vue moral, n'y a aucun droit, qui dans tout autre pays n'y aurait aucun droit légal, une pension qui durera toute sa vie et qui se

monte à 7,700 livres par an, — la personne que je citerais serait précisément ce pair-là, le comte d'Ellenborough.

Le point sur lequel je veux appeler l'attention de cette assemblée et de ceux qui liront ce que nous disons ici, c'est ce qui a suivi la clôture de ces débats. Les journaux qui prenaient les intérêts du gouvernement ont exécuté des variations en faveur de la guerre jusqu'au dernier moment dans de grands articles de tête. Quelques-uns annonçaient le numéro même des régiments, les noms des colonels, les noms des navires et des commandants qu'on allait envoyer combattre pour le Danemark. A la Chambre des communes, l'opinion générale était qu'une grande lutte était engagée au sein du cabinet pour savoir si nous devions déclarer ou non la guerre à l'Allemagne. A la fin de juin, le premier ministre annonça qu'il allait produire les protocoles et faire connaître la décision du gouvernement. Il déclara cette intention une semaine à l'avance, et ce dont je fus témoin alors, m'a convaincu que nous avions accompli une révolution dans notre politique extérieure. Les racoleurs — vous savez ce que je veux dire — ceux qui dans chacun des deux partis de la Chambre se chargent de masser leurs alliés politiques et d'en rassembler les votes, — les racoleurs passèrent toute la semaine à sonder les membres de la Chambre des communes. Et alors éclata dans le pays une telle

manifestation d'opinion contre la guerre que, chaque jour, pendant cette semaine fertile en événements, les députés des plus grandes circonscriptions venaient, les uns après les autres, trouver ceux qui faisaient de la propagande pour le gouvernement dans le Parlement, et leur déclaraient nettement qu'ils ne laisseraient pas la guerre éclater pour une question comme celle du Slesvig et du Holstein. Puis de chacun des grands centres, de chacun des milieux manufacturiers et industriels, arriva une protestation unanime contre une guerre faite pour le Slesvig-Holstein. Les conversations et les bavardages qu'on entendait dans les annexes de la Chambre des communes — la bibliothèque, la buvette, le fumoir et le reste, — étaient des plus intéressants, des plus saisissants. « Comment, demandait-on au représentant d'une grande circonscription, comment se fait-il que les journaux de province soient pour la guerre? » — Les journaux de province sont pour la guerre parce que les journaux de Londres qui sont du parti du gouvernement ont déclaré dans leurs articles de tête qu'il fallait la guerre. Mais ils n'expriment que leur propre opinion, et non l'opinion qu'on entend à la Bourse. A la fin de la semaine qui précéda le discours du premier ministre, quand il déposa sur le bureau de la Chambre les protocoles de la convention et qu'il fit connaître la politique que le gouvernement était décidé

à suivre, il se produisit un tel mouvement, une telle manifestation d'opinion, que je fus convaincu qu'aucun gouvernement, quoi que pût dire la presse, quelle que fût l'opinion du cabinet à cette époque, ne pourrait nous mener à la guerre pendant tout le temps que durerait la session parlementaire. Et lorsque le débat attendu a eu lieu, et que j'ai eu pris la parole, j'ai défié la Chambre de me contredire quand j'ai affirmé qu'on ne trouverait pas dans la Chambre cinq membres disposés à voter la guerre à propos de l'affaire du Slesvig ou d'aucune autre se rattachant à celle-là. Et personne ne m'a contredit.

Quant à Londres, quant à l'opinion en dehors du Parlement, le sentiment dominant était celui d'une extrême anxiété. Je n'ai jamais vu la Chambre des communes, pas même du temps des Lois-céréales, aussi huée et malmenée par la canaille de la classe moyenne, comme disait un député, qu'elle ne le fut le soir où lord Palmerston a fait connaître la résolution définitive du gouvernement. Évidemment les classes moyennes de Londres pensaient que la question de la paix ou de la guerre était encore en balance, et elles paraissaient craindre que le gouvernement ne penchât plutôt pour la guerre que pour la paix.

Et bien, ceci met le Parlement et le gouvernement, — et, jusqu'à un certain point, la nation qu'ils représentent — dans une situa-

tion assez peu honorable. Et la solution naturelle, d'un incident comme celui-là, étant donnée la forme constitutionnelle de notre gouvernement, est d'offrir à la nation quelque victime expiatoire, à qui faire payer une pareille balourdise nationale. L'Opposition, à la Chambre des communes, est le mécanisme par lequel s'accomplit cette opération constitutionnellement nécessaire. Autrefois, vous le savez, un ministre qui aurait mis le pays dans l'embarras aurait eu la tête tranchée. Aujourd'hui on le décapite d'une autre façon : on le fait passer de Downing Street dans l'ombre froide de l'Opposition, à la gauche du président. Mais, dans la circonstance qui nous occupe, l'Opposition a présenté une motion de condamnation du gouvernement, motion que l'Opposition n'avait aucun droit de présenter, car l'attitude du Parlement pendant la session montre bien que si le pays avait été trompé, l'Opposition était plus à blâmer que le gouvernement lui-même. L'Opposition ne cessait d'exciter le gouvernement à faire quelque chose, ou de le rendre responsable de ce qu'il ne faisait rien ; elle lui posait de graves questions ; et pendant tout ce temps, elle gardait si bien son sérieux, que nous n'avions pas l'idée de croire que ce fût une plaisanterie. Il ne lui convenait donc guère, à cette opposition qui avait pris part au gaspillage de la session, en rendant le gouvernement responsable de tout ce qui se faisait à propos du Slesvig-Holstein, il ne lui convenait

guère de prendre l'attitude qu'elle a prise, car elle ne pouvait, si elle était logique ou conséquente avec elle-même, proposer de condamner le gouvernement pour ce qu'il avait fait. M. Kinglake, qui n'avait jamais été favorable à l'attitude prise dans la question du Slesvig-Holstein, a modifié une clause ou un passage de la résolution, qui n'absolvait ni ne condamnait le gouvernement, mais qui exprimait simplement la satisfaction qu'on eût échappé à la guerre, et la question en resta là.

Eh bien, laissez-moi dire aux bons et solides manufacturiers et commerçants de ce pays qu'on ne les a pas mis dans une position bien honorable. On a laissé le gouvernement s'avancer et les engager eux-mêmes, autant qu'un gouvernement peut le faire, en appuyant une petite puissance et en encourageant cette petite puissance à en combattre une grande. C'est comme si quelqu'un prenait un petit garçon, l'excitait à concourir dans une partie de boxe, traçait la ligne où il doit mettre le bout du pied, lui recommandait de bien conserver sa position sur cette ligne, lui montrait comment se tenir, lui prodiguait les conseils, et puis, juste au moment où le lutteur allait se mettre en position, s'éclipsait et le laissait là.

Eh bien, voilà quelle situation nous fait, en tant que nation, la politique suivie pendant la dernière session à propos du Slesvig-Holstein. On nous a caricaturés dans tous les pays d'Eu-

rope. J'ai vu moi-même, immédiatement après la fin de la session, des caricatures françaises et allemandes. Une caricature française représentait l'Angleterre coiffée d'un bonnet de coton; et une caricature allemande montrait le lion britannique fuyant à toutes jambes, poursuivi par un lièvre. Ce n'est pas là quelque chose de bien satisfaisant, car je prétends que, jusqu'à un certain point, nous l'avons bien mérité; oui, nous l'avons mérité, à moins de prouver que nous ne nous sommes pas sauvés uniquement parce que nous ne voulions pas combattre, et à moins de déclarer que nous avons l'intention d'adopter un principe de politique étrangère nouveau, à moins enfin d'affirmer que les autres nations n'ont aucune raison de craindre que nous fassions la guerre, excepté dans notre propre intérêt.

Les intérêts manufacturiers et commerciaux de notre pays étaient dans un état de prospérité presque sans égal. On avait pris des engagements considérables, et on comptait sur la paix pour pouvoir les exécuter et les remplir; capitalistes et ouvriers sentaient que la guerre éclatant à ce moment aurait entraîné des calamités effrayantes, de ces calamités qu'une nation n'a jamais le droit d'attirer sur elle, si ce n'est pour la défense de ses intérêts vitaux et de son honneur. Mais tout cela, on aurait dû s'en rendre compte à l'avance et le prévoir; je ne parle pas de vos gouvernants, qui vivent sur

des traditions de cinquante ans, mais du moins de l'esprit public si aiguisé de votre peuple. Vous ne pouvez empêcher que l'honneur ou le déshonneur de votre gouvernement ne rejaillisse sur vous-mêmes; vous êtes solidaires de la politique des cabinets et des législateurs auxquels vous permettez d'agir pour vous et en votre nom.

Je veux vous dire ce qui me paraît devoir résulter du débat de toute une semaine sur la question du Slesvig-Holstein. Les deux partis de la Chambre ont senti qu'ils allaient faire un *fiasco* si ridicule, qu'ils s'étaient mis dans une posture si honteuse, que, représentants de cette grande nation, ils vous avaient si malheureusement compromis, que tous ont fait vœu de non-intervention. Vous savez ce que produit le mal de tête après une nuit de débauche : on jure alors de ne plus boire que de l'eau pour le reste de sa vie, mais on ne tient pas sa parole. Eh bien, le but que je poursuis, c'est d'empêcher le retour à cette triste politique qui vous a fait perdre le bénéfice de la dernière session du Parlement, et qui a fini par vous rendre ridicules, en tant que nation et dans la mesure où un gouvernement peut rendre son pays ridicule.

Nous avions, je le croyais, fait quelques progrès, grâce au sentiment général qui s'était fait jour dans la Chambre des communes à la suite des déclarations des hommes considérables de tous les partis. Mais qu'ai-je entendu dire? Et que vois-je? Je lis le compte rendu d'un discours

adressé par un honorable et savant gentleman à une circonscription dont il brigue les voix et l'appui pour la prochaine élection, — une circonscription manufacturière que je ne nommerai pas, dont je ne me contenterai de dire qu'elle est sur les bords de la Roche. J'ai lu le discours que cet honorable et savant gentleman adresse à cette circonscription manufacturière, qui l'a accueilli avec d'immenses applaudissements. Ce gentleman expose un long programme de politique étrangère, qui, si notre pays manufacturier devait l'adopter et l'appliquer, nous conduirait, je crois, à la guerre pour tout le reste de notre vie; au lieu de dépenser — comme nous le faisons aujourd'hui malheureusement — 25 millions sterling pour nos services publics, nous devrions nous mettre à en dépenser au moins 50. Voici, entre autres choses, ce que proposait cet honorable et savant gentleman : maintenir nos armements sur un pied suffisant pour empêcher la France d'engloutir l'Allemagne.

Tout ce que je puis dire, pour ma part, c'est que si les Français accomplissaient un tel exploit, ils souffriraient d'une indigestion si terrible, avec quarante millions de lourds Teutons sur l'estomac, qu'ils feraient, dans la suite, bien plutôt pitié que peur. Sérieusement, quand des hommes qui se piquent d'être des hommes d'État en viennent à parler exactement comme s'ils avaient copié des passages du *Baron de Mun* —

*chausen* ou des *Voyages de Gulliver*, comment peut-on dire que nous ayons fait de grands progrès? Si des idées du genre de celles que je vous ai citées peuvent être applaudies dans une circonscription manufacturière des bords de la Roche, à quoi ne devons-nous pas nous attendre dans les districts agricoles des environs de Midhurst?

Mon ami le Right hon. M. Bouverie a récemment pris la parole à Kilmarnock, et, si je ne me trompe, il avait avec lui sur l'estrade un certain nombre de baillis, gens qui sont en général doués d'un esprit assez vif. Dans une partie de son discours, il s'est efforcé de prouver qu'en dépit de ce qu'on avait fait dans la dernière session du Parlement, la conduite que nous avions à tenir dans ces questions de politique étrangère et de non-intervention était exactement celle qui nous a si bien réussi dans la question des céréales, — que nous devions recommencer et recommencer, répéter et répéter nos discours, tant que nous n'aurions pas obtenu ce que nous voulons. C'est la méthode dont O'Connell me parlait souvent : « Je ne cesse, me disait-il, de répéter les mêmes arguments jusqu'à ce que d'autres me renvoient mes propres paroles aux oreilles comme un écho. » Mon ami M. Bouverie préconise une politique étrangère fondée sur la bienveillance et les sentiments d'humanité : selon lui, nous devrions appliquer les principes du bien, du vrai et du

juste, au monde entier. Eh bien, mon opinion, à moi, c'est que nous, corps constitué, nous, communauté politique, nous pouvons arriver à nous conduire les uns vis-à-vis des autres selon ces principes du bien, du juste et du vrai, si nous pouvons pratiquer ces maximes dans notre propre pays, c'est bien tout ce qu'il nous est possible de faire. Je ne crois pas que je puisse avoir la responsabilité du bien, de la vérité et de la justice dans le monde entier. Je crois, si nous avions cette responsabilité, que la Providence nous aurait investis pour y faire face d'un pouvoir plus grand que celui qu'elle nous a donné. Je ne pense pas que nous puissions y arriver. Mais mon ami M. Bouverie parle comme si notre pays avait jamais eu l'habitude de pratiquer une politique de sentiment ; et il nous a ramenés, tout d'abord, au règne de la reine Elisabeth. A l'entendre, c'était une souveraine qui faisait ce qui était bon, vrai et juste, et favorable aux intérêts du protestantisme, sur toute la surface du continent européen. Eh bien, je ne crois pas qu'il eût pu choisir un exemple plus malheureux. Car si jamais il y eut une tête dure et toute autre chose que douce, c'était la sienne ; s'il y eut jamais une place où fit défaut ce sentiment romanesque qui consiste à aller au dehors répandre sur les autres le bien et la justice, c'était bien, je crois, dans le cœur de Tudor de notre « bonne reine Bess », comme nous l'appelons. Quand je lis l'*Histoire de la gran-*

*deur de la République hollandaise* de Môtley, — un livre admirable que tout le monde devrait lire, — quand je lis l'histoire de la Hollande et quand je vois comment ce peuple batailleur, dont tout le pays était désolé par les troupes espagnoles et les villes éclairées chaque jour des feux de la persécution, — quand je lis le récit de ce qui s'est passé dans la réception des envoyés hollandais venus pour implorer l'aide de la reine Élisabeth, quand je la vois leur extorquer de l'argent tandis qu'ils demandaient son aide pour leur religion, je déclare que, malgré tous mes principes de non-intervention, je suis presque honteux de la vieille reine Bess. Et puis il y avait Burleigh, Walsingham, qui étaient, s'il se peut, plus durs et plus intraitables encore que leur maîtresse. Eh bien, ils pratiquaient dans leur égoïsme sans fard une politique nationale anglaise ; ils ne concevaient pas qu'il pût exister d'autre politique qu'une politique nationale anglaise, et ils la pratiquaient avec une dose d'égoïsme qui allait jusqu'à l'avarice la plus éhontée.

M. Bouverie cite ensuite Chatham. Croyez-vous que ce fût pour protéger et surveiller les affaires des autres que Chatham courait le monde ? Il a fait le commis voyageur pour nos marchands bien plus que n'importe quel autre de nos ministres. Entrez seulement au Guildhall à Londres, et lisez l'inscription du monument érigé par la cité de Londres à lord Chatham.

« Ce monument a été élevé, y est-il dit, en reconnaissance — je vous cite les propres termes — des avantages procurés à la cité de Londres, qui a profité dans une si large mesure de la prospérité publique; » puis l'inscription rappelle par quels moyens ce grand homme a amené une telle prospérité, et dit — je reprends le texte exact : — « Par des conquêtes faites par les armes et les largesses dans toutes les parties du monde, et en unissant pour la première fois la guerre au commerce pour le rendre florissant. » Eh bien, ils vivaient sous l'empire d'autres idées que les nôtres. A cette époque, lord Chatham se figurait qu'en faisant la guerre à la France et en s'emparant du Canada, il procurait une clientèle aux marchands et aux manufacturiers anglais; il déclarait publiquement qu'il faisait ces conquêtes exprès pour donner le monopole de ces marchés conquis aux Anglais de la métropole; et il ajoutait qu'il ne permettrait pas aux habitants des colonies de se faire pour eux-mêmes fût-ce *un fer à cheval*.

Eh bien, c'étaient les vieilles idées, c'était le temps où on croyait que le seul moyen d'avoir un commerce prospère consistait dans l'établissement d'un monopole, et que le sang et la violence seraient une source de bénéfices. Aujourd'hui nous pensons autrement. Nous savons que ces procédés ne sont plus nécessaires, et qu'ils ne sont plus possibles. Et maintenant, si je prends pour exemple le célèbre fils de

Chatham, le second Pitt, je vois, quand il s'est engagé dans les guerres, qu'il s'est mis immédiatement à conquérir des colonies. Dès le début de la guerre avec la France, en 1793, et pendant les trois ou quatre années qui ont suivi, il n'employa guère notre flotte qu'à saisir des colonies, les îles des Indes Occidentales, etc., qu'elles appartenissent à la France, à la Hollande, au Danemark ou à d'autres pays, et il croyait par ce moyen pouvoir rendre la guerre profitable. Nous savons aujourd'hui que cela n'est plus possible. Nous le savons, et je rends grâce à Dieu de vivre dans un temps où il est impossible à des Anglais de jamais rendre une guerre profitable. Eh bien, ce que nous entendons par la grande politique c'est ceci : bien comprendre, en y employant le meilleur de nos lumières et de nos connaissances, quels sont les intérêts de notre époque, et ne plus nous laisser guider par des règles et des maximes qui appartiennent à un état de choses disparu. Car jamais homme d'État ne fut grand qu'autant qu'il a pratiqué la politique qui convenait au temps où il a vécu, et qu'il y a appliqué les plus puissantes lumières de son époque. Il n'y a pas d'autre moyen pour un homme d'État de se distinguer, et je n'hésite pas à dire que tout homme d'État moderne qui croirait arriver à la renommée ou aux honneurs par la pratique d'un système de politique étrangère vieux de vingt ou trente ans, se tromperait misérablement; deux ans après

sa mort, on l'aurait déjà oublié ou on ne se souviendrait de lui que comme d'un exemple à éviter.

J'arrive maintenant à une question très délicate. Il ne suffit pas que notre gouvernement n'intervienne pas dans les questions étrangères; il ne suffit pas que notre gouvernement ne fasse pas de discours et de remontrances aux puissances étrangères sur la politique qu'elles doivent suivre. Il faut plus encore. Les Anglais doivent apprendre par leurs orateurs publics et par la presse à apporter dans l'étude des questions étrangères un esprit tout différent de celui qu'ils ont montré jusqu'ici. Et ils le doivent autant par égard pour les nations étrangères que par respect pour eux-mêmes. Vous trompez les pays étrangers en manifestant des opinions qui ne doivent pas être suivies d'actes. Au lieu de rendre service à un pays, à un peuple étrangers, vous leur portez souvent préjudice avec les meilleures intentions du monde.

De tous les hommes publics qui aient joué un grand rôle dans la politique, il n'en est probablement pas un seul qui ait évité, avec autant de soin que mon ami M. Bright et que moi-même, les démonstrations publiques en faveur d'une nationalité ou d'un peuple étranger. Rien ne nous aurait été plus facile d'obtenir de temps à autre des applaudissements et de nous faire une immense popularité en allant à Guildhall ou ailleurs prendre part à un meeting pour y

faire un discours enflammé et déclamatoire sur les Polonais ou les Hongrois, ou quelque autre peuple vivant à un millier de milles d'ici. Mais j'ai toujours eu le pressentiment qu'en agissant ainsi nous ferions probablement beaucoup plus de mal que de bien à ceux pour lesquels nous éprouvions la plus sincère sympathie. Personne ne supposera, j'espère, que mon ami M. Bright, et moi-même, et les disciples de l'école Libre-échangiste qui ont associé leurs efforts aux nôtres, nous ayons moins de sympathie pour d'autres peuples éloignés que les personnes qui s'empressent soit de faire des discours dans les réunions publiques, soit d'écrire dans les journaux en faveur de quelque nationalité étrangère. Je maintiens qu'un homme consciencieux remplit parfaitement son devoir en luttant pour étendre la sphère de la liberté à l'intérieur, liberté commerciale, littéraire, politique, religieuse, liberté de toute nature; car s'il travaille pour la liberté à l'intérieur, il travaille pour le développement de la liberté dans le monde entier. Voyez tout le mal qui s'est fait. Je n'hésite pas à tenir le langage que je tiens; je m'appuie sur l'autorité de personnes qui ont été mêlées de près aux événements dont il s'agit et qui ont été victimes elles-mêmes de l'attitude prise à Paris et à Londres l'an dernier dans la question de la Pologne, attitude qui a voué à une mort prématurée des milliers de jeunes et vaillants Polonais, et en a fait envoyer des milliers d'au-

tres en exil en Sibérie. Ce sont les manifestations et les excitations de Paris et de Londres qui ont rendu inévitable l'échec de cette malheureuse insurrection polonaise de l'an dernier, — si toutefois on peut lui donner le nom d'insurrection. Elle n'a pas eu la moindre chance de succès dès le début. Je n'aime pas à parler irrespectueusement d'aucun mouvement de ce genre — il y a toujours, Dieu le sait, assez de gens prêts à jeter la pierre à ceux qui n'ont pas réussi, — mais l'insurrection polonaise n'a jamais eu la moindre possibilité de réussir. La masse du peuple ne lui a jamais été favorable; les insurgés n'étaient qu'un petit nombre d'enthousiastes généreux, et toujours des jeunes gens. Sur une population qu'on affirmait être de plusieurs millions, et qu'on disait intéressée à cette révolte, vous n'avez jamais vu, même d'après les rapports les plus favorables, plus de 2000 ou 3000 personnes à la fois engagées dans quelque guerre de guerilla.

Aujourd'hui, cependant, j'entends dire par les personnes les plus autorisées que les nobles et les propriétaires polonais, auxquels sont dus tous les efforts en faveur de l'indépendance nationale, ont été ruinés, sinon exterminés, par l'avortement de cette dernière tentative; et ces nobles eux-mêmes — il y en a ici ou en France un grand nombre, et des plus intelligents — vous affirment qu'il est inutile de compter sur un nouvel effort du même genre; que Dieu, à

une époque qu'il choisira, pourra peut-être faire naître une classe de paysans propriétaires, — les serfs sont aujourd'hui paysans propriétaires, — et que dans un temps à venir, soit sous l'impulsion de la religion, soit par patriotisme, cette classe nouvelle, plus nombreuse que la noblesse, pourra se remettre en campagne; mais que la classe qui s'est toujours mise en avant jusqu'ici est complètement hors de combat. Un meeting a été tenu au Guildhall de Londres en faveur de cette insurrection. Des membres du Parlement, de nobles lords étaient présents; et le lord maire présidait. Je sais, moi qui ai voyagé précisément dans ces pays, je sais quelle grande idée, quelle idée exagérée on s'y fait d'un meeting qui se tient au Guildhall de Londres, auquel assistent le lord maire, des membres du Parlement et des lords. Vous pouvez bien prétendre qu'un semblable meeting public signifiait seulement appui moral et force morale; mais vous ne pourrez jamais persuader à un malheureux peuple étranger qu'un meeting de cette importance ne puisse avoir d'autres conséquences et ne signifie pas que l'Angleterre est prête à donner une assistance matérielle à la révolution dont il s'agit. De même pour le Slesvig-Holstein. Personne au monde ne doute que l'Angleterre et son gouvernement n'aient encouragé ce petit pays de Danemark à une résistance sans issue, en faisant naître en lui, dès le début, le vain espoir que nous irions à son secours.

Mais ce n'est pas le seul mal dont nous soyons coupables. Dès qu'une tierce nation se met en avant, elle excite des ressentiments bien plus violents chez le gouvernement occupé à réduire l'insurrection, et l'oblige à de bien plus sérieux efforts. Je n'hésite pas à le dire, les manifestations de l'Angleterre et de la France en faveur de la Pologne ont fait plus que tout le reste pour consolider et pour unifier la puissance de l'empire russe précisément au moment où cet empire courait le risque d'être précipité dans la discorde et la confusion par l'émancipation des serfs. Aussitôt après avoir reçu les premières dépêches que la France et l'Angleterre lui eurent adressées, le gouvernement russe fit appel à son peuple, non pas en vue des Polonais, contre lesquels le ressentiment n'était pas grand, mais pour résister à la prétention émise par les puissances occidentales de dicter une ligne de conduite à la Russie; et cette politique a fourni à la Russie une occasion non seulement de faire appel aux efforts patriotiques de son peuple, mais encore de se lancer dans des dépenses de préparation de guerre contre la Pologne, dépenses auxquelles elle ne se serait jamais résignée, si elle n'avait pas cru à la possibilité d'une intervention armée de la France et de l'Angleterre. On disait à un de mes amis voyageant en Russie, et c'étaient des autorités sérieuses, que seules les dispositions menaçantes dont on avait cru animées l'Angleterre et la France avaient

fait dépenser 3 ou 4 millions sterling au gouvernement russe, qui naturellement a dû utiliser ses préparatifs pour réduire les Polonais. De pareilles considérations devraient arrêter les hommes qui ont les meilleures intentions du monde, et les empêcher de se joindre à une manifestation quelconque de ce genre. Vous ne devez pas seulement détourner votre gouvernement d'adopter une pareille attitude, mais encore vous devez ne rien faire qui soit de nature à tromper les peuples étrangers, ou à pousser les gouvernements étrangers à de plus grands efforts contre leurs propres nationaux. Maintenant, vous le savez, si je voulais vous flatter, au lieu de vous dire ces rudes vérités, je crois en vérité que je pourrais devenir premier ministre. Si je vous disais que vous êtes le plus grand, le plus sage, le meilleur et le plus heureux peuple du monde, et si je le répétais indéfiniment, je ne doute pas que je ne devienne premier ministre. Je sais par expérience qu'il s'est fait des premiers ministres par ce simple procédé. Mais j'ai toujours eu l'habitude de parler sans m'inquiéter d'une popularité momentanée. Vous savez cependant que je retire toujours ensuite, de ce que je fais, un intérêt exorbitant et usuraire, beaucoup plus élevé que je ne mérite.

Nous avons, nous autres Anglais, une façon toute spéciale de traiter les questions étrangères. Nous sommes le seul peuple au monde qui nous avisons de transformer une question étran-

gère en une question de politique intérieure, ardente et passionnée. Jamais en France, en Amérique, en Allemagne, vous ne voyez les journaux partir en guerre sur les questions étrangères, et s'attaquer les uns les autres parce qu'ils sont à ce propos d'opinion différente; au contraire, c'est la chose la plus commune du monde en Angleterre. J'ai reçu d'un honorable habitant de cette ville une lettre où il me dit qu'il ne votera plus pour moi, parce que je ne professe pas les mêmes opinions que lui sur la guerre d'Amérique. J'ai répondu que je ne prétendais pas du tout imposer aux autres les opinions qu'ils devaient professer sur une question purement abstraite comme celle-là, mais que je voudrais bien savoir qui avait fait de lui mon pape politique. Quoi qu'il arrive, quand une fois nous savons véritablement à quoi nous en tenir sur le peu que nous pouvons réellement pour modifier en quoi que ce soit la politique des autres, nous n'avons, si nous sommes sages, qu'une chose à faire : c'est de modifier notre ton en parlant de la politique étrangère, et de discuter ces choses avec calme et modération — si même nous les discutons du tout, ce que fait d'ailleurs tout homme intelligent à cette époque de télégraphe électrique. Aussi ai-je l'intention de parler très simplement, pendant une ou deux minutes, de la question américaine.

Je suis très indulgent pour tous ceux qui ne

partagent pas ma façon de voir sur cette horrible guerre civile d'Amérique. J'ai des amis intimes, quelques-uns de mes plus chers amis, qui se séparent absolument de moi dans cette affaire. Cela ne m'éloigne pas d'eux, ni ne m'empêche de marcher avec eux exactement comme si nos opinions étaient identiques. Bien plus, j'ai toujours dit que, si beaucoup de personnes considèrent comme un sinistre événement cette affaire d'Amérique — c'est mon opinion — beaucoup d'autres n'ont embrassé la cause du Sud que parce que c'était le parti le plus faible, parce que c'était le parti insurgé, et aussi parce que, consultant la carte et voyant l'étendue du pays, ils ne croyaient pas possible au Nord de réduire le Sud. Ils s'imaginent que c'est une lutte sans espoir à laquelle il faut mettre fin par une séparation. Eh bien, tous ces sentiments sont très nobles et très raisonnables, et il faut les regarder avec une absolue tolérance ; mais en même temps, je le répète, il y a dans ce pays-ci des partis politiques, et ils n'ont pas eu la sagesse de cacher leur mobile, auxquels il plaît d'assister à l'humiliation de l'Amérique. Ils n'ont pas caché leurs sentiments, et il y a eu comme une explosion à la Chambre des communes. » La bulle d'air républicaine a crevé. » Ils ne pouvaient se contenir de joie quand la guerre a éclaté.

Je veux vous dire mon opinion sur la république. A mon avis, en Angleterre, nous retirons

d'une monarchie héréditaire tous les avantages que pourrait procurer une présidence avec une élection tous les quatre ou tous les six ans. Voilà ma théorie. Mais en même temps, je vois un peuple se donnant un gouvernement de beaucoup plus avancé que tout ce qu'on peut imaginer en fait de gouvernement, un peuple qui se dit : « Nous nous dirigerons par la pure raison ; il n'y aura pas de religion d'État pour nous guider ou nous contrôler ; il n'y aura pas de rang dû à la naissance ; mais tout honneur, tout avancement viendra du peuple, et par libre choix ; nous prétendons nous gouverner sans hiérarchie ni corps privilégié. » Eh bien, il faut le reconnaître, ce programme est fondé sur une conception élevée de ce dont est capable l'humanité. Il se peut que cette appréciation de l'humanité soit erronée, — il se peut que le temps ne soit pas encore venu de faire une appréciation si favorable ; — il se peut que cette tentative échoue ; mais ne me demandez, à moi qui embrasse toujours, autant que je le puis, les intérêts de la grande masse de mes semblables, ne me demandez pas de souhaiter que cette appréciation de l'humanité soit prématurée, ne me demandez pas de me réjouir comme d'autres le font si cette conception venait à échouer : je répudie de toutes mes forces même l'idée que je pourrais partager un pareil sentiment.

Les difficultés et les malheurs qui sont ve-

nus affliger l'Amérique, nous pourrions en être affligés nous-mêmes demain. Nous gouvernons l'Inde. Le monde n'a jamais entrevu de danger comparable à celui auquel nous sommes exposés, avec 130 ou 140 millions d'individus vivant près des antipodes, et que nous dominons pour jouir de leur clientèle et pas pour autre chose. Je vous défie de me prouver que l'Angleterre ait dans ce pays un intérêt quelconque, si ce n'est d'y faire les affaires que nous y faisons. Je dis que c'est une périlleuse aventure, qui n'a rien à voir avec le libre-échange, et qui est absolument en contradiction avec les tendances nouvelles, tendances favorables aux nationalités et non à la domination étrangère. Vous êtes exposés à tout moment à quelque accident aux Indes. Et il en est de même en Irlande.

Est-ce donc être conservateur que de sauter de joie et d'exulter dès que cette grande République américaine tombe dans les angoisses de la guerre civile, et, cela, non par la faute d'un personnage quelconque, mais bien plutôt, si vous remontez jusqu'à la cause première, par la faute de la nation anglaise et de la cour d'Angleterre, faute remontant à quelque cent cinquante ans? Je le demande, les conservateurs de ce pays, ou ceux qui forment les classes dirigeantes d'Europe auraient-ils dû se laisser aller si vite à épouser le parti, si je puis ainsi dire, de cette insurrection. Voyons les choses comme elles sont. Voici une grande scission politique; les

personnages actifs, qui sont des hommes de grande valeur, — je connais les chefs des deux côtés — savaient ce qu'ils faisaient; ils savaient dans quelle situation terrible ils allaient mettre ce pays-ci, par exemple, qui vit par le coton. La scission qu'ils méditaient devait, ils le savaient, bouleverser ce grand et populeux district au milieu duquel je suis, et mainte personne ici présente porte un front plus pâle qu'il ne ferait sans cette guerre civile. Que font-ils donc pour se justifier aux yeux des États étrangers, pour obtenir de nos hommes d'État et des classes dirigeantes du continent d'être reconnus immédiatement à titre de belligérants?

Dans toutes les autres grandes catastrophes politiques dont je me souviens, les personnages qui ont essayé de provoquer une rupture au risque de bouleverser un pays étranger et de causer ainsi des pertes et des soucis aux autres nations, ont toujours publié, par un respect convenable de l'opinion du monde, le programme de leurs doléances. Où est ce programme aujourd'hui? Prenez notre guerre civile, à l'époque où Cromwell et son parti, qui, je l'ai toujours cru, venus à la suite d'hommes bien supérieurs à eux se sont rendus coupables de plus de violences, de plus d'actes tyranniques que les Stuarts qu'ils avaient renversés, et n'ont laissé après eux que peu de trace d'un bien dont la postérité pût leur tenir compte. Mais que se passait-il quand Cromwell et son parti et le Parlement

eurent déposé et décapité Charles I<sup>er</sup>, — crime suivi, comme tous les crimes sanglants, d'une réaction dont l'effet se continue encore à notre époque? Le Parlement rédigea un programme de ses doléances; il le publia en trois langues; il le répandit dans toute l'Europe, déclarant au monde entier pourquoi il avait déposé un roi et pourquoi il avait établi une république. Que se passa-t-il quand Jacques II s'enfuit, et que Guillaume III fut appelé au trône? Lisez la Déclaration des droits dont le Parlement salua Guillaume III; vous y trouverez un exposé des griefs qu'il avait contre Jacques II; vous y trouverez un programme et un ensemble de conditions imposées au roi successeur; vous y trouverez une justification de la conduite du Parlement. Que firent les Américains quand ils proclamèrent leur indépendance, en 1776? Ils publièrent une déclaration de leurs griefs, et il n'y a pas un Anglais qui, en la lisant aujourd'hui, ne reconnaisse qu'ils avaient raison de se soulever et de se séparer de la mère patrie. Mais, dans le cas présent, il se produit une guerre civile de proportions autrement gigantesques que celles dont j'ai parlé, que toutes ces guerres civiles réunies; une guerre devant amener des ruines que les chefs connaissaient, sur lesquelles ils comptaient comme sur un moyen de succès; ils savaient qu'ils allaient bouleverser par leur insurrection un district paisible. Ont-ils publié

un programme? Ont-ils exposé un seul grief? Je connais ces hommes, et je sais que personne n'était plus capable de rédiger ce programme que M. Jefferson Davis. Il pouvait le faire tout aussi bien que Thomas Jefferson avait rédigé la déclaration d'indépendance de 1776. Eh bien, ce programme, il n'existe pas. Et pourquoi n'y en a-t-il pas? Parce que les gens du Sud n'avaient qu'un grief. Ils voulaient affirmer, perpétuer et étendre l'esclavage. Mais, au lieu de cela, que disent-ils sans cesse, ces hommes éminents, — je veux dire, éminents par l'intelligence, — qui auraient pu jouer un si beau rôle, s'ils avaient osé dire la vérité? « Laissez-nous tranquilles; tout ce que nous demandons, c'est qu'on nous laisse tranquilles ». Et voilà la raison que les gouvernements conservateurs européens et une si grande partie des couches supérieures de la classe moyenne anglaise, et l'aristocratie presque tout entière ont acceptée comme un motif suffisant d'appuyer cette insurrection. Qu'auraient-ils dit si, quand Essex et Kent furent battus sur la question des lois céréales (et nous savons qu'Essex vota d'ensemble et unanimement contre nous), si Kent et Essex avaient voulu se constituer en Angleterre orientale au droit de l'embouchure de la Tamise, comme les sécessionnistes ont fait en Louisiane à l'embouchure du Mississipi, et si, quand nous leur aurions demandé pourquoi, ils avaient répondu : « Nous voulons

qu'on nous laisse tranquilles? » Un gouvernement peut-il subsister, si une portion du territoire ou une fraction de la population peut à tout moment se séparer après avoir subi un échec dans une élection paisible? Je le répète une fois encore, où sont les principes conservateurs des classes gouvernantes de notre pays? J'en arrive à cette conclusion qu'en somme, il y a plus de principes conservateurs dans la démocratie qu'ailleurs.

Maintenant, nous avons eu récemment des nouvelles de l'Amérique, qui, je l'avoue, m'ont frappé parce qu'elles nous offrent un des spectacles les plus sublimes de toute l'histoire du monde, celui de vingt-trois ou vingt-quatre millions d'habitants, répandus sur un territoire de quelques milliers de milles carrés, réglant en un seul jour, par des bulletins de vote, une question qui faisait couler des torrents de sang. Vous avez vu proclamer le résultat de cette élection paisible, on l'a fait avec moins de bruit que je n'en ai entendu dans le misérable petit village de Calne ou dans la petite ville de Kidderminster. Eh bien, je dis que c'est une chose dont l'humanité peut être fière, et dont aucun parti ne peut se glorifier, mais dont aucun parti non plus ne peut se désoler. Le peuple capable de cet acte a donné au monde un spectacle comme ne lui en avait jamais offert aucun autre peuple. Et qu'a-t-il fait? Il a pris une décision, remarquez-le, après trois ans de guerre, trois

ans d'une guerre qui avait coûté à une maison sur deux, ou à peu près, un habitant ou un parent. Le désaccord portait sur le point suivant : « Le général McClellan pose sa candidature pour mettre fin à la guerre et rétablir l'union, mais il n'impose pas la condition de l'abolition de l'esclavage. D'autre part, Abraham Lincoln dit simplement : « Nous mettrons fin à la guerre et nous extirperons l'esclavage ». Et, bien que cet appel fût adressé au peuple tout entier qui avait souffert de la guerre, ce peuple a préféré, dans l'intérêt de l'humanité — car c'est un fait qu'on ne peut plus désormais mettre en question — vous ne pouvez plus parler d'orgueil, ce sont de nobles raisons, c'est l'amour de l'humanité qui les a décidés — risquer de voir la guerre durer plus longtemps plutôt que de laisser subsister cette dégradante institution de l'esclavage. Finissons-en donc désormais avec cette vieille histoire, avec cette idée que cette guerre n'a pas pour objet la suppression de l'esclavage. Tout le monde le reconnaît aujourd'hui, quelle que puisse être l'issue de cette lutte, l'esclavage est aboli, et les esclaves émancipés.

Maintenant, quant à l'issue elle-même, je vous ai dit, il y a deux ans, que je ne croyais pas jamais vivre assez pour voir se constituer deux États indépendants dans l'Amérique du Nord. Je l'ai répété depuis, et je maintiens cette opinion, mais avec plus de fermeté encore que

je n'en ai jamais montré. Je ne crois pas que, de nos jours, ce pays soit jamais séparé en deux parties, car je considère les difficultés géographiques qui s'opposent à une séparation comme absolument insurmontables. Prenez, par exemple, le Mississipi. Il y a dans cette grande région occidentale 20 000 milles de cours d'eau navigables qui tombent dans le golfe du Mexique, à l'embouchure du Mississipi. Afin d'avoir l'embouchure de ce fleuve en leur possession, afin d'avoir en poche, pour ainsi dire, la clef de leur maison, les Américains ont acheté la Louisiane à Napoléon 1<sup>er</sup> pour 3 millions sterling, avec l'argent de toute l'Union. Et maintenant quelque deux ou trois cent mille individus qui s'y sont établis, — des Français, des Espagnols, des Irlandais, des Anglais, des Américains, — se sont mis en tête de détacher cet État de Louisiane, et de mettre l'embouchure de ce grand fleuve et la clef de tous ces vastes cours d'eau tributaires, aux mains d'un État étranger. Pour rendre cette question plus saisissable, je vous ai parlé de Kent et d'Essex : je prétends qu'il serait beaucoup plus facile à Essex et à Kent de détacher de l'ensemble du pays l'embouchure de la Tamise et de constituer une Angleterre orientale qu'il ne le sera à la Louisiane de détacher du reste de l'Amérique l'embouchure du Mississipi et de se constituer en État indépendant. Et voici pourquoi : c'est que dans la vallée de la Tamise,

il y aura peut-être un jour une population de dix millions d'hommes, qui seraient affectés par cette séparation de l'embouchure de la Tamise, et il n'y aura jamais que quelques centaines de milles de cours d'eau navigables au-dessus de cette embouchure; pour le Mississipi, au contraire, il y aura un jour deux cents millions d'individus les plus riches et les plus prospères du monde — nul doute à cela — qui vivront dans cette vallée du Mississipi; et c'est pourquoi il est dix fois impossible, si on peut employer cette expression, de jamais laisser barrer l'embouchure du Mississipi. De plus, on peut empêcher presque sans frais cette séparation; quelques canonniers courant des bordées dans le Mississipi en assureront la possession absolue; et si on ne pouvait prendre la Louisiane d'une autre manière, eh bien, on couperait les digues (comme firent les Hollandais contre leurs ennemis les Espagnols) au-dessus de la Nouvelle-Orléans, et on inonderait l'État de Louisiane tout entier.

Faites-y bien attention, je ne parle que des mobiles qui animent les belligérants et des forces dont ils disposent, je n'exprime ni mon opinion, ni mes désirs personnels; — je parle uniquement de ce qu'il vous faut considérer pour vous former une opinion sur l'issue probable de cette lutte. Si vous vous figurez que M. Jefferson Davis et sa confédération du Sud se contenteraient d'un empire esclavagiste limité aux États cotonniers, — si vous prétendez qu'il

faudra leur défendre de s'étendre au-delà du Mississippi jusqu'au Texas, eh bien, vous auriez là une idée dont ils ne vous sauraient aucun gré. Le but pour lequel ils combattent, c'est d'amener leurs esclaves non seulement au-delà du Mississippi jusqu'au Texas, mais aussi dans d'autres régions plus éloignées. Aussi leur dire que jamais les eaux du Mississippi ne seront à eux, c'est leur dire qu'ils doivent renoncer à la base de toutes leurs prétentions. Je soutiens que la principale difficulté, comme notre classe dirigeante, comme la plupart de ceux qui écrivent dans les journaux s'en seraient rendu compte, s'ils avaient observé les faits, réside dans des faits géographiques, sur lesquels ces écrivains auraient dû porter leur attention, car s'ils les avaient observés, ils n'auraient pas conclu, comme ils l'ont fait, au triomphe de la cause du Sud.

J'ai parlé des journaux. Il y a à Londres un journal qui, je crois, est lu par presque tout le monde, et dont l'ignorance en ces matières m'a étonné. Dans un article de fond, où il parlait d'un fleuve de 580 milles de navigation intérieure, auprès duquel le plus grand cours d'eau de notre pays n'est qu'un ruisseau, il le faisait remonter vers le nord pendant un grand nombre de milles pour se jeter dans un autre fleuve; puis ces deux fleuves réunis, dont les eaux ne se sont jamais mêlées, il les faisait se jeter dans un troisième fleuve, dans lequel ni l'un ni l'autre

ne verse une seule goutte de son eau. Eh bien, je crois qu'il y a un réel danger dans cette ignorance de ceux que je dois appeler, à défaut d'une expression meilleure, la classe dirigeante de notre pays, dans cette ignorance complète de toutes choses à propos de l'Amérique. Ces gens-là peuvent, par leur ignorance, vous mettre dans des embarras auxquels vous n'échapperez qu'en imposant de gros sacrifices à votre honneur national. Si j'étais riche, je crois vraiment que je ferais une dotation pour fonder à Cambridge ou à Oxford une chaire pour enseigner la géographie moderne de l'Amérique et l'histoire moderne de l'Amérique. Je n'hésite pas à l'affirmer, — et je parle en connaissance de cause, — je prendrais aujourd'hui un étudiant de Cambridge ou d'Oxford, — voici une carte d'Amérique — et je demanderais à ce jeune homme de s'approcher de cette carte et de mettre le doigt sur la ville de Chicago; je ne crains pas de dire qu'il ne tomberait juste qu'à un millier de milles près. Et pourtant Chicago est une ville de 150,000 habitants, d'où nous tirons chaque année de quoi faire vivre un ou deux millions d'habitants de notre population. Ces jeunes gens d'Oxford ou de Cambridge sont impeccables, je le reconnais, sur la géographie de la Grèce et de l'Égypte anciennes.

Ce que je vais dire va me faire accabler d'une pluie de citations grecques et latines. Mais je crois l'avoir dit déjà, j'imagine que toutes les

violences que l'on pourrait me dire, on me les a déjà dites. Pendant un séjour que j'ai fait à Athènes, un matin d'été, je suis sorti pour voir la fameuse rivière, l'Ilyssus; après avoir longé pendant quelques centaines de mètres quelque chose que je prenais pour le lit d'un torrent d'hiver, je suis arrivé à un endroit où étaient réunies quantité de lavandières athéniennes et je me suis aperçu qu'elles avaient complètement arrêté le cours de cette fameuse et classique rivière pour en employer toute l'eau, jusqu'à la dernière goutte, au lavage de leur linge et à d'autres objets hygiéniques. Et maintenant je vous le demande : pourquoi les jeunes gens à qui on apprend avec tout le détail possible la géographie de l'Ilyssus ne sauraient-ils pas quelque chose de la géographie du Mississipi, de l'Ohio et du Missouri? On a beaucoup parlé dans ces derniers temps des avantages de l'éducation classique. Je suis grand partisan de toutes les sortes de culture et je dis que, quand je rencontre des hommes qui, outre une instruction classique très étendue, ont, comme le professeur Goldwin Smith, ou le professeur Rogers, d'Oxford, une connaissance approfondie des affaires modernes, et qui, en même temps que savants, sont aussi des penseurs, — je les reconnais comme étant infiniment supérieurs, et je m'incline avec respect devant leurs éminentes qualités. Mais faire sortir des jeunes gens du collège sans qu'ils aient aucune connaissance du

pays où se passe le grand drame de la vie politique et nationale moderne, — des jeunes gens d'une ignorance absolue sur des pays comme l'Amérique, mais qui, heureusement ou non, exercent et exerceront dans ce pays-ci plus d'influence que toutes autres personnes, — prendre des jeunes gens dépourvus de toutes connaissances sur des pays comme celui-là, sur sa géographie, son histoire moderne, sa population et ses ressources, et leur donner dans le gouvernement de ce pays-ci des situations grosses de responsabilités — je dis que c'est mettre en péril vos plus grands intérêts, et tout homme public soucieux de la prospérité future de son pays a le devoir de faire sur cet état de l'éducation les remontrances les plus pressantes qu'il peut.

Vous connaissez tous mon opinion sur l'avenir de l'Amérique. Je ne souhaite pas voir les événements me donner raison. Je ne me serais jamais étendu comme je l'ai fait sur les affaires américaines, si ceux qui ont une opinion opposée à la mienne n'en avaient pas tant dit eux-mêmes. J'ai voulu rétablir l'équilibre, empêcher que la balance ne penchât indûment en faveur du Sud. Je n'ai pas demandé l'intervention, je n'ai pas demandé autre chose que la neutralité : mais, si nous voulons une neutralité parfaite, pour l'amour du Ciel, tâchons d'avoir aussi un peu d'empire sur nous-mêmes dans la discussion de ces questions qui, heureusement, ne

nous regardent d'aucune façon. Prenez les journaux, voyez-les s'attaquer les uns les autres, ou attaquer les hommes publics, parce qu'ils n'ont pas d'opinions bien tranchées sur les questions étrangères. N'est-ce pas un pur enfantillage, puisque ces questions ne nous regardent pas ?

Que l'on m'attaque pour mes opinions politiques sur les questions intérieures, je reconnais qu'on en a le droit absolu ; plus on le fera, mieux ce sera : le langage de tout homme public, ses actes, sa politique, doivent être soigneusement épluchés. Mais se quereller à propos d'un pays sur lequel vous ne pouvez exercer aucune influence, cela me paraît la chose du monde la plus absurde. Si nous n'avions jamais fait la guerre, peut-être alors, en tant que nation, pourrions-nous à bon droit déplorer de voir l'Amérique verser tant de sang ; mais je reste muet, je suis réduit au silence quand je me rappelle que, depuis mon entrée dans la vie publique, je n'ai cessé de protester contre les guerres de l'Angleterre — guerres aux Indes, en Chine, en Russie, en Nouvelle-Zélande, au Japon, dans le monde entier, — mais que je n'ai jamais pu réussir dans ce pays-ci à empêcher les effusions de sang. Tous les ans, en moyenne, nous avons une nouvelle guerre avec un pays ou avec un autre, et voilà pourquoi je reste muet. Comment dire à l'Amérique : « Pourquoi faites-vous cette guerre civile ? » Ne serais-

je pas exposé à m'entendre répondre : « Otez d'abord la poutre de votre œil, avant de retirer la paille du nôtre ! » J'aurais bien le droit de parler comme je le dis, si je me compare à d'autres ; mais je m'aperçois que ceux-là mêmes qui ont défendu toutes les guerres contre lesquelles j'ai protesté lèvent maintenant les yeux au ciel, et s'exclament à la face du monde comme s'ils avaient été des quakers depuis leur naissance.

Messieurs, j'en ai fini avec la politique étrangère et le seul motif que j'aie eu d'en parler si longtemps, en dépit de ma règle habituelle, c'est que, je vous le répète, la dernière session a été exceptionnelle ; si j'ai parlé de la question de non-intervention, c'est parce que je désire avoir moins à en parler à l'avenir, afin que nous puissions causer de nos affaires intérieures sans rencontrer sur notre route cette éternelle question extérieure qui détourne notre attention et nous empêche de rien faire pour notre propre pays. Je suis heureux de pouvoir vous citer, d'après une source très orthodoxe, une opinion formulée en peu de mots, mais que je crois excellente, sur ce que doit être notre politique étrangère. La *Revue d'Edimbourg* du mois dernier définit, en matière de politique extérieure, les théories qui viennent d'être tacitement admises par le gouvernement et par la majorité de la nation, en ce qui concerne nos relations avec les puissances con-

tinentales d'Europe, et voici les propres paroles de la Revue orthodoxe whig. Ce n'est pas moi qui tiens ce langage. Je l'ai tenu il y a quelques années, mais je suis très heureux de m'effacer complètement aujourd'hui, et de vous apporter les paroles beaucoup plus influentes de la *Revue d'Edimbourg* :

« Notre pays ne doit entrer dans aucune discussion officielle et dans aucun engagement public sur des affaires qui ne le concernent que de très loin ; il doit réserver son pouvoir et son influence pour la défense des intérêts anglais ; il ne doit exprimer son opinion que s'il est résolu à l'appuyer effectivement, et il doit laisser aux autres États la responsabilité d'actes qui les touchent bien plus directement que nous. »

Voilà incontestablement une sage et saine doctrine. Tout ce qui m'étonne, c'est qu'il se soit trouvé des gens pour penser autrement, et qu'on ait encore à l'exprimer aujourd'hui pour la première fois. C'est l'histoire du mal de tête de la Chambre des communes dont je vous ai parlé en commençant.

Je dois dire que je suis très heureux de pouvoir citer encore la même publication orthodoxe sur une autre question très importante. L'auteur parle des mesures que nous avons encore à prendre dans notre politique intérieure, et dont nous aurons tout le temps de nous occuper quand nous en aurons fini avec notre ingérence dans les affaires de toute la terre.

Eh bien, voici les propres termes qu'emploie l'auteur à propos des réformes intérieures qui s'imposent à notre attention :

« A l'intérieur, nous avons encore à appliquer au sol et au travail cette liberté qui, appliquée aux capitaux et au commerce, a produit tant de merveilles. »

Ne l'oubliez pas, ce n'est pas moi qui parle ainsi de l'application du libre-échange au sol. Mais je dis : « Amen » à ce discours. Si j'avais vingt-cinq ou trente ans, au lieu d'en avoir, malheureusement, le double, je m'armerais d'Adam Smith — je m'en tiendrais à lui, je ne ferais pas de politique — je m'armerais d'Adam Smith et je ferais une ligue pour le libre-échange appliqué au sol absolument comme nous avons fait jadis une ligue pour le libre-échange appliqué aux céréales. Vous trouvez tout autant d'arguments dans Adam Smith pour cette cause que pour l'autre : et si on lançait l'affaire, si on ne prétendait pas la faire réussir, en soutenant une théorie politique, révolutionnaire, radicale, chartiste ; si on se plaçait sur le terrain politico-économique, on ferait certainement réussir le mouvement. Et, si vous parvenez à appliquer un régime de liberté au sol, et aussi au travail — j'entends, en vous débarrassant de ces abominables restrictions du fait des paroisses et autres entraves analogues — je le dis bien haut, ceux qui atteindraient ce but auraient probablement plus fait pour l'Angleterre que nous n'a-

vons pu faire en lui donnant la liberté du commerce des céréales. Eh bien, tout cela, il faut le faire.

Réellement, ce qui est le plus gênant pour un représentant qui ne se trouve qu'une fois par an en présence de ses constituants pour les entretenir de tant de questions différentes, c'est de ne pouvoir traiter à fond un sujet, et d'être obligé de passer rapidement de l'un à l'autre. Puisque, malheureusement, notre éloquent ami ne peut parler après moi, excusez-moi de vous prendre dix minutes de plus que je ne l'aurais fait sans cela. Outre la question de la réforme du Parlement, qui est la base de tout, il y a une autre mesure à prendre l'année prochaine en matière de finances, mesure qui découlera, comme un corollaire, de notre nouvelle politique étrangère et comme un exemple des avantages qu'on en peut attendre. Vous ne pouvez faire autrement que de réclamer cette réforme, du moment où vous admettez le principe de ne faire la guerre que pour vos intérêts et votre honneur, — et par honneur je n'entends pas un honneur de caserne — je maintiens que l'honneur de ce grand pays chrétien ne doit jamais être, sous un gouvernement sage, séparé de son intérêt. Mais si vous admettez que vous ne ferez jamais la guerre que pour une question qui touche directement à votre intérêt ou à votre honneur, je vous défie de maintenir votre organisation actuelle et de dépenser vingt-cinq et tant de mil-

lions sterling par an pour votre armée et votre flotte. Vous n'avez aucun prétexte pour le faire; et déjà j'apprends de source autorisée que nous aurons une réduction l'an prochain. J'en suis heureux; et j'en suis très heureux en vérité pour M. Gladstone, le chancelier de l'Echiquier. M. Gladstone est le meilleur chancelier de l'Echiquier que l'Angleterre ait jamais eu, — et quand je le dis, je n'ignore pas que William Pitt a été un de ses prédécesseurs. Mais je vais dire maintenant que M. Gladstone a été, à un point de vue, le plus extravagant chancelier de l'Echiquier que nous ayons jamais eu. Il s'est montré maître dans l'art de répartir les charges du pays. Il a trouvé la charge placée sur l'animal de manière à en rendre le poids aussi difficile que possible à porter; cette charge était attachée autour de ses genoux, était fixée à sa queue, pendait sur ses yeux, l'aveuglait, le gênait, le faisait boiter à chaque pas. M. Gladstone a débarrassé toutes ces différentes parties du corps de ces fardeaux, et très ingénieusement il les a placés sur une sellette aussi douce que possible, attachée aux épaules de l'animal. Mais l'animal porte toujours le même fardeau, il en porte même un bien plus lourd qu'avant l'emploi de cette belle méthode. Jamais nous n'avions vu jusqu'ici notre gouvernement tirer du peuple dix millions d'impôt sur le revenu en temps de paix. On s'exclame quand on parle des dépenses des Américains. Un de mes amis m'écrivait l'autre

jour que les Américains dépensaient deux millions de dollars par jour et me demandait ce que j'en pensais? Je pensais, ai-je répondu, que c'était plus encore, mais enfin que je m'en tenais à ses chiffres; eh bien, si on tient compte de la dépréciation de la circulation américaine, et du taux actuel du change, le dollar valant 20 d. en Amérique et 2 s. en Angleterre, c'est, à bien peu de chose près, la somme qu'en temps de paix M. Gladstone tire de notre pays. Et, remarquez-le, tant que les Anglais se laisseront aller à cette béate complaisance pour eux-mêmes qui fait qu'ils ne peuvent rien voir à l'étranger qui ne soit pour eux un objet de pitié, ils seront toujours persuadés qu'ils sont très habiles et qu'ils font beaucoup mieux que tous les autres. Pourquoi les Américains ont-ils surpris tout le monde? Pourquoi ont-ils ri et se sont-ils moqués des prédictions de tous vos magnats de la Cité, de toutes vos autorités en matière de finances, leur disant qu'ils ne pourraient continuer leur guerre pendant six mois sans s'adresser à l'Europe pour un emprunt? Pourquoi les Américains ont-ils donc tellement déçu et désappointé toute l'Europe? Je vais vous le dire. C'est que les Américains n'ont jamais rien dépensé pour la guerre, n'ont jamais laissé leur gouvernement rien dépenser pour la guerre en temps de paix. Voilà tout leur secret. Ils dépensaient de quinze à dix-sept millions sterling par an pour leur gouvernement, avec une

population à peu près de même importance que la nôtre, au moment où la guerre a éclaté ; et les économies, les réserves qu'ils ont faites par cette méthode leur ont permis de traverser la terrible épreuve d'aujourd'hui. Comptez seulement dix millions d'économies pendant quarante ans ; ajoutez-y chaque année dix millions pour l'intérêt composé, et en fin de compte vous serez étonné de la somme fabuleuse à laquelle vous arriverez. A peine seriez-vous capables d'en calculer le total. Eh bien, c'est exactement ce qu'ont fait les Américains. Vous, au contraire, que faites-vous ici ? Vous vous lancez dans des dépenses de guerre en temps de paix, vous mécontentez le pays par ces dépenses extravagantes, et le résultat auquel vous arrivez est que, si vous aviez à faire la guerre, vous trouveriez certainement paralysés par le fait de vos dépenses antérieures.

J'espère donc que M. Gladstone pourra, pour la prochaine session, réduire largement les dépenses actuelles. J'en ai assez de ces illusions que fait naître la réduction ou la diminution de taxes spéciales. Ce à quoi je veux m'attacher, c'est au total des ressources que tire de nous le gouvernement. Par exemple, voici un des moyens le plus ordinairement employé pour nous jeter de la poudre aux yeux : on nous étale les comptes des droits de douane et d'ex-cise qu'on a abolis et de ceux qu'on a réduits depuis vingt ans. Mais je regarde au total que

nous payons aujourd'hui, et je constate que, cette année, ce total dépassera de quarante millions sterling ce que nous avons l'habitude de payer avant qu'on ait opéré ces réductions. Je prétends donc que la vraie méthode à employer, en ces matières, est de déterminer la diminution du total des impôts payés par le contribuable; et j'espère que la prochaine session ne se passera pas sans que M. Gladstone donne satisfaction à ses propres idées: car il ne faut pas oublier que M. Gladstone nous a répété lui-même plusieurs fois qu'il trouvait nos dépenses excessives. C'est, en vérité, pour un ministre, serrer le vent terriblement de près que d'essayer de se justifier en disant: « Je dépense à mon avis plus que je ne devrais; arrivez, peuple anglais, et essayez de l'empêcher. » Mais je suis obligé de dire que M. Gladstone, par les immenses services qu'il a rendus d'autre part, est le seul homme qui soit capable de fournir au gouvernement des ressources. Je ne demande pas mieux que d'admettre que M. Gladstone se soit, par son habileté en matière de finances, justifié d'être resté jusqu'à ce jour dans le cabinet et d'avoir fait ce qu'il a fait. Cependant il reconnaîtra, j'en suis sûr, qu'il a poussé presque jusqu'aux dernières limites l'art de manipuler les sources de nos impôts. Il a supprimé tous les droits protecteurs; il a réduit un grand nombre d'autres droits. Et, bien que je sois loin de dire que

d'autres chanceliers de l'Echiquier ne pourraient pas nous rendre un bien plus grand service en nous donnant l'impôt direct à la place de l'impôt indirect, cependant, en ce qui concerne la protection, M. Gladstone a terminé son œuvre; et c'est pourquoi les autres services qu'il lui reste à nous rendre doivent consister désormais à réduire les dépenses et à nous faire payer moins d'impôts. Il doit se rappeler aussi les paroles que nous avons entendu sortir de la bouche de nos adversaires. Lord Stanley déclarait, vous le savez, il n'y a pas longtemps, qu'il ne pouvait pas admettre soixante millions de dépenses. Il me semble que lorsque le chancelier de l'Echiquier voit son adversaire du parti opposé, — le membre le plus distingué de l'opposition, — parler ainsi de soixante millions cela doit lui donner à réfléchir; il me semble que si j'étais M. Gladstone, je reviendrais à ce chiffre aussi vite que possible de peur d'être pris en défaut par l'opposition; je l'invite fort à s'en rapporter à lord Stanley. Il a déclaré lui-même que les dépenses actuelles étaient déréglées — « dépenses déréglées » c'est, je crois, l'expression qu'il a employée, — et je sais que M. Disraëli a parlé d'armements *boursoufflés*; ainsi de toutes parts on condamne notre politique financière. M. Gladstone fait appel au public anglais. Je ne sais comment le public anglais peut intervenir dans la formation de son budget à la Chambre des Communes; mais puisqu'il doit y avoir des élec-

tions générales l'année prochaine, j'engage M. Gladstone à consulter le public anglais, aux élections générales, sur la question des impôts, à lui fournir ainsi l'occasion d'exprimer son opinion; je penche beaucoup à croire que c'est la seule façon dont le public anglais puisse intervenir dans la matière.

Mais j'estime que la Chambre des communes est bien plus extravagante que le gouvernement. Je vous parle par expérience personnelle. Je l'ai déjà déclaré à la Chambre. Depuis que je suis entré dans la Chambre, nous avons voté plus de cinq cents millions sterling pour les services de l'armée et de la marine; et je n'ai jamais vu, pendant tout ce temps, réduire un chapitre d'un seul schelling; bien au contraire, j'ai toujours vu les chapitres grossir. Pendant la dernière session, le gouvernement a proposé de faire une économie de 200.000 livres en n'appelant pas la *yeomanry*; mais les députés des campagnes se sont levés et l'ont forcé à prendre l'argent. La Chambre des communes est plus extravagante que le gouvernement, et le pousse toujours à la dépense. Mais si M. Gladstone veut inviter le public anglais à parler en profitant de la seule occasion qu'il ait de faire entendre sa voix, aux élections générales, je suis absolument certain que le public lui donnera son appui, et qu'il le refusera au contraire à tout gouvernement opposé à la réduction des dépenses. Quel est le remède évident à la situation de la

Chambre des communes ? Nous savons tous que la Chambre des communes a besoin qu'on lui infuse un peu d'élément populaire. Je vois devant moi les hommes de la classe moyenne, et, au delà, les ouvriers. Eh bien, on vous dit, et quelques-uns d'entre vous en sont persuadés, que c'est la classe moyenne qui mène la Chambre des communes. C'est une grosse erreur. L'élément sorti de la classe moyenne est très peu important à la Chambre des communes, et l'est de moins en moins. Nous devenons de plus en plus un club d'hommes riches. Ce qu'il vous faut, c'est une infusion plus grande de l'élément populaire, ce qui n'est possible que par l'extension des droits politiques du peuple. Et je conseillerais à la classe moyenne de ne pas permettre qu'on dise de cette question qu'elle est une question ouvrière. La classe moyenne elle-même est intéressée à ce qu'on réforme le Parlement, pour pouvoir y faire sentir son influence, car actuellement elle n'en a pas beaucoup, je vous assure; nous ne sommes qu'un bien petit ingrédient dans la composition du Parlement. L'univers ne reste pas en repos; vous ne devez pas, vous non plus, rester en repos. « Je parie, me disait l'autre jour un de mes amis, que les nègres d'Amérique auront le droit de vote avant l'ouvrier anglais. » Eh bien ! voilà un pronostic que je ne voudrais pas voir confirmé par l'événement; il me semble que ce ne serait pas digne de notre pays, qui s'est toujours

enorgueilli d'être à l'avant-garde des nations libres. Mais il est une chose dont je suis absolument sûr — et je m'adresse aux personnes de la classe moyenne qui sont ici, — c'est que vous ne pouvez plus, sans manquer à la prudence, exclure la grande masse des travailleurs d'une participation au suffrage électoral; car, souvenez-vous-en bien, jusqu'à présent, jamais cette question n'a été posée comme elle l'est aujourd'hui. Vous avez vu plusieurs gouvernements vous recommander successivement dans leurs discours du Trône la réforme du Parlement dans le sens d'une augmentation du nombre des électeurs dans ce pays. Mais on n'a rien fait jusqu'ici, et le peuple sent qu'on se joue de lui. Il n'y a rien qui entretienne le ressentiment dans le cœur du peuple autant — toute l'histoire le prouve — que la pensée qu'il a été trahi. Vous verrez dans toute l'histoire que le peuple est magnanime et pardonne tout, tout sauf la trahison dont il croit — quelquefois à tort — avoir été victime.

Les classes ouvrières gardent sur cette question du suffrage un silence très significatif. Cette attitude est chose nouvelle; et, si elles ne bougeaient pas du tout, je dirais que c'est pour la classe moyenne une raison de plus de poser la question; car un temps et des circonstances viennent — ils se présentent toujours une fois tous les vingt ou tous les trente ans — où il faut faire appel à tout le pays; où le pouvoir de

la nation tombe effectivement aux mains du peuple, je dis effectivement, car il est toujours virtuellement dans ses mains à quelque moment qu'il lui plaise de l'exercer. Eh bien ! il n'est pas à souhaiter que vous laissiez le peuple avec un grief, non pas un grief qu'il a inventé lui-même, mais un grief auquel — il faut vous en convaincre — vous avez donné naissance par vos déclarations mêmes. C'est votre gouvernement, c'est la classe moyenne, c'est votre souveraine parlant par la bouche de son premier ministre, qui donnent le ton à la politique publique ; c'est eux qui ont dit aux ouvriers qu'ils doivent avoir le droit de voter et qui les ont leurrés pendant dix ou quinze ans, ne faisant rien. Je dis qu'il y a là un danger et la tournure que prend la controverse est, à mon sens, très regrettable ; elle tend à s'élargir, à se transformer en une question tout autre, celle de savoir si les ouvriers, considérés dans leur ensemble, doivent avoir ou non le droit de suffrage. Mais cette question ne s'est jamais posée auparavant ainsi, car nous savons tous qu'autrefois, au temps des corporations, les classes ouvrières étaient représentées de plusieurs façons. Vous aviez des bourgs, avec le droit de suffrage pour déterminer la quote-part des impôts ; dans la cité de Londres, par exemple, vous aviez des corporations dans lesquelles tout homme appartenant à une certaine profession pouvait exercer son droit de suffrage en qualité de *freeman*.

Supposez-vous maintenant qu'il soit possible, à une époque où les principes de l'économie politique ont élevé les classes ouvrières au-dessus de leur situation ancienne, et où cette élévation est constamment augmentée par les découvertes et les inventions mécaniques, croyez-vous pouvoir refuser indéfiniment à la masse des travailleurs le droit de suffrage? Vous dites que vous ne devez pas leur donner l'exercice complet de ce droit. « Mais, répondent-ils, vous ne nous la donnez même pas partiellement. » Et je dis que c'est l'intérêt et le devoir de la classe dirigeante de ce pays et de la classe moyenne qu'on croit en possession du pouvoir, que c'est leur intérêt de résoudre cette question aussi tôt que possible, et qu'il y a danger à la laisser ainsi sans solution.

Vous savez, messieurs, que je ne fais jamais de péroraison; quand je suis arrivé à la fin de ce que je voulais dire, je m'arrête et je m'assieds. Je vous remercie très cordialement aujourd'hui. Quand je suis entré dans cette salle, j'avoue que je me sentais intimidé, car je ne croyais pas pouvoir parler de façon à être entendu de l'assemblée entière; mais votre bienveillance et votre excessive indulgence m'ont rendu la tâche agréable, et je vous remercie de la façon dont vous m'avez reçu et écouté.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

1793 and 1853 in *Three letters* by Richard Cobden, broch. in-18, 1853.

*Remarks on the law of Partnership and limited liability*, by W. S. Lindsay, Esq. M. P. and Richard Cobden, Esq. M. P., broch. in-18. London, Effingham Wilson, Royal Exchange, 1856.

*The three panics an historical Episode*, by Richard Cobden, Esq. M. P., broch. in-18. London, Paris, New-York, Cassel and Co, 1862.

*Les trois paniques, épisode de l'histoire contemporaine*, traduit de l'anglais, de Richard Cobden M. P., par Xavier Raymond, 1 vol. in-18. Paris, Dentu, 1862.

*Correspondence between M. Cobden M. P. and M. Delane editor of the Times, with a supplementary correspondence between M. Cobden and the editor of the Daily Telegraph*, broch. in-8. Manchester, Ireland and Co, 1864.

*The political Writings of Richard Cobden*, 2 vol. in-8. London, William Ridgway, 1862.

Le même avec une introduction de Sir Louis Mallet, 1 vol. in-18, sur 2 col. London, William Ridgway, 1864.

*Speeches on questions of public policy*, by Richard Cobden M. P., edited by John Bright and James E. Thorold Rogers, 2 vol. in-8°. London, Macmillan and Co, 1870.

Le même, 1 vol. in-18 sur 2 col. Macmillan and Co, 1870.

On trouve de nombreux discours et des lettres de Cobden dans les recueils et ouvrages suivants : *The League. — The exponent of the principles of Free Trade and the organ of the National Anti-Corn-law League.*

Journal hebdomadaire du 30 septembre 1843 au 4 juillet 1846, 3 vol. in-folio, comprenant 66 discours de Cobden.

*Cobden et la Ligue — ou l'agitation anglaise pour la liberté des échanges*, par F. Bastiat. Paris, reproduit dans le tome III des Œuvres complètes de Bastiat. Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>, 1854.

*Richard Cobden. — Notes sur ses voyages, correspondances et souvenirs*, recueillies par Mme Salis Schwabe, avec une préface de M. G. de Molinari, 1 vol. in-8. Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>, 1879.

*The life of Richard Cobden*, by John Morley, 2 vol. in-8°. London, Chapman and Hall, 1881.

Édition populaire abrégée in-4° sur 2 col. London, Chapman and Hall, 1882.

*La vie de Richard Cobden*, par John Morley,  
traduction française, par Mlle Sophie Raffalovich. Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>, 1885.

---

## TABLE DES MATIÈRES

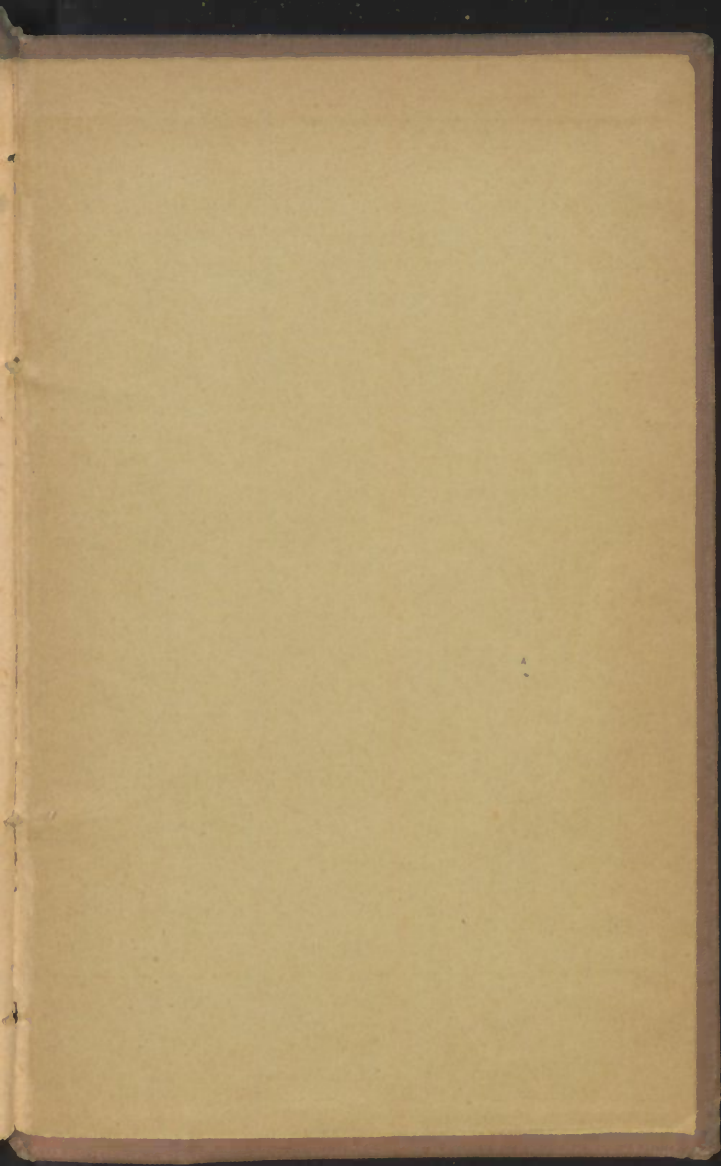
---

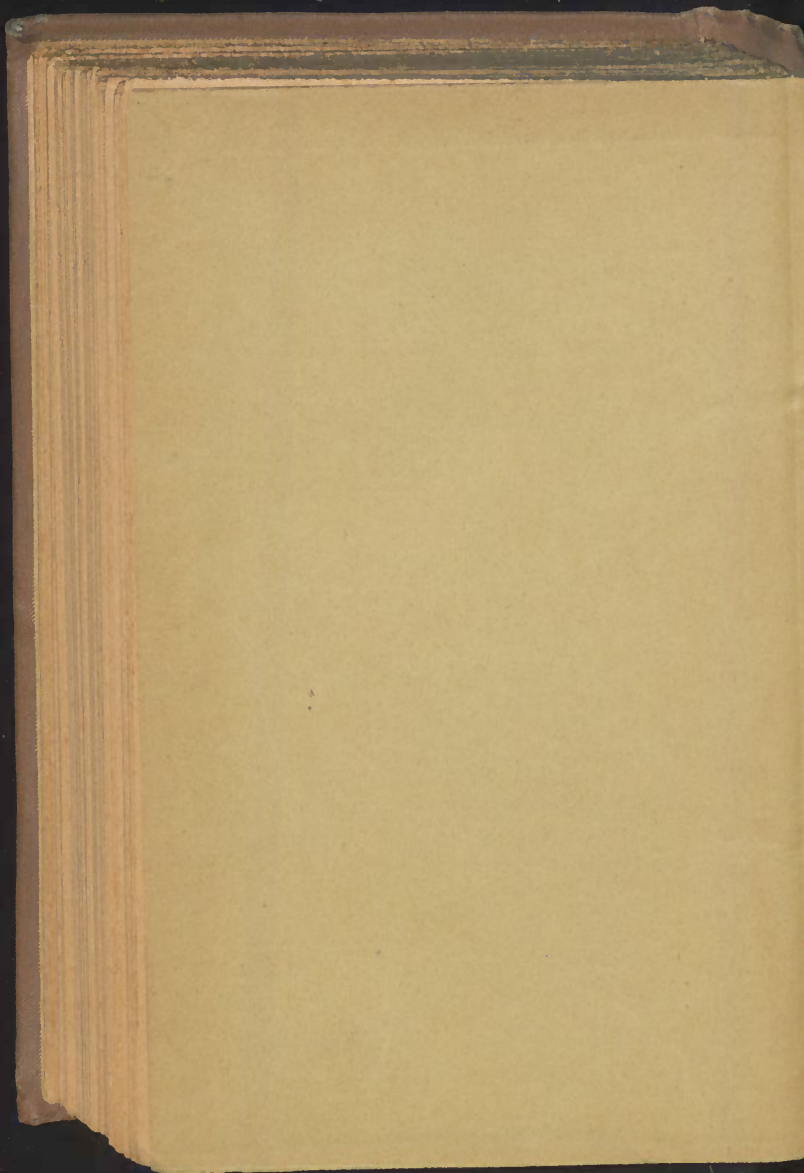
INTRODUCTION.....	1
<b>1836</b>	
20 octobre. — Lettre aux électeurs de Stockport. — Loi sur le travail des enfants dans les fabriques...	4
<b>1841</b>	
25 août. — Chambre des Communes. — Amendement à l'adresse. — Premier discours parlementaire....	8
<b>1843</b>	
17 février. — Chambre des Communes. — Discus- sion de l'adresse. — Détresse du pays.....	30
3 mai. — Ligue contre les lois-céréales. — Meeting de Drury Lane.....	54
13 mai. — Ligue contre les lois-céréales. — Meeting de l'Opéra.....	83
13 octobre. — Réunion électorale de Londres. — Elec- tion Pattison.....	103
<b>1848</b>	
27 janvier. — Meeting de Manchester. — Finances publiques. — Dépenses militaires.....	126
<b>1861</b>	
26 juin. — Réunion électorale de Rochdale. — Traité de 1860.....	154
<b>1864</b>	
22 juillet. — Chambre des Communes. — Discours sur les manufactures et ateliers d'État. — Dernier discours parlementaire .....	195
23 novembre. — Réunion électorale de Rochdale. — Dernier discours public.....	214

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

1200-91. — CORDELL. Imprimerie CRÉTÉ.

IV 2





25. VII. 92 M. L. 50



206\$01467212